

Le recul du terrorisme au Proche-Orient

Le drame des otages occidentaux au Liban est sur le point de se clore. Hormis le cas d'un Italien, dont on est sans nouvelles et qui est probablement mort, resta celui, un peu particulier, de deux Allemands que leurs ravisseurs prétendent échanger contre les frères Hamadé, deux terroristes détenus en Allemagne. En relation avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, grand architecte du « règlement global » de l'affaire, ces derniers mois, le gouvernement de Bonn est en train d'examiner une éventuelle solution. Elle est délicate et embarrassée le chancelier Kohl, qui a jusqu'à présent refusé de céder aux exigences des preneurs d'otages.

Mais, quelle que soit cette ultime solution, la libération, mercredi 4 décembre, de Terry Anderson - le « doyen des otages », le dernier Américain détenu - aura quasiment marqué la fin d'un long et épineux épisode du « terrorisme international » lié aux conflits du Proche-Orient. Une décennie d'enlèvements et d'attentats qui ont gravement affecté nombre de pays occidentaux et, parmi eux, la France : on se souvient de la série d'explosions meurtrières en 1986, à Paris.

DEPUIS l'été dernier, M. Pérez de Cuellar a patiemment mis au point un difficile « arrangement » avec toutes les parties concernées : les divers groupes extrémistes agissant au Liban, l'Iran, dont se réclament la plupart de ceux-ci, le Syrie, dont le rôle a longtemps été, pour le moins, ambigu, et Israël, qui doit libérer les prisonniers arabes capturés, au fil des ans, par son armée au Liban, et recevoir en contrepartie les corps de certains de ses militaires disparus dans ce pays ou des informations enfin claires sur leur sort.

Ce « règlement global » est presque assuré, et ce sera un incontestable succès pour le secrétaire général de l'ONU, à la veille de sa retraite. Mais il n'y aurait pas de parvenu s'il n'avait bénéficié d'une conjoncture internationale soudain favorable au recul du terrorisme, au Proche-Orient notamment. Avec la fin de la confrontation Est-Ouest, qui a provoqué l'isolement des régimes ayant le plus joué sur l'appui de l'URSS face à l'Occident, la disparition d'un bloc soviétique qui fut dans son ensemble un utile pourvoyeur de soutiens aux terroristes, l'effacement des gauchismes les plus durs, ici et là, la guerre du Golfe puis le nouveau processus de paix entre Israël et ses voisins arabes ont soudain achevé de bouleverser les données de la situation au Proche-Orient.

L'IRAN a multiplié - plus ou moins discrètement - les signes d'ouverture, après avoir respecté, durant la crise du Golfe, une attitude de neutralité qui aura été assez déterminante dans la défaite de l'Irak, lequel n'est plus guère en mesure d'être un refuge pour les terroristes.

La Syrie, après s'être rangée aux côtés des Américains contre Bagdad, ne cesse de multiplier les gestes de bonne volonté - ayant, il est vrai, reçu apparemment en échange une manifeste liberté de manœuvre au Liban. Elle vient encore de se débarrasser du terroriste « Carlos », et la Libye a refusé à son tour de l'héberger. Même le colonel Kadhafi doit s'amender en promettant - fait sans précédent - de juger les auteurs présumés de l'attentat contre le Boeing de la PanAm et de ne plus entraîner les militants de l'IRA irakienne...

Lire page 3 l'article de FRANÇOISE CHIPALUX

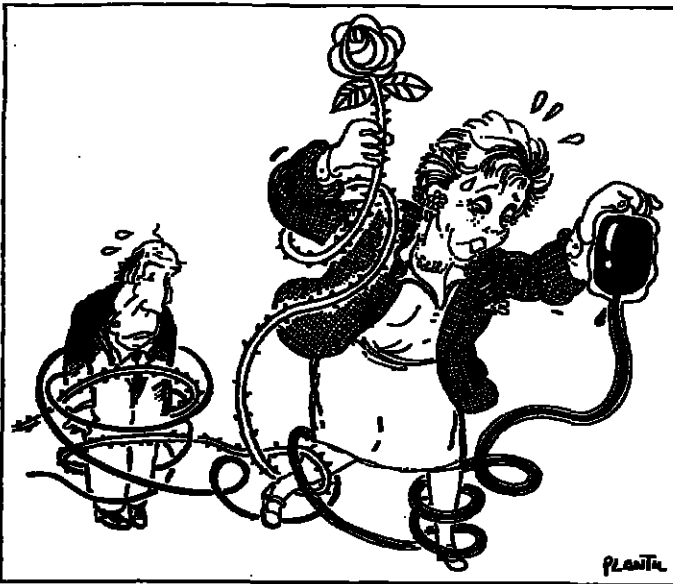
MO147 - 1206 0 - 6,00 F



L'Etat devra participer à l'indemnisation des victimes

Sang contaminé : les députés PS infligent un désaveu au gouvernement de M^{me} Cresson

M^{me} Cresson a annoncé, mercredi 4 décembre, que le financement prévu pour les mesures d'indemnisation des victimes de contamination par transfusion sanguine - une taxe sur les contrats d'assurances - est abandonné. Cette décision résulte du rejet par les députés socialistes de ce dispositif, contesté vivement par la droite. Le gouvernement envisage de recourir à des économies budgétaires et à une contribution des compagnies d'assurances, tout en prévoyant aussi, pour faciliter l'adoption du texte dans lequel ces mesures sont inscrites, une augmentation de 2,8 % des retraites en 1992.



La révolte des « boucs émissaires »

par Pascale Robert-Diard

Cette fois, ils ont transgressé. Pas du bout des lèvres, en petit comité, ou en sous-courants. Non, officiellement, en groupe, sans honte et surtout sans pudeur. Avec, même, un petit air bravache pour affronter micros et caméras, dans la salle des Quatre-Columnes du Palais-Bourbon, et clamer haut et fort que le groupe

socialiste venait de rejeter, sans appel, le projet du gouvernement sur le financement de l'indemnisation des victimes de la transfusion sanguine.

C'est tout juste si les députés de l'opposition ne s'indignaient pas du culot de ces socialistes qui venaient leur voler impudemment la vedette de la critique du gouvernement... Captivent-ils un instant les faveurs d'une caméra que celle-ci se détournait vers

M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, qui répétait avec délectation que le système de financement proposé était « particulièrement mauvais » et que, en conséquence, la majorité le « refusait ».

Lire la suite et l'article de THIERRY BRÉHIER page 16 ainsi que l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI page 20

La position du gouvernement britannique et le débat politique avant le sommet européen

Maastricht devant l'Histoire

par John Major

Quand les chefs de gouvernement de la Communauté se réuniront la semaine prochaine, ils auront beaucoup de décisions à prendre. Mais il n'y aura pas de meilleure occasion pour préparer l'Europe aux défis des années 90. C'est pourquoi la Grande-Bretagne tient à un résultat positif.

Je vois clairement ce que doit être l'Europe de demain.

1. - Une Europe flexible. L'Union européenne que nous

créons, il ne faut pas l'enfermer en faisant comme s'il n'y avait qu'une seule et unique façon d'agir. Certains domaines - le commerce ou l'agriculture, par exemple - relient du cadre traditionnel du traité de Rome. Mais avant de se lancer dans des formes nouvelles et améliorées de coopération, il faut se demander s'il est bien raisonnable de recourir exclusivement à ce modèle. On peut aussi beaucoup progresser par la coopération entre gouvernements.

Nous n'avons pas besoin de

modèles abstraits, ni de cadres rigides. Ce qu'il nous faut, ce sont des dispositifs qui fonctionnent bien dans la pratique. La coopération n'est ni moins européenne ni moins digne d'intérêt quand elle procède d'une démarche intergouvernementale. Pensons plus aux résultats et moins aux procédures.

2. - Je vois une Europe démocratique. La Communauté doit veiller à ce que le pouvoir reste aussi proche que possible des hommes.

Lire la suite et l'article de CHRISTIAN CHARTIER page 6

8 milliards de francs pour combler le déficit de l'UNEDIC en 1992

La CFDT et FO signent l'accord sur l'assurance-chômage

Les partenaires sociaux ont parachevé jeudi 5 décembre un accord pour le régime d'assurance-chômage. La CFDT et FO ont déjà signé le texte. Pour 1992, 8 milliards de francs ont été trouvés, qui devraient permettre de combler le déficit de l'UNEDIC. Une augmentation des cotisations a été décidée (+ 0,12 %). Mais l'innovation réside dans une participation de 1 500 francs pour « frais de dossier » que l'entreprise qui licencie devra payer à chaque rupture de contrat de travail.

par Alain Lebaube

Au prix d'une séance supplémentaire qui s'est achevée à 4 h 30 du matin le 5 décembre, les partenaires sociaux ont abouti à un protocole d'accord sur l'assurance-chômage. FO et la CFDT ont accepté de le signer aussitôt. La CGT l'a immédiatement refusé. Sur 1992, 8 milliards auraient été ainsi trouvés pour combler le trou financier de l'UNEDIC. En contrepartie d'une faible hausse des cotisations (+ 0,12 %), la plupart des mesures sont appelées à avoir un effet dissuasif dans l'utilisation du régime, tant par les chômeurs que par les employeurs. Pour tout licenciement, l'entreprise devra verser une somme de 1 500 francs de participation aux frais de dossier.

On sait maintenant sur quoi la dernière rencontre du 27 novembre, entre le patronat et les syndicats, avait échoué. M. Jean-Louis Girard, président de la commission sociale du CNPF, avait l'intention d'avancer l'idée d'une participation des entreprises aux

frais de dossier quand il reçoit un mot, transmis par un secrétaire. En pleine négociation, ordre lui était intimé de renoncer à son projet. Les divergences patronales apparaissent... (Le Monde du 29 novembre).

Réintroduite au cours de la nuit du 4 au 5 décembre, puis portée à 1 500 francs par contrat de travail rompu, cette contribution forfaitaire était pourtant au centre de tout un dispositif envisagé pour limiter l'inévitable augmentation des cotisations.

Lire la suite page 36

AFFAIRES

■ Le CIC prend de l'assurance. ■ Portrait : Pierre Richard, apôtre du capitalisme bien tempéré. ■ Le Sentier ou les mal-aimés de la fringue. ■ Mick Newmarch, l'homme le plus puissant de la City. ■ Les ambitions de Chaumont.

pages 39 à 41

Logiques françaises

par Thomas Ferenczi

On croyait révolue, en France, la vieille controverse entre les partisans de « l'Europe des patries » et les tenants de la « supranationalité ». Mais voilà qu'à l'approche du conseil européen de Maastricht resurgissent les anciennes polémiques. Il est vrai qu'elles s'alimentent à de nouvelles sources. D'une part, c'est au nom de l'Europe que la gauche, depuis 1983, impose aux Français une politique de rigueur. D'autre part, la chute de l'empire sovié-

que a eu pour conséquence d'opposer ceux qui plaident pour l'« approfondissement » de la Communauté à ceux qui souhaitent son « élargissement » aux pays d'Europe de l'Est.

Dès lors, les deux conceptions de l'Europe qui divisent depuis longtemps la classe politique entre ceux qui se réclament, ouvertement ou non, du gaullisme et ceux qui n'ont cessé de le combattre s'expriment de nouveau.

Lire la suite et nos informations page 17

Moscou suspend le remboursement de sa dette

Les autorités monétaires de l'ex-Union soviétique ont notifié, mercredi 4 décembre, à leurs principaux créanciers bancaires la suspension jusqu'en 1993 du remboursement du principal de sa dette extérieure. Cette suspension partielle des paiements touche surtout l'Allemagne et la France, les deux premiers créanciers de l'URSS.

Lire page 35 l'article de FRANÇOISE LAZARE

Les faux-semblants de la délinquance étrangère

Les étrangers sont proportionnellement cinq fois plus nombreux que les Français dans les prisons françaises. Mais ces statistiques à l'état brut, qui alimentent les amalgames entre immigration et délinquance sont trompeuses. Une étude du ministère de la justice montre notamment que policiers et magistrats ne traitent pas les étrangers comme les Français.

Lire page 19 l'article d'ANNE CHEMIN et PHILIPPE BERNARD

Portugal : les nouveaux rendez-vous

■ L'Atlantique pour la nostalgie, la Communauté pour l'avenir ■ La toute-puissance des sociaux-démocrates ■ Une remarquable expansion économique ■ Entre Tage et collines, les langoureux de Lisbonne ■ Le temps des arretados ■ La diplomatie du dentiste ■ Avant Christophe Colomb

pages 7 à 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46

PRIX MEDICIS

YVES SIMON

La Dérive des sentiments

roman

Grasset



DÉBATS

Un appel aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Maastricht

La Croatie brûle !

DANS quelques jours, les chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays démocratiques, pacifiques et riches du Vieux Continent se réuniront à Maastricht. Ils s'efforceront de sceller devant les caméras de la planète un projet qu'ils baptiseront avec gravité Union européenne. La question de la monnaie les divise, les problèmes agricoles les embarrassent, l'idée vaguement caressée d'une défense commune demeure brumeuse. Qu'ils nous permettent de signaler respectueusement qu'il y a plus urgent et qu'ils font erreur sur le temps et l'espace qui leur sont accordés pour débattre. Pendant qu'ils programment, projettent et s'auto-célébrent, la Croatie brûle. L'actualité n'attend pas, l'histoire ne se plie pas aux exigences des calendriers de voyage des Grands de ce monde.

La question de la souveraineté européenne ne se résout pas par des rencontres, amicales ou non, entre hommes politiques, elle se tranche par des décisions ou des démissions devant et dans l'action. Est souverain celui qui s'avère capable de décider en situation d'extrême urgence. C'est à l'heure de la crise, devant la guerre civile qui fait rage à notre porte que chacun juge si l'Europe est crédible ou non. On élit démocratiquement des responsables pour assumer la protection des faibles et des innocents.

L'Europe des Douze est incomparablement plus forte - économiquement, diplomatiquement, matériellement - que les Serbes et les Croates réunis. Pourtant, elle n'a rien prévu et rien prévu. Elle avait les moyens d'une politique, elle pouvait tenter fermement de bloquer l'escalade de la violence, elle n'a pas eu la politique de ses moyens. Alors que la guerre se développait en ex-Yugoslavie, les Douze ont tour à tour prêché

une impossible unité fédérale, joué d'une possible reconnaissance de la Croatie comme d'une menace, leurs béatitudes ont soufflé le feu sur la bris.

L'empire des mots creux

Ceux qui se rendent à Maastricht ont essayé un grave échec. De l'Europe, dont ils se congratulent, ils ne savent pas prendre soin et la laissent périr à Vukovar hier, à Osijek aujourd'hui, à Dubrovnik demain.

Nous demandons aux chefs d'Etat et de gouvernement de ne pas célébrer le jubilé d'une Europe encombrée de cadavres. Nous leur demandons de sacrifier le paisible et formel voyage en Hollande pour se réunir à Dubrovnik assiégée, lieu de désola-

tion mais lieu privilégié de notre histoire. Dubrovnik, sœur de Venise, Dubrovnik vaut bien une messe. Que les fonctionnaires se rendent à Maastricht parler de la monnaie, mais que nos gouvernants, par leur présence sur le terrain de la guerre, stoppent les belligérants. Nous pourrions à l'avenir les reconnaître comme nos représentants.

Notables politiques de l'Europe des Douze, attention. Cette fin d'année 1991, en Yougoslavie, est votre vérité. A l'Est comme à l'Ouest, le citoyen juge vos capacités et votre à-propos, mesure son impuissance et la vôtre. L'Europe est menacée matériellement et spirituellement. Nous ne prophétisons pas : c'est tout ou rien, nous ne crions pas à l'apocalypse. Quoi qu'il en soit, l'Europe des affaires, de l'économie, des commu-

nicaions doit continuer, et la perméabilité des frontières ira croissant. Vaille que vaille, lorsque l'histoire aura déposé son lot de victimes innocentes et inutiles au pied des fiers-bras qui prétendent la guider, le bain de sang s'arrêtera dans une ex-Yugoslavie devenue charnier. Tout le monde alors aura compris, et vous aussi, que vos débats sont décalés, que vos disputes négligent l'essentiel. Chacun cultivera la mémoire supposée glorieuse d'un passé national doré sur tranche, inaugurera un avenir de concorde et d'union d'autant plus radieux que lointain, disputera des doses de nationalisme et de cosmopolitisme composant le remède miracle. Vous oubliez que c'est au pied du mur qu'on juge le maçon. Lorsque la réalité vous interpelle, vous répondez forfait.

L'Europe réelle avance, mais à l'aveuglette et dans la confusion et une panique croissante parce que l'Europe politique démissionne. Nous entrons avec vous dans l'empire des mots creux, en Croatie, nous ressemblons aux citoyens qui, avant 1914, célébraient le siècle à venir comme une ère de paix et aux républicains qui chantaient entre 1936 et 1940, « tout va très bien, madame la Marquise ».

► Ce texte est signé de Mihnea Berendel, professeur à l'Ecole des hautes études ; André Glucksmann, philosophe et écrivain ; Paul Goma, Nathalie Gorbanovskaia, Eugène Ionesco, écrivains ; Helmut Kohlenberger, théologien autrichien ; Guillaume Malaurie, écrivain ; Jean d'Ormesson, de l'Académie française ; Joseph Ramoneda, directeur de l'Institut de Catalogne ; Olivier Rolin, Daniel Rondeau, Peter Schneider, écrivains ; Barbara Spinelli, journaliste.

TRAIT LIBRE



Société

Le Minitel rose et ses dangers

par Denis Perier-Daville

« CHARRASSE veut tuer le Minitel rose ! Un espace de liberté est en péril ! » Les messageries pornographiques sont entrées brutalement en campagne pour tenter d'éviter la taxation votée par le Parlement.

Il est temps de poser clairement le problème du Minitel.

Une conception de la liberté sexuelle est désormais largement partagée dans notre pays : les relations amoureuses entre deux personnes majeures et consentantes ne concernent pas autrui, et surtout pas la justice et la puissance publique.

Il y a là un « jardin secret », un domaine réservé couvert par l'intimité de la vie privée, qui doit être préservée. Entre la vie privée et la place

publique, existe une frontière intangible. Mais cette conception de la liberté sexuelle exige la réciprocité : elle implique que cette liberté reste cantonnée dans le domaine de la vie privée et ne s'étale pas sur la place publique. Comme toute autre liberté, elle a sa limite définie par l'article IV de la Déclaration des droits de l'homme : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ».

La liberté sexuelle des uns a pour limite l'obligation de ne pas gêner autrui. Si cette limite est franchie, on entre dans le domaine de l'outrage à la pudeur d'autrui, de l'exhibitionnisme, de l'incitation à la débauche.

Cette conception de la vie en société, de la réserve qu'elle exige est traditionnelle en France. Ainsi, la

prostitution est autorisée mais à condition de s'exercer dans la discrétion.

Si l'affichage en faveur des messageries roses, si la publicité pour ces messageries contenues dans les journaux gratuits suscitent tant de réactions négatives, c'est parce qu'ils sont ressentis par le plus grand nombre comme une agression à leur égard.

Un autre aspect du problème ne devrait pas échapper à l'attention de l'opinion publique et du législateur : le développement des techniques modernes de communication, heurteux en soi, peut avoir des aspects dangereux.

Ainsi en est-il de la télématique, qui a été exploitée par des industriels de la pornographie pour créer le marché extrêmement lucratif des messageries roses (1).

On assiste actuellement à un développement exponentiel des téléphones roses, qui permettent de n'importe quel appareil téléphonique d'avoir accès par le 3665 suivi de quatre chiffres à des petites annonces de recherche de partenaires sexuels et à des messages pornographiques (2).

Pour des jeunes, une telle initiation à la vie sexuelle et à l'amour par le canal de la plus basse des pornographies peut être gravement traumatisante.

La mise au point de magnétoscopes et de caméscopes, d'un prix modéré, a permis le développement d'un cinéma d'amateur, le plus souvent sympathique et familial. Mais ce nouveau marché entraîne également la

commercialisation de vidéoscassettes consacrées à la représentation de violences et de perversions sexuelles, mettant notamment en scène des enfants. Ces cassettes sont généralement vendues sous le manteau grâce au vecteur des messageries roses.

Demain, le visiophone posera un même problème de société.

On entend souvent dire, notamment par des policiers : « Laissons les clients des messageries roses s'exciter devant un Minitel. Ils sont moins dangereux là que dehors. »

Il est vrai qu'entendre ou échanger des « propos cochons » suffit au bonheur d'une large partie des clients du Minitel. Mais cela ne doit pas faire oublier que ce même Minitel est devenu le lieu de millement de tous les détraqués sexuels qui compte notre pays.

Alors que le crime d'Elne est encore sous toutes les mémoires, il y a là de quoi faire réfléchir.

(1) Le chiffre d'affaires annuel des messageries roses peut être évalué à 1,5 milliard de francs, que se partagent essentiellement une trentaine de grosses messageries et France Télécom.

(2) Le chiffre d'affaires du kiosque téléphonique obtenu à partir du 3665 a été en 1990 de 1 milliard de francs se répartissant par moitié entre France Télécom et les services appelés. On estime que les trois quarts de ces services ont un caractère pornographique.

► Denis Perier-Daville est journaliste et auteur du Dossier noir du Minitel rose (éd. Albin Michel).

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

« Grandes gueules » et justes causes

La perte d'influence de la politique et des syndicats a favorisé l'explosion de mouvements spontanés de défense corporatiste ou de mission humanitaire. Cette évolution favorise l'apparition de fortes personnalités, qui se font une spécialité de la défense des opprimés.

CRISE de la politique, du syndicalisme, des idéologies, triomphe de l'individualisme... A en croire ces analyses cent fois répétées, la société française serait frappée d'asthénie. Et pourtant on ne cesse de voir les Français s'indigner, s'agiter, se mobiliser, descendre dans la rue. Des lycéens aux infirmières, des agriculteurs aux policiers et aux artistes, des jeunes des banlieues aux handicapés, aux harkis ou aux adversaires du TGV... chaque jour fournit son lot de protestations et de défilés. Certaines causes paraissent minuscules (la défense de la chasse à la palombe), d'autres grandioses (la lutte contre la faim ou l'enfance maltraitée) ; certaines se limitent à un quartier ou une profession, d'autres en appellent à l'humanité tout entière.

Pour se faire entendre : les protestataires savent utiliser toute la gamme des moyens de pression : des plus discrets (lobbying, interventions auprès des personnes bien placées) aux plus tapageuses (manifestations, occupations de locaux, grèves de la faim, enchaînements aux édifices publics) ; des plus techniques (constitution de dossiers, procès...) aux plus publics (pétitions, appels aux députés et aux médias...).

Faut-il faire de ces phénomènes une interprétation optimiste en y voyant une irruption de la « société civile » et des citoyens eux-mêmes dans un espace politique débarrassé des notables et de la langue de bois idéologique ou pessimiste en y reconnaissant une dérive démagogique et populiste dangereuse pour la démocratie ? Telle est la question que se pose la revue *Politis*, qui s'efforce, faute de pouvoir y répondre directement, d'étudier la façon dont « se construisent les mécontentements ».

« Râleurs professionnels »

Que la complexité de la vie moderne multiplie les griefs des individus contre la société est une évidence. Le plus souvent, les responsables politiques et syndicaux n'ont ni les compétences, ni les moyens, ni la crédibilité suffisantes pour prendre en charge cette explosion des insatisfactions. C'est bien ce vide de la représentation collective qui est comblé par le surgissement des associations de consommateurs, des collectifs ou des coordinations, ou par le recours aux sages et aux médiateurs chargés de dénouer les situations inextricables. L'installation de la gauche au pouvoir, en faisant passer du côté de l'établissement politico-administratif les habitudes coordonnées des mouvements de protestation, a accentué encore ce décalage. Une étude de *Politis* sur le mouvement qui a touché l'école d'éducateurs d'Evry montre comment la volonté du nouveau pouvoir socialiste de « normaliser » une profession qui avait une forte tradition « psy » et libertaire a produit une tension qui ne trouvait plus de cadre institutionnel où s'exprimer.

Cette libération des règles du jeu classique de la protestation a des répercussions à la fois sur les thèmes mis en avant, sur les acteurs mobilisables et sur les méthodes d'action. Des sujets qui n'étaient pas considérés comme dignes d'intérêt ou politiquement exploitables par les organisations ayant pignon sur rue, peuvent maintenant tenter leur chance sur le marché de la revendication, pourvu qu'ils sachent séduire l'opinion. D'où l'importance des journalistes, de leurs réactions et de la façon dont ils répercutent la colère des protestataires. D'où aussi le rôle des personnalités prestigieuses, dont le renom ou l'ha-

biété manœuvrière permettent de faire passer le message : vedettes, figures charismatiques ou « grandes gueules » capables d'orchestrer la protestation.

Politis interroge l'un de ces « râleurs professionnels », qui s'est fait une spécialité du harcèlement venu du syndicalisme et de la gauche, Jean-Claude Delarue, président de l'Association de défense des usagers de l'administration, se reconnaît volontiers dans le « populisme », dans la lutte des « petits contre les gros ». « Nous sommes une association de râleurs, d'ammerdeurs », affirme-t-il. Il ne cherche pas à créer un parti politique, à changer la loi ni à révolutionner la société, mais à défendre tous les brimés du système. Usagers des transports, de la Sécurité sociale, de l'EDF, du téléphone... agriculteurs exploités, individus victimes du bruit, de l'insécurité, de la médecine... Il ne fait pas de distinction entre les causes et les motivations des requérants, pourvu qu'elles soient « authentiques ». Tout est bon qui oblige les puissants à rendre des comptes et les petits à réclamer leur dû. « Pour nous, c'est notre action maintenant qui compte, que les gens prennent la parole pour dire ce qui est. On a vraiment besoin d'une transparence énorme (...) On veut vraiment que les gens prennent l'habitude de créer des groupes, de se battre. Notre plus gros problème, c'est de convaincre les gens de se battre. »

« La grande aventure du XXI^e siècle »

Delarue se veut le défenseur du Français moyen, des « beaufs » en colère. Avec Bernard Kouchner, c'est une autre « grande gueule », dont le terrain d'action est à l'échelle de la planète, qui est interrogée dans le *Débat*. On retrouve dans les propos du ministre ex-gauchiste, vedette de la télé et du Paris mondain, le même souci de tirer un trait sur les grandes théories et les vastes machines politiques, pour se mettre directement au service des individus.

Quand quelqu'un appelle au secours, on ne lui demande pas son curriculum vitae et on ne délibère pas indéfiniment pour savoir qui l'a mis dans cet état. On court le sauver, un point c'est tout. Avec la fougue qui le caractérise, Bernard Kouchner répond à ceux qui - comme Jean-Christophe Rufin, administrateur de Médecins sans frontières, dans ce même numéro du *Débat* - l'accusent de faire de la charité-spectacle et d'oublier que les malheurs du tiers-monde relèvent d'abord de la politique. Pour Kouchner, l'action humanitaire est précisément la façon moderne de faire de la politique. « La grande aventure du XXI^e siècle s'appelle le marxisme. La grande aventure du XX^e siècle s'appelle le mouvement humanitaire », annonce-t-il avec emphase.

Interventions ponctuelles, faites dans l'urgence. Soutien direct aux individus, par-delà les Etats ou les administrations. Appel à l'action personnelle, à l'émotion, au témoignage... La philosophie de Jean-Claude Delarue et celle de Bernard Kouchner ont des points communs. Pour eux, ce n'est pas aux appareils mais aux victimes de déterminer quelles sont les « justes causes ». Les théories officielles et les organisations de masse ont fait faillite. L'heure est aux coups de cœur et aux coups de gueule...

► *Politis*, n° 16, quatrième trimestre 1991, 65 F. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 17, rue Saint-Guilhem, 75341, Paris Cedex 07.
► *Le Débat*, n° 67, novembre-décembre 1991, 76 F. Gallimard.

(Publicité)

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION
NOUS FORMONS LES MEILLEURS

Les cours de préparation au diplôme de pilote commercial commencent en juin 1992 à la NAIA, école agréée par le gouvernement, située en Caroline-du-Sud et au Nouveau-Mexique. Qualifications minimales : avoir dix-huit ans, être titulaire du baccalauréat ou équivalent, jour d'une bonne santé et réussir les tests d'admission, qui se tiendront à Paris en février 1992. Tous les tests seront en anglais.

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT PRÉPARER L'AVENIR !
A la North American Institute of Aviation, vous ne trouverez pas votre diplôme dans une pochette-surprise. Il faut même réussir un test d'admission pour accéder à notre formation !
Vous prenez l'aviation au sérieux, nous aussi !
Venez goûter au soleil de la Caroline-du-Sud ou jour des grands espaces du Nouveau-Mexique.

Les diplômés de la NAIA pilotent sur des lignes aériennes du monde entier :

Aer Lingus	Crossair	Ryanair
Air France	Garuda	SAS
Air Littoral	KLM	Schreiner Airways
Avioac	Martinair	Swedair
British Airways	Swire	(et bien d'autres)

Ecole agréée par la FAA - CISO61Q
Habilitation à accepter des étudiants du monde entier
Echanges - Programme visiteur P-4-4759

VOUS AVEZ LES QUALIFICATIONS ?

Pour plus d'informations, veuillez écrire à l'adresse suivante :
NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION
Conway-Harry County Airport
PO Box 680
Conway, South Carolina 29526 USA

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Liebert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amélie, Thomas Ferenzi
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 93485 NOY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 43-60-30-10

ÉTRANGER

Le dossier des otages occidentaux en voie de règlement

La libération de Terry Anderson marque la fin d'une époque noire pour le Liban

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

« Vous ne pouvez pas imaginer combien je suis content de vous voir. J'ai tellement attendu ce moment... » Bras en l'air et souriant, Terry Anderson vient de faire son apparition dans la petite salle du ministère syrien des affaires étrangères où se sont succédés, ces trois derniers jours, les trois derniers otages américains au Liban. Il est plus de 23 heures et après 2454 jours de captivité et quelques doutes heures d'incertitudes, dues aux intempéries qui coupèrent la route de Damas, le journaliste américain est enfin libre.

Paraissant en meilleure forme que dans certaines des cassettes vidéo qu'il a dû enregistrer tout au long de ses six ans et demi de détention, notre confrère salue ses nombreux amis présents avant - cérémonial obligé - de remercier chaleureusement tous ceux qui ont aidé à sa libération, « les gouvernements de Syrie, du Liban et d'Irak », le secrétaire général de l'ONU et son ambassadeur, M. Giandomenico Picco, présent à ses côtés, ses collègues et « tous ceux que je ne connais pas et ne me connais pas et qui ont prié pour moi ». « Vos prières, dit-il, ont été très importantes. Elles ont fait toute la différence ».

Peu loquace sur ses conditions de détention, Terry Anderson a, cependant, affirmé que c'est mardi après-midi que ses ravisseurs lui avaient annoncé sa prochaine libération. « Ils m'ont apporté de nouveaux habits et de nouvelles chaussures qui me font encore mal aux pieds et m'ont annoncé que je rentrais à la maison. Ils m'ont demandé avant de me laisser partir de lire un communiqué de leur part adressé au monde. L'ai lu, et cela valait le coup d'entendre ce qu'ils avaient à dire », a-t-il raconté. « Ils m'ont emmené de ma cellule à 18 heures mercredi et m'ont remis à des officiers syriens, a ajouté Terry Anderson. « J'ai passé mon après-midi à jouer aux cartes et à écouter la BBC qui racontait mon voyage vers Damas ».

Notre confrère a affirmé avoir beaucoup joué aux cartes pendant sa détention, mais, a-t-il dit, « ce qui m'a permis de supporter mes journées de captivité, ce sont mes compagnons, ma foi et mon entêtement ». « Doyen » des otages occidentaux, Terry Anderson a plaisanté en précisant qu'il avait renoncé avec joie depuis longtemps à ce titre.

Interrogé sur le sort des deux otages allemands, MM. Thomas Kemptner et Heinrich Struebig enlevés en mai 1989 et toujours détenus, M. Anderson a affirmé n'avoir aucune nouvelle d'eux. « J'espère qu'ils vont être libérés très prochainement, ainsi que les autres Libanais détenus par Israël. Mes ravisseurs ont toujours nié avoir des informations à leur sujet », a-t-il dit.

M. Anderson, qui a retrouvé, à Damas, sa compagne, M^{me} Madeleine Bassil, et fait la connaissance de sa fille Salomé, née trois mois après son enlèvement, s'est peu

après envoi pour rejoindre l'hôpital américain de Wiesbaden en Allemagne où il est arrivé, jeudi 5 décembre. Il devait y retrouver ses deux compagnons d'infortune, MM. Joseph Cicippio et Alaan Steen.

Avec la libération de Terry Anderson, il n'y a plus d'otages américains au Liban, mais le Jihad islamique qui s'est si souvent servi de ses otages pour faire passer ses messages, n'a pas manqué cette dernière occasion. Peu avant sa libération et jointe au communiqué qui l'annonçait, était envoyée, au bureau de l'agence Associated Press (pour laquelle travaille M. Anderson) à Damas, une cassette vidéo dans laquelle le journaliste américain lit un texte de cinq pages rédigé par ses ravisseurs.

« Pas moins que la disparition d'Israël »

Contrairement aux fois précédentes, Terry Anderson a pu s'en distancier et a précisé, au début de cet enregistrement de quinze minutes : « Il y a des choses [dans ce communiqué] avec lesquelles je ne suis pas d'accord, mais je pense qu'il est important pour le monde de comprendre ce qu'ils (les ravisseurs) pensent et croient ». Et de conclure : « Mon message est seulement qu'avec ma libération et

celle des deux Allemands que je souhaite proche ainsi que celle de tous les Libanais détenus par Israël, cette pratique d'enlèvement ne soit plus jamais utilisée. Les causes de ce terrible épisode sont complexes et difficiles. Ce sont ces causes qui doivent être éliminées. La détention de personnes innocentes par quiconque ne résout rien ».

Dans son communiqué, le Jihad islamique, qui réitère tous ses griefs contre la politique américaine et occidentale au Proche-Orient, annonce qu'il a « décidé de dissocier la question [des otages détenus de celle des otages dans les prisons de l'ennemi et de libérer le dernier détenu, Terry Anderson, et clore ce dossier avant Noël après qu'Israël eut cessé des entraves à la solution globale de cette affaire ».

« Cette dissocation, précise-t-il, ne signifie en aucun cas que nous serons d'œuvre pour la libération de tous les détenus dans le monde par les moyens que nous jugerons adéquats. Nous ne serons tranquilles que lorsque tous les frères bien aimés notamment le cheikh Abdel Karim Obaid auront retrouvé leurs familles. » Le Jihad réaffirme aussi sa détermination à continuer sa lutte : « L'option du Jihad est un choix définitif, irrévocable, jusqu'à l'extirpation du dernier stilet de notre terre usurpée et nous n'accepterons pas moins que la disparition d'Israël ».

Dix morts en captivité

Sans oublier les milliers d'otages libanais dont les familles sont toujours sans nouvelles, le drame des otages étrangers aura touché, de 1984 à 1991, 99 personnes qui ont passé en détention de quelques heures à plusieurs années. « Si la plupart ont retrouvé la liberté, dix sont mortes en captivité ou ont été assassinées par leurs ravisseurs ».

William Buckley, chef du bureau de la CIA à Beyrouth, enlevé par le Jihad islamique, le 16 mars 1984, et mort, selon un de ses compagnons de cellule, l'Américain David Jacobson, le 3 juin 1985, des suites de tortures. Son corps n'a jamais été rendu.

Alec Collett, journaliste britannique, travaillant pour l'Office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), enlevé par une mystérieuse Organisation révolutionnaire des musulmans socialistes, le 25 mars 1985, et présumé pendu, le 16 avril 1986. Son corps n'a pas été retrouvé.

Leigh Douglas et Philip Padfield, professeurs britanniques, enlevés, le 28 mars 1986, et retrouvés assassinés par les Commandos des collines arabes, le 17 avril 1986, en représailles du raid américain contre la Libye.

William Higgins, lieutenant-colonel américain, travaillant pour l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la rive en Palestine (ONUST), enlevé au sud

du Liban par l'Organisation des opprimés dans le monde, le 17 février 1988, et présumé pendu, le 31 juillet 1989 en représailles de l'enlèvement par un commando israélien de Cheikh Abdel Karim Obaid, responsable du Hezbollah.

Dennis Hill, professeur britannique, enlevé le 27 mai 1985 et retrouvé mort de plusieurs balles dans la tête, le 29 mai sans que son assassin ait été revendiqué.

Arkady Katkov, attaché consulaire à l'ambassade soviétique, enlevé par l'Organisation de la libération islamique, le 30 septembre 1985, en représailles des combats contre les intégristes de Tripoli dans le nord du Liban, et retrouvé mort le 2 octobre 1985.

Peter Kilburn, bibliothécaire à l'Université américaine de Beyrouth, enlevé, le 3 décembre 1984. Son corps a été retrouvé avec ceux des deux Britanniques Douglas et Padfield, le 17 avril 1986.

Nicholas Kuiters, prêtre hollandais, enlevé dans la plaine de la Bekaa, par le Parti de la vengeance, le 14 mars 1985, et retrouvé mort, le 1^{er} avril 1985.

Michel Sourat, chercheur français, enlevé par le Jihad islamique, le 22 mai 1985. Il serait mort de maladie à la fin de décembre 1985. Son corps n'a jamais été rendu.

ASIE

JAPON

« Remords » ou « regrets » ?

La Washington Post a publié, mercredi 3 décembre, un entretien avec le ministre japonais des affaires étrangères dans lequel - selon le quotidien américain - il exprimait le « profond remord » de son pays pour les souffrances causées lors de la seconde guerre mondiale.

« Une guerre imprudente »

Qualifiant l'attaque du 7 décembre 1941 contre Pearl Harbor de « décision irréfléchie », M. Michio Watanabe déclarait : « Nous ressentons un profond remord à propos des souffrances et chagrins insupportables infligés par le Japon au peuple américain et aux peuples d'Asie et du Pacifique ».

durant la guerre ». Jeudi, le ministre nippon des affaires étrangères a estimé que le terme utilisé en japonais, « hansei », signifiait « douleur profonde » et non « remords », et qu'il n'était pas différent de celui déjà utilisé, en mai dernier, par l'ancien premier ministre, M. Kaifu.

S'adressant à la Diète, M. Watanabe a déclaré que son pays « regrette sérieusement d'avoir lancé une guerre imprudente ». Dimanche dernier, le président Bush avait, pour sa part, catégoriquement exclu que les Etats-Unis orésentent des excuses pour les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki. - (AFP)

Le report des négociations de paix à Washington

Les Etats-Unis doivent trouver un compromis pour un nouveau rendez-vous israélo-arabe

En dépit du rendez-vous manqué du mercredi 4 décembre, les Israéliens étant absents, l'administration américaine devait s'efforcer, jeudi, de convaincre les délégations arabes de rester à Washington pour reprendre dans quelques jours, avec les représentants de l'Etat hébreu, les conversations de paix entamées à Madrid.

WASHINGTON

de notre correspondant

Jordanais, Libanais, Palestiniens et Syriens se sont apparemment entendus sur une double démarche : demander aux Etats-Unis de fixer une nouvelle date - puisque les Israéliens n'ont pas voulu du 4 décembre - et exiger que ce ne soit pas le 9, parce que c'est la date de réchange proposée par Israël et qu'elle marque le quatrième anniversaire de l'infatigable dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Si Jordaniens et Palestiniens paraissent décidés à attendre les Israéliens le temps qu'il faudra, les Syriens semblaient plus réticents. La démarche commune des délégations arabes suggère qu'elles ont trouvé une formule de compromis en laissant aux Etats-Unis le soin de prendre la décision. C'est un cadeau quelque peu empoisonné parce que les Israéliens veulent précisément le contraire : éloigner l'administration américaine des pourparlers afin de forcer les Arabes à discuter directement de cette question de date avec l'Etat hébreu. Des sources israéliennes ont cependant laissé entendre qu'elles seraient disposées à des conversations techniques, « préparatoires », avant les négociations proprement dites de la semaine prochaine.

La journée de mercredi s'est déroulée comme prévu. A 10 heures, les trois délégations arabes étaient au rendez-vous fixé par les Etats-Unis, elles se présentaient au département d'Etat, dans trois salles distinctes, situées à trois étages diffé-

rents (c'est une subtilité pour répondre à la fois aux Syriens, qui veulent un lieu de négociation unique, et aux Israéliens, qui veulent trois emplacements séparés).

Les délégués constataient l'absence du moindre interlocuteur israélien et, comme prévu, ressortaient une demi-heure plus tard pour entonner un refrain attendu : l'Etat hébreu est irresponsable et veut « faire dériver le processus de paix ». Le département d'Etat déclarait « décevante » l'attitude israélienne.

Contre-feu médiatique

Au même moment, dans un hôtel de Washington, le vice-ministre israélien des affaires étrangères, M. Binyamin Netanyahu, tentait d'allumer un contre-feu médiatique et d'expliquer à la presse pourquoi son pays avait boycotté le rendez-vous fixé par les Etats-Unis. Mission difficile et propos quelque peu contradictoires : M. Netanyahu disait, dans le même souffle, que son pays ne voulait pas se laisser imposer de date par les Etats-Unis et voulait privilégier les contacts directs avec les Arabes, contacts que les représentants de l'Etat hébreu venaient tout juste de brouiller dans la matinée... Le vice-ministre a indiqué que les délégués israéliens seraient à pied d'œuvre lundi prochain, prêts à aborder questions de fond et de procédure avec d'éventuels interlocuteurs arabes.

Le rendez-vous de cette semaine - décidé par les Etats-Unis faute d'accord entre les parties concernées - avait pour objet de convoquer à nouveau les trois « forums » de négociations bilatérales, qui se sont réunis une première fois il y a un mois à Madrid : israélo-jordanien-palestinien, israélo-syrien et israélo-libanais. Il reste au département d'Etat à déployer, une nouvelle fois, des trésors d'imagination pour sortir de l'impasse créée par cette nouvelle bataille de procédure.

ALAIN FRACHON

LIBYE

Le colonel Kadhafi multiplie les promesses de bonne conduite

La Libye a promis à différentes reprises de rompre tout lien avec des groupes terroristes comme l'IRA (l'Armée républicaine irlandaise), de fermer ses camps d'entraînement et de renoncer au terrorisme, mais cela n'a pas convaincu Londres, a déclaré, mercredi 4 décembre, M. Douglas Hogg, l'un des adjoints du secrétaire au Foreign Office. Il a ajouté, à l'issue d'un entretien avec le président égyptien Hosni Moubarak, que la Grande-Bretagne avait demandé à ses « amis » dans la région de faire pression sur le colonel Kadhafi pour qu'il livre deux agents libyens accusés par Londres et Washington d'être responsables de l'attentat de Lockerbie, qui a fait 270 morts en décembre 1988.

Tripoli a, jusqu'à présent, refusé d'extraire les deux suspects et a démenti toute implication dans l'attentat. Ces derniers, a affirmé mercredi l'ambassadeur de Libye en

France, M. Saad Mubier, sont actuellement « en détention préventive » à Tripoli. Dans un entretien diffusé par la Cinq, M. Mubier a ajouté : « Malheureusement pour eux, ils seront en détention préventive jusqu'à ce que nous ayons réglé ce problème avec les gouvernements concernés. Qu'ils (les gouvernements) nous donnent des preuves ou nous associent à l'analyse de ces preuves ou acceptent un organisme international neutre d'enquête ». Tripoli « est d'accord pour que [l'enquête] soit menée jusqu'au bout », a-t-il encore affirmé.

Le nouveau chef de l'Office de sécurité extérieure libyen, le colonel Youssef Abdel Kadar El Dibri, a affirmé dans des déclarations récemment publiées par le quotidien saoudien Asharq et Ahsad que les deux hommes étaient interrogés depuis lundi par le juge d'instruction libyen chargé de cette affaire. - (AFP, Reuters)

EN BREF

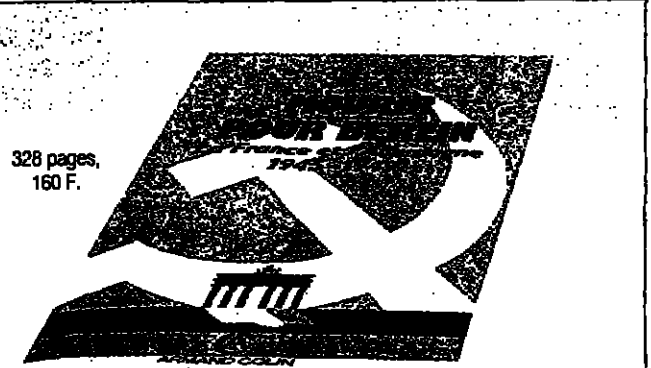
o ETATS-UNIS : prorogation de l'autorisation de séjour de milliers de réfugiés haïtiens. - Un juge fédéral américain a prorogé, mardi 3 décembre, l'autorisation de séjour aux Etats-Unis de milliers de réfugiés haïtiens qui ont fui leur pays depuis le coup d'Etat du 30 septembre, estimant que leur sécurité ne serait pas garantie s'ils étaient renvoyés dans leur pays. Le gouvernement américain a décidé d'interjeter appel. - (Reuters, AFP)

o IRAK : Bagdad boycotte le sommet de l'Organisation de la conférence islamique. - L'Irak a annoncé, mercredi 4 décembre, sa décision de ne pas participer au sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), prévu du 9 au 12 décembre à Dakar. Selon un porte-parole du gouvernement irakien, cette décision est motivée par l'« hostilité » manifestée contre Bagdad dans la préparation de cette réunion, à la fois au niveau politique, par le choix de l'ordre du jour, et protocolaire, l'invitation du Sénégal n'ayant pas été transmise par un

émissaire personnel du président Abdou Diouf au président Sadam Hussein. - (AFP)

o PÉROU : le gouvernement fait appel dans l'affaire Alan Garcia. - Le gouvernement péruvien a fait appel, mardi 3 décembre, de la décision de la Cour suprême disculpant l'ancien président Alan Garcia pour enrichissement illicite (le Monde du 5 décembre). Le Sénat a accusé M. Garcia d'avoir détourné plus de 400 000 dollars (2,4 millions de francs) de fonds publics en dix ans. - (Reuters)

o SEYCHELLES : le président René donne son feu vert au multipartisme. - La proposition du président France-Albert René, fondateur du Front progressiste du peuple seychellois (FPPS, parti unique au pouvoir), d'instaurer rapidement le multipartisme, a été adoptée, mardi 3 décembre, par le congrès du FPPS, réuni à Victoria. Une modification de la Constitution doit intervenir, en ce sens, vers la fin de 1991. - (AFP)



CYRIL BUFFET MOURIR POUR BERLIN

La France et l'Allemagne 1945-1949

A partir de sources américaines et allemandes, d'archives françaises inédites, Cyril Buffet nous présente ici une synthèse novatrice sur la politique allemande de la France dans le cadre de la guerre froide. Un ouvrage capital sur le blocus de Berlin et le rôle joué par la France dans le conflit Est/Ouest, indispensable pour qui veut comprendre les dénouements actuels.

Collection Histoires/Colin.

ARMAND COLIN

AFRIQUE

TOGO : les suites du coup de force

Le premier ministre veut « restaurer l'autorité de l'Etat »

Les militaires ont quitté mercredi 4 décembre, au lendemain de leur putsch, les positions qu'ils occupaient dans la capitale togolaise, et notamment la radio et la télévision, qu'ils contrôlaient depuis une semaine. Le centre de Lomé, transformé en jours précédents en ville morte, a peu à peu repris vie, mais les écoles, l'université et l'aéroport sont restés fermés.

Le premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh, a été l'objet d'un « livre de ses mouvements », selon ses propres déclarations. Interrogé par des journalistes, il a affirmé vouloir « restaurer l'autorité de l'Etat », sans préciser ni quand, ni avec qui. Les 79 membres du Haut

Council de la République, l'Assemblée législative provisoire, sont partis à l'étranger ou entrés dans la clandestinité.

Une centaine de personnes ont manifesté devant l'ambassade de France et les slogans anti-français se sont répandus comme une traînée de poudre dans les rues de la ville, en raison de la non-intervention de Paris.

Selon le bilan le plus fiable, mardi, 17 personnes ont été tuées, 60 blessées, et 51 « loyalistes » faits prisonniers par les putschistes, ce qui porte à 42 le nombre de personnes tuées à Lomé depuis le début de la crise, le 27 novembre. — (AFP)

L'attitude de Paris face aux putschistes

Un espoir pour les régimes autoritaires

par Marie-Pierre Subtil

Le temps d'un putsch, mardi 3 décembre, le regard des dirigeants africains s'est fixé sur les événements de Lomé. Le Togo, premier pays d'Afrique noire à avoir connu un coup d'Etat — en 1963 —, allait devenir le premier pays dont le processus de démocratisation pourrait être interrompu sans que la France intervienne.

Les amis du général Eyadéma sont désormais rassurés : après avoir encouragé cette démocratisation, Paris donne l'impression de laisser, livrées à elles-mêmes, les fragiles équipes qui succèdent aux autocrates. Telle est du moins la leçon que peuvent tirer ceux qui n'ont pas encore lâché la bride ou qui espèrent la reprendre.

Les démocrates africains ont beau jeu, aujourd'hui, de dénoncer un pays qui a ignoré les appels au secours du premier ministre de transition togolais, alors que ceux du général Eyadéma, en 1986, avaient été entendus. « Nous avons des accords particuliers : il s'agit de les respecter : c'est une question d'honneur, de loyauté, d'amitié », avait dit à l'époque le président Mitterrand en évoquant l'envoi de parachutistes français.

Le général Eyadéma peut se targuer de l'indéfectibilité de cette « amitié ». Des trois cents militaires déployés au début de la crise par

Paris au Bénin — voisin du Togo —, une dizaine seulement ont poursuivi jusqu'à Lomé pour protéger l'ambassade de France. Interrogé sur cet immobilisme, le ministre français de la défense, en visite mercredi dans la capitale béninoise, a rétorqué qu'il n'a rien vu de la démocratie s'installer par la force des baïonnettes. M. Pierre Joxe — qui ne pouvait faire moins — a également affirmé qu'il était amené à « reconsidérer les formes et le contenu de la coopération militaire » avec le Togo.

La France reste « vigilante ». Reprenant le terme dont Paris se contente depuis le début de la crise, M. Edwige Aïme est restée bien prudente, mercredi, à l'Assemblée nationale. Le ministre de la coopération a bien sûr affirmé le soutien de la France à la reprise du processus démocratique censé mener à des élections l'an prochain. Mais ses propos ont dû faire sourire plus d'un Togolais. Car en n'intervenant pas d'une quelconque façon, Paris semble avoir clairement pris la part du général Eyadéma, c'est-à-dire de l'instigateur probable du putsch.

Dissoudre l'Assemblée législative provisoire issue de la Conférence nationale, maintenir en fonction un premier ministre de transition qui lui sert de marionnette : tels étaient les objectifs du général lorsqu'il a fomenté le coup, et tels sont les résultats auxquels il est en train de parvenir grâce à l'immobilisme de Paris.

Le succès de l'armée togolaise ne manquera certainement pas de donner des idées aux militaires de tout le continent, frustrés de perdre un pouvoir qu'ils détenaient depuis des décennies. Parallèlement, les régimes issus du processus de démocratisation ont perdu leur confiance en Paris. On imagine l'émotion du nouveau président béninois Nicéphore Soglo... A l'inverse, le président congolais Denis Sassou Nguesso, dépourvu de ses prérogatives comme le fut le général Eyadéma, risque de se trouver conforté dans l'idée d'un éventuel retour au plein pouvoir.

Pour tous les nostalgiques des pouvoirs forts, les événements togolais ne manqueront pas de donner un certain sens aux dernières déclarations de M. Mitterrand sur la démocratisation en Afrique : elles auront semblé marquer un coup d'arrêt à la politique de soutien de la France au processus de démocratisation. Le 19 novembre, lors du sommet de la francophonie, le président français avait accordé à chacun le soin de fixer « en toute indépendance les modalités et le rythme qui lui conviennent ».

ALGÉRIE : l'ouverture de la campagne électorale

Les islamistes appellent à manifester pour la libération de leurs dirigeants

La campagne pour les premières élections législatives pluralistes, dont le premier tour est prévu le 26 décembre, s'est officiellement ouverte jeudi 5 décembre. Une relative incertitude plane cependant sur le scrutin, alimentée par la surenchère du Front islamique du salut (FIS) qui vient d'appeler ses militants à manifester, vendredi, dans tout le pays, pour demander notamment la libération de ses dirigeants emprisonnés après les émeutes de juin.

ALGER

de notre correspondant

Cinq mille sept cent quatre-vingt-quatre candidats, dont 1 089 candidats « indépendants », se disputent les suffrages de quelque 13 millions d'électeurs qui devront désigner 430 députés dans les 48 wilayas (départements) du pays. Cette importante échéance est pourtant loin de soulever l'enthousiasme des Algériens, rendus sceptiques par la constante détérioration du climat politique.

A dire vrai, les choses ne se sont pas vraiment arrangées depuis le report, en juin, de ces élections, sous la pression de la rue occupée par les islamistes. Un instant désorganisés par la répression conduite par l'armée et l'emprisonnement de leurs principaux dirigeants, dont MM. Abassi Madani et Ali Belhadj, les intégristes n'ont

pas tardé à se ressaisir. Confiant dans leur force et convaincus que la compétition n'aurait pas grande valeur s'ils s'abstenaient d'y participer, ils font tendre leur participation du succès de plusieurs revendications, dont la libération de leurs chefs, se gardant habilement de dire s'il s'agit de demandes négociables ou d'exigences absolues.

Mardi, au cours d'une conférence de presse, le FIS a levé la barre un peu plus haut en annonçant qu'il organiserait, vendredi, à la sortie des mosquées, des manifestations pour obtenir, outre la libération de ses dirigeants, la levée du blocus contre l'Irak et la restitution de Jérusalem occupée par Israël. « L'ordre de manifester a été donné », a prévenu M. Abdelkader Hachani, chef de l'exécutif provisoire du FIS, et il devra être appliqué. Quelques heures plus tard, le ministère de l'intérieur faisait savoir que, conformément à la loi sur l'ordre public votée, dimanche, par l'Assemblée, tout défilé était interdit sur la voie publique pendant la campagne électorale.

Regain de tension

Les conditions d'une confrontation pouvant conduire à des dérapages qui amèneraient le gouvernement à repousser, une fois encore, les élections, sont donc de nouveau réunies. Depuis quelque temps, les islamistes font preuve d'un bel activisme, qu'il s'agisse, comme il y a deux semaines, de

réunir plusieurs milliers de partisans à Tizi-Ouzou en Kabylie, bastion des partis démocratiques que sont le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), ou de perturber les réunions organisées par M. Ahmed Ben Bella à qui ils reprochent quelques dures paroles prononcées à leur rencontre. Apparemment, les troupes du FIS, bien chauffées, reviennent d'en découdre, même s'il est certain que le gouvernement n'hésiterait pas, si nécessaire, à faire donner la troupe.

Curieusement, le pouvoir ne paraît pas autrement inquiet par ce brusque regain de tension. Dans les cercles gouvernementaux, on laisse ainsi entendre que cette fébrilité sera sans lendemain. Les appels à la manifestation seraient, dit-on, le tribut payé à une base exigeante par une direction du FIS qui s'apprêterait, sous peu, à inviter ses militants à participer à la compétition électorale. On rappelle aussi que le FIS est le seul parti à avoir fait inscrire des candidats dans chacune des 430 circonscriptions. Il vient aussi de faire enregistrer ses messages qui, pendant la campagne électorale, seront diffusés à la télévision. Les mêmes sources précisent qu'après de longues batailles au sein du Majlis Echoura, la direction collégiale du FIS, les partisans d'une participation seraient devenus majoritaires et devraient prochainement proclamer leur victoire.

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD : premier congrès dans le pays depuis quarante ans

Le long chemin du Parti communiste

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Parti communiste sud-africain (SACP) échappe-t-il à toute norme planétaire ? Alors que le marxisme-léninisme semble avoir fait long feu à peu près partout, et particulièrement dans ce qui fut le bloc de l'Est, le SACP affiche sa bonne santé. Ses militants ne trouvent pas honteux d'être communistes et certains déclarent bien fort leur attachement au dogme. Quatre cents d'entre eux sont réunis, à Johannesburg, depuis le jeudi 5 décembre, pour le VIII^e Congrès de leur parti — le premier se soit tenu dans le pays depuis quarante ans.

Car, en Afrique du Sud, pendant des décennies, le pouvoir blanc avait fait du SACP le responsable de tous les maux. Frappé d'interdiction en 1950, deux ans après l'arrivée au pouvoir du Parti national, dirigé aujourd'hui par le président De Klerk, le SACP, comme les autres organisations anti-apartheid, avait vu la plupart de ses membres contraints à l'exil. Il faudra attendre le 2 février 1990 pour que sonne l'heure de la légalisation.

En moins de deux ans, il a su marquer son territoire, implantant un réseau de deux cent cinquante branches à travers le pays. Le revendique aujourd'hui vingt-cinq mille adhérents, un record, jamais enregistré depuis sa création en 1921. La plupart des nouvelles recrues ont le même « profil » : le militant de

base est noir, jeune et appartient à la classe ouvrière.

Le soutien « indéfectible » du bloc soviétique s'étant aussi soudainement effrité que le « bloc » en question, le SACP a dû s'adapter et tente de trouver sa voie. A en croire son secrétaire général, M. Joe Slovo — un Blanc d'origine lituanienne, qui dirige le parti depuis 1986, mais qui est également une des principales figures de l'ANC — les régimes marxistes ont failli parce qu'ils ont renié leur dimension démocratique. En conséquence, il préconise un engagement démocratique sans ambiguïté, à l'intérieur du parti comme dans la société sud-africaine.

Un vivier pour l'ANC

La thèse centrale de M. Slovo, développée dans un document, « Le socialisme est-il un échec ? », écrit en 1989, repose sur cette notion de « socialisme démocratique », incluant sans réserve le principe du multipartisme. Premier Blanc à siéger au Comité exécutif national de l'ANC, M. Slovo s'affirme partisan de l'« économie mixte ». Ce virage est indissociable des hésitations de l'ANC, qui continue à osciller entre une volonté déclarée de nationalisations, séduisante pour sa base sociale, et la tentation libérale, rassurante pour le monde occidental et les milieux d'affaires.

L'alliance entre le SACP et l'ANC est quasi structurelle. Outre leurs liens avec le Congrès

sud-africain des syndicats (COSATU), de nombreux cadres et militants du SACP occupent des fonctions importantes à la direction de l'ANC. Le SACP est, en fait, la colonne vertébrale de l'ANC, son « vivier » de stratèges.

La position de M. Slovo ne fait pas l'unanimité. De nombreux militants continuent de penser que la crise du communisme est née des doctrines « révisionnistes » de M. Gorbatchev. Ceux-là sont partisans d'un retour à l'orthodoxie néo-stalinienne. Il n'est guère probable, cependant, que ces « purs et durs » l'emportent contre les « modérés » du camp de M. Slovo. Ce dernier, gravement malade, ne se représentera pas à son poste et sera vraisemblablement élu président du parti. Cette fonction, plutôt honorifique, devrait lui permettre de consacrer son temps à ses responsabilités au sein de l'ANC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Le président De Klerk annonce un remaniement gouvernemental. — Le président Frederik De Klerk a annoncé, mercredi 4 décembre, à Pretoria, la nomination de M. Derek Keys, président du deuxième groupe minoritaire du pays, à la tête du ministère du commerce, de l'industrie et de la coordination économique. M. Keys prendra officiellement ses fonctions le 20 janvier. — (AFP)

ZAÏRE

Le président Mobutu prêt à briguer un nouveau mandat

Le maréchal Mobutu, dont le troisième mandat présidentiel est arrivé à expiration, mercredi 4 décembre, a, mercredi, annoncé son intention d'en solliciter un quatrième. Dans un message radio-télévisé, diffusé mercredi soir, le chef de l'Etat, tout en niant vouloir « s'accrocher au fauteuil présidentiel », a rappelé sa décision, « déjà exprimée, d'affronter dans un jeu démocratique tous ceux de mes compatriotes qui voudront briguer la magistrature suprême de notre pays ».

Un amendement constitutionnel,

adopté en avril 1990, permet à M. Mobutu de rester à la tête de l'Etat jusqu'à la prochaine élection présidentielle — dont la date n'est pas encore fixée. L'aile radicale de l'Union sacrée (rassemblant la plupart des partis d'opposition) a contesté la légitimité de cet amendement et invité la population de Kinshasa à manifester son mécontentement, jeudi, lors d'une « journée ville morte ». Les autorités de la capitale ont, par avance, interdit tout rassemblement dans les lieux publics. — (AFP, Reuter)

BURKINA-FASO : le président Compaoré a obtenu 86,4 % des suffrages. — La Commission nationale d'organisation de l'élection présidentielle du 1^{er} décembre a rendu public, mercredi, à Ouagadougou, les résultats complets du scrutin. M. Blaise Compaoré, seul candidat en lice, a recueilli 86,4 % des voix, le taux d'abstention s'élevant à 72,7 %. — (AFP)

CAMEROUN : assombrissement du climat militaire. — Le député général à la sûreté, M. Jean Fochive, a annoncé, mardi 3 décembre, à Yaoundé, que les commandements militaires mis en place, fin mai, pour administrer et contrôler l'ouest et le nord du pays, avaient été abolis. Evoquant la suppression des barrages et postes de contrôle, M. Fochive a précisé que la police continuerait, néanmoins, « sa mission de lutte contre la grande criminalité ». — (AFP)

L'EVENEMENT
du Jeudi

cette semaine

LES ARNAQUEURS DE VOTRE NOËL
Caviar congelé, saumon louche, foie gras truqué, etc.

LES PARENTS MARTYRS
Et si on parlait de ceux que leurs enfants font tourner en bourrique

A la veille du grand saut européen, Gérard d'Aboville et l'équipe de Yannick Noah donnent, eux, l'exemple de la France qui gagne

SOCIALISTES ARRÊTEZ VOS CONNERIES

Un entretien



EUROPE

Un entretien avec le président de la Bulgarie

« Dans les Balkans, on ne fait rien pour régler les conflits, et la confiance dans l'Europe se perd », nous déclare M. Jeliou Jeleu

A l'occasion du sommet de la francophonie, où son pays était invité à titre d'observateur, le président bulgare, M. Jeliou Jeleu, est venu à Paris à la mi-novembre. Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, cet ancien dissident évite de parler du traitement, selon lui peu généreux, réservé à son pays, où l'opposition anticommuniste vient seulement de remporter les élections, mais il s'exprime sur la situation en Union soviétique, la guerre en Yougoslavie et ses craintes de voir la Bulgarie à son tour déstabilisée.

« Lors de votre visite à Moscou fin octobre, vous avez été le premier chef d'Etat étranger à établir des relations diplomatiques avec la Russie. Votre rencontre avec M. Gorbatchev a-t-elle été annulée au dernier moment. Quelles étaient vos motivations ? »

« Nous n'avions pas l'intention préalable de signer le protocole de reconnaissance diplomatique, c'est sur place qu'on nous l'a proposé, et nous avons accepté. Nous avons alors conclu d'autres accords avec la Russie, grâce auxquels tout ce qui était embrouillé depuis un an a été immédiatement aplani. La Russie promet de nous livrer avant la fin de l'année 1 million de tonnes de pétrole, contre des produits alimentaires, des conserves. Cela n'a apparemment pas plu à l'administration de M. Gorbatchev, qui a proposé de repousser mon rendez-vous avec lui à l'heure où je devais rencontrer M. Eltsine... Depuis, nos socialistes (le Parti socialiste bulgare, ex-communiste) écrivent que ce fut une grande gaffe diplomatique, mais ils sont surtout inquiets de ce que M. Eltsine ait promis d'ouvrir aux Bulgares les dossiers du KGB concernant notre Histoire. »

« Notre reconnaissance de la Russie répond, à des raisons de principe : l'URSS n'existe plus,



comme le reconnaissent ses dirigeants. Mais il y a aussi des raisons « prosaïques » : 60 % de notre commerce se faisaient avec l'URSS, dont les quatre cinquièmes avec la Russie. Nous allons aussi reconnaître l'Ukraine, dont dépend notre approvisionnement en électricité, la Biélorussie, le Kazakhstan... »

« Il fallait envoyer des forces d'interposition »

« Et aussi les Républiques de la Yougoslavie ? »

« Dès le début de la crise, nous avons tout fait pour ne pas l'aggraver et nous n'avons même pas élevé le degré de mobilisation de notre armée aux frontières, pour ne pas donner d'arguments aux couches les plus chauvines de la Serbie qui attisent le conflit. Mais nous avons reconnu le droit de toutes les Républiques yougoslaves à créer un Etat indépendant. Nous sommes concernés en premier lieu par la Macédoine (1) : ce serait très grave pour la Bulgarie si l'armée y intervenait comme en Croatie ; il y aurait un afflux de réfugiés chez nous. J'ai dit que la Bulgarie est prête à reconnaître l'Etat de Macédoine, à coopérer avec lui de la

façon la plus large ; cependant, nous ne pouvons admettre l'existence d'une « nation macédonienne ».

« Vous avez critiqué le retard de l'Europe à agir dans la crise yougoslave. Que fallait-il faire selon vous ? »

« Il fallait dès le début décréter un embargo sur le pétrole, les armes et envoyer des forces d'interposition. Tout se fera en fin de compte, mais on aurait pu éviter ces morts et ces destructions. Tous nos gouvernements ont besoin de garanties européennes. Or les puissances démocratiques n'ont agi que dans deux cas : dans le Golfe, car il y avait le pétrole, et pour soutenir Eltsine lors du putsch, car les armes nucléaires étaient en jeu. Dans les Balkans, il n'y a ni l'un ni l'autre, et on ne fait rien pour régler les conflits. Ce n'est pas mon

avis, mais celui de l'opinion publique, et c'est très grave, car la confiance dans l'Europe, qui a permis de créer un mécanisme de prévention des conflits, se perd. »

« Votre visite à Bruxelles et à Paris a-t-elle été quand même positive pour la Bulgarie ? »

« Oui, car nous aurons sans doute l'an prochain le statut de membre associé de la CEE, comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Une mission de la CEE, qui a donné un avis favorable, est attendue le 15 décembre à Sofia, puis les négociations pour l'adhésion. Là aussi, nos bonnes relations avec les Républiques de l'ex-URSS sont importantes, car la CEE a accepté de financer leurs importations en provenance des anciens satellites. Et nous connaissons la structure, les besoins de ce marché, les Bulgares parlent ou

comprendront le russe et peuvent aussi servir d'intermédiaires pour l'Occident. A Paris, M. Mitterrand m'a dit que le traité de coopération franco-bulgare (NDLR : semblable à ceux signés avec la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie) pourra être signé avant la fin de l'année. »

« Que pensez-vous des conseils prodigués en Occident aux ex-pays socialistes d'Europe pour qu'ils commencent par une coopération régionale ? »

« Nous ne refusons bien sûr pas cette idée, nous sommes prêts à y participer, mais nous craignons que cela ne freine notre mouvement vers la modernité : nous comptons sur l'Europe pour qu'elle nous tire vers le progrès. Sinon, ce sera comme recréer le COMECON, un groupement de pays retardés. »

« Les élections d'octobre ont fait de votre minorité turque la force d'appoint du gouvernement formé pour la première fois par l'Union des forces démocratiques (UFD), face à l'ex-Parti communiste (PSB) resté puissant. Est-ce une menace pour la stabilité du pays ? »

« Le très faible écart entre UFD et PSB s'explique par la désunion de l'opposition démocratique : avec la proportionnelle et la barre des 4 % de voix pour entrer au Parlement, près de 13 % des voix démocratiques ont été perdus. Il y a donc, en réalité, deux tiers de la population qui exigent des réformes radicales rapides, comme le retour de la terre aux paysans et la privatisation. Mais le pays reste en effet fortement polarisé, en raison de l'insuffisance des réformes du gouvernement précédent. »

« Il ne faut pas pour autant ôter leurs responsabilités à tous les anciens communistes, il ne faut pas chasser ceux qui ne sont pas liés aux répressions passées et ont des compétences. L'opposition manque de cadres et, après tout, elle non plus n'est pas tombée du ciel. Le fanatisme est très nuisible, et il faut laisser ceux des membres du PSB qui ont encore des illusions voir eux-mêmes si ce parti est capable ou non de se transformer en parti socialiste de type européen. »

« Il reste que presque toute la propagande du PSB a consisté à jouer sur les oppositions ethniques, à spéculer, par exemple, sur l'alliance des démocrates et du Mouvement turc. Une partie du PSB va sans doute continuer dans ce sens, mais j'espère que d'autres, plus intelligents, comprendront que cela peut très mal se terminer, et pour leur parti et pour le pays. Les Balkans nous en offrent, hélas ! un exemple. »

Propos recueillis par SOPHIE SHIHAB

(1) La Macédoine, peuplée de Slaves que la Bulgarie a tenté autrefois d'assimiler, est l'objet de vives polémiques entre Serbes, Bulgares et Grecs.

La prudence et l'instinct

M. Jeliou Jeleu est d'ordinaire un homme prudent et réservé, traits de caractère hérités de ses origines paysannes et de son expérience politique. Professeur de philosophie dont la thèse, consacrée au fascisme, fut interdite de publication car elle constituait en réalité une sévère dénonciation du totalitarisme, il est sans doute l'un des présidents les plus atypiques des nouvelles démocraties de l'Est. Il n'a eu qu'une brève expérience du militantisme d'opposition sous le communisme : en Bulgarie, jusqu'à 1988, l'opposition n'existait pratiquement pas. Certes, lorsqu'un groupe d'intellectuels osa alors fonder le Club pour la glasnost et la perestroïka, il fut au premier rang. Mais sans tapage, comme lorsqu'il joua un rôle crucial dans la création de l'Union

des forces démocratiques (UFD), rassemblement dont il devint le président, seul capable de fédérer les nombreux petits partis et groupes d'opposition.

Elu chef de l'Etat par le Parlement en juillet 1990, il vient d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle du 12 janvier prochain. Il a toutes les chances de la remporter, car les anciens communistes ne présenteront probablement personne contre lui.

Son instinct a pourtant pris le pas sur cette légendaire prudence le 19 août dernier, lorsqu'il apprend qu'un putsch a renversé M. Gorbatchev à Moscou et que M. Eltsine prend le titre de la résistance. Il somme alors ses collaborateurs de joindre Boris Eltsine au téléphone toutes affaires cessantes, ce que les

Bulgares parviennent miraculeusement à faire en fin de journée. C'est ainsi que, à l'heure où bien d'autres parlent encore sur le maintien au pouvoir de M. Ianaev, M. Jeleu, président de la petite Bulgarie autrefois ralliée comme la seizième République d'URSS, est le premier président étranger à assurer M. Eltsine de son soutien.

Convaincu que le putsch est voué à l'échec, M. Jeleu se rend ensuite à la télévision bulgare, où il explique à ses compatriotes que ce qui se passe à Moscou signifie en réalité la fin du régime soviétique. « Je souhaite aux Russes de bons adieux au communisme », ajoute-t-il. Le recevant à Moscou le mois dernier, Boris Eltsine a assuré Jeliou Jeleu qu'il n'oublierait jamais son geste.

S. K.



Bravo Saint-Etienne !

comment imaginer Saint-Etienne sans son nouveau tramway ?

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun

A Saint-Etienne, aujourd'hui c'est un grand jour : on inaugure les tout nouveaux tramways. Plus propres, plus silencieux, plus confortables. A Saint-Etienne, on a compris depuis longtemps qu'une grande ville doit développer et moderniser en priorité ses transports en commun. La qualité de notre vie en dépend, la qualité de notre ville est à ce prix.

EUROPE

YUGOSLAVIE

Le Parlement croate a adopté une loi garantissant les droits des minorités

Le Sabor (Parlement croate) a adopté, mercredi 4 décembre, une loi garantissant l'autonomie aux Serbes dans les régions de Croatie où ils sont majoritaires «après qu'une paix permanente aura été établie sur l'ensemble du territoire croate» dans ses frontières d'avant le conflit.

Le texte, voté à l'unanimité, mais en l'absence de la plupart des députés serbes, crée notamment onze communes autonomes dans les régions de Knin, qui surplombe la côte dalmate, et de Glina, à 80 kilomètres au sud de Zagreb - actuellement contrôlées par les nationalistes serbes soutenus par l'armée fédérale. Les «groupes nationaux ou minoritaires» disposeront dans ces zones de l'autonomie politique et d'un large contrôle sur la police locale, la justice, les écoles et la presse. Le texte impose toutefois comme conditions préalables

la fin des combats, des élections locales (sous contrôle international) et un nouveau recensement. Le président du Parlement, M. Zorko Domljan, a précisé que ce recensement n'aurait de valeur, aux termes de la nouvelle loi, qu'après le retour des Croates dans leurs foyers. Selon les Nations unies, la guerre civile en Yougoslavie a entraîné le déplacement de plus de 500 000 personnes.

Environ 12 % des 4,5 millions d'habitants de la Croatie sont des Serbes de souche. La plupart vivent dans des zones de l'est et du sud de la République occupées par les Serbes ou l'armée yougoslave depuis le 25 juin dernier, date de la proclamation d'indépendance de la Croatie.

La loi répond aux exigences de la Communauté européenne, qui avait fait des garanties concernant les droits des minorités une condition d'une éventuelle reconnaissance de la Croatie. Toutefois, le gouvernement de Zagreb se défend

d'avoir cédé à des pressions et souligne que ces garanties figuraient déjà dans la Constitution. (Reuters.)

o L'Allemagne suspend ses accords de transport avec la Serbie et le Monténégro. - Le gouvernement allemand a décidé, mercredi 4 décembre, de suspendre tous ses accords de transport avec la Yougoslavie et d'interdire désormais à la compagnie aérienne yougoslave JAT d'atterrir en Allemagne. Ces sanctions ne visent que deux Républiques : la Serbie et le Monténégro. Les entreprises de transport des autres Républiques de la fédération pourront continuer à travailler en Allemagne. D'autre part, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, était attendu, jeudi, à Bonn pour une visite de quarante-huit heures au cours de laquelle il devait rencontrer le chancelier Helmut Kohl et le ministre des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. (AFP.)

URSS : les résultats des scrutins du 1^{er} décembre

La Crimée, russophone, a voté à 54,2 % pour l'indépendance de l'Ukraine

Selon les résultats par régions du référendum du 1^{er} décembre en Ukraine, transmis mercredi par la commission électorale, les habitants de la Crimée, maillon faible des indépendantistes ukrainiens, ont voté à 54,2 % en faveur de l'indépendance de l'Ukraine. Ce résultat, obtenu avec une participation de 67 %, était guetté avec intérêt : la population y est russophone à plus de 90 % et le pouvoir local, resté aux mains des anciens communistes fortement anti-indépendantistes, agissait le spectre d'une «ukrainisation» forcée.

Dans les régions orientales de l'Ukraine, où les Russes et russophones sont également en forte majorité, le score est beaucoup plus net : 83,9 % pour l'indépen-

dance dans la région minière du Donetsk et 86,3 % à Kharkov, la grande ville qui fut la première capitale de la République soviétique d'Ukraine, «donnée» par les bolcheviks à l'Ukraine au début des années 1920 pour y contrebalancer l'influence des nationalistes ukrainiens. Le maire «libéral» de Saint-Petersbourg, M. Anatoli Sobtchak, soulignait encore ce point, mercredi, dans des déclarations au Figaro, comme l'avait fait M. Gorbatchev avant lui : «Des provinces purement russes sont entrées dans la composition de l'Ukraine», disait-il, en affirmant que «si l'Ukraine fait sécession et refuse de se rallier à un nouveau pacte politique, la Russie formulera aussitôt des revendications territoriales».

Le vote de la flotte

Une menace que les adversaires de l'indépendance de l'Ukraine - comme l'écrivain Alexandre Soljenitsyne qui réclamait qu'il soit tenu compte des résultats par régions - auront désormais du mal à avancer. Sébastopol, une des bases de la flotte soviétique en Crimée, s'est elle-même prononcée à 57 % pour l'indépendance. Avec 75 % parmi les marins de la flotte, qui votaient à part, comme le font les militaires en URSS.

Globalement, l'indépendance a été approuvée par 90,32 % des

votants, avec une participation de 84 %. Les scores les plus élevés étant bien sûr enregistrés en Ukraine occidentale : 97,4 % à Lvov et 98,4 % à Ivano-Frankivsk. Mais aussi dans la région de Kiev (95,5 %). En Bukovine du Nord, région où des activistes de la minorité roumaine appelaient au boycott et que Bucarest veut «négocier» avec l'Ukraine, on a enregistré 92 % de voix en faveur de l'indépendance, avec un taux de participation de 87 %.

Quant aux résultats du scrutin pour l'élection présidentielle organisée en même temps que le référendum, M. Léonide Kravtchouk, l'ex-apparatchik et dirigeant en titre qui a obtenu 61,59 des voix, a fait un de ses meilleurs scores parmi la flotte soviétique de Sébastopol (74,4 %) et dans les régions orientales de l'Ukraine. A Lvov, il n'a recueilli que 11,5 % des voix, contre 75,8 pour M. Tchernomyr, l'ex-dissident élu il y a près de deux ans président du conseil de cette région. Candidat du Roukh, le mouvement démocratique d'Ukraine, M. Tchernomyr arrive en second au niveau républicain avec 23 % des voix. Le président du Parti républicain, M. Loukianenko - qui a passé plus de 20 ans au Goulag - arrive en troisième position avec 4,5 % des voix.

S. Sh.

DIPLOMATIE

La préparation du sommet européen de Maastricht

Six mois d'une présidence néerlandaise laborieuse et ingrate



Un malentendu, deux bévues et la quasi-certitude d'une déconvenue : ainsi se résument à grands traits les six mois de présidence de la CEE par les Pays-Bas à quelques jours du sommet qui aura dû en constituer le point d'orgue mais qui, même s'il est un succès, sonnera surtout l'heure du soulagement dans l'appareil administratif et diplomatique néerlandais, au bout du rouleau.

LA HAYE

de notre correspondant

Lorsque les Pays-Bas succèdent au Luxembourg le 1^{er} juillet 1991, les négociations sur l'Union politique et monétaire des Douze sont loin d'être cristallisées malgré l'existence d'un projet de traité. Si leur mandat a un objectif clair - mener à terme les deux conférences intergouvernementales - son libellé est vague : les Néerlandais doivent avancer «sur la base» des travaux luxembourgeois qui ne font apparemment pas l'unanimité. «Il a fallu une heure et demie pour trouver cette formulation», rappelle ainsi M. Piet Dankert, secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Une autre donnée conviendrait la nouvelle présidence de sa marge de

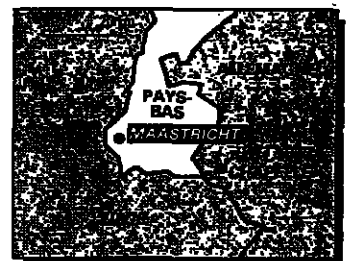
manœuvre : six pays au moins étaient opposés au texte luxembourgeois.

Vrai, faux ? En tout cas les diplomates néerlandais, du moins ceux que la presse finira par affubler d'un sobriquet - euro-zéro - s'engouffrent dans la brèche pour concocter pendant l'été une modification substantielle du projet de traité sur l'union politique. Plus les versions circulent, plus la tension monte dans les capitales dont certaines, telle Paris, demandent à leur ambassadeur de hausser le ton. En vain. Car les Néerlandais ne démentent pas de ce qui se révélera être un malentendu original, voire une erreur d'appréciation : «La plupart des pays avaient des critiques contre le texte luxembourgeois, mais celui-ci représentait néanmoins un point d'intersection», explique un négociateur bruxellois.

Persuadés d'avoir raison

Dans son obstination à vouloir réécrire ce texte, La Haye ignore jusqu'aux signaux alarmistes envoyés depuis la capitale belge par son représentant permanent. Et le gouvernement adopte fin septembre un texte que les ministres des affaires étrangères des Douze, le 30 du mois, balaisent outrageuse-

ment. «En trente ans de carrière je n'ai jamais vu un tel carnage diplomatique», résume un fonctionnaire après avoir vécu de près ce qui s'appelle immédiatement un «hundi noir», au soir duquel le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, annonce le retrait pur et simple de ce projet de traité.



Les commentateurs s'interrogent vite sur les raisons de ce fiasco humiliant, mettant en cause un Hans van den Broek accablé par la crise yougoslave, un Piet Dankert pétri de fétide fédéraliste ou un Ruud Lubbers, le premier ministre, trop ostensiblement distancé pour l'avoir dit récemment. Il faudra un débat au Parlement, où aucune critique de poids ne sera portée sur le fond de la politique européenne du gouvernement pour comprendre que c'est leur vision

idéalisée d'une Europe aussi supranationale que possible, démocratique, équilibrée entre les petits et les grands pays, ancrée dans l'OTAN et digne de ses pères fondateurs, qui a perdu les Pays-Bas. «Persuadés d'avoir raison, nous croyions que les autres suivraient», explique le député travailliste Maarten Van Tijn. Ce dogmatisme du souhaitable a rendu les Néerlandais aveugles à la réalité de la diversité des aspirations de leurs partenaires et les a poussés à vouloir montrer la voie au risque de sortir à l'excès du rôle dévolu au président de la CEE.

L'autre bévue, commise celle-ci à propos de l'Union monétaire, s'explique par le perfectionnisme et le goût du travail bien fait. Considérant qu'il était délicate de signer la Grande-Bretagne en lui réservant explicitement un statut particulier, le projet de traité présenté par M. Wim Kok prévoit une clause d'exemption ouverte à tous les pays, sauf... aux onze déclarant solennellement qu'ils n'en feraient pas usage. Sans cette construction formaliste le débat sur la généralité de la clause d'exemption n'aurait peut-être pas eu lieu.

«Un plan de marche concret»

Mais il semble devoir se terminer à Maastricht sans dommage. De même que les Pays-Bas, qui, à partir du mois d'octobre, ont vite redressé le cap, ont rendu à la Communauté un grand service en commentant leur faux pas de septembre : mettant à nu les ambitions divergentes des Douze en matière d'union politique et les contraignant à y remédier au mieux et au plus vite pour tenir les délais. La Haye les a finalement mis au pied du mur. «Nous sommes aujourd'hui au niveau du Luxembourg», fit alors remarquer M. Ruud Lubbers, ajoutant que la Communauté était sur le point de se fixer «une mission pour l'avenir, un plan de marche concret».

Reste que, même dans la meilleure des hypothèses, les résultats de Maastricht risquent de décevoir un Parlement où en juin dernier les cinq grands partis avaient demandé «une amélioration substantielle» du fonctionnement démocratique de la CEE et «de plus grandes compétences exécutives pour la commission». Reste aussi que la déconvenue menace un pays où la présidence de la communauté, loin d'engendrer la satisfaction, a entraîné certains succès tels, notamment, la signature de l'accord sur l'espace économique européen (EEE), à déjà eu pour paradoxal effet de donner des arguments aux partisans d'un débat... sur l'identité nationale.

JOHN MAJOR

CHRISTIAN CHARTRIER

SUISSE : un gouvernement reconduit sans changement

M. René Felber présidera la Confédération en 1992

En dépit des critiques adressées au gouvernement, l'élection, mercredi 4 décembre, du gouvernement helvétique, n'a pas failli à la tradition. Les sept membres sortants du conseil fédéral ont tous été réélus pour quatre ans par le Parlement issu des élections législatives du 20 octobre (le Monde du 22 octobre). Tout au plus a-t-on enregistré quelques mouvements d'humeur de certains parlementaires : les membres du conseil fédéral ont été élus avec une moyenne de 144 voix, soit le score le plus médiocre depuis 1935.

BERNE

de notre correspondant

Les quatre principaux partis suisses, qui disposent des trois-quarts des sièges, avaient décidé de reconduire la «formule magique» introduite en 1959 : le gouvernement se compose donc, comme par le passé, de deux radicaux, deux socialistes, deux démocrates-chrétiens, et un démocrate du centre. Si cette délicate alchimie, qui revient en pratique à appliquer la proportionnelle, a fait ses preuves, elle commence - en cette période de récession, alors que la Suisse se trouve confrontée à d'importantes échéances européennes - à donner des signes d'usure, sensibles dans les résultats des élections législatives, et se voit ouvertement contestée.

Pragmatique et pro-européen

Chaque membre du collège gouvernemental occupant ce poste honorifique à tour de rôle, M. René Felber (socialiste), chef du département des affaires étrangères, a été élu président de la Confédération pour 1992 par 158 voix sur 207 votants. Ancien instituteur du canton de Neuchâtel, M. Felber a accédé en 1987 au conseil fédéral à Berne et s'est affirmé comme l'un des membres les plus pro-européens du gouvernement. Réputé pragmatique, il voit dans la participation de la Suisse à l'espace économique européen (EEE) une étape devant conduire à son adhésion en bonne et due forme à la CEE. Agé de cinquante-huit ans, M. Felber vient également d'être porté à la présidence, pour six mois, du comité des ministres du Conseil de l'Europe.

JEAN-CLAUDE BUHRER

ALBANIE

Les ministres anti-communistes quittent le gouvernement

La coalition gouvernementale au pouvoir en Albanie n'aura tenu que six mois. Mercredi 4 décembre, sept ministres du Parti démocratique, la principale formation de l'opposition, ont quitté la coalition. Cette décision est intervenue au lendemain du rejet par le Parlement, dominé par les socialistes (ex-communistes), d'un projet prévoyant l'organisation d'élections anticipées d'ici au mois de février prochain. Le Parti démocratique réclame aussi l'éviction des anciens communistes des postes de responsabilité de l'administration et des médias, ainsi qu'une enquête sur les anciens dirigeants, accusés de corruption.

Commentant cette crise gouvernementale dans une allocution télé-

visée, mercredi soir, le président Ramiz Alia a déclaré que le pays traversait «la plus grave situation qu'il ait connue à ce jour». Dans ce discours, qualifié de «dramatique», il a également mis en garde contre le «chaos» et la déstabilisation «générale». (AFP, Reuters.)

o TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul. - Le sous-préfet de police d'Istanbul, M. Sakir Koc, et son chauffeur ont été tués par balles, mercredi 4 décembre, dans un attentat contre leur véhicule dans le quartier de Sisli, dans le centre d'Istanbul. L'organisation d'extrême gauche Dev-Sol a revendiqué ces assassinats. (AFP, Reuters.)

PORTUGAL

Les Portugais

L'Atlantique pour

Je t'aime

Le Monde

PORTUGAL

Les nouveaux rendez-vous de l'Histoire



Le pont suspendu du 25 avril à Lisbonne, vu du monument des Découvertes

Le 1^{er} janvier 1992, six ans jour pour jour après son adhésion officielle à la CEE, le Portugal prendra, pour un semestre, la présidence de l'Europe des Douze. Six ans, et beaucoup de changements. L'entrée dans l'Europe a dopé l'économie d'un pays qui rattrape désormais, à grandes enjambées, son retard sur ses voisins. Pendant ces six années, le Portugal, tenu d'une main ferme — trop ferme ? — par un seul premier ministre, le social-démocrate Aníbal Cavaco Silva, a connu, enfin, une stabilité politique qui a sans doute favorisé le développement économique et... réciproquement. Lisbonne se modernise mais — pour combien de temps ? — reste encore elle-même, c'est-à-dire une ville qui tire son charme de son anachronisme. Autre signe de ce changement d'époque : dans une

vieille terre d'émigration, s'esquisse un timide mouvement de retour au pays encouragé par le gouvernement. Ironie et retournement de l'Histoire, c'est au tour du Portugal d'accueillir des Brésiliens en quête d'une terre paisible et prospère...

Ce tropisme atlantique — Lisbonne avait, avant l'Espagne, lancé ses navires vers l'Ouest, sur la route des Grandes Découvertes — le Portugal doit désormais le conjuguer avec l'intégration accrue dans une Europe à laquelle il a longtemps tourné le dos et dont il a surtout, jusqu'à maintenant, ressenti les effets positifs. Sans en subir les inconvénients ; sans prendre véritablement ses responsabilités. C'est, peut-être, le défi que le Portugal doit relever durant ces six mois de présidence de la CEE.

L'Atlantique pour la nostalgie, la Communauté pour l'avenir

L'Europe ? C'est ne plus être seul au bout du continent et contraint d'aller chercher des amis et des alliés au-delà des mers...

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Le centre culturel de Belém, à Lisbonne, ne sera sans doute pas achevé le 1^{er} janvier 1992, date à laquelle le Portugal prendra la présidence de la CEE pour six mois. « Mais, dit-on, s'il ne l'est pas, ce n'est pas si grave, nous nous débrouillerons. » Pas d'inquiétude, donc, pour ce bâtiment aux allures de bunker qui gâche le site du monastère des hiéronymites sur la rive du Tage et dans lequel doivent se dérouler les principales réunions communautaires. De toute façon, les autorités déclarent être prêtes pour l'événement. Une première, qui permet au Portugal d'entrer dans la cour des grands européens avec la crainte non pas de mal faire mais de l'incommoder. Par le traité signé le 12 juin 1985, la Communauté européenne s'élargissait aux deux pays de la péninsule ibérique. Le 1^{er} janvier de l'année suivante, l'entrée devenait officielle mais le Portugal, qui ne se sentait pas prêt pour assurer la présidence, avait décidé de passer la main. Six ans plus tard, c'est le baptême, mais qui survient à un moment difficile en raison de la guerre civile en Yougoslavie, des tensions en Europe de

l'Est et des dangers qui planent sur l'ex-URSS. Et si, de surcroît, les Douze ne parviennent pas à se mettre d'accord à Maastricht sur l'union politique et monétaire, le fardeau qui pèsera pendant six mois sur les jeunes épaules portugaises sera bien lourd à porter.

Cela dit, aucun affolement n'a gagné les sphères du pouvoir bien que le quotidien *Publico* parle « de course contre le temps » pour mettre la dernière main aux préparatifs. M. José Antonio Melo Ribeiro, haut fonctionnaire du secrétariat d'Etat aux affaires européennes qui a eu la charge depuis un an de former du personnel à cette tâche, assure que « nous avons fait ce que nous devions faire. Je crois que nous sommes prêts, ce qui ne signifie pas un succès garanti. » « L'essentiel », ajoute ce fonctionnaire — le seul Portugais à être rentré de Bruxelles après avoir fait le tour de la machine européenne — c'est d'être rigoureux dans la procédure et de ne pas se lancer dans de grandes innovations. « La réussite ? Que l'on puisse simplement dire : « Ils l'ont fait de façon professionnelle, comme une chose normale. »

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Durao Barroso, le reconnaît : le Portugal veut « faire bonne figure ». « Ne pas prendre le

risque qu'on associe notre présidence à un « remake » désastreux de celle des Grecs et de donner du Portugal l'image d'un pays qui est excellent pour savoir capter et bien gérer les fonds communautaires plus que pour assumer sa charge de construction de l'édifice européen » : tel est l'avertissement lancé par *Publico* dans un éditorial mettant en garde contre « les risques d'improvisation au dernier moment » dont les Portugais sont, paraît-il, coutumiers.

« Pas un concours de beauté »

De toute façon, pas question de faire les malins. La stratégie adoptée est celle du « profil bas ». « Ce ne sera pas un grand show du Portugal », fait remarquer M. Barroso. La présidence n'est pas un concours de beauté... La nôtre sera sérieuse, honnête, responsable. Ce diplomate, l'un des principaux artisans des accords de paix en Angola, ne veut pas jouer les immodestes. Il sait que son pays est « périphérique géographiquement » mais qu'il a toujours été plus grand que le petit morceau qu'il est. Il souhaite que la présidence portugaise soit pour la Communauté une occasion d'ouverture vers l'Afrique et l'Amérique latine. « Le Portugal s'oppose à une vision d'une

Europe centripète, eurocentrée : la

Cela dit, Lisbonne capitale de l'Europe pour six mois, « capitale atlantique de l'Europe pour toujours » selon l'image que les autorités veulent faire passer, doit d'abord s'affranchir d'un égoïsme un peu désuet. Il faut, comme le souligne M. Francisco Sarsfield Cabral, directeur du bureau de la Commission des Communautés européennes à Lisbonne, « sortir de la problématique : que va apporter la CEE au Portugal ? ». Il ne cache pas que les Portugais ne raisonnent qu'en fonction de leurs seuls intérêts propres sans véritablement penser qu'ils font désormais partie d'un ensemble qui n'implique pas que des avantages mais aussi des devoirs. A ses yeux, la présidence va être un bon moyen pour que le pays prenne davantage conscience de son appartenance à une entité et que celle-ci est « la seule chance, le futur » de la nation.

En choisissant l'astrolabe, cet instrument de navigation des marins portugais, comme emblème de la présidence, les autorités ont voulu établir un trait d'union entre un monde ancien et un monde nouveau tout en caressant secrètement le rêve de faire se rejoindre les deux et cela juste au moment où l'on célèbre cinq siècles de découvertes. M. Sarsfield Cabral tient à faire remarquer qu'il

existe de par le monde presque 200 millions de personnes qui parlent le portugais et que son pays, qui a toujours été davantage tourné vers l'extérieur, peut demain être une source d'enrichissement pour l'Europe.

Pour le Portugal, l'Europe, c'est « ne plus être seul au bout du continent », contraint d'aller chercher au-delà des mers des alliés et des amis qu'on ne peut trouver sur place. C'est un recentrage vers ce qui apparaît toujours d'une certaine manière comme une terre promise aux nombreux émigrants qui sont allés chercher du travail dans les nations voisines sans se sentir véritablement membres du même monde.

Le Père Noël à Bruxelles

Aujourd'hui, les choses changent. Le Portugal est en train, à grandes enjambées, de rattraper son retard, de tenter de faire un sort à ce complexe à l'égard des puissances, hérité de la décadence des siècles passés et d'un obscurantisme politique qui a placé le pays à l'index pendant plus de quarante ans. Ce tournant est aussi un défi : celui de s'affirmer comme une nation qui a une vraie place. Elle y parviendra pas toute

seule. La CEE a choisi de l'aider massivement au moyen d'une manne — les fonds communautaires — qui a donné un formidable coup de fouet à l'économie.

En 1990, ces fonds, dits structuraux, ont représenté 1,8 % du PIB. Depuis 1986, leur montant représente 447,4 milliards d'écus, soit près de 18 milliards de francs. Un pactole qui a grandement aidé le pays à retrouver sa confiance et signifie concrètement, pour chaque citoyen, de nouvelles infrastructures, de nouveaux projets. Le Père Noël s'appelle Bruxelles et il conduit le pays, à marche forcée, sur les chemins du développement.

Pour le commun des Portugais, l'Europe, c'est avant tout cela : de l'argent, beaucoup d'argent, ce qui veut dire le plein emploi ou presque, un pays en ébullition et des investisseurs privés qui se précipitent sur ces terres depuis que l'adhésion à la CEE a allumé pour eux le feu vert. Demain, le Père Noël sera moins généreux et il faudra faire des efforts pour rester avec les autres. Ce ne sera plus aussi facile, et les marches forcées, trop rapides, laissent toujours des « traîneurs » dont il va bien falloir s'occuper. Sinon ils vont se faire entendre.

MICHEL BOLE-RICHARD

PORTUGAL : LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

La toute-puissance des sociaux-démocrates

Le score du PSD aux législatives d'octobre permet au premier ministre, M. Cavaco Silva, de poursuivre son ambition : faire du pays une nation moderne

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Sur des crânes bien différents, ont eu lieu dans la capitale d'information générale. A Lisbonne, sur le crâne haut de gamme, se livre une féroce bataille entre le vénérable et ancien *Diário de Notícias* et le tout nouveau *Público*. Fondé en mars 1990 par des anciens de l'hebdomadaire *l'Expresso*, *Público* est le premier quotidien de ce type à être implanté et imprimé simultanément à Porto et à Lisbonne. Cette formule a permis à *Público*, en un an et demi, de faire jeu égal, voire de dépasser en tirage - aux alentours de 70 000 exemplaires (1) - sur l'ensemble du pays le *Diário*, qui reste nettement en tête sur Lisbonne.

Les risques de dérive de la « cavacocratie »

Après dix ans de règne du Parti social-démocrate (PSD centre droit), le Portugal aura profondément changé : M. Cavaco Silva sait ce qu'il veut et s'y tient. C'est l'un de ses points forts. Une constance et une certitude qui lui ont permis de remporter facilement les élections législatives du 6 octobre, au cours desquelles il a légèrement amélioré son score de juillet 1987, passant de 50,2 à 50,4 % des voix. Un score qui représente une performance non négligeable, d'autant que ce fils de gérant d'une station-service avait dit : « La majorité absolue ou rien ». Un quité ou double risqué qui s'est révélé payant, même si l'ampleur de la victoire a été tempérée par un taux d'abstentions proche de 32 %. Le forçage sur le thème « moi ou le chaos » a réussi à cet homme de cinquante-

deux ans que l'on dit volontiers autoritaire et dont l'assurance désarme ses adversaires.

De nouveau installé pour quatre ans, M. Cavaco Silva a pratiquement reconduit son gouvernement, à l'exception notable du ministre des finances, M. Miguel Beza, qui a été remplacé par M. Jorge Braga de Macedo, un jeune professeur d'économie de quarante-quatre ans qui fut directeur général adjoint du budget de la Commission européenne à Bruxelles.

Un atout, avant cette présidence portugaise de la CEE qui débitera en janvier 1992, mais Lisbonne bruisse encore de rumeurs sur les raisons de l'éviction de M. Beza. Elles ne sont en fait à rechercher que dans sa volonté d'indépendance. Car le patron, c'est M. Cavaco Silva, et il entend bien le rester, en dépit des risques de dérive vers ce que certains appellent déjà la « cavacocratie ». Le premier ministre est le seul maître à bord malgré une équipe gouvernementale forte de 67 membres, dont 16 ministres, 43 secrétaires d'Etat et 8 sous-secrétaires.

Les retouches apportées au précédent cabinet ont donc été minimes, ce qui illustre bien la volonté de M. Cavaco Silva de poursuivre l'œuvre entreprise, qu'il a appelée « la démocratie du succès ». Il est indéniable que cet austère professeur a réussi de belles performances au cours de son précédent mandat, à tel point que peu de voix se sont élevées, lors de la campagne électorale, pour contester le travail accompli et surtout proposer un programme de renouveau. Une sorte de consensus s'est instauré en faveur de cet homme rigoureux, voire cassant, qui n'hésite pas à limoger ses collaborateurs en cas de divergences et dont l'efficacité reste la ligne dominante de son action.

L'objectif du premier ministre est clair. Il veut faire de son pays une nation moderne, en phase avec les autres membres de la Communauté européenne et qui n'apparaissent plus

comme le « petit dernier » en raison des retards accumulés sous la dictature salazariste, des dérapages de la révolution des œufs et de la cacophonie politique qui s'en est suivie.

Petit pays certes, mais sur lequel on peut compter, travailleur, généreux, efficace. Voilà ce que M. Cavaco Silva veut démontrer afin de débarrasser le Portugal de son complexe de parent pauvre de l'Europe en dépit d'un passé prestigieux. Le successeur de Francisco Sá Carneiro, décédé dans un mystérieux accident d'avion en décembre 1980, a la voie libre : un Parlement à son service, à la tribune duquel ses apparitions sont rares, et le départ, trois jours auparavant, de M. José Luis Judas, secrétaire général de la puissante Confédération générale des travailleurs (CGTP), proche du PCP, près de cinq cents adhérents ont publiquement demandé à être aussi exclus des rangs.

La seule véritable force capable d'inquiéter les sociaux-démocrates reste les socialistes, malgré leur échec du 6 octobre. Le Parti communiste (PCP) continue de perdre des plumes : il est désormais passé en dessous de la barre des 10 % (8,8 %). Pour le reste, la droite regroupée sous la bannière du CDS (Centre démocratique et social) s'agite et ne peut plus espérer que jouer le rôle de force d'appui aux sociaux-démocrates en cas de difficultés. Quant au PRD (Parti renouveau démocratique) de l'ancien président Ramalho Eanes, il a pratiquement disparu de la scène. L'échiquier politique s'est donc considérablement simplifié.

Malaise et confusion à gauche

Le Parti communiste demeure malgré tout une force importante, bien qu'ayant perdu trois points à chacune des trois dernières consultations législatives. Il n'a plus que dix-sept députés, contre quarante-sept il y a douze ans. Lors du scrutin du 6 octobre, cette hémorragie régulière lui a fait perdre sa position dominante dans son fief de l'Alentejo ainsi qu'à Setúbal.

Considéré comme le dernier bastion orthodoxe du communisme en

Occident, le parti d'Alvaro Cunhal est secoué par de profonds remous à la suite de la prise de position du comité central du PCP en faveur des auteurs du putsch manqué à Moscou, le 19 août. Mais le vieux dirigeant à la chevelure blanche (soixante-dix-huit ans), héros de la lutte contre la dictature, tient bon. Il purge son parti des fortes têtes, des « rénovateurs » qui veulent faire souffler un vent nouveau.

La contestation néanmoins s'amplifie. Après l'exclusion, le 19 novembre, de trois personnalités du parti, dont M. José Barros Moura, parlementaire européen, et le départ, trois jours auparavant, de M. José Luis Judas, secrétaire général de la puissante Confédération générale des travailleurs (CGTP), proche du PCP, près de cinq cents adhérents ont publiquement demandé à être aussi exclus des rangs.

Le tableau n'est donc guère brillant au sein de la gauche portugaise : le malaise grandit chez les communistes, et c'est la confusion chez les socialistes. Le secrétaire général du PS, M. Jorge Sampaio, va devoir affronter, lors du prochain congrès de février 1992, un rival dangereux en la personne de M. Antonio Guterres, ancien chef du groupe parlementaire du PS et responsable de l'organisation au sein du parti. De ce fait, il jouit d'une position favorable pour détrôner M. Sampaio, qui est le maire de Lisbonne, tenu pour responsable de la médiocre performance des socialistes lors des dernières élections.

Avec pourtant 29 % des suffrages et en dépit d'un gain de plus de 400 000 électeurs, le maire de Lisbonne n'a pu empêcher les sociaux-démocrates d'obtenir la majorité absolue. La contestation s'est donc à nouveau levée dans les rangs socialistes, qui n'en finissent pas de se chercher un chef capable d'être une réelle menace pour M. Cavaco Silva qui, pour le moment, paraît solidement installé au pouvoir.

MICHEL BOLE-RICHARD

Des médias en ébullition

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Le Portugal a actuellement deux chaînes publiques. De la révolution de 1974, l'Etat a hérité de sept quotidiens, tombés dans sa corbeille principale par le biais de la nationalisation des banques. Tous ces titres ont été rendus au secteur privé par le gouvernement de M. Cavaco Silva. Quant à la télévision, elle devrait compter, à partir de janvier 1992, deux chaînes supplémentaires privées.

Les dimensions restreintes du marché de la presse et de l'audiovisuel pèsent sur l'économie des médias : trois candidats seulement, pour deux chaînes, sont sur les rangs. (*Le Monde Radio-Télévision* a déjà 8-9 décembre publiera un dossier de deux pages sur la télévision au Portugal, et notamment sur l'attribution des chaînes privées.)

La télévision - qui raffe près de 50 % du marché publicitaire, une part plus importante qu'en France - est proportionnellement l'une des plus regardées d'Europe. La presse écrite pâtit à la fois des restes d'archaïsme - l'illettrisme touche encore 20 % de la population - et de l'intrusion de la modernité au Portugal, avec la prépondérance de l'audiovisuel sur l'écrit. Résultat : peu de lecteurs, peu de publicité pour les quotidiens de Lisbonne et Porto, qui appartiennent maintenant, d'une façon générale, à des groupes, importants à l'échelle du pays, présents, pour la plupart, dans l'un des conglomérats constitués pour l'attribution des nouveaux canaux de télévision. La presse souffre aussi d'un relatif manque de rigueur professionnelle souvent déploré à Lisbonne : vérifications insuffisantes, décalage entre le titre et les contenus des « papiers », présentation confuse, manque de spécialisation...

Des quotidiens meurent - la plupart des journaux du soir de Lisbonne, le quotidien du Parti communiste, - d'autres naissent : deux nouveaux quotidiens du matin en quelques années, *Público* et *Correio da Manhã*, qui,

sur des crânes bien différents, ont eu lieu dans la capitale d'information générale.

A Lisbonne, sur le crâne haut de gamme, se livre une féroce bataille entre le vénérable et ancien *Diário de Notícias* et le tout nouveau *Público*. Fondé en mars 1990 par des anciens de l'hebdomadaire *l'Expresso*, *Público* est le premier quotidien de ce type à être implanté et imprimé simultanément à Porto et à Lisbonne. Cette formule a permis à *Público*, en un an et demi, de faire jeu égal, voire de dépasser en tirage - aux alentours de 70 000 exemplaires (1) - sur l'ensemble du pays le *Diário*, qui reste nettement en tête sur Lisbonne.

Le succès journalistique de *Público* - dont les ventes ont vraiment « décollé » avec la crise du Golfe - tient aussi à ses choix rédactionnels. « C'est dit Teresa Coelho, journaliste à la rubrique culture, la première tentative pour faire un quotidien avec la qualité d'un hebdomadaire. » Il faut dire que les hebdomadaires - notamment *l'Expresso*, avec un tirage de près de 150 000 exemplaires, souvent présenté comme le meilleur journal portugais - tiennent le haut du pavé au Portugal.

M. Mario Bettencourt Resendes, le directeur-adjoint du *Diário* - qui a repris, après la démission du prestigieux *Diário de Lisboa*, en décembre 1990, son accord d'exclusivité avec le *Monde* - souligne que le *Diário*, largement financé par la publicité et les petites annonces, a une assise très solide. Au contraire, *Público* coûte encore de l'argent au groupe commercial SONAE auquel il appartient. Les rumeurs les plus contradictoires courent aujourd'hui sur les intentions du groupe. Pour sa part, M. Nuno Vitorino, président de *Público*, affirme que « les perspectives pour la future immédiat sont excellentes ».

J.-L. A.

(1) Tous les chiffres cités ont été fournis par la direction de la communication sociale du Portugal.

LE PORTUGAL À PARTIR DE

1500F*
ALLER/RETOUR

Au départ de :

Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux

100 vols hebdomadaires France-Portugal-France

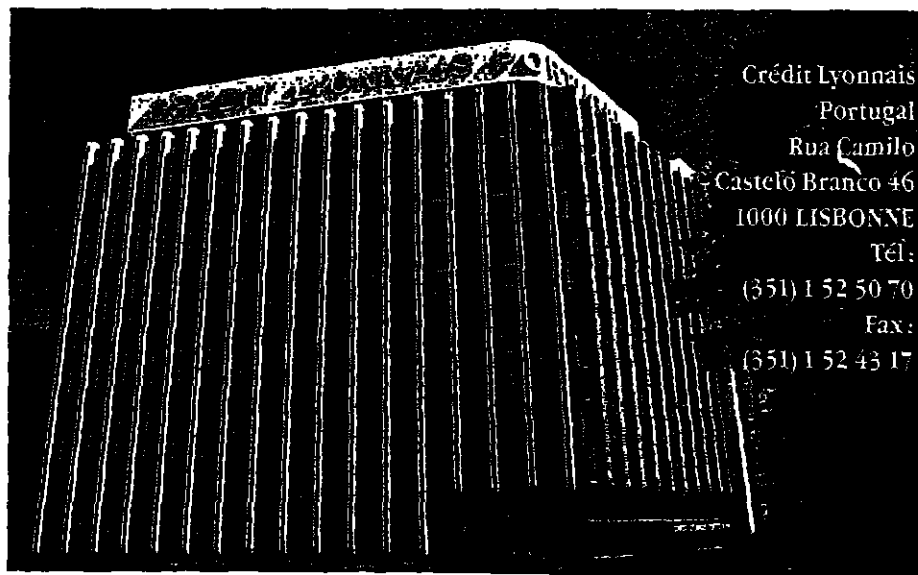
TAP AIR PORTUGAL

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE TAP AIR PORTUGAL
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES

*Tarifs valables jusqu'au 15/12/91 et du 7/1/92 au 31/3/92, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

Crédit Lyonnais Portugal

La force d'un réseau européen



Crédit Lyonnais
Portugal
Rua Camilo
Castelo Branco 46
1000 LISBONNE
Tél :
(351) 1 52 50 70
Fax :
(351) 1 52 43 17

Le Crédit Lyonnais Portugal, implanté depuis 1893, a la maîtrise de tous les métiers de la Banque, au service des Entreprises et des Particuliers :

- Financement des Investissements,
- Financement de l'activité commerciale,
- Aide à l'implantation, fusions et acquisitions,
- Produits de placement et d'épargne.

Crédit Lyonnais, la plus européenne des banques européennes.



CREDIT LYONNAIS PORTUGAL

GRUPE CREDIT LYONNAIS

PORTUGAL : LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

Une remarquable expansion économique

En ces temps de morosité et de récession, le Portugal fait exception : les investisseurs s'y précipitent

LISBONNE

de notre envoyé spécial

« Le Portugal a obtenu, ces dernières années, des résultats tout à fait remarquables sur le plan de la croissance et de la création d'emplois. Il a réalisé de très importants progrès sur la voie de l'ajustement structurel et de la réforme institutionnelle, ce qui devrait rendre d'ici peu plus facile son intégration progressive à la CEE. C'est en ces termes que l'OCDE caractérise cette année la situation économique du pays, notant au passage que, « parmi les principaux obstacles qui entravent encore l'achèvement de ce processus, figurent le différentiel d'inflation encore important vis-à-vis des autres pays de la CEE et le niveau excessif du déficit du secteur public ».

Pour l'OCDE, « les priorités sont claires : une politique monétaire et budgétaire restrictive ». En « bon élève », comme il est souvent caractérisé, le Portugal s'est engagé sur cette voie. L'inflation, qui, il y a quelques mois encore, avoisinait les 14 %, pourrait se situer autour des 11 % en 1992 en raison d'une baisse sensible au cours des derniers mois. Le nouveau ministre des finances, M. Jorge Braga de Macedo, a annoncé qu'aux termes du programme adopté par le

conseil des ministres, le 21 novembre, l'inflation devrait être ramenée à 4-6 % entre 1993 et 1995. Ce premier conseil des ministres du nouveau gouvernement issu des élections du 6 octobre a donc décidé de s'attaquer résolument aux maux dont souffre l'économie nationale. Ce plan dit de convergence qui sera discuté à Bruxelles, le 16 décembre, prévoit également de limiter le déficit du secteur public à 4 % du PIB en 1992 et à 3 % au cours de la période 1993-1995.

Hausse du revenu des familles

Cette volonté de bien faire est également illustrée par le projet de loi rectificative du budget, qui a décidé de fixer le déficit à 42 milliards d'escudos (1,70 milliard de francs) alors qu'il est actuellement de 618,3 milliards d'escudos (25 milliards de francs). « L'heure est à l'épargne » et « à la patience », a dit le ministre des finances. Officiellement, ce n'est pas la rigueur, mais on admet qu'il faut faire des économies, freiner la frénésie de consommation et réduire le déficit de la balance commerciale, qui, pour les neuf premiers mois de l'année, est en augmentation de plus de 19 %, atteignant 1 060 milliards d'escudos (43 milliards de francs).

L'extraordinaire boom de l'économie portugaise depuis l'adhésion du pays à la CEE a provoqué une certaine surchauffe, que les autorités s'emploient à calmer au risque de faire baisser le taux de croissance, qui était le plus élevé de la Communauté avec une moyenne de 4,6 % au cours des cinq dernières années. Celui-ci ne sera que de l'ordre de 3 % en 1991. Le revenu par tête a considérablement augmenté, passant, selon la chambre de commerce franco-portugaise, de 3 669,7 dollars en 1987 à 6 062,2 dollars en 1990. Une enquête de l'Institut national des statistiques a en effet démontré que le revenu des familles avait progressé de 21 % au cours des dix dernières années, bien que 60 % d'entre elles soient encore en dessous de la moyenne annuelle fixée à 1 227 000 escudos (51 000 F). Le Portugal peut aussi s'enorgueillir d'avoir le plus faible taux de chômage de la Communauté (4,6 % en 1990), ce qui revient pratiquement à une situation de plein-emploi — un phénomène plutôt rare en Europe actuellement.

Autre point fort qui fait de ce petit pays de 10 millions d'habitants un privilège — et une exception — en ces temps de récession et de morosité : les investisseurs se précipitent sur les rives du Tage. Depuis 1985, l'investissement étranger a doublé tous les ans

pour atteindre, en 1990, 3,6 milliards de dollars. « Il a été multiplié par vingt-deux » précise M. Miguel Athayde Marques, directeur adjoint de l'Institut du commerce extérieur du Portugal. S'il y a eu un léger ralentissement au premier semestre 1991 en raison de la guerre du Golfe, le chiffre pour cette année sera néanmoins supérieur à celui de l'an dernier. Un engouement pour ce pays du sud, selon M. Athayde Marques, « à la stabilité politique et sociale, à la qualité du travail, à une productivité aussi bonne qu'en Allemagne, à des grèves rares ». « C'est un pays paisible », conclut-il.

Les difficultés du textile

Le meilleur exemple de cet attrait pour ce pays tranquille est le projet de l'usine Ford-Volkswagen de Setúbal (3 milliards de dollars), d'où sortiront, en 1994, les premières voitures : la production annuelle sera de l'ordre de cent quatre-vingt mille unités. Selon M. Athayde Marques, il y avait déjà deux mille projets déposés en juin de cette année, et sept autres — de plus de 70 millions de dollars — sont en cours de discussion. Le Portugal envisage notamment de réduire sa dépendance énergétique, estimée à 85 %, dont 70 % de pétrole, avec un projet

gazier dans le port de Setúbal qui la fera tomber à 40 %. Les autorités souhaitent également développer la filière bois-pâte à papier. Un plan d'investissement de 50 milliards d'escudos (2 milliards de francs) va être mis en route pour moderniser et restructurer certaines des huit usines de ce secteur. La découverte dans l'Alentejo d'un important gisement de cuivre peut faire très prochainement de ce pays le premier producteur et le premier fournisseur européen de métal rouge. Ce ne sont donc pas les atouts qui manquent. Les privatisations vont bon train et avaient déjà rapporté, à la fin du mois d'août dernier, quelque 14 milliards de francs, aux dires de l'ancien ministre des finances, M. Miguel Beza. Le programme se poursuit, et cette année l'État espère encaisser un peu plus de 5 milliards de francs.

Autre raison de satisfaction : le tourisme, qui continue de progresser. En 1990, les recettes ont contribué pour 6 % au PIB et ont permis de couvrir pour 41 % le déficit de la balance commerciale. Le boom reste cependant encore fragile. La modernisation ne fait que commencer. L'autoroute Porto-Lisbonne a été ouverte, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le réseau routier, les ports, les télécommunications. La manne européenne va commencer à se tarir,

et l'agriculture reste à bien des égards archaïque, plus particulièrement dans le nord, où les exploitations sont ridiculement petites. Le Portugal dépend pour plus de 50 % de son approvisionnement des importations, alors que le pays dispose de la terre, de l'eau et du soleil pour faire pousser ce qui est nécessaire à sa consommation intérieure.

Dans le domaine de l'industrie, le textile s'apprête à une douloureuse reconversion. Cette branche occupe un tiers de la main-d'œuvre portugaise dans environ deux mille usines. Selon un économiste, un tiers de ces établissements est bon, un autre tiers demande à être modernisé, et le dernier tiers doit être fermé. La chausserie, autre point fort traditionnel de l'économie et de l'exportation, ne se porte pas très bien. Les ventes ont sérieusement baissé aux États-Unis. Des ajustements devront être nécessairement opérés, notamment au niveau de la formation des cadres, qui font cruellement défaut. Mais le bond en avant général provoque déjà des craquements dans la structure sociale. Une partie de la population tire vers l'avant et l'autre réside, ce qui entraîne inévitablement des ruptures.

M. B.-R.

La France deuxième partenaire commercial

LISBONNE

de notre envoyé spécial

La France est le deuxième partenaire commercial du Portugal et le deuxième investisseur étranger. Renault-Portugal, qui se situe au troisième rang des 500 premières entreprises, est le premier exportateur du pays. Le Crédit lyonnais y demeure la plus grosse banque étrangère avec 6 milliards de francs d'actifs. Ces quelques repères témoignent de l'importance des liens économiques bilatéraux. En 1990, les investissements français se sont élevés à 2,8 milliards de francs, soit une progression de 64 % par rapport à l'année précédente. Ils ont été en légère progression au cours du premier semestre de 1991.

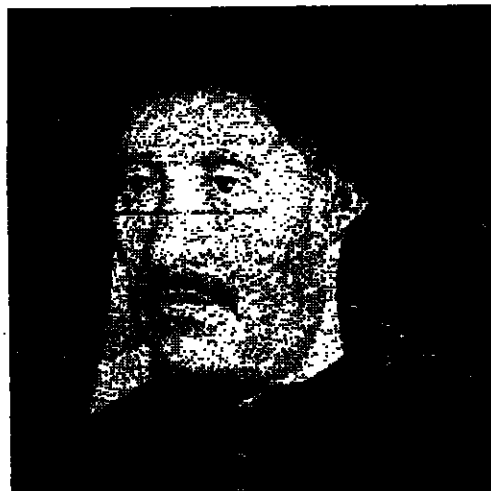
Derrière la Grande-Bretagne

(18,5 %), la France, avec 14,3 % du total des investissements étrangers, occupe toujours la deuxième place. Elle est talonnée par l'Espagne (12,2 %), particulièrement offensive chez nos voisins ibériques ; à tel point qu'en cinq ans ceux-ci ont été multipliés par quarante. Très concentré dans le secteur financier et l'immobilier, cet investissement provoque certaines irritations ; et les sociétés portugaises ont répliqué en prenant, par exemple, le contrôle de deux banques.

Selon une étude réalisée à la fin de 1990, 21 % des 500 plus grandes entreprises portugaises sont détenues par des étrangers et elles réalisent 26 % du chiffre d'affaires total, la France venant en deuxième position derrière les États-Unis.

M. B.-R.

QUE PEUVENT AVOIR EN COMMUN LE PORTUGAL D'AUJOURD'HUI ET CELUI DU PRINCE HENRI LE NAVIGATEUR ?



TOUT SIMPLEMENT UNE VISION CLAIRE DE L'AVENIR.

En effet, le Portugal est aujourd'hui plus que jamais ouvert sur le monde.

Aussi, si vous prévoyez d'investir au Portugal, vous devez connaître les innombrables opportunités d'investissement qui vous sont offertes et qui sont peu courantes dans les autres pays.

Le Portugal bénéficie d'un environnement stable tant dans le domaine des affaires que dans celui de la politique.

Il est situé à un endroit stratégique, sur l'océan Atlantique, ce qui facilite les échanges entre l'Europe, l'Amérique et l'Afrique.

Il est membre de la CEE, libre d'accès et possède de bons moyens de communication.

Il maintient des relations spéciales avec les pays de l'AELE, dont il est un des membres fondateurs.

Il entretient des rapports privilégiés avec les pays de langue portugaise.

Il bénéficie d'un environnement favorable aux investissements étrangers et d'une politique de soutien du gouvernement.

Il dispose d'une main-d'œuvre spécialisée et capable de s'adapter.

Le climat social y est agréable, il y fait bon vivre et travailler.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



ICEP

INSTITUT DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU PORTUGAL

Av. 5 de Outubro, 101 - 1016 Lisbonne CODEX Portugal - Tél. : 351-1-793-01-03/793-44-20
Telex : 16498 ICEP P - Fax : 351-1-793-50-28

LE CENTRE INTERNATIONAL D'AFFAIRES DE MADÈRE

Chaque pièce est portée d'un tout
Nous avons mis au point toutes les pièces
pour que vous puissiez compléter le tout

ou CENTRE INTERNATIONAL D'AFFAIRES DE MADÈRE

avec son système efficace de planning fiscal

Sans contrôle de changes

Stabilité politique et économique

et les quatre principaux pôles d'investissement

LA ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE

LE CENTRE DE SERVICES INTERNATIONAUX

LE CENTRE FINANCIER OFFSHORE

LE REGISTRE INTERNATIONAL DE NAVIRES

Vous serez en mesure de :

- minimiser vos risques
- réduire vos frais généraux
- transférer librement vos fonds et
- profiter d'avantages fiscaux et financiers

et en outre

d'opérer à l'intérieur de la CEE

Pour plus de renseignements :

SOM - MADIRA DEVELOPMENT COMPANY

RUE IMPERATRIZ D. AMÉLIA - P.O. BOX 4164 MADIRA

9000 FUNCHAL CORREIOS - MADIRA - PORTUGAL DEVELOPMENT

TELEF (01) 36446 - TELEFAX (01) 28950 - TELEF 72271 P. COMPANY

PORTUGAL : LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

Entre Tage et collines, les langueurs

Capitale de l'Europe pour six mois, la ville étouffe

LISBONNE

de notre envoyé spécial

FLANER dans Lisbonne est toujours une merveille. Y circuler est souvent un enfer. Bâtie sur des collines — il y a, dit-on, six ou sept Lisbonnes, autant que de collines — cette ville aux identités multiples, qui semble parfois avoir arrêté ses horloges bien avant la modernisation des cités occidentales, étouffe et s'épanouit dans son anachronisme.

Lisbonne : un minuscule palais rose avec un jardin envahi par les chats, sur une placette silencieuse, qui domine le port et le Tage d'où parviennent, vaguement, les sirènes des bateaux ; les ruelles aux pavés incommodes — noirs pour le basalte, blancs pour le granit ; les odeurs qui se succèdent, odeur de café des brûleries, odeur de salaisons de viande et de poissons grillés, parfum du linge fraîchement lavé suspendu devant les maisons, et qui, le samedi après-midi, envahit des rues entières ; des vieillards immobiles aperçus par une fenêtre devant la table d'une cuisine, dans un intérieur sombre, qui rappelle les salles de ferme d'autrefois. Alfama, Bairro alto, Mouraria... A côté de ces quartiers éparpillés par le tremblement de terre de 1755, villages perchés sur les hauteurs, précieux vestiges du vieux Lisbonne, la Baixa, la ville basse, reconstruite à une vitesse record après le séisme par l'effacement du Pombal, fait figure de ville presque « moderne ».

En semaine, la circulation est une hantise. L'Europe aura comme capitale, pour six mois, une ville au charme unique, perdue d'embouteillages, où le téléphone marche mal. Les limousines officielles seront sans doute escortées par des motards de la garde nationale républicaine, héritiers de la garde monarchique, qui, sur leurs motos, ont conservé leurs éperons. Les cortèges de chefs d'Etat ou de gouvernement européens passeront à un jet de pierre des bidonvilles qui subsistent dans la périphé-

rie de Lisbonne. Face à ces urgences, à ces contrastes, à ces retards, l'autorité politique hésite. Aux élections du 17 décembre 1989, les socialistes, alliés aux communistes pour la première fois depuis la révolution de 1974, ont pris la mairie. M. João Soares, fils du président de la République et adjoint socialiste chargé de la culture à la mairie, raconte que, pendant la campagne électorale, ses amis avaient fait du logement social leur priorité. Une fois en place, ils ont découvert que la circulation était encore plus prioritaire.

Doublement du pont sur le Tage, infrastructures routières, prolongement du métro, les projets pour désengorger Lisbonne existent, certains sont entamés, mais leur réalisation prendra du temps. La rivalité politique entre un gouvernement central de droite et une municipalité de gauche n'arrange rien. Dans l'immédiat, les Lisbonnais se débrouillent avec des kilomètres de bouchons quotidiens aux entrées de la ville, des axes routiers trop étroits pour le flot de véhicules, trois lignes de métro qui laissent de côté des quartiers entiers, même si la ville est quadrillée par un réseau d'autobus et de tramways. Quant aux taxis, ils sont, à certaines heures, bien moins nombreux qu'on le dit généralement.

Mettre à profit « vingt ans de retard »

De la dimension populiste du salazarisme, Lisbonne a hérité une législation du marché locatif proche de la fameuse loi française de 1948 : les loyers des immeubles antérieurs à 1974 sont sévèrement encadrés, presque gelés. Le parc locatif parisien régi par la loi de 1948 est devenu marginal, mais, à Lisbonne, de nombreux loyers restent très faibles. Effet positif : riches et pauvres se côtoient dans une diversité sociale sans doute, désormais, sans équivalent dans toute autre capitale européenne. Le charme intact de Lisbonne doit beaucoup à ce brassage qui a permis la survie, en pleine ville, des modestes restaurants populaires et des petits

cafés enfumés. Effet négatif : de nombreux propriétaires sont financièrement incapables d'assurer l'entretien de leurs vieilles bicoques et ces difficultés font de Lisbonne un cas à part : un nombre stupéfiant de maisons anciennes, souvent très belles, y sont vides, abandonnées. La nouvelle municipalité voudrait s'atteler à ce problème, tout en mettant à profit les « vingt ans de retard » du Portugal, pour tenter de ne pas répéter les erreurs commises ailleurs en

logements sociaux lancé par la municipalité précédente à l'est de Lisbonne. Socialiste, ingénieur chargé de la nouvelle « planification stratégique » de Lisbonne, M. António Fonseca Ferreira reconnaît volontiers que cela revient à répéter les erreurs des autres capitales européennes, avec d'ici dix à quinze ans, les mêmes problèmes de banlieues-ghettos devenues des poudrières.

Secrétaire général du Parti socialiste et nouveau maire de Lisbonne,

blement, M. João Soares énumère les chiffres qui rendent la mairie pas loin d'être ingouvernable : la moitié du budget est consacrée aux seules dépenses de personnel et d'entretien de la « machine » municipale ; 11 000 personnes ont « un lien juridique constant » avec la mairie, de 2 000 à 3 000 contrats sont moins « constants », les bureaux sont répartis dans quelque quatre cent trente emplacements.

Les socialistes ont donc dû limiter

reconstruction du Chiado, certains, dans la foulée, ont voulu étendre le programme de rénovation à toute la Baixa.

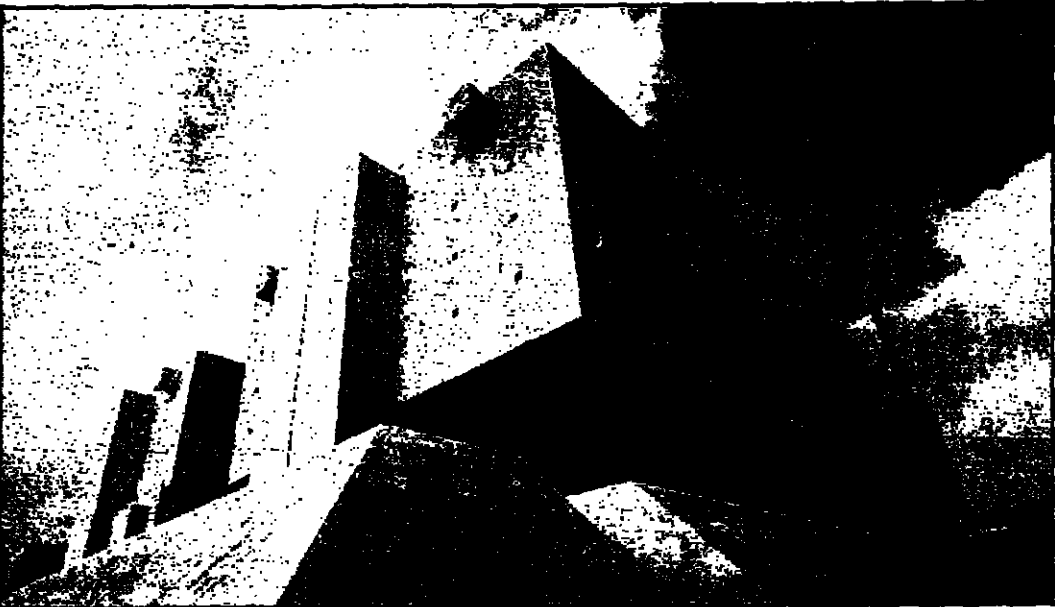
La Baixa se vide de ses habitants

Avec, il est vrai, quelques arguments : quand le marquis de Pombal, qui était tout sauf un rêveur, a reconstruit la Baixa détruite par l'incendie consécutif au séisme de 1755, il avait prévu des séparations entre les immeubles, pour éviter le renouvellement du désastre.

Ces précautions ont été mises à mal par les aménagements successifs, en même temps que la Baixa se vidait de ses habitants. Bref, ce qui s'est passé au Chiado pourrait se reproduire dans la Baixa.

La municipalité souhaitait, par ailleurs, retrouver les alignements pomaliens des origines et donc supprimer les étages disparates ajoutés progressivement aux maisons dans une joyeuse anarchie. Finalement, la ville a opté pour un programme fondé sur le « consensus », selon l'expression de M. Fonseca Ferreira, et dont la réalisation devrait prendre de longues années. La mairie a négocié un compromis avec les propriétaires des immeubles, souvent des grandes banques : réhabilitation des immeubles et travaux de sécurité à la charge des propriétaires ; en échange, ceux-ci seront autorisés à conserver un étage de plus par rapport aux hauteurs d'origine. Autre projet pour la Baixa, modeste mais symbolique : vider de ses voitures la place du Commerce, faire démanteler les ministères qui occupent les bâtiments, afin de rendre toute sa majesté, et toute sa vie, à cette vaste esplanade qui couronne le travail de Pombal et s'ouvre sur le Tage.

Lorsque, tournant le dos au fleuve, le visiteur quitte la ville basse pomalinale pour remonter, après le




Le nouveau bâtiment des Archives nationales, conçu par l'architecte Arsenio Raposo Cordalro

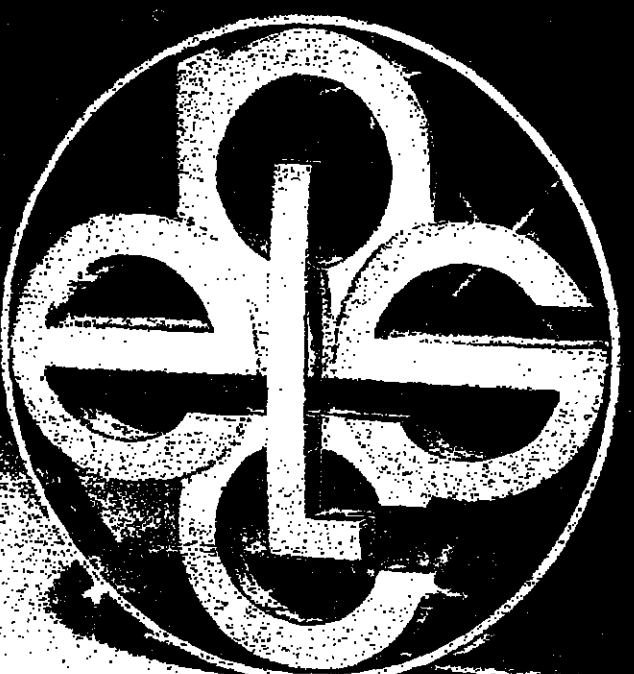
Europe : elle a ainsi engagé dans les vieux quartiers un programme qui vise, grâce à des aides financières, à maintenir sur place la population traditionnelle, tout en réhabilitant les maisons. Mais il est parfois difficile d'échapper à la fatalité de l'erreur : pour résorber les bidonvilles, la nouvelle équipe, faute d'avoir les moyens de faire mieux, a repris à son compte un programme massif de

M. Jorge Sampaio a succédé à une municipalité dont l'immobilisme est reconnu bien au-delà des rangs socialistes. Si les mêmes reproches lui ont été adressés, la ville aujourd'hui, est un vrai chantier : les immeubles sont ravalés, le réseau des égouts, totalement vétuste, est refait. Mais nombre de façades restent délabrées, nombre de trottoirs restent défoncés et jamais réparés. Avec un brin d'ac-

leurs ambitions : les bidonvilles, explique M. Soares, l'emportent, dans l'ordre des urgences, sur la rénovation du centre-ville — et notamment de la Baixa, — qui se fera à dose homéopathique.

Que faire de cette zone du XVIII^e siècle à l'urbanisme géométrique et sévère, progressivement dénaturé au fil des décennies ? Lorsque l'incendie a posé le problème de la


**BANCO ESPIRITO SANTO
E COMERCIAL DE LISBOA**



SIÈGE
190, Avenida de Liberdade - LISBOA - PORTUGAL
Tél. 1-27 85 43 et 57 50 24
Téléfax 12 191 8543, Fax 1-27 49 24

PIÉCE À LONDRES
4, Fenchurch Street - LONDON EC3A 3BP - UNITED KINGDOM
Tél. 020 36 20 41 - Fax 020 36 20 42 - Fax 020 36 20 43
John McManus, Directeur Général
Luis Santos, Directeur Adjoint

PIÉCE À NEW YORK
221, Madison Avenue - New York, NY 10017 - U.S.A.
Tél. 212 691 11 22 - Fax 212 691 11 23
Miguel Cortes, Directeur Général
Celia Cortes, Directeur Adjoint

PIÉCE À MADRID
Torre de Cristal, Torre 1, 1^{er} - Plaza de Colón, 2
Tél. 1-208 20 47 - Tél. 2191 8543 - Fax 1-208 20 42
Pedro A. de Almeida, Directeur Général

PIÉCE À OLYMPIE - MADRID
Rue de Alcalá, 121 - 28014 - MADRID - ESPAGNE
Tél. 091 401 11 22 - Fax 091 401 11 23
Miguel Cortes, Directeur Général
Celia Cortes, Directeur Adjoint

PIÉCE À NASSAU
12, St. James' Street - Nassau, Bahamas
Tél. 1-242 242 42 - Fax 1-242 242 43
Celia Cortes, Directeur Adjoint

BUREAU DE REPRÉSENTATION À MILAN
Rue de Montenapoleone, 11 - 20121 MILAN - ITALIE
Tél. 02 581 20 41 - Fax 02 581 20 42
Paul Wilmanns, Directeur Général
Luis Santos, Directeur Adjoint


BUREAU DE REPRÉSENTATION À LUANDA
Rue de la République, 11 - 1500 LUANDA - ANGOLA
Tél. 02 22 22 22 - Fax 02 22 22 22
Paul Wilmanns, Directeur Général
Luis Santos, Directeur Adjoint

BUREAU DE REPRÉSENTATION À MOSCOW
Rue de la République, 11 - 1500 MOSCOW - RUSSIE
Tél. 02 22 22 22 - Fax 02 22 22 22
Paul Wilmanns, Directeur Général
Luis Santos, Directeur Adjoint

BUREAU DE REPRÉSENTATION À PARIS
Rue de la République, 11 - 75001 PARIS - FRANCE
Tél. 01 42 42 42 - Fax 01 42 42 42
Paul Wilmanns, Directeur Général
Luis Santos, Directeur Adjoint

BUREAU DE REPRÉSENTATION À PRINCETON
Rue de la République, 11 - 08540 PRINCETON - ÉTATS-UNIS
Tél. 02 22 22 22 - Fax 02 22 22 22
Paul Wilmanns, Directeur Général
Luis Santos, Directeur Adjoint

PORTUGAL
DÉCOUVREZ LE PAYS DES DÉCOUVERTES !



**A l'extrême occident de l'Europe,
entre la mer et le soleil,
un pays authentique vous attend !**

Pour tous renseignements :
Office national de tourisme du Portugal
7, rue Scribe, 75009 Paris.
Tél. : 47-42-55-57 ou 3615 LE PORTUGAL.

PORTUGAL : LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

de Lisbonne

et s'épanouit dans son anachronisme

Rosio, vers l'avenue de la Liberté, la place Saldanha, l'avenue du 5-October, il change d'échelle et de problèmes. Cette Lisbonne contemporaine, celle des grandes avenues, est en train de devenir le centre d'affaires de la ville. Dès lors, elle subit la pression immobilière, notamment sur l'avenue de la Liberté, les Champs-Élysées lisboètes. Après l'entrée du Portugal dans la CEE, le différentiel de prix avec les autres métropoles européennes a attiré les capitaux étrangers et l'immobilier a connu un boom en 1989. On dit à Lisbonne, en plaisantant à peine, que la moitié de l'avenue de la Liberté appartient maintenant aux capitaux venus d'Espagne.

L'ancienne municipalité a laissé libre cours aux appétits des groupes financiers. Ils ont commencé à démolir allégrement les immeubles anciens qui faisaient l'unité architecturale de l'avenue - construite à partir de 1879 - pour les remplacer par des gratte-ciel à l'architecture « internationale ». A leur arrivée, les socialistes ont cherché à arrêter ce massacre, qui scandalise bon nombre de Lisboètes. Ils tentent désormais d'empêcher toute nouvelle démolition, mais certains propriétaires semblent compter sur la vétusté et le manque d'entretien pour remplacer les permis de démolir : selon M. Fonseca Ferreira, un récentement a montré que les vingt-quatre immeubles abandonnés, sur les cent un que compte l'avenue de la Liberté, avaient été achetés par des compagnies étrangères.

Lisbonne donne l'impression de n'avoir eu, jusqu'à maintenant, que deux attitudes en matière d'urbanisme : ou bien la sauvegarde, quasiment miraculeuse, de quartiers entiers restés totalement inchangés, ou bien l'anarchie qui fait voisiner subitement maisons villageoises, rues tortueuses et cubes de béton. Du côté de l'avenue du 5-October, ce sont les palais vieillots qui disparaissent au profit de nouvelles constructions aux formes nettement moins douces. Place Saldanha, c'est un théâtre qui a fait les frais de la modernité. Place des Res-

tauradores, en bas de l'avenue de la Liberté, la municipalité a engagé un véritable bras de fer avec les propriétaires - dont un groupe français - du monumental cinéma Eden, qui devait être transformé en « appart-hôtel ».

Dans ce domaine, le plus étonnant est peut-être l'immeuble qui fait le coin des rues Castilho et Beauncamp, à deux pas de l'avenue de la Liberté et de la place du marquis de Pombal : la façade rococo, ses balcons, ses

et d'abord les Portugais, se félicitent que la pointe atlantique de l'Europe soit en train de rattraper, désormais à grandes enjambées, son faneux « retard ». Mais Lisbonne perd son charme si elle cesse d'être une survivance du passé. Dans son schéma directeur municipal, la nouvelle équipe a inscrit, comme une donnée essentielle, la préservation des identités de la ville. Mais pour-elle devenir la capitale d'un Por-



Un immeuble du quartier du Chiado après l'incendie du 25 août 1988.

colonades et ses guirlandes de pierre ont été délicatement rénovés, à coups de bleu pastel, de beiges, de blancs cassés. Mais le toit a été remplacé par... plusieurs étages d'un gratte-ciel de verre, qui prolonge les lignes courbes du fronton de l'immeuble, le tout formant, de bas en haut, un ensemble de boutiques, d'appartements de luxe et de bureaux. Cette audace - ou cette hérésie - architecturale résume à merveille la contradiction de Lisbonne : tout le monde,

tugal moderne, sans que sa préférence « nostalgique du futur » (1) se transforme en nostalgie plus banale, celle d'une âme disparue ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) *Lisbonne, la nostalgie du futur*, titre de l'ouvrage consacré à la ville par les éditions Autrement, sous la direction de Michel Chaudagne, qui n'échappe pas à un certain anachronisme, que compose la richesse de l'ensemble (Paris, Le Monde N° 30, avril 1988).

La lente reconstruction du Chiado

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Dans un paysage de ville bombardée, assis sur la passerelle, l'homme gratte d'une main une pierre guttural ; de l'autre, il pianote sur un guide-chant, tout en sifflant la mélodie. Les passants de ce samedi soir regardent l'homme-orchestre avec une bienveillance toute portugaise. Ils contemplent aussi le décor qui l'entoure : d'énormes excavations béantes, des structures métalliques noircies mais tou-

par l'incendie du 25 août 1988, n'était ni le plus ancien ni le plus pittoresque de Lisbonne. C'est, en fait, un gros pété de maisons qui a brûlé, et non, heureusement, un quartier entier. Mais le Chiado, avec ses commerces, était une sorte de vitrine luxueuse de la ville.

Le Chiado jouait aussi un rôle de charnière entre la Baixa (la basse ville) et le Bairro alto (le quartier haut), l'un des plus célèbres de Lisbonne, avec ses maisons anciennes et ses tranquilles rues pentues. C'est pourquoi l'idée de jeter une passerelle au travers du chantier, à 3 mètres au-dessus des ouvriers et des engins de travaux publics, au lieu de boucler le périmètre, est une trouvaille : ainsi, les Lisboètes n'auront pas perdu l'habitude de traverser le Chiado qui garde, en partie, sa vocation. Quant à y faire revenir une activité commerciale intense après la fin des travaux, c'est une autre histoire. Bien sûr, la municipalité, l'architecte, M. Alvaro Siza Vieira, souhaitent que les anciens propriétaires, ou de nouveaux candidats, ouvrent, le jour venu, leurs commerces dans le quartier. Mais les Lisboètes, comme les autres Européens, fréquentent maintenant les centres commerciaux flamboyants de la périphérie, notamment l'ensemble moderne et à l'architecture controversée des Amoreiras.

La réouverture des boutiques du Chiado, au demeurant, n'est pas pour demain : la reconstruction n'a vraiment commencé qu'en juin de cette année. Malgré l'ampleur et la complexité des travaux - certains édifices entièrement démolis seront reconstruits en incluant les pierres récupérables de leurs anciennes façades - M. Siza Vieira souligne qu'il ne rencontre aucun obstacle technique, mais plutôt des problèmes juridiques qui empêchent de fixer des délais précis pour la fin du chantier, et qui tiennent surtout à la multiplicité des propriétaires des dix-

sept immeubles touchés, dont certains ont changé de mains depuis l'incendie. La nouvelle municipalité d'union de la gauche, issue des élections de décembre 1989, a fini par imposer aux propriétaires un ultimatum fixé à la fin mai de cette année, pour pouvoir commencer les travaux (le Monde Arts-spectacles du 18 juillet).

La ville a même dû engager une procédure d'expropriation contre les propriétaires de l'immeuble des grands magasins du Chiado, qui refusaient de voir le bâtiment transformé en hôtel, comme le souhaitaient la ville et l'architecte. L'une des causes probables de l'attitude du sinistré est que le quartier était pratiquement vide d'habitants. Il faut donc les y faire revenir, ce qui explique le choix de l'hôtel, tout comme la décision de réserver à des appartements les deux derniers étages des nouveaux immeubles.

Selon M. Siza Vieira, au moins du point de vue des seuls délais techniques, les immeubles les plus avancés pourraient être terminés dans les premiers mois de 1993, les autres, encore un an et demi plus tard. Un jeune architecte qui travaille avec lui, M. Fernando Costa, avance même un délai de cinq ans pour les immeubles des grands magasins du Chiado et de Grandella.

Afin de donner son unité à l'ensemble, le chantier a été étendu à quelques immeubles non touchés par l'incendie, mais qui seront, eux aussi, réhabilités. La France a apporté sa pierre au financement - à parts égales entre l'Etat et le mécénat d'entreprise, dans le cadre d'une fondation parrainée par M. François Mitterrand - l'étude architecturale de la rénovation du Musée national d'art contemporain du Chiado, qui se réappropriera un grand bâtiment du XVIII^e siècle. La maquette du futur musée sera présentée à Lisbonne le 12 décembre.

J.-L. A.

LES ANNÉES 90 :
LE TEMPS DES DÉCOUVERTES

La participation aux expositions internationales de Séville et de Gênes, en 1992, les célébrations de l'arrivée des Portugais au Japon, en 1993, le sixième centenaire de la naissance d'Henri le Navigateur, en 1994, et la réalisation à Lisbonne, en 1998, d'une exposition internationale qui vise à célébrer le cinquième centenaire du voyage de Vasco da Gama en Inde, seront les points forts des commémorations des Grandes Découvertes portugaises, tout au long de cette décennie.

Entretemps, un vaste programme d'activités scientifiques et culturelles est en cours, qui se propose de contribuer à une meilleure connaissance de l'apport décisif des navigateurs portugais au mouvement d'expansion européenne de la fin du XV^e siècle.

Des éditions, dont celles de « Pérégrination » ou les numéros que « Autrement » a consacré à Lisbonne au temps des Découvertes, des projets audiovisuels et des conférences et colloques internationaux sur le thème font partie d'un programme de manifestations internationales auxquelles la Commission nationale pour les commémorations des découvertes portugaises donne régulièrement son concours.

Déjà de grandes expositions appuyées par la commission se sont réalisées à Bruges, à New-York, à Florence ou Brasília, depuis 1988. Mais la création de la chaire Vasco da Gama à l'institut universitaire européen de Florence, aussi bien que le projet de création d'une grande université internationale d'été à Arrabida, près de Lisbonne, d'ici à 1998, constituent des volets importants de l'action de la commission dans le cadre du développement de projets scientifiques, dont le nombre dépasse la centaine.

Un vaste programme de création audiovisuelle permettra la production de films ou de séries de télévision sur la base de la coproduction internationale. Une série documentaire sur le « Baroque latino-américain », l'adaptation fictionnelle du roman de Miguel Torga « Senhor Ventura », le projet d'une série de télévision sur « La Route des Indes », comptent parmi les projets auxquels la Commission se joindra, en tant que coproducteur.

Des compositeurs contemporains ont été invités par la Commission à créer des œuvres dont le thème se rapporte aux commémorations, et il y a lieu d'espérer que la première mondiale de l'opéra « White Raven » (Le corbeau blanc), créé par Philipp Glass et Bob Wilson à l'initiative de la Commission, se tiendra à Lisbonne au cours de l'année 1993.

Tandis que de nombreux projets de coopération avec les pays africains de langue portugaise se poursuivent, la Commission fera publier, à l'occasion de l'Exposition universelle de Séville, une édition spéciale de son magazine « Oceanos », en langue anglaise et espagnole.

Le programme d'éditions en langues étrangères vise à encourager la traduction de classiques de la littérature portugaise de la période des Découvertes. Soit en France, soit aux Etats-Unis, en Angleterre, en Italie, ou même en Hongrie, des traductions subventionnées par la Commission sont en cours de publication, et le succès en France de la traduction de « Pérégrination » de Fernao Mendes Pinto a été possible aussi grâce à l'appui financier de la Commission.

La participation du Portugal aux expositions universelles de Séville et internationale spécialisée de Gênes, en 1992, deviendra un vrai catalogue des différents aspects de la contribution portugaise à l'esprit de découverte et de curiosité scientifique de l'Occident.

A Séville, un espace de 3 000 m² accueillera une exposition qui raconte l'Histoire portugaise, tout en soulignant la place occupée jadis par le pays dans le dialogue entre les cultures européennes et les civilisations lointaines, et misant sur le rôle du Portugal dans l'accroissement des rapports de coopération entre les pays développés et les pays de moindres ressources, dont notamment les pays africains de langue portugaise.

L'exposition sera doublée d'un programme d'activités culturelles qui amènera à Séville quelques-uns des créateurs portugais les plus en vue, notamment Amalia, Emmanuel Nunes, l'orchestre Gulbenkian et Segrés de Lisboa.

Célébrer l'avenir

Dans ce mouvement qui emmène les Européens loin de leurs frontières naturelles, vers la fin du XV^e siècle, le premier voyage maritime en Inde est au premier rang.

En mai 1498, une flotte portugaise commandée par Vasco da Gama, atteint pour la première fois les côtes de l'Inde. La communication entre l'Occident et l'Orient, jusqu'alors limitée à des parcours terrestres et partiellement maritimes, sera dorénavant assurée par des bateaux partant de l'Atlantique, lesquels, après avoir contourné l'Afrique, s'engageront dans l'océan Indien, jusqu'à l'Orient.

Ces grands voyages transocéaniques ont contribué à accélérer le passage du Moyen Age à l'Ere Moderne. En effet, leur répercussion sur le développement du commerce international a été énorme, contribuant à la création des conditions qui ont rendu possible la révolution industrielle, dont l'apport est visible dans le développement technologique et scientifique qui caractérise le monde contemporain.

Pour célébrer cet événement majeur de l'Histoire universelle, le gouvernement portugais a décidé d'organiser une exposition internationale, dont le thème (« Les Océans, un Patrimoine pour l'Avenir ») et le concept évoqueraient l'éphéméride, tout en le projetant vers l'avenir.

En effet, le forum qu'EXPO'98 constituera (la participation d'au moins 40 pays est souhaitée) devra devenir le pôle d'un travail de réflexion sur la sauvegarde du patrimoine maritime, permettant ainsi que cette grande manifestation puisse, au-delà de 1998, se matérialiser dans la mémoire et dans la vie de la ville, du pays et de la communauté internationale.

Une aire de 25 hectares dans la zone est de Lisbonne deviendra le site de l'exposition, qui accueillera entre 7 et 9 millions de visiteurs pendant trois mois. Sur le plan national, l'exposition permettra de relancer le rapport du pays à l'océan, la moitié des frontières portugaises étant constituée par l'Atlantique, en même temps qu'elle contribuera à une très forte poussée des secteurs économiques et scientifiques concernés par le développement du projet.

De même, EXPO'98 permettra de relayer la tradition historique des Portugais de dialogue avec les différents peuples et civilisations, en constituant un acte de foi du pays en ce qui concerne les avantages de la coopération internationale, la promotion pacifique du bien-être des populations et la défense de leur qualité de vie.

Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos Portugueses.
CASA DOS BICUS-ELIA DOS BACALHOEIRO, 1100 LISBOA PORTUGAL. TEL. : 87 73 30-87 88 27/89 Fax : 878380 Telex 13359 CRICOS P

PORTUGAL : LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

Le temps des « retornados »

Depuis vingt ans, les Portugais émigrent de moins en moins. Et, conséquence du développement économique, ils sont de plus en plus nombreux à revenir au pays

LISBONNE

de notre envoyé spécial

« Le Portugal a été un pays d'émigration. Il ne l'est plus. Il sera de plus en plus un pays d'immigration et de réinsertion. » Ce propos de M^{me} Rita Gomes, présidente de l'Institut d'appui à l'émigration et aux communautés portugaises (IAECP), qui dépend du ministère des affaires étrangères, résume à la fois le constat, et le pari, du gouvernement portugais.

Depuis le quinzième siècle, l'émigration a été une constante dans la vie du pays. Forcé du *fatum*, cette fatalité qui pousserait le Portugais à partir, toujours, comme le veut la version romantique ? Ou bien, plus prosaïquement, poussé par la misère, ou au moins de la pauvreté, dans un petit pays aux possibilités limitées ? Quelles que soient leurs motivations, les émigrants portugais ont parfois fait merveille dans les terres lointaines : une capacité de travail et d'adaptation, une souplesse et un réalisme qui leur sont reconnus leur ont permis de faire souche aux quatre coins du monde.

Les premiers émigrants ont cinglé vers l'Afrique du Sud, les Amériques, l'Afrique. Même si les États-Unis, le Canada, les pays d'Amérique du Sud hispanophones ont eu leur part d'émigrants – surtout originaires des îles de Madère et des Açores pour l'Amérique du Nord – le Brésil, longtemps encore après son indépendance, est resté la principale destination : de 1890 à 1940, on estime à plus de 1 200 000 le nombre de Portugais qui ont

quitté leur patrie ; sur ce chiffre, 83 % se sont dirigés vers le Brésil (1).

Après la seconde guerre mondiale, l'émigration portugaise change de nature et de destination. Les émigrés des siècles précédents partaient sans espoir de retour, pour commencer une vie nouvelle de l'autre côté de l'Atlantique – cet Atlantique vers lequel le Portugal a toujours regardé, tandis qu'il tournait le dos à l'Europe et à l'Espagne. Ceux de la deuxième moitié du vingtième siècle choisissent les pays européens, et d'abord la France, avec l'espoir, souvent, de revenir au Portugal, d'y construire une maison avec les économies patiemment réalisées à l'étranger.

Transferts financiers

Même si les transferts financiers des émigrés deviennent une « chance prodigieuse » (2) pour le Portugal, cette émigration européenne est massive, une véritable saignée, au point d'en être humiliante, tant elle ressemble à une fuite. Fuite devant la pauvreté, mais aussi, en partie, devant le régime, puis, pour beaucoup de jeunes hommes, fuite face à la perspective d'un service long et vraiment « militaire » en Afrique, au moment des guerres de décolonisation. Toutes destinations confondues, on estime que, pendant la période 1960-1972, 1,5 million de Portugais ont quitté leur pays, plus en douze ans que pendant le demi-siècle 1890-1940. La part de l'Europe dans l'émigration portugaise culmine en 1965, avec 80,3 % des départs légaux vers cette destination (3). La France est en tête. La

Suisse, le Luxembourg sont aussi des destinations privilégiées.

Cette époque est lointaine. Le hasard de l'histoire a fait coïncider la révolution portugaise de 1974 et le début de la crise économique, qui a entraîné la fermeture des pays européens, dont la France, à toute nouvelle immigration. Aujourd'hui, il y a, selon les estimations, 1,2 million de Portugais au Brésil, 765 000 en France, 600 000 en Afrique du Sud. Au total, plus de 4,2 millions de personnes, réparties dans près d'une trentaine de pays (4).

Le traumatisme de l'émigration massive des années 50 et 60, productrice de maçons et d'employés de maison pour les voisins européens plus riches, a engendré, au Portugal, de longues années de gêne et de demi-silence. Mais, depuis l'arrivée au pouvoir d'un Aníbal Cavaco Silva soucieux d'incarner un Portugal qui reprend confiance en lui, le gouvernement n'éprouve plus de gêne, au contraire, à revendiquer la diaspora portugaise. Le discours prononcé le 16 novembre 1987 devant la sixième réunion mondiale du Conseil des communautés portugaises par M. Manuel Filipe Correia de Jesus, secrétaire d'Etat des communautés fondées, en quelque sorte, la nouvelle doctrine portugaise.

Guide du retour

« La politique du gouvernement vis-à-vis des communautés portugaises », expliquait M. Correia de Jesus, se définit avant tout par son nationalisme et sa volonté de rassemblement. Il ajoutait que « les communautés portugaises sont un élément essentiel de la nation », en soulignant qu'un des

objectifs du gouvernement était d'« unir les descendants de Portugais à la patrie en les attachant à nos valeurs, à notre culture et même à nos potentialités économiques ». Cette orientation se tra-

duit par une politique active d'appui et d'information des communautés expatriées, avec, selon la formule de M^{me} Gomes, « une utilisation massive des médias », l'édition de cassettes vidéo, de brochures du type « Connaissez vos droits », un soutien sans faille aux associations... Les autorités mettent désormais en avant la réussite sociale ou financière des émigrés qui ont rompu, dans leur pays d'accueil, avec la fatalité de la stagnation en bas de l'échelle sociale. Elles soulignent l'atout que représente, dans le cadre de l'intégration européenne, la double culture de bon nombre de Portugais émigrés. Symboles de cette évolution : la création en 1990 d'une Confédération mondiale des entrepreneurs portugais ; l'organisation à Lisbonne, en mai-juin 1992, d'une exposition « Portugal-Portugal », destinée, explique M^{me} Gomes, à « démontrer la force de la culture portugaise ».

C'est ainsi qu'une partie au moins de la communauté portugaise en France cumule aujourd'hui une insertion parfaite dans la collectivité française – a-t-on jamais vu écrit sur un mur « les Portugais dehors » ? – et la revendication, parfois ombreuse, de son identité portugaise. Tout en défendant les droits – notamment en matière de formation professionnelle ou de regroupement familial – des Portugais de l'étranger, le gouvernement souhaiterait voir s'accroître le mouvement de retour des émigrés, pour disposer de cadres qualifiés, même s'il est bien conscient que la plus grande partie de ces émigrés ne rentreront pas. Les questions soulevées par la réinsertion des candidats au retour (5) sont prises suffisamment au sérieux pour que le gouvernement ait édité un épais Guide du retour, pour que des antennes de l'IAECP soient installées dans les

régions d'émigration, principalement le Nord, pour que la France coopère avec le Portugal sur ce sujet.

Les *retornados* sont susceptibles d'être confrontés à toutes sortes de problèmes : ils peuvent, certes, avoir acquis deux langues et deux cultures, mais aussi... avoir perdu les deux en route, surtout si leur niveau d'instruction n'est pas très élevé. Quant à ceux qui ont réussi à l'étranger, l'affichage parfois ostentatoire des preuves de cette réussite peut choquer leurs compatriotes restés au pays, et moins chanceux.

Au demeurant, comme le souligne M^{me} Gomes, la meilleure garantie d'un retour des émigrés n'est pas un dispositif d'aide à la réinsertion, mais la poursuite du développement économique. Dès maintenant, le Portugal importe, comme ses voisins plus développés dans le passé, une main-d'œuvre étrangère, notamment des Capverdiens, pour les travaux du bâtiment. Quant aux citoyens de la CEE, Lisbonne se réjouit de l'arrivée d'un discret mouvement vers le Portugal, par exemple, de la part d'Allemands qui viennent jouer les gentlemen-vignerons au soleil.

Au total, 110 000 étrangers seraient installés au Portugal. Il est vrai qu'une bonne partie d'entre eux sont probablement d'origine plus... brésilienne qu'euro-péenne.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

- (1) Le Portugal au XX^e siècle - 1910-1985, Jacques Marcadé, PUF, 1988.
- (2) Id.
- (3) Chiffre fourni par l'IAECP.
- (4) Chiffres fournis par l'IAECP.
- (5) L'IAECP ne dispose pas de chiffres récents. Les estimations fournies par sa présidente indiquent, jusqu'en 1988-1989, un flux de retour de 25 000 à 26 000 personnes par an.



BERTRAND GOUSSÉ/GRAPHO

(Publicité)

Club des entrepreneurs portugais en France
Clube dos empresarios portugueses em França
CEPEF

Le CEPEF rassemble des chefs d'entreprises établies en France ayant un lien fort avec la communauté portugaise de ce pays, que ces chefs d'entreprise en soient originaires ou que leurs entreprises exercent leur activité en direction de cette communauté. Les sociétés participant à cette annonce sont membres, entre autres, du CEPEF.

Sigle social :
37, rue Richard-Lenoir - 75011 Paris
Tél. : 64-97-82-92 - 43-48-33-10
Fax : 60-79-29-83

PORTUGAL FINANCE

Leur d'information économique et financière

La meilleure synthèse de l'actualité économique et financière portugaise tous les mois sur votre bureau

SIMAFI - Services Internationaux en Marketing et Finances
25, rue d'Astorg 75008 PARIS
Tél. : 40.17.01.37 - Fax : 42.66.16.97

PREST'ATLANTIQUE SERVICES

Assistance aux entreprises



Sigles sociaux - Domiciliations
Constitution de sociétés
Conseils - Organisation - Gestion
Démarques et formalités administratives
(Service bilingue : français-portugais)

Immeuble 64 PARISUD
64, bd de Stalingrad
94400 - VITRY-SUR-SEINE
Téléphone : 46 70 93 52
Tél. : 46-70-72-24

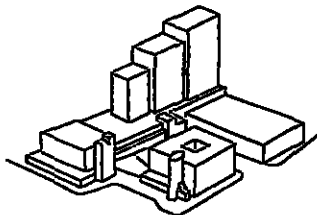
7, rue des Messageries
75010 - PARIS
Tél. : 261 295 F
Télécopie : 40 32 93 11
Tél. : 47 70 24 24

LECO

Librairie des entrepreneurs France/Portugal
70-78, Champs-Élysées 75008 PARIS

SPÉCIALISTE DE L'IMMOBILIER
AU PORTUGAL

Tél. : (1) 45-82-72-22
Fax : (1) 45-83-96-59



Un nouveau pays s'ouvre à vous
réalisez vos ambitions
Une rentabilité à l'OR européen

MARBRES DU CONDADO
FRANCE

Le spécialiste du marbre portugais
en France

Siège : 110, rue de La Louvière 78120 Rambouillet
Tél. : (16) (1) 30-41-07-41
et 9 points de vente répartis sur toute la France
pour vous servir.



Création et confection
de vêtements personnels
« IMAGE DE MARQUE »
Chaussures, gants, casques.

Tél. : 64-97-82-92 Fax : 60-79-29-83



VENTE-ACHAT-NEUF-OCCASION

Toutes réparations (mécanique, tôlerie, peinture)
sur toutes marques de véhicules.

Téléphone : (1) 40-11-13-23

66-68, av. du Capitaine-Glarnier 93400 Saint-Ouen



L'autre invitation au voyage...

SAVEURS DE PORTO

Des textes originaux des écrivains portugais Eugénio de Andrade, Agustina Bessa Luís, Mário Cláudio, Fernando Guimarães, Eduardo Lourenço, Manuel António Pina, et du journaliste français Christian Seguin.

80 photographies noir et blanc de Jean-Luc Chapin.

Un guide pratique et culturel établi par le journaliste portugais Eduardo Paz Barroso.

Collection « Jumeaux »
Bordeaux et ses cités-sœurs, en Europe

Prix : 120 francs - Distribution : DISTIQUE

L'ESCAPETTE ÉDITIONS - BORDEAUX - 56 44 92 40

27/12/91 150

PORTUGAL : LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

La « diplomatie du dentiste »

Ils sont garçons de café, footballeurs, « arracheurs de dents ». L'immigration brésilienne commence à déranger certaines professions

LISBONNE

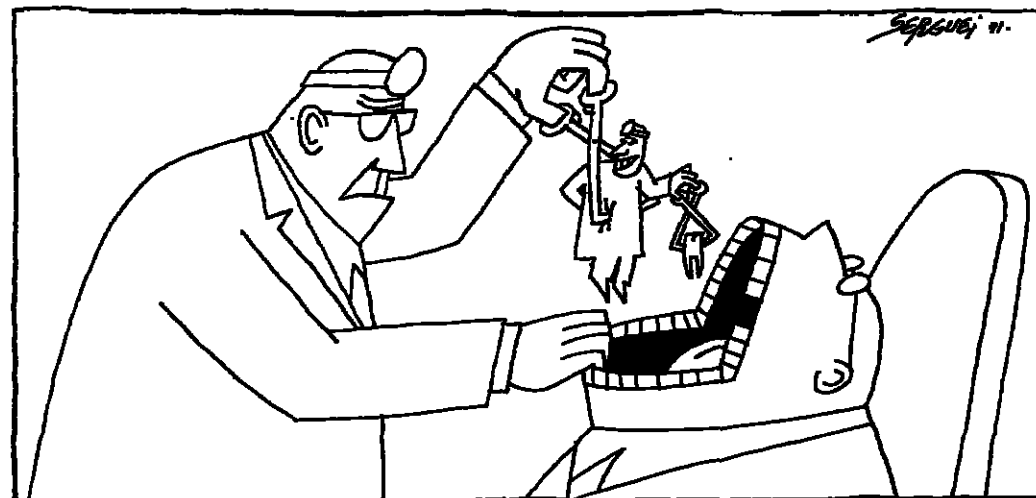
de notre envoyé spécial

La Chine et les États-Unis avaient, naguère, inventé la diplomatie du ping-pong. Le Brésil et le Portugal sont en train de découvrir les difficultés de la « diplomatie du dentiste ». Le sort de six cents à sept cents praticiens brésiliens mal aimés de leurs homologues portugais a failli provoquer un incident diplomatique entre Lisbonne et son ancienne colonie d'Amérique du Sud. L'affaire, déjà ancienne, a fini par prendre une tournure, qui a nécessité l'intervention du ministère des affaires étrangères pour tenter, sans mauvais jeu de mots, de crever l'abcès.

Pendant plusieurs siècles, le Brésil a accueilli nombre de Portugais venus chercher fortune sur son sol. La fin du « miracle économique », au début des années 80, a inversé le mouvement : surtout quand l'économie du Portugal, à partir de 1986, a enregistré les effets positifs de son adhésion à la CEE, au moment même où le Brésil s'enfonçait dans la crise. Or un accord bilatéral de 1966 établissait la liberté de circulation et de travail, l'égalité des droits politiques entre Brésiliens et Portugais - un Brésilien peut exercer un mandat électif au Portugal, - l'équivalence des diplômes.

Grâce à ces accords, des Brésiliens, en nombre de plus en plus important, ont commencé à arriver au Portugal. Il y a « un peu de tout » dans ces nouveaux immigrants, selon l'expression de M. Francisco de Castro Lima, représentant à Lisbonne d'une puissante compagnie financière brésilienne : notamment des cadres, des hommes de publicité, de radio, mais aussi, semble-t-il, des professions moins prestigieuses, telles que des garçons de café ou de restaurant. Et, bien entendu, les fameux dentistes.

Sous-secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères,



chargé de ces questions, M. Ivo Cruz est formel : « Il n'y a, dit-il, aucun problème avec le Brésil et les Brésiliens en général. » Mais il est tout aussi net pour affirmer qu'il y a « vraiment, objectivement, un problème concret avec les dentistes brésiliens ». Ceux-ci ont été accusés par leurs collègues portugais, furtifs de cette concurrence sauvage, au pis, d'être de vulgaires arracheurs de dents, casseurs de prix de surcroît, au mieux de ne pas être aussi compétents qu'eux.

Alors qu'au Portugal tous les dentistes ont une formation médicale, ce n'est, semble-t-il, pas le cas de tous les Brésiliens émigrés. De polémique en polémique, à la longue, « le problème s'est empoisonné », comme le dit M. Cruz. Une délégation de six parlementaires brésiliens est venue enquêter, fin novembre, au Portugal, et s'est frottée de ne pas avoir été reçue par le président de l'Assemblée, selon le compte rendu du quotidien *Pública*, avant qu'un déjeuner ne permette de détendre l'atmosphère et de trouver un compromis, annoncé dans

un communiqué officiel des affaires étrangères. Hormis le point névralgique des dentistes, peut-il exister de l'hostilité, voire du racisme, envers des gens qui ont la même langue, la même culture, souvent la même origine et des liens de famille ? Certes, le pourcentage inévitable d'aventuriers ou de travestis brésiliens n'enchantait pas particulièrement la police : elle a parfois manifesté une certaine nervosité, à l'aéroport, à l'égard des Brésiliens qui, déjà, s'offusquent de devoir attendre, comme le veulent les règles communautaires, à un guichet séparé de celui des citoyens de la CEE.

Feuilletons et chanteurs de charme

Mais les interminables feuilletons brésiliens font un malheur chez les téléspectateurs portugais, et certains chanteurs d'outre-Atlantique sont très populaires ici.

De nombreux joueurs brésiliens ont été engagés dans les équipes de foot-

ball portugaises - dix-huit, dit-on, pour une seule équipe de première division - apparemment sans que cela provoque des difficultés. M. de Castro Lima trouve les Portugais très « amicaux » avec les Brésiliens. Mais il constate aussi qu'il y a en compétition sur le marché de l'emploi avec des concurrents venus d'ailleurs est « complètement nouveau » pour les Portugais, qui devront s'y adapter. Les Brésiliens présentent beaucoup d'avantages. Souvent très bien formés, par exemple dans les technologies de pointe, ils acceptent parfois des salaires qui, inférieurs à ceux des Portugais, restent plus élevés que ceux qu'ils touchaient au Brésil.

Certaines entreprises brésiliennes suivent le mouvement. Elles ont été très déçues, à en croire M. Cruz, lorsqu'il a fallu leur expliquer que des produits brésiliens importés à Lisbonne n'acquiescent pas pour autant le label européen et restent donc soumis au tarif extérieur commun pratiqué par la Communauté. Mais le Portugal reste une base potentiellement intéres-

sante pour des investissements directs brésiliens, par exemple en partenariat avec des capitaux portugais. C'est pourquoi M. de Castro Lima pense que le Portugal peut être une « porte » de l'Europe de 1993 pour des entreprises brésiliennes, du moins celles qui ont déjà l'habitude de travailler avec l'Europe.

Le Portugal ayant rejoint en novembre 1990 les pays de la Communauté signataires de la convention de Schengen sur la libre circulation des personnes, que se passera-t-il lorsque ces accords, à un horizon indéterminé, seront appliqués ? Le Portugal et la CEE se sont déjà mis d'accord sur une dérogation, limitée, à ces accords qui prennent en compte les intérêts du Brésil : les Brésiliens entrés par le Portugal, qui se retrouveraient en situation irrégulière dans un autre pays européen, ne devraient pas être expulsés vers le Brésil, mais vers le Portugal. « Nous sommes un peu responsables de leur circulation en Europe », résume M. Cruz. De toute façon, pour M. de Castro Lima, les Brésiliens n'auront guère la tentation de se servir du Portugal pour entrer dans l'Europe, tout simplement parce qu'une fois franchies les frontières portugaises, ils deviennent des étrangers ordinaires, dans une Europe dont ils ne parlent pas les langues.

Combien y a-t-il aujourd'hui d'immigrants brésiliens au Portugal ? Ils sont évidemment bien plus nombreux que les presque 12 000 inscrits au consulat de Lisbonne. Certaines estimations, non confirmées, vont jusqu'à 50 000. Les autorités portugaises, en tout cas, souhaitent très fort que la situation brésilienne ne se dégrade pas encore davantage. Car si des Brésiliens se mettaient, en nombre, à fuir leur pays, le petit Portugal sait très bien qu'il serait leur destination toute trouvée. Certains observateurs estiment que le Portugal est déjà profondément vété de servir, en quelque sorte, de « déversoir » à son ancienne colonie.

J.-L. A.

Chevaux lusitaniens

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Sélectionné par des générations de guerriers qui confiaient leur vie à leur cheval, le lusitanien est devenu un cheval à la fois facile et brillant, qui « cherche à deviner ce que veut le cavalier ». M. Arsenio Raposo Cordeiro, architecte, président de l'association des éleveurs de chevaux lusitaniens, évoque avec une passion jalouse les qualités de cette race « millénaire ». Aujourd'hui, cet ancien cheval de guerre est la monture des rejoneadores, qui combattent à cheval les toros (1).

Tous les cavaliers français connaissent, au moins de réputation, les lusitaniens. Jusqu'en 1987, une réglementation, qui limitait le nombre de races « reconnues » sur le territoire français, leur interdisait de participer à des compétitions officielles. La France a anticipé sur la libération totale des échanges au sein de l'Europe en 1993, en reconnaissant la race lusitanienne. En 1990, cent quarante-cinq chevaux de cette race sont nés en France.

La destination naturelle de ces chevaux souples, équilibrés et dociles pourrait être les compétitions de dressage. Mais leurs allures relevées manquent d'amplitude et leurs qualités essentielles - la brillance, la légèreté - ne sont pas primordiales dans les critères de notation. Les chœurs, toutefois, peuvent évoluer. Pour la première fois en France, un lusitanien, *Orphée 2820*, monté par une jeune cavalière, Catherine Durand, participe, à un excellent niveau, à des compétitions de dressage.

J.-L. A.

(1) Lire : *La Tauromachie équestre au Portugal* de Fernando Sommer d'Andrade, éd. Michel Chaudaigne, 285 F ; voir également *Le Cheval lusitanien*, d'Arsenio Raposo Cordeiro éd. Inapa, 640 F (disponible en anglais et en portugais). Ces ouvrages sont disponibles à la Librairie portugaise, 10, rue Tournesfort 75005 Paris.

LE MONDE EST NOTRE OBJECTIF



SUCCURSALE OFFSHORE de MADEIRA

RIO de JANEIRO



FILIALE de S. PAULO



SIÈGE à LISBONNE

A la CAIXA GERAL DE DEPOSITOS, nous donnons la préférence à nos clients. Et cette année encore, ils nous ont eux-mêmes donné leur préférence. Ainsi, au Portugal, nous sommes le n° 1 dans :

- les opérations financières et marché de capitaux
- le financement de projets à moyen et long terme
- la construction immobilière et marché hypothécaire

et nous sommes de plus en plus actifs dans :

- les financements du commerce extérieur
- les crédits documentaires
- les encaissements
- les transactions de titres
- le marché des changes et marché monétaire

Notre activité est liée au monde de la finance depuis longtemps et notre croissance s'est affirmée au cours des années. Nous sommes devenus, de loin, la plus grande banque portugaise, disposant d'un réseau mondial de correspondants.

En outre, notre Succursale Off-Shore, qui opère dans le Centre Financier récemment créé à Madère, offre des possibilités d'investissements intéressantes aux non-résidents souhaitant profiter des avantages de ce nouveau paradis fiscal.



CAIXA GERAL DE DEPOSITOS

DU PORTUGAL POUR LE MONDE

LISBOA
CAIXA GERAL DE DEPOSITOS
DIRECCAO DE OPERACOES COM O ESTRANGEIRO
R. 1.º de Dezembro, 118 - 1118 LISBOA CODEX
PORTUGAL
Tél.: (351) (1) 347 45 81
Téléc: 12621 ARGENT P
Téléc: (351) (1) 346 74 93

RIO DE JANEIRO
BANCO FINANCIAL PORTUGUES
Av. Presidente Vargas, 62
CEP 20082 RIO DE JANEIRO (RJ)
BRASIL
Tél.: (55) (21) 223 42 52
Téléc: 21502 AGFP BR
Téléc: (55) (21) 233 74 73

SÃO PAULO
BANCO FINANCIAL PORTUGUES
R. Benjamin Constant, 75
CEP 01005 SÃO PAULO (SP)
BRASIL
Tél.: (55) (11) 35 81 01
Téléc: 25069 AGFP BR
Téléc: (55) (11) 36 91 76

PARIS
SUCURSAL DA
CAIXA GERAL DE
DEPOSITOS
85, Avenue Marceau
75016 PARIS - FRANCE
Tél.: (33) (1) 40 69 54 00
Téléc: 830172 CAIXA F
Téléc: (33) (1) 40 70 03 09

MADEIRA OFFSHORE
CAIXA GERAL DE DEPOSITOS
OFFSHORE BRANCH
Rua António José de Almeida, 19-4º
9000 FUNCHAL
MADEIRA - PORTUGAL
Tél.: (351) (91) 3 10 20
Téléc: 72621 CASSFE P
Téléc: (351) (91) 3 30 82

PORTUGAL : LES NOUVEAUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

Avant Christophe Colomb

Les Portugais ont apporté une contribution essentielle à l'exploration de nouveaux mondes

Sil les célébrations du cinquième anniversaire de 1492 mettent l'accent sur le rôle de Christophe Colomb et, derrière lui, de l'Espagne dans les grandes découvertes, la vocation atlantique du Portugal s'est pourtant révélée plus profonde et plus précoce que celle de son grand voisin. Ce sont ainsi les Portugais qui ont préparé et effectué les premières de ces grandes découvertes et qui ont laissé sur leur œuvre maritime et coloniale une marque originale qui les distingue fortement des Espagnols.

En fait, c'est le progrès des sciences et des techniques en Europe au seizième siècle, qui a permis les découvertes. Or les Portugais ont apporté une contribution essentielle à ce progrès. Alors que la plus grande partie de l'Europe connaissait une «renaissance humaniste», essentiellement tournée vers les textes et les monuments de l'Antiquité gréco-romaine, les Portugais introduisaient en Occident l'usage des chiffres arabes et par conséquent du zéro, celui-ci représentant un pas décisif dans le calcul numérique. Ce sont aussi les Portugais qui, les premiers, affirment leur foi en la science expérimentale. «L'expérience est la mère de toutes les choses», proclame Duarte Pacheco Pereira, un des grands voyageurs de l'époque.

Après la boussole, venue de Chine, et le compas, les Portugais ont utilisé aussi le quadrant, l'astrolabe et autres instruments pour mesurer la hauteur du soleil ou de l'étoile Polaire au-dessus de l'horizon. Un autre mérite des Portugais est d'avoir entraîné leurs pilotes et leurs marins aux problèmes de l'océan dans cette véritable «Méditerranée» de l'Atlantique oriental qui s'étend entre les côtes du Portugal, celles du Maroc et de l'Afrique occidentale et les îles du Cap-

Vert, les Canaries et les archipels de Madère et des Açores, toutes ces îles, sauf les Canaries, n'ayant été découvertes et habitées par l'homme que très tardivement, c'est-à-dire pas avant le début du quinzième siècle.

A l'intérieur de cet espace, où se sont développés l'immigration, le commerce, l'agriculture, la pêche, la chasse à la baleine, les Portugais ont appris à naviguer en haute mer, à utiliser les vents alizés. Ils ont employé leur nouveau navire — la caravelle — soit comme un «avis» rapide éclairant le voyage des grosses nefs, soit comme un navire de transport léger le long des côtes d'Afrique ou entre les îles.

Dans toutes les parties du monde

Le Portugal, pour mener cette grande politique maritime, n'était pas, au quinzième siècle, le petit royaume pauvre et déshérité tel qu'on l'a connu au début du vingtième. Il suffisait à la subsistance de sa population — un million d'habitants — dont les ressources agricoles étaient complétées par celles de la mer. Des maisons de commerce européennes, et en particulier italiennes, envoyaient à Lisbonne des représentants permanents. L'Etat portugais était fort, car le Portugal ignorait le régime féodal, et le roi était un roi marchand. Il faisait du commerce comme ses sujets, et le sous-sol de son palais, sur le port de Lisbonne, était un véritable entrepôt, la Casa da India et Egina. Les marins, juifs convertis de force au catholicisme, et les juifs qui n'avaient pas accepté la conversion de force étaient convenus de se réfugier au Portugal et y avaient apporté leur richesse, leur culture, leur savoir-faire, leur sens du commerce et leurs relations avec les communautés israélites installées dans tous les

ports des grandes villes d'Europe et d'Orient.

Les Portugais ont pu dire que leurs découvertes présentaient quatre caractéristiques essentielles : a) le «pionnierisme temporel», parce qu'elles précèdent de soixante-dix à cent ans environ les autres découvertes européennes ; b) la «dispersion spatiale», parce qu'elle est la seule expansion qui ait permis une implantation dans toutes les parties du monde (Afrique, Asie, Amérique et Océanie) ; c) le «pluralisme civilisationnel», par sa capacité de s'organiser dans le monde selon deux modalités différentes : celle de l'intercommunication en Afrique et en Orient, celle de la création spatiale au Brésil ; d) l'«universalité culturelle», grâce à sa capacité d'adaptation aux différentes civilisations.

Les Espagnols, les Anglais, les Hollandais et les Français se sont aussi manifestés dans les cinq parties du monde, mais l'«universalité culturelle» est typique des Portugais et, à un moindre degré, des Espagnols. Les uns et les autres y auraient été préparés par les mélanges auxquels ils ont été soumis sur les marches de l'Europe au contact du Maghreb et, par lui, de l'Afrique et de l'Asie.

Sous l'infant Henri le Navigateur (1419-1460), le promoteur de la navigation dans cette «Méditerranée» de l'Atlantique oriental, le centre des expéditions de découverte est Lagos, sur la côte de l'Algarve. Non seulement, à son époque, sont découvertes les îles qui bordent à l'ouest cette «Méditerranée», mais encore la progression le long de la côte d'Afrique aboutit en 1482 au cap Bojador : c'est la voie ouverte à la «circumnavigation» le long de cette côte.

Un événement cependant retarde le progrès de cette circumnavigation. En 1453, la chute de Constantinople incite la papauté à organiser

la croisade. Seul le roi de Portugal répond à son appel. Alphonse V reprend la vieille politique de conquête du Maroc, mais elle se solde par un échec. L'avènement de Jean II (1481), elle est abandonnée au profit de la découverte de la côte d'Afrique. Ils s'installent sur la côte de l'Or. En 1487, Bartolomeu Dias parvient à doubler le cap des Tempêtes, baptisé immédiatement cap de Bonne-Espérance. Le 8 juillet 1497, deux ans après la mort de Jean II, la flotte de Vasco de Gama quitte Lisbonne pour doubler le cap de Bonne-Espérance, traverser l'océan Indien et toucher la péninsule du Dekkan. C'était à la fois le couronnement de ces longs efforts des Portugais dans la direction de l'Asie et le début d'une expansion coloniale lointaine, ultra-océanique, qui devait atteindre la Chine et le Japon à l'est, le Brésil à l'ouest et bientôt (1500-1502) Terre-Neuve et le Groenland au nord.

Le Brésil par hasard...

On attribue la découverte de l'Amérique à Christophe Colomb en 1492, mais il est probable qu'avant même 1492 les Portugais soient passés non loin du Nouveau Continent et y aient même débarqué, tout en cachant son existence, soit parce que les découvreurs étaient des trafiquants ou des pirates, soit parce que le souverain portugais dissimulait cette existence aux étrangers pour maintenir secrète la route des Indes orientales. Une autre raison de cette connaissance portugaise précoce est le fait, vite reconnu, que le plus court chemin pour doubler le cap passait par le Brésil, où vous pouviez les alizés et d'où, en descendant vers le sud, on rattrapait les vents dominants d'ouest qui vous rabattaient dessus.

Une troisième raison est le traîné

de Tordesillas de 1494 entre l'Espagne et le Portugal.

Le pape Alexandre VI, par l'Inter caetera, avait partagé le monde entre les deux États par un méridien passant à 100 lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert.

Une logique économique de la colonisation

Or, à Tordesillas, les Portugais obtiennent que ce méridien soit repoussé à 370 lieues à l'ouest de la plus occidentale de ces îles. Ce qui donnait dès 1494 au Portugal, et avant qu'il ne soit officiellement découvert, le continent brésilien. Enfin, quand Alvares Cabral découvre par hasard, avec sa flotte, le Brésil en 1500, la lettre qui nous en reste déclare qu'il a «trouvé» (et non «découvert») la «terre de Santa-Cruz», ce que les experts interprètent comme un aveu. D'ailleurs, Duarte Pacheco Pereira, l'homme qui a écrit que «l'expérience est la mère de toutes choses», semble bien avoir rencontré le Brésil avant 1500. Or il faisait partie de l'expédition d'Alvares Cabral en 1500.

On retrouve de façon permanente ou presque une stratégie dans toute l'histoire de la colonisation portugaise. Nous l'avons baptisée «phénomène de capture». L'expansion portugaise procède ainsi : elle capte un courant monétaire et commercial qui auparavant empruntait d'autres voies. Cela a commencé au Maroc, où l'occupation de places fortes sur la côte a permis aux Portugais de développer un commerce avec l'intérieur du pays et, au-delà, avec l'Afrique noire, achetant les produits arrivés au Maghreb par caravanes. Ensuite, en occupant la côte de l'Or et en bâtissant le fort de Sao-Jorge-de-Mina, les Portugais ont détourné le trafic d'or, d'ivoire, puis d'esclaves, que le monde soudanais pratiquait à travers le Sahara, vers le Maghreb et l'Europe

méditerranéenne. Dès son premier voyage (1497-1499), Vasco de Gama détourne les épaves de l'Inde de leur route normale — les caravanes du Moyen-Orient et les flottes de Venise — vers Lisbonne et Anvers par l'océan Indien et le cap de Bonne-Espérance.

On peut se demander pourquoi les Portugais étaient amenés à utiliser cette méthode. Or, à cette époque, commençait à se développer ce que l'on pourrait appeler la pensée mercantiliste. Selon cette pensée, il existait dans le monde une certaine quantité de richesse et, pour devenir riche, il fallait prendre cette richesse là où elle se trouvait. Il y avait deux façons de le faire : la guerre ou le commerce. Et les Portugais se sont efforcés d'utiliser le commerce, n'ayant recours à la guerre que si le commerce se révélait insuffisant.

L'autre aspect intéressant de l'expansion portugaise est qu'elle a obéi à une logique économique, différente de l'expansion espagnole, politique et religieuse. Au Brésil, par exemple, les Portugais se sont contentés d'occuper les régions côtières pour y développer les plantations de canne à sucre tournées vers le marché international. La colonisation portugaise est donc, de ce point de vue, plus proche de la colonisation française, anglaise et hollandaise en Amérique tropicale. C'est une colonisation d'exploitation d'abord et ensuite, seulement, de peuplement. Par contre, la colonisation des hauts plateaux par les Espagnols ressemble à celle des Français et des Anglais en Amérique tempérée. Ce sont d'abord des colonies de peuplement qui laissent subsister, plus ou moins, une population indigène.

FRÉDÉRIC MAURO

Banco Borges & Irmão

Fondée en 1894

VOTRE LIAISON AVEC LE PORTUGAL

AGENCES à PARIS et en RÉGION PARISIENNE

30, Rue du 4 Septembre — PARIS 75002 — Tél. 47422796
103, Av. Edouard-Vaillant — BOULOGNE 92100 — Tél. 46033939
10, Av. de Stalingrad — VILLEJUIF 94800 — Tél. 46778121
81, Av. de la République — CHAMPIGNY 94500 — Tél. 47061435
3, Av. Gabriel-Pérol — ARGENTEUIL 95100 — Tél. 39477734
76, Av. Henri-Barbuse — DRANCY 93700 — Tél. 48329033
3, Rue Ducaud — ST. GERMAIN-EN-LAYE 78100 — Tél. 39731991
98 bis, Av. Gallieni — MELUN 77000 — Tél. 64376765
125, Av. P. Vaillant-Couturier — VITRY-SUR-SEINE 94400 — Tél. 46603101



SUCCURSALE FRANCE
31, Avenue de l'Opéra — 75001 PARIS

LIBRAIRIE PORTUGAISE

Portugal, Brésil, Afrique & Asie lusophones

Littérature — Beaux-Arts — Traductions
Histoire du Portugal & des Découvertes

10 rue Tournefort - 75005 Paris - Tél : (1) 43 36 34 37



COURS DE PORTUGAIS
LANGUE ET CULTURE
LISBONNE — PORTO — FARO

Av. República, 41 - 8° - 1000 LISBONNE
TEL. : 351-1-76-72-96 - FAX : 351-1-76-07-83



UN ESPACE POUR
L'ART PORTUGAIS

37, RUE RICHARD LENOIR, 75011 PARIS METRO VOLTAIRE
DU MARDI AU SAMEDI, DE 10H À 19H ET DE 14H À 18H
OUVERTURE : 10H - TEL. 01 43 36 34 37 - FAX 01 43 36 34 37



Libreria Lusophone

Livres, disques et presse
des pays de langue portugaise

22, rue du Samaritain
75005 Paris, Tél. : 48 55 59 59

Bibliographie

- *Le Portugal, le Brésil et l'Atlantique au XVII^e siècle* (1570-1670), Frédéric Mauro, Paris, Centre culturel portugais Calouste-Gulbenkian, 1983, 640 p., 250 F.
- *L'Épopée portugaise*, Guy Martinelli, photographies de Jean-Charles Pinheiro, préface de José Augusto Seabra, coll. «Les grandes découvertes», Paris, Vito, 1991, 250 F.
- *Pérégrinations*, Fernao Mendes Pinto, Paris, La Différence, 1991, coll. «Ourençes», 135 F.
- «Les découvertes portugaises», *TDG, Textes et documents pour le classe*, n° 567, 22 mai 1991, Centre national de documentation pédagogique, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05.
- *La Découverte, le Portugal et l'Europe*, actes du colloque des 26, 27 et 28 mai 1989, Paris, Centre culturel portugais Calouste-Gulbenkian, 1990, 394 p., 200 F.
- *Lisbonne hors les murs, 1415-1580 : l'invention du monde par les navigateurs portugais* (collectif), éd. Autrement, 1990, 300 p., 120 F.
- *Les Découvertes*, Vitorino Magalhães Godinho, supplément à *Lisbonne hors les murs*, éd. Autrement, 1990, 100 p., 89 F.
- Signalons, en outre, les livres suivants en langue portugaise :
 - *Os Descobrimentos portugueses*, Luis de Albuquerque, Lisbonne, Alfa, 1990, album de 280 p. en couleurs, relié, 495 F.
 - *Os Descobrimentos e a Economia mundial*, Vitorino Magalhães Godinho, Lisbonne, Presença, 1984, 4 vol., 1200 p., 540 F.
 - *Origem e Desenvolvimento da cartografia portuguesa na época dos descobrimentos*, Alfredo Pinheiro Marques et Luis Filipe Barreto, Lisbonne, INCM, 1988, relié, 220 p., 150 F.
- Livres disponibles à la Libreria portuguesa Michel Chandeigne, 10, rue Tournefort, 75005 Paris. Tél. : 43-36-34-37.
- Les ouvrages édités par le Centre culturel portugais peuvent être consultés ou empruntés sur place : Centre culturel portugais Calouste-Gulbenkian, 51, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : 47-20-86-84.

AMÉRIQUES

PARAGUAY : moins de trois ans après le renversement du général Stroessner

Le processus démocratique paraît irréversible

Moins de trois ans après le renversement, le 3 février 1989, du général Alfredo Stroessner, le processus démocratique continue de se renforcer au Paraguay, où la population vient de se rendre aux urnes pour désigner ses représentants à l'Assemblée constituante. Mais les mauvaises habitudes, acquises en trente ans de dictature, ne sont pas tout à fait perdues pour autant.

ASUNCION

de notre envoyé spécial

D'avoir conduit une transition démocratique unanimement louée à valoir au parti Colorado la victoire, le 1^{er} décembre, lors de l'élection des députés de l'Assemblée constituante. En obtenant la majorité absolue, le parti qui soutenait Alfredo Stroessner et qui aujourd'hui appuie le nouveau président Andrés Rodríguez, effectue une remontée spectaculaire.

Un retour au passé ? « Impossible », dit le député du parti libéral radical authentique (PLRA, opposition) Francisco de Vargas, « le processus démocratique engagé par le président Andrés Rodríguez est irréversible et la liberté est aujourd'hui presque totale ». « Cette période de transition ne pourrait pas mieux se passer », renchérit Aldo Zucolillo, directeur du quotidien *ABC Color*, à plusieurs reprises interdit pendant la dictature.

Ce concert d'éloges n'est pas totalement unanimement. Dans un pays marqué, depuis son indépendance, par une succession de coups d'État, celui effectué par le général Andrés

Rodríguez le 3 février 1989 a de quoi surprendre. L'ancien bras droit d'Alfredo Stroessner ne s'est pas contenté de renverser le dictateur. En mai 1989, il a aussi respecté le calendrier de la transition démocratique qu'il s'était engagé à conduire et a promis de remettre le pouvoir en 1993. Aussi apparaît-il, au sein du parti Colorado et de l'opposition, comme un « sauveur » et l'instigateur d'une nouvelle légitimité.

Haro sur les statues des dictateurs

Le général Rodríguez n'a pas hésité à inviter à déjeuner le jeune maître de l'opposition au lendemain de son élection surprise à la tête de la capitale. Il a adressé à ce même Carlos Filizzola, au mois d'octobre dernier, une lettre d'excuses, lorsque des militaires ont un moment tenté d'empêcher la destruction, décidée par le maître, d'une statue de Stroessner dans le centre de la ville. « Un héritage que nous refusons et dont nous continuerons à débarrasser la ville », affirme l'élu de trente-deux ans, qui a tout récemment reçu une statue de l'ancien dictateur du Nicaragua, Anastasio Somoza, et s'apprête à changer les noms de plusieurs artères de la capitale.

Ce « nettoyage » en cours ne se limite pas aux symboles. Dans le domaine économique, la politique de réajustement menée par le pouvoir en place a aussi commencé à porter ses fruits : le taux annuel d'inflation est passé en douze mois de 45 % à 14 % et, même si les récoltes agricoles n'ont pas atteint le niveau espéré, la stabilisation de l'économie et les efforts de rigueur ont récemment été commentés de manière élogieuse par le vice-prés-

dent pour l'Amérique latine de la Banque mondiale M. Shaid Husain. Une politique résumée en ces termes par le président de la Banque centrale, M. José Enrique Paz : « Nous favorisons le secteur privé, et la loi de l'offre et de la demande ».

« Il nous reste encore à terminer notre ajustement structurel, précise pour sa part le ministre du commerce et de l'industrie, M. Ubaldo Scayone, et surtout à régler nos arriérés sur la dette extérieure (1), afin de pouvoir renouer avec la communauté financière internationale. Mais notre tâche est facilitée par le fait qu'il n'existe pas de controverses sur le réajustement de l'économie de marché ou sur le programme très modeste de privatisation. La seule discussion porte sur le fait de savoir à quelle vitesse nous devons procéder, après treize ans de désastre ».

Coût social

Car cet ajustement a bien évidemment un coût social important et le taux de chômage augmente. « Il est normal d'attendre en effet d'aujourd'hui à une certaine explosion sociale », dit le président du Sénat (Colorado) M. Gustavo Díaz de Vivar. « En fait », affirme Victor Bass, président de la Confédération unie des travailleurs (CUT), le syndicat le plus important, « sur le plan des libertés politiques et syndicales, l'avancée est évidente, mais sur le plan social, c'est presque l'inverse ».

De l'avis de la plupart des observateurs, les mauvaises habitudes d'un corps judiciaire, dont la composition n'a guère changé, constituent l'un des freins les plus évidents au changement. Les

survivances de l'époque noire sont encore très nombreuses dans d'autres domaines. La contrebande omniprésente (plus de la moitié de l'économie du pays en dépend) et la corruption institutionnalisée (plusieurs députés du parti au pouvoir comme de l'opposition sont accusés de se livrer au trafic des voitures importées) sont autant de signes de la persistance d'un « État sans lois ».

L'influence de l'armée

Prochain rendez-vous électoral, la présidentielle de 1993 est perçue par un grand nombre d'observateurs comme la véritable épreuve de vérité. Après l'échec électoral qu'elle vient de subir, l'opposition se dirige vers une alliance de l'ensemble de ses forces : PLRA, indépendants, partis démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates. Le parti Colorado, divisé, n'a pas encore choisi son candidat et il semble probable que le général Andrés Rodríguez ne courra pas le risque de dégrader une image jusqu'à présent excellente en sollicitant un autre mandat.

Il existe tout de même une inconnue de taille dans ce panorama presque tranquille : le rôle et la détermination des forces armées dans un pays où elles n'ont jamais, en raison des guerres et des dictatures, joué les « unités ».

DEMIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) Le Paraguay devrait verser une somme de 700 millions de dollars en 1992, soit 250 millions de dollars d'arriérés pour sa dette de près de 3 milliards de dollars et 450 millions de dollars d'arriérés.

OCÉANIE

VANUATU : pour la première fois depuis l'indépendance

L'opposition francophone va diriger le pays

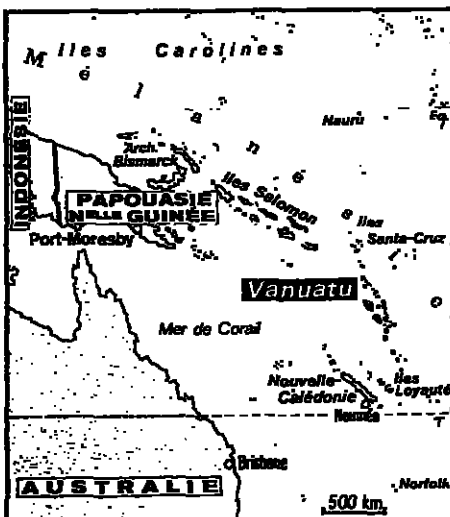
SYDNEY

correspondance

Pour la première fois depuis l'indépendance en 1980, les francophones vont diriger le pays. L'Union des partis modérés (UPM) ayant remporté vingt sièges sur quarante-six aux élections du 2 décembre. C'est une lourde défaite pour le Vanuatu Pati (VAP), qui a gouverné l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides pendant onze ans. Le parti du premier ministre Donald Kalpokas recueille

touraient et, après un vote de défiance, il dut céder la place à M. Kalpokas (le *Monde* du 9 septembre). Selon M. Carlot, le succès de l'UPM n'est pas dû à la division du VAP : « Même s'il était resté uni il n'aurait pas eu la majorité. L'avancée très nette de l'UPM montre que nous avons fait du bon travail ».

Pendant la campagne, l'UPM a proposé de rétablir la gratuité de l'éducation et des soins. Les francophones, qui représentent 39 % de la population, « ne détiennent que les postes subalternes », affirme



dix sièges contre neuf à celui de M. Walter Lini (NUP), issu d'une scission du VAP. Le Parti progressiste mélanésien de M. Barak Sope a quatre élus et le Tan Union un. Deux sièges restent à pourvoir.

L'UPM n'a pas attendu les résultats définitifs pour fêter son retour sur la scène politique après trois ans et demi d'absence. Ses députés avaient en effet été déçus de leur mandat en juillet 1988 pour s'être abstenus de siéger, en signe de solidarité avec M. Sope et d'autres dissidents du VAP évincés du Parlement.

M. Lini, premier ministre depuis l'indépendance, fut menacé quelques mois plus tard par une tentative de renversement qui se solda par l'arrestation de M. Sope, George Sokomanu, chef de l'État, et Maxime Carlot, l'un des dirigeants de l'UPM. Ses abus de pouvoir avaient fini par provoquer le mécontentement de ceux qui l'en-

touraient et, après un vote de défiance, il dut céder la place à M. Kalpokas (le *Monde* du 9 septembre). Selon M. Carlot, le succès de l'UPM n'est pas dû à la division du VAP : « Même s'il était resté uni il n'aurait pas eu la majorité. L'avancée très nette de l'UPM montre que nous avons fait du bon travail ».

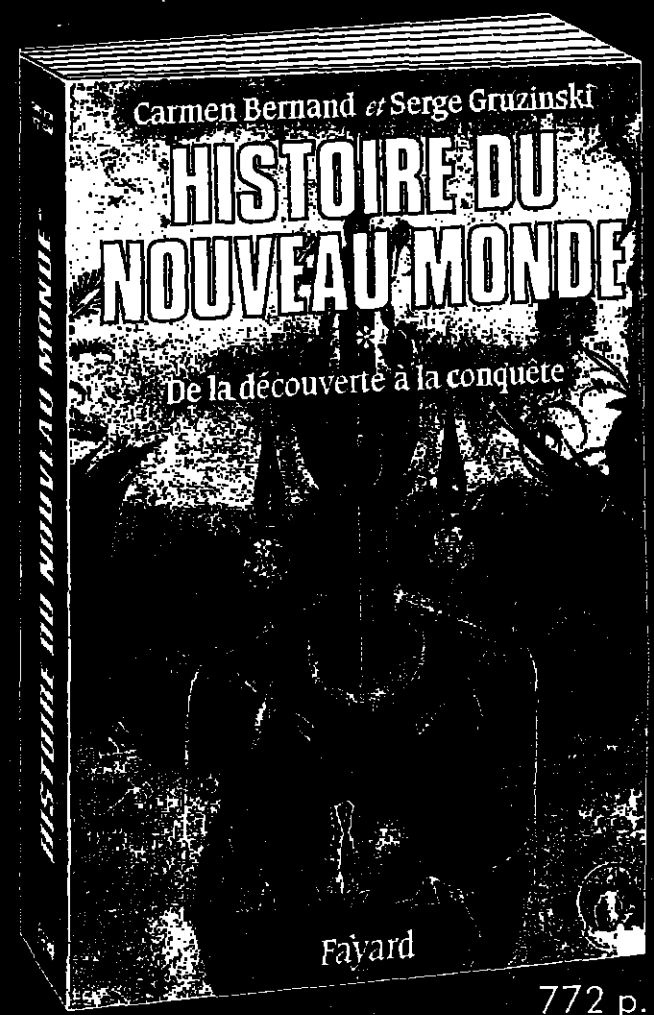
Pendant la campagne, l'UPM a proposé de rétablir la gratuité de l'éducation et des soins. Les francophones, qui représentent 39 % de la population, « ne détiennent que les postes subalternes », affirme

SYLVIE LEPAGE

La découverte de L'AMÉRIQUE

Un livre de bruits et de fureurs qui est une remarquable réussite.

Roger Chartier, *Le Monde*



772 p.
190 F

Ce livre dru est charnel, sensible savant et simple. Il est écrit.

Pierre Chaunu, *Le Figaro de l'Institut*

Une des contributions les plus importantes à la moisson célébratrice.

André Burguière, *Le Nouvel Observateur*

L'Histoire
chez
FAYARD

a voté à 51,2%
de l'Ukraine

Le Felber présidera
l'Élection en 1992

ALBA

Les anti communistes
et le gouvernement

POLITIQUE

Devant l'hostilité des députés socialistes

M^{me} Cresson renonce à taxer les contrats d'assurances pour indemniser les victimes de la transfusion

Les députés du groupe socialiste ayant décidé à l'unanimité, mercredi 4 décembre, de refuser le système de taxe sur les contrats d'assurances de biens proposés par le gouvernement pour indemniser les hémophiles et les

transfusés contaminés par le virus du sida, M^{me} Edith Cresson s'est dite « prête à modifier » le projet de loi gouvernemental. Un communiqué publié mercredi soir par l'hôtel Matignon précisait : « 1. Il convient de maintenir le

dispositif d'indemnisation ainsi que le calendrier et les délais que fixe la loi. 2. Il appartiendra aux ministres responsables et aux compagnies d'assurances de trouver un accord pour que celles-ci apportent leur contribution à l'effort de

solidarité. A défaut d'un accord, le gouvernement se réservera la possibilité d'un prélèvement exceptionnel sur ces compagnies. 3. L'Etat contribuera à cet effort de solidarité. Pour cela, il réalisera des économies dans l'exécution du

budget 1992. » Le projet de loi d'indemnisation, amendé jeudi matin 5 décembre en commission des affaires sociales, doit venir en discussion, comme prévu initialement, lundi 9 décembre à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement dans une impasse

La nouvelle est tombée comme un coup de tonnerre, gâchant le déjeuner des conseillers du gouvernement. Ni à Matignon, ni à Bercy, ni Avenue de Ségur, on n'avait imaginé que les députés socialistes pourraient refuser le mécanisme de financement du fonds d'indemnisation des victimes des transfusions. Mais si, politiquement, le coup a été très durement ressenti, techniquement, il a été assez facilement digéré : en fait, ni les collaborateurs du premier ministre, ni ceux du ministre des finances, ni ceux du ministre des affaires sociales n'étaient véritablement enthousiasmés par la solution primitive-ment retenue.

Ce faux pas gouvernemental, en tout état de cause, s'inscrit dans une série de maladroites tout au long de la gestion de ce dramatique dossier. Après avoir donné l'impression qu'il ne mesurait pas l'importance de cette affaire, après avoir voulu protéger les responsables des erreurs commises en 1985, après avoir traîné dans la mise en œuvre d'une indemnisation, voilà le gouvernement obligé de céder à un diktat des seuls députés censés le soutenir. Politiquement, le bilan est désastreux.

Quand une action n'est pas, politiquement, clairement définie, elle ne peut être que techniquement boiteuse. C'est ce qui s'est passé. Les magistrats du Conseil d'Etat, qui savaient qu'ils auraient, in fine, à se prononcer sur les demandes des victimes, pensaient qu'il leur fallait une législation spécifique. Les administrations, qui se soit celle des finances ou celle des affaires sociales, ne tenaient pas à ce qu'un texte législatif vienne régler ce problème ; elles préféraient laisser la justice, et les assurances, avec qui elles négociaient une procédure particulière, se débrouiller avec ce dossier.

A la demande des associations des transfusés, M. François Mitterrand a tranché, personnellement, en faveur d'une loi, prenant

de court ses ministres. L'urgence étant de plus en plus pressante, le projet a été mis au point dans la précipitation. M. Pierre Bérégovoy, comprenant que le dossier était biaisé, a demandé à ses services de ne pas se battre sur la solution qui avait leur préférence : le financement par de simples économies sur les dépenses de l'Etat, d'autant qu'ayant le tunnel des compagnies d'assurances ils sont particulièrement sensibles à leurs arguments. M. Jean-Louis Bianco, lui, a soutenu son administration, qui a tenté de saisir cette occasion pour faire admettre que la contribution sociale généralisée (CSG) est un instrument qu'il serait facile d'utiliser chaque fois que l'argent manquerait pour la protection sociale.

Un paquet avec les retraites et les agriculteurs

Echaudée par ses mésaventures lorsque, à peine arrivée à l'hôtel Matignon, elle avait dû augmenter les cotisations sociales, M^{me} Edith Cresson ne voulait pas entendre parler d'un accroissement des prélèvements obligatoires. M. François Mitterrand a entièrement partagé cette analyse. Aussi, le mardi 26 novembre au soir, à la veille du conseil des ministres qui devait adopter le projet de loi, le président de la République et le premier ministre ont décidé de supprimer du texte l'augmentation prévue de la CSG, pour ne laisser, comme source de financement, que les contrats d'assurances. Le piège était installé.

Les députés socialistes l'ont reformé. M^{me} Cresson devait s'en sortir le plus rapidement possible, en recherchant la solution la moins mauvaise possible. Elle y est parvenue, au moins techniquement. Elle en a profité pour montrer qu'elle arbitrait seule de délicats dossiers financiers, hors de la présence de M. Bérégovoy, puisque, visuellement, la décision a été prise au cours d'une réu-

nion à laquelle ne participaient que M. Bianco, M. Jean Poperen et M. Jean Auroux. Ce n'était pas, il est vrai, trop difficile puisque la solution retenue était celle qui avait, dès le départ, les faveurs de Bercy.

Le souci du gouvernement, maintenant, est d'éviter que son projet ne connaisse d'autres mésaventures parlementaires. Tout un dispositif a donc été mis au point, au cours de cette même réunion de mercredi après-midi, pour tenter d'éviter de devoir utiliser l'article 49, alinéa 3 de la Constitution afin faire approuver le texte portant diverses dispositions d'ordre social, dans lequel ce dossier a été inclus.

Il a été décidé qu'il sera proposé de faire un geste pour les retraites plus proche de celui que souhaitait M. Bianco que de celui dont se serait satisfait M. Bérégovoy ; elles seraient augmentées de 1 % au 1^{er} janvier 1992 et de 1,8 % au 1^{er} juillet. Ensuite, le texte sur les contributions sociales agricoles, qui avaient déjà soulevé bien des controverses, sera renforcé par la partie législative du plan en faveur du monde rural annoncé lors du comité interministériel du 28 novembre et, tout particulièrement, la mise en place d'une préretraite pour les agriculteurs. Le gouvernement espère ainsi que le « paquet » sera plus facilement adopté.

Il reste à régler le financement de l'indemnisation des victimes des transfusions, même si, à l'hôtel Matignon, on estime avoir un peu de temps, puisqu'il est difficile d'en prévoir dès maintenant le coût exact. En tout état de cause, on est bien décidé à mettre à contribution les compagnies d'assurances et les mutuelles, ne serait-ce que pour leur faire payer l'opération de lobbying menée, avec succès, auprès des parlementaires.

THIERRY BRÉHIER

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 4 décembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici les principaux extraits.

● Produits antiparasitaires à usage agricole.

Le ministre de l'Agriculture et de la forêt a présenté un projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés.

Le projet de loi prévoit que les entreprises distribuant ou appliquant ces produits devront être agréées par l'Etat. Cet agrément a principalement pour but de vérifier la présence dans l'entreprise d'un nombre suffisant de personnes qualifiées. La qualification de ces personnes sera attestée par un certificat délivré par le ministre de l'Agriculture au vu de leur formation et de leur expérience professionnelle.

● Le sport à l'Université.

Le ministre de l'Éducation nationale a présenté une communication sur le sport à l'Université.

Conformément aux conclusions d'un rapport qui vient d'être remis au ministre, les mesures suivantes ont été approuvées :

1. - Pour encourager la pratique du sport par un plus grand nombre d'étudiants, de nouveaux équipements sportifs seront construits en application du plan de développement des universités. L'encadrement des activités sportives sera renforcé par la création d'emplois de professeur d'éducation physique et sportive dans la

rentrée de 1992 et par la participation d'étudiants suivant une formation aux métiers du sport.

2. - Pour assurer une meilleure animation sportive des campus, la Fédération nationale du sport universitaire et l'Union nationale des clubs universitaires sont incitées à y organiser un plus grand nombre de compétitions.

3. - Les universités forment aujourd'hui douze mille étudiants aux métiers du sport. La formation universitaire sera coordonnée avec celle qui est dispensée dans les établissements relevant du ministère de la jeunesse et des sports.

Des assises nationales de la formation et de l'emploi dans les métiers du sport se tiendront à cette fin les 19 et 20 décembre.

La formation universitaire des étudiants sportifs de haut niveau sera individualisée.

Les titulaires de diplômes professionnels ayant une expérience avérée de l'entraînement sportif de haut niveau pourront accéder aux fonctions d'enseignant-chercheur par la validation de leurs acquis professionnels.

Un Conseil national du sport universitaire sera créé pour favoriser la concertation sur le développement du sport à l'Université.

● Le revenu minimum d'insertion et la lutte contre la pauvreté. (Le Monde du 5 décembre.)

● Les équipements et les réseaux informatiques des centres de recherche.

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté une communication sur les équipements et les

réseaux informatiques des centres de recherche.

En 1991, plus de 700 millions de francs seront investis dans les centres de recherche en ce domaine.

Un réseau national de télécommunications pour la recherche sera mis en place à l'initiative du ministère de la recherche et de la technologie et du ministère de l'Éducation nationale, en collaboration avec France Télécom. Ce réseau, actuellement en phase d'expérimentation, sera déployé dans toutes les régions en 1992. Il permettra aussi de raccorder les centres de recherche français avec leurs homologues des autres États européens et des États-Unis.

● Mesures d'ordre individuel.

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes : - M. Jean-François Gueulle, titulaire d'une maîtrise d'économie et d'un diplôme de 3^e cycle d'études approfondies, option finances publiques, a été successivement chargé d'études à la direction de la construction au ministère de l'Équipement, directeur du cabinet du président du conseil général de Saône-et-Loire, chargé de mission à la DATAR. En 1993, il a été nommé conseiller technique au cabinet de M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, puis en 1993 secrétaire général du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Depuis mai 1991, il est conseiller technique au cabinet de M^{me} Cresson.

- M. Christian Dors, administrateur civil, est nommé administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises.

La dette de l'Etat

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

« CALME, mais ferme », le refus des députés socialistes ne pourra pas être sans conséquences politiques. Au-delà de ces prolongements et dans l'attente de la solution - qui devra être trouvée d'ici à lundi - sur les fonds nécessaires à l'indemnisation, le rebondissement de l'affaire du sang contaminé illustre les graves difficultés que rencontre le pouvoir exécutif dans la gestion de ce dossier hors normes. Il n'aura pas suffi de déclarer - comme le faisaient à échéances rapprochées ces derniers temps les ministres concernés - qu'on est ici face à un « drame humain », à une « catastrophe nationale », à une « catastrophe humaine », pour obtenir ipso facto l'exercice de la « solidarité nationale ». Bien au contraire, il apparaît que celle-ci ne pourra être obtenue par des prélèvements supplémentaires, fiscaux ou par-

convenances qui prévalent en haut lieu, le bras de fer engagé n'oppose pas, ici, le gouvernement au parti majoritaire, mais bien le pouvoir politique à l'opinion publique. Il n'est nullement besoin des résultats des sondages qui ont été effectués sur ce thème pour percevoir qu'une grande majorité de Français estime que les responsabilités incombent ici à l'Etat et qu'ils n'ont donc pas à payer les conséquences désastreuses dues en partie à l'insuffisance du contrôle par les autorités de tutelle du système transfusionnel. Les premières inculpations prononcées par la justice et l'attitude adoptée aujourd'hui par les responsables politiques de 1985 ont conforté l'idée générale que les contaminations post-transfusionnelles résultent de fautes graves commises par quelques-uns.

C'est dans ce contexte difficile que le gouvernement tente depuis plusieurs semaines, et dans la plus grande confusion, de trouver les ressources nécessaires à des indemnisations dont personne ne discute plus officiellement le principe et qui, lobbying, jurisprudence et émotion aidant, s'élèveront, estime-t-on sans en avoir la certitude, à plus de 10 milliards de francs. On est aujourd'hui revenu à la situation de la fin octobre, lorsqu'un accord avait été signé, au terme duquel les compagnies d'assurances s'engageaient à verser 1,2 milliard de francs en 1992. Entre-temps toutefois, M. François Mitterrand s'était engagé personnellement à ce qu'une loi fût promulguée, et les indemnisations, proposées, dès le 1^{er} janvier. Il reste, dès lors, à voir comment l'Etat trouvera les moyens de s'acquitter de sa dette.

La révolte des « boucs émissaires »

Suite de la première page

Un député RPR ou UDF s'exprimait-il à mûrir les projets de réforme du mode de scrutin qu'aussitôt on entendait M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), président de la commission des lois, répéter à qui voulait l'entendre qu'il était prêt à voter la censure du gouvernement si celui-ci persistait à vouloir instituer la proportionnelle.

Osaient-ils soulever la question du projet de statut des élus que des députés PS exprimaient eux-mêmes le vœu que l'examen de ce texte soit retardé. Évoquaient-ils le mistère de la réforme des cotisations sociales agricoles que leurs collègues socialistes menaçaient, de leur côté, de refuser de voter samedi à l'Assemblée pour en débattre.

« Il y a un drôle de climat », confiait, placidement, M. Bernard Carion (PS, Nord), tenant que bon nombre des membres de son groupe n'hésitaient pas à ouvrir tout grand leur cahier de doléances. « Le gouvernement a un peu trop tendance à nous ignorer », constatait M^{me} Yvette Roudy (PS, Calvados). « Lorsqu'on veut le soutien du groupe socialiste on doit commencer par se comporter convenablement avec lui », observait en écho M. François Loncle (PS, Eure). « On en a marre d'être les boucs émissaires », résumait M. Bernard Poinat (PS, Finistère).

Alors, mercredi 4 décembre, les « boucs émissaires » se sont révoltés. A 10 heures du matin, plus d'une centaine d'entre eux sont arrivés en réunion de groupe, abarbus par les résultats du dernier sondage, qui ne les crédite que de 21 % des intentions de vote en cas d'élections législatives (1), les seuls députés sans fil sur le mode de scrutin et, surtout, encore tout meurtris par les apostrophes sévères et les reproches qu'on leur avait adressés pendant le week-end, dans leurs permanences, sur les marchés, dans leurs réunions de poëpiers ou d'anciens combattants.

L'objet du délit ? Le mode de financement de l'indemnisation des transfusés victimes du sida. « Le gouvernement fait des conneries, et c'est nous qui devons payer ! » Cette phrase, ils affirmaient tous l'avoir entendue et ils sont venus la répéter devant le groupe, les uns après les autres. Ils ont cité le cas de l'agriculteur contraint de payer une cotisation sur chacun de ses outils de travail couvert par une assurance, ou celui du jeune de dix-huit ans qui devrait, désormais, verser une surtaxe pour sa Motolette, et ils ont tout simplement déclaré que décidément, cette fois, ils n'arriveraient pas à « vendre » ce projet devant leurs électeurs.

Ils ont, surtout, aperçu une ombre qui les a fait frémir : celle de l'immunité. Cette amnistie, les députés socialistes ont le sentiment de ne plus finir de la payer. Ils sont majoritaires

ment convaincus que l'opinion publique a établi un parallèle immédiat entre les « affaires » politico-financières et celle de la transfusion sanguine. Et dans le refus, par l'Etat, d'assumer lui-même l'indemnisation des victimes de la contamination, l'opinion, affinement, a lu un nouveau « blanchiment » des responsabilités des « coupables », une nouvelle « magouille ».

« Après moi le déluge ! »

A cela, tout particulièrement, ils ont dit « non », quitte à affronter le gouvernement, pour la première fois aussi durement, et à le contraindre à renoncer à son projet. La détermination des « godillots » n'a pas trompé le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, ni le ministre des affaires sociales, M. Jean Poperen, et le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux. M^{me} Cresson décidait de renoncer au système de financement contenu dans le projet de loi et annonçait que l'Etat « contribuera à cet effort de solidarité » et « réalisera pour cela des économies dans l'exécution du budget 1992 ».

Les députés avaient gagné. Vrai sursaut d'un Parlement que l'on dit dévalorisé, comme l'estimait M. Julien Dray (PS, Essonne), qui ne voulait voir dans cette transgression que « le cri sincère de députés de base », et comme M. Le Garrec, qui soulignait que « la prise en compte que l'on peut faire quelque chose à l'Assemblée ? Ou - version moins flatteuse - symbole d'une nouvelle ère dans un groupe socialiste dont les membres sont plus préoccupés de leur propre réélection que du soutien à leur gouvernement ».

M. Jean-Christophe Cambadélis (PS, Paris) n'hésitait pas, pour sa part, à critiquer, dans cette attitude du groupe, un retour en force de l'individualisme de la part de députés convaincus aujourd'hui que leur équation personnelle, et son lot de démagogie, est plus importante, pour leur avenir, que la solidarité avec leur parti. « Ce qui s'est passé aujourd'hui, observait-il, c'est la victoire de la thèse : après moi, le déluge ! »

Il ne restait plus qu'à expliquer tout cela à l'opinion publique. M. Jean-Marie Le Guen, député (PS) de Paris et, surtout, conseiller de M^{me} Cresson, se présentait le premier devant les caméras de télévision pour tenter d'expliquer que les retournements de mercredi n'étaient, en réalité, que « le jeu normal de la démocratie, dans le cadre du dialogue et de la concertation traditionnelle entre le

gouvernement et le groupe socialiste ». M. Auroux, qui la veille avait imprudemment affirmé que, sur la question du mode d'indemnisation, « le débat était clos », choisissait, lui, le plateau du journal de 20 heures pour assurer qu'on ne se démarque pas du gouvernement lorsqu'on contribue à faire de bonnes lois. « C'est une démarche démocratique », a-t-il souligné.

Quant aux députés de base, l'œil rivé sur leur conscription, certains se posent, déjà, une autre question : la transgression pourrait-elle marcher, aussi, à propos de la réforme du mode de scrutin, voulue par le président de la République, par le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, et par M^{me} Cresson ?

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) Selon un sondage de BVA publié par Paris-Match le 5 décembre, en cas d'élections législatives anticipées, la gauche recueillerait 30 % des suffrages, dont 21 % pour le PS et le MRG, 7 % pour le PCF et 2 % pour l'extrême gauche. La droite RPR-UDF obtiendrait 42 % des voix, et le Front national 15 %. L'enquête de BVA indique aussi que, pour les électeurs de gauche, M. Michel Rocard serait un meilleur présidentiable que M. Jacques Delors (34 % contre 28 %), qui reste cependant, pour l'ensemble des Français, le meilleur candidat de la gauche (29 % contre 22 %). A droite, M. Jacques Chirac devance nettement MM. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing (20 % contre 15 % et 14 %). Cette enquête a été faite du 4 au 7 novembre et du 15 au 20 novembre auprès de 3 632 personnes pour les intentions de vote à propos des législatives, et auprès de 976 personnes pour les autres questions.

Satisfaction prudente des associations de défense des malades

L'Association de défense des transfusés (ADT) se déclarait, jeudi 5 décembre, « relativement satisfaite du retournement du gouvernement ». L'ADT souhaite toutefois que le Parlement revienne sur la notion de date-but, afin que toutes les personnes contaminées par le virus du sida, y compris après le 1^{er} janvier 1990, puissent bénéficier d'une indemnisation ; que soit imposé un délai de trois mois pour la recevabilité des dossiers ; que les associations fassent partie du conseil d'administration du fonds d'indemnisation.

L'association française des hémophiles (AFH) souligne qu'elle n'a pas à prendre partie sur le mode de financement. Selon M. Francis Graeve, président d'honneur de l'AFH, il faut prendre acte que ce mécanisme de recettes qui avait été retenu par le gouvernement était « très impopulaire ». « Nous ne tenons nullement à susciter des mécontentements », précise M. Graeve, nous ne souhaitons pas que le courant d'opinion très favorable à l'indemnisation se retourne contre nous. »

EXEMPLE

POLITIQUE

La préparation du sommet de Maastricht

M. Mitterrand a reçu MM. Lecanuet et François-Poncet

M. Jean Lecanuet (CDS), président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, et M. Jean François-Poncet (UDF), président de la commission des affaires économiques et du Plan, président du Mouvement européen, ont été reçus successivement, mercredi 4 décembre, par M. François Mitterrand, qui s'entretient avec les dirigeants des formations politiques avant le sommet européen de Maastricht, les 9 et 10 décembre.

M. Lecanuet a déclaré, en quittant l'Élysée, qu'il avait « un assez bon espoir que l'Europe fasse un pas en avant important » lors de cette conférence, même s'il est probable que « rien ne sera probablement définitivement résolu dans tous les domaines ». M. François-Poncet a émis, de son côté, le vœu que « Maastricht soit un succès, non pas d'apparence, mais qui, sur le fond, fasse faire à l'Europe un véritable bond en avant ». Il a fait part à M. Mitterrand de son souhait de « voir la Communauté européenne prendre une initiative de lutte contre la crise économique ».

Logiques françaises

Suite de la première page

A l'occasion du récent débat organisé à l'Assemblée nationale, M. Pierre Mazeaud, gaulliste entre les gaullistes, avait souligné au crayon rouge le passage du discours de M. Dumas, qui annonçait « une mutation fondamentale vers une entité supranationale ».

On n'a donc pas été surpris de l'entendre lancer, alors que le ministre des Affaires étrangères précisait, à la tribune, la position du gouvernement : « Et voilà ! C'est la supranationalité ! » On ne s'est pas étonné non plus que, son tour venu, il s'oppose fermement, au nom de la même logique gaulliste, à l'objectif défini par M. Dumas, avant d'affirmer : « Ceux qui se réfèrent au gaullisme ne sont pas nécessairement archaïques ! »

Si archaïsme il y a, il n'est pas réservé à M. Mazeaud. Tous les partis politiques français, à l'exception du CDS, dont la vocation communautaire ne se dément pas, paraissent manifester un mouvement de recul à l'égard de l'Europe, au moment même où le gouvernement, par la voix de M. Dumas, tient au contraire un

langage qui n'a jamais été aussi « européen ».

Aux deux extrêmes, rien de nouveau. Le PCF vient encore de réaffirmer avec force son opposition aux traités qui seront signés à Maastricht. « Logique d'abdication », titrait l'*Humanité* au lendemain du débat parlementaire. « Dans toute une série de domaines, les traditions françaises sont vouées à la trappe européenne », a affirmé à l'Assemblée nationale M. Jean-Claude Gaysot.

Les identités nationales

Quant au Front national, il ne cesse de protester contre les abandons de souveraineté. Le groupe des droites européennes à Strasbourg, auquel appartiennent ses élus, propose une « confédération de l'Europe des patries » contre une Europe « ouverte à tous les flux migratoires et commerciaux ». En dénonçant, dimanche dernier, comme « un crime contre la nation » les futurs traités de Maastricht, M. Le Pen était donc fidèle à lui-même.

Les Douze reconnaîtront la spécificité des départements d'outre-mer

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Louis Le Pen, a confirmé, mercredi 4 décembre devant le conseil des ministres, que le sommet européen de Maastricht affirmera la spécificité des DOM. A l'occasion des dernières réunions intergouvernementales préparatoires qui ont eu lieu, lundi et mardi à Bruxelles, les représentants de la France ont obtenu que, parmi les annexes collégiales qui s'ajouteront aux projets de traités, figure une déclaration comme relative aux DOM.

Les Douze reconnaîtront ainsi « que les départements d'outre-mer subissent un retard structurel important, aggravé par plusieurs phénomènes (grand éloignement, insularité, faible superficie, relief et climat difficiles, dépendance économique vis-à-vis de quelques produits) dont la constance et le cumul portent lourdement préjudice à leur développement économique et social ». Ils admettront que si les traités com-

munitaires s'appliquent de plein droit aux DOM « il reste possible d'adopter des mesures spécifiques en leur faveur dans la mesure et aussi longtemps qu'il existe un besoin objectif de prendre de telles mesures en vue d'un développement économique et social de ces régions », ces mesures visant « à la fois l'objectif de l'achèvement du marché intérieur et celui d'une reconnaissance de la réalité régionale en vue de permettre à ces départements de rattraper le niveau économique et social moyen de la Communauté ». M. Le Pen a souligné que cette décision constituait « un fait d'importance » et « un beau succès de la diplomatie française ». L'adoption de cette déclaration commune correspond en effet au vœu que les membres de l'intergroupe parlementaire des DOM avaient exprimé lors de l'audience que leur avait accordée M. François Mitterrand, à l'Élysée le vendredi 29 septembre. Les élus des départements d'outre-mer craignent que

l'échec du marché unique de 1993 ne porte atteinte, à tous les courants d'échanges commerciaux sont libéralisés, aux possibilités de débouchés des grands produits tropicaux, et en particulier de la production bananière qui représente quarante-cinq mille emplois en Martinique et en Guadeloupe. Ils souhaitent donc que les Douze, à Maastricht, donnent force de loi à l'exposé des motifs du programme POSEIDOM (programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements français d'outre-mer) qui avait été adopté à l'unanimité des Douze, en 1989, pour prendre en compte, justement, les particularités locales. Le texte de la déclaration commune adoptée à Bruxelles avait été préparé en étroite concertation avec les parlementaires d'outre-mer par l'intermédiaire, notamment, de M. Jean-Paul Virapoulle, député UDC de la Réunion.

A. R.

Nouveau président du groupe libéral au Parlement européen

M. Galland veut éviter que M. Giscard d'Estaing ne rallie les démocrates-chrétiens

M. Yves Galland, président du Parti radical, a été élu mercredi 4 décembre à Bruxelles président du groupe libéral du Parlement européen en remplacement de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui ne se représentait pas (nos dernières éditions du 5 décembre).

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'élection de M. Yves Galland à la présidence du groupe libéral du Parlement européen est-elle de nature à faire revenir M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'intention qu'on lui prête de quitter cette formation ? « Je l'espère et je ferai tout pour ça », assure l'intéressé, selon lequel les résultats du scrutin « reposent le problème » sous un jour nouveau.

La candidature du président du Parti radical et vice-président du Parlement européen n'avait été annoncée que le matin même, juste après que les membres français du groupe lui eurent demandé de se présenter, à sa propre surprise, affirme-t-il.

On savait que M. Giscard d'Estaing, président sortant, n'était pas sur les rangs, tirant notamment les conséquences de sa mise en minorité, en décembre 1990, quand il avait voulu négocier l'adhésion de ses collègues français au Parti populaire européen, qui regroupe les démocrates-chrétiens des Douze.

Dès lors, le candidat déclaré, le Portugais Antonio Capucho, paraissait bien placé, ses compatriotes étant les plus nombreux et

les plus actifs après les Français dans ce groupe qui compte cinquante députés depuis le ralliement d'un écologiste allemand. Il n'a obtenu que 19 voix contre 27 à M. Galland (et 4 abstentions). Apparemment, un réflexe unitaire a joué dans un groupe pourtant peu homogène, qui va de Belges atlantistes à des Portugais se situant plutôt au centre gauche.

Ces Portugais conviennent que l'image laïque du radical français convient bien au groupe. Mais ils

se montrent sceptiques sur ses chances de retener l'ancien président de la République, à l'étroit parmi eux et qui a conçu une stratégie personnelle.

Ils estiment qu'un délai de décence va s'écouler. « M. Giscard d'Estaing ne pouvant partir toute de suite après avoir pris part au vote pour sa succession », mais ils ne seraient pas étonnés que « quatre ou cinq Français se retirent d'ici au début de l'année prochaine ».

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

Affichage sauvage à Paris

« La France, aimez-la ou quittez-la ! »

Le long des boulevards des marchés et dans certains quartiers de Paris, un affichage sauvage visant les immigrés a été effectué ces derniers jours. En lettres blanches sur fond blanc, il est écrit : « La France, aimez-la ou quittez-la ».

L'affiche, qui peut avoir plusieurs formats, est signée par le MIL, Mouvement Initiative Liberté. Créé à la veille des élections législatives de 1988, le MIL était défini par son délégué général, M. Pierre Debizet (le Monde daté 27-28 juillet 1988), comme une organisation destinée à « rassembler les gens attachés aux valeurs fondamentales et prêts à manifester leur volonté, y compris par des manifestations dans les rues ». Ancien secrétaire

général du Service d'action civique, organisation parallèle de soutien au général de Gaulle, disant après la tuerie d'Aurélien (Bouches-du-Rhône) en 1981, M. Debizet a cessé ses activités politiques en 1987.

Actuellement, cette organisation a pour président M. André Decocq, professeur d'université, et pour secrétaire général, M. Michel Carage. Son comité d'honneur, présidé par le général d'armée en retraite Alain de Boissieu, comprend également M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, M. Christian Cabrol, professeur de médecine, et M. Pierre Clostermann, compagnon de la Libération. Le numéro de décembre du mensuel d'extrême droite

le Choc du mois, fait dire à M. Clostermann, à propos des prochaines élections : « Si j'étais à Nice, je voterais Le Pen ». Ancien pilote de la France libre et ancien député gaulliste, il se demande si « l'immigration massive que nous subissons n'est pas une sorte de transfusion de cultures différentes qui se substituent insidieusement à notre propre culture », il ajoute que « dans le match de l'honneur, les nazis étaient de tragiques fumistes comparés aux bolcheviques » et il indique que « le fonds de commerce de la lutte antiraciste et contre l'antisémitisme commence à devenir quelque peu écoulé ». « Cinquante ans après, ça suffit », précise M. Clostermann.

L'AUTRE JOURNAL

Tout ce qu'il faut dire aux enfants (50 questions pour l'an 2000) : Qu'est-ce qui n'existera plus quand tu auras vingt ans ? A quoi servent les réponses ? Qu'est-ce qui ne ment jamais ? Quelle est la vitesse de François Mitterrand ?

Les maths sur grand écran : Denis Guedj invente l'équation miracle. En douze films, il nous réconcilie avec les mathématiques.

Un chapiteau en Afrique : Josette et Henryk ont porté un rêve de trapèze jusqu'au cœur de la brousse africaine.

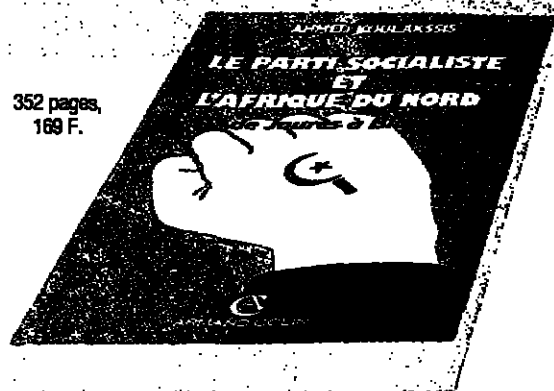
Grandeur et décadence des Harley-Davidson : Où l'on apprend comment et pourquoi l'imam Khomeiny a provoqué le déferlement des motos américaines aux 4 coins de l'Hexagone.

Les cadeaux dont vous n'avez jamais osé rêver : Fous, inaccessibles, magiques, les cadeaux qui feraient sourire le père Noël.

... et des contes, l'horoscope, des promenades, des chroniques, un inédit...

L'Autre Journal, si c'est un roman, c'est le nôtre.

L'Autre Journal n° 19. Décembre 1991. 30 F



AHMED KOUKASSISS LE PARTI SOCIALISTE ET L'AFRIQUE DU NORD

De Jaurès à Blum

Les relations entre l'Afrique du Nord et la France n'ont cessé d'être conflictuelles. Ahmed Koukassiss, en dressant un tableau très vivant des colonies dans l'entre-deux-guerres, ne dissimule aucune des divergences au sein du Parti Socialiste. Un regard neuf sur une période troublée, dont les contradictions continuent de se manifester aujourd'hui au Maghreb.

Collection Histoire/Colin.

ARMAND COLIN

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

LUNDI 9 DÉCEMBRE

- S. 2 - 14 h 15. Art d'Extrême-Orient. - M^{me} ADER, TAJAN. M. Th. Portier, expert. (Catalogue, étude poste 469).
- S. 11 - Affiches, Florence Camard, expert. Bijoux, argentierie. MM. Seret, Monastie et Portier, experts. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- S. 13 - Tableaux anciens, orientalistes. Art du Maghreb. Objets d'art et mobilier. - M^{me} JUTHEAU.
- S. 14 - 11 h. Bijoux. 14 h. Meubles de style. - M^{me} de CAGNY.
- S. 15 - Tableaux anciens et modernes. Mobilier XVIII^e et XIX^e. - M^{me} CHAMBELLAND, GIFFER, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
- S. 16 - Tableaux anciens. Meubles XVIII^e et XIX^e. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MARDI 10 DÉCEMBRE

- *S. 8 - 16 h. Lithographies. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 12 - Autographes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 14 - 14 h 15. Suite de la vie du 9/12, en salle 2. - M^{me} ADER, TAJAN.

MERCREDI 11 DÉCEMBRE

- S. 1 et 7 - Importants dessins et tableaux anciens. Bijoux. Argentierie. Meubles et objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN et M^{me} de CAGNY.
- S. 3 - Bijoux. Argentierie. - M^{me} ROGEON.
- S. 4 - 14 h 15. Livres et instruments scientifiques. - M^{me} PICARD, MM. Drouot et Dille, experts.
- S. 5 - Collections de tapis d'Orient. - M^{me} MILLON, ROBERT, MM. Chevalier, experts.
- S. 6 - École de l'Oural. Art officiel. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- S. 11 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} ADER, TAJAN. M. Dille, M^{me} Finet de Villaine, experts. (Catalogue, étude poste 469).
- S. 12 - Suite de la vente du 10 décembre. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 12 DÉCEMBRE

- S. 8 - Bijoux. Argentierie. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 9 - 14 h 15. BIBLIOTHEQUE DU COLONEL MILON. Voyages dans toutes les parties du monde. Livres des XVII^e, XVIII^e et XIX^e, dont un important ensemble concernant l'Algérie et l'Indochine française. - M^{me} ADER, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts. (Catalogue, étude poste 469).
- S. 14 - Tableaux. Meubles. ARCOLE (M^{me} RENAUD).

VENREDI 13 DÉCEMBRE

- S. 1 - Gravures. Lithographies. Tableaux anciens et modernes. Art nouveau. Art déco. Objets d'art et de bel ameublement. Sièges et meubles anciens. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 2 - Bijoux. Orfèvrerie ancienne. - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY, M^{me} DAUSSY, de RICOLES et M^{me} DELORME. Cabinet G. de Fomervault, expert.
- S. 3 - Bijoux. Argentierie. - M^{me} JUTHEAU, Cabinet Cailles et Salit.
- S. 4 - Art d'Orient. - M^{me} DAUSSY, de RICOLES, M. Soustiel et M^{me} David, experts.
- S. 10 - Soldats en émail. Dentelles. Meubles et objets d'art. - M^{me} DELORME.
- S. 13 - Tab., bib., mob. ARCOLE. - (M^{me} OGER, DUMONT.)
- S. 15 - 14 h 15. Livres anciens et modernes. - M^{me} PICARD, M^{me} Renaud, expert.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-72-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
DE CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSY, RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (aménagement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hyppolite-Lébas (75009), 42-81-30-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

CITY ROCK CAFE
13, rue de Berri, 75008 Paris

DIMANCHE 8 DÉCEMBRE à 14 h 30

AMERICAN COLLECTIBLES
M^{me} BOISGIRARD, commissaire-priseur.

MUSÉE DE LA MARINE - PALAIS DE CHAILLOIT
Place du Trône, 75116 Paris

MARDI 10 DÉCEMBRE à 20 h 15

MARINE - SCIENCES
M^{me} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs. M. Wilmart, expert.

POLITIQUE

Un comité central du PCF

M. Pierre Zarka est nommé directeur adjoint de «l'Humanité» et M. Francis Wurtz prend en charge les affaires internationales

Le comité central du PCF a été officiellement informé, mercredi après-midi 4 décembre, de la nouvelle répartition des tâches décidée par le bureau politique. Celle-ci se traduit notamment par la nomination de M. Pierre Zarka aux fonctions de directeur adjoint de l'Humanité et de l'Humanité Dimanche.

La fin de la discussion à huis clos a été marquée, à l'initiative de MM. Philippe Herzog et Guy Hermier, par l'annonce d'un débat sur un éventuel retour à une perspective de rassemblement de la gauche. Le rapport présenté lundi par M. Robert Hue sur la préparation des élections cantonales et régionales a été adopté à l'unanimité moins cinq abstentions (MM. Charles Fiterman, Guy Hermier, Roger Martelli, Jack Ralite, Lucien Sève) et un refus de vote (M. Anicet Le Pors).

M. Roland Leroy passera la main en douceur. Il a expliqué lui-même, mercredi après-midi 4 décembre, devant le comité central du PCF, qu'il souhaitait depuis longtemps, à cause de son état de santé «incertain», et de la nécessité de «penser sérieusement à la relève», voir désigner celui qui sera appelé à lui suc-

céder à la direction de l'Humanité. Ce sera donc M. Pierre Zarka, nommé directeur adjoint du quotidien du parti et de l'Humanité Dimanche. M. Leroy a jugé cette décision «raisonnable». Il redoutait, dit-on, que le bureau politique fit un choix différent.

Tout est donc pour le mieux. Apparemment, en tout cas. Car au cours du débat, quelques instants auparavant, on avait cru discerner une critique dans les propos ambigus tenus par M. Gaston Pissonnier sur le rôle dévolu des dernières années à la presse du parti : «Nous n'avons pas placé comme il le fallait l'Humanité comme étant un moyen au service du parti pour mettre en œuvre sa politique. Il s'agit aujourd'hui de placer l'Humanité au cœur de l'action politique que nous menons. On avait même eu le sentiment que M. Leroy avait soudain éprouvé un doute. N'avait-il pas tenu à souligner ensuite que ceux qui parlaient déjà de son «départ» se réjouissaient «à tort»? N'avait-il pas tenu à «insister» sur l'importance, non pas «de cerner ou limiter l'initiative des journaux et des journalistes» communistes mais, au contraire, «de garantir, de stimuler leur liberté de pensée et d'expression, leur indépendance d'esprit et de jugement»?

Il ne fait aucun doute pour personne, en revanche, que le remplacement de M. Maxime Gremetz par M. Francis Wurtz à la tête du «ministère» des affaires étrangères du PCF tourne une page altérée depuis la reconnaissance des erreurs

commises par le parti dans ses approches des réalités de l'ex-Union soviétique. M. Gremetz se consacra désormais à l'organisation du parti au poste qu'occupait jusqu'ici M. Zarka tandis que M^{me} Francette Lazard et M. Alain Bocquet, en plus de leurs tâches actuelles, se partageront les responsabilités qu'assumait M. Wurtz. La première prendra en charge la lutte contre le racisme et l'antisémitisme; le second deviendra responsable de la lutte pour les droits de l'homme et des libertés. M. Georges Marchais garde plus que jamais le contrôle de son équipage.

Création de «Confrontations»

Ces d'ailleurs le secrétaire général du PCF en personne qui a accepté de prendre en considération quelques-uns des nombreux amendements que M. Philippe Herzog a défendus, au cours des débats de mercredi, avant le vote de la résolution élaborée sur la base du rapport de M. Robert Hue consacré aux prochaines échéances électorales.

Le chef de file des économistes du parti, après s'être désolidarisé, lundi, de la ligne suivie par M. Marchais sur la question européenne, était passé à l'offensive sur un autre terrain. Il avait vivement reproché à ses camarades de s'écarter des orientations du 27^e congrès en suivant, devant la montée des mécontentements suscités par la politique des socialistes, «une ligne de peur et de refus qui isole». C'est ainsi qu'on ne

parle plus de l'union de la gauche et de revenir à gauche, avait-il fait observer. C'est dire à quel point il va nous falloir travailler plus sérieusement ces questions. Le problème de fond est de travailler à unir les travailleurs et les créateurs dans leurs différences. M. Herzog venait aussi d'annoncer la constitution, à la fin de la semaine, d'une association qui s'intitulera «Confrontations» et qui se proposera de favoriser les échanges pluralistes.

M. Guy Hermier, député «renouveau» et porte-drapeau du parti aux régionales dans son département des Bouches-du-Rhône, était intervenu, lui aussi, pour regretter les limites d'une stratégie réduisant «la perspective politique au seul renforcement du parti» et pour lui opposer l'impératif d'un «rassemblement nouveau» capable d'offrir aux électeurs «une perspective de changement».

Cette porte-là, M. Marchais, prudent, n'a pas voulu la fermer : la résolution finale a souligné que «c'est du rassemblement de toutes les forces du travail et de la création que se dégage la voie pour une union nouvelle des forces de gauche pour une autre politique vraiment de gauche». Du coup, M. Herzog s'est levé à une prouesse similaire en approuvant le rapport de M. Hue au motif qu'il était difficile de dire non à un texte ayant pour ambition majeure de faire «remonter» le PCF aux prochaines élections...

ALAIN ROLLAT

La mort d'Etienne Fajon

La légende du PCF

Etienne Fajon, ancien membre du bureau politique du PCF, ancien député, est mort dans la nuit du 3 au 4 décembre, à son domicile d'Argenteuil, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans (nos dernières éditions du 5 décembre). Ses obsèques seront célébrées lundi 9 décembre à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

par Philippe Robrieux

Etienne Fajon était né le 11 septembre 1906 à Jonquières, dans l'Hérault. Son père, petit cultivateur de tendance radicale, fut, à partir de 1919, un maire très estimé de sa commune natale ; sa mère était institutrice. Elevé dans un milieu familial laïque typique du Languedoc du début du siècle, il s'ouvrit à la vie politique après son entrée à l'école normale d'instituteurs de Montpellier.

Pour son premier poste, il est envoyé à Aniane, commune proche de Jonquières, à l'automne 1925. Il se syndiqua aussitôt et milita activement à la CGTU. En août 1927, le conseil municipal demanda - en vain - à l'académie son remplacement : les écoles lui reprochaient d'avoir, avec d'autres, entretenu l'insubordination sur la place publique, le 14 juillet, au moment où la fanfare exécutait l'hymne national.

Peu après, à l'automne de la même année, il effectua son service militaire, qu'il termina avec le grade de maréchal des logis au printemps de 1929. Est-il devenu un militant communiste avant son incorporation, comme il le raconte dans ses Mémoires, parus en 1976, ou seulement à la fin de son service militaire, à en croire ses «Souvenirs de militant» publiés par l'Humanité le 28 mars 1956, et la notice biographique que lui consacra l'Institut Maurice-Thorez ? Après avoir repris un poste d'instituteur au Petit-Calarque, dans l'Hérault, c'est en militant communiste qu'il prend une part active à la Journée internationale de lutte contre la guerre du 1^{er} août 1929, ce qui lui vaut une arrestation, une dizaine de jours de détention à la prison de Montpellier et une inculpation de complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, qui sera d'ailleurs abandonnée.

Nommé à Fabrègues, toujours dans l'Hérault, pour la rentrée scolaire de 1929, au mois de mars 1930, il obtient un congé pour convenance personnelle, à l'expiration duquel l'administration refuse de le remettre en poste. Militant toujours plus engagé, il assure à Bédiers l'intérim du secrétaire régional permanent du Languedoc (Aude, Hérault, Gard, et une partie de la Lozère), qui a été arrêté. Il est ensuite désigné comme

responsable du journal communiste le Travailleur du Languedoc, avant de devenir au début de 1931 le secrétaire - toujours permanent - du Languedoc.

Engagé à fond dans la politique ultraradicaliste et ultragauchiste du temps, avec son bureau régional, il prend position contre la campagne de détente intérieure lancée dans l'Humanité, en août 1931, par les articles retentissants de Maurice Thorez intitulés «Pas de mensonge» et «L'unité dans la lutte» et mis en cause - et «Les bouillottes», la protestation du bureau du Languedoc et la réponse calme du jeune Thorez sont publiées dans l'Humanité du 1^{er} septembre 1931. Etienne Fajon, rassuré, est porté au comité central lors du septième congrès du parti en 1932.

Son action antimilitariste lors de la préparation du congrès d'Amsterdam contre la guerre lui vaut une nouvelle inculpation. En 1933, à Ivry, il milite contre de l'école centrale de deux mois organisés par le parti. La même année, il épouse sa secrétaire, une jeune et active militante de vingt-deux ans, Julie Bonafant.

En 1935, nommé responsable national à l'éducation, il s'installe à Paris. Le grand élan du Front populaire entraîne le développement considérable de la section centrale d'éducation. Sous la direction d'Etienne Fajon, les écoles se multiplient : ne faut-il pas former rapidement des cadres pour un parti qui passe en trois ans de trente mille à plus de trois cent mille adhérents ?

Le chemin de l'honneur

Lors des élections législatives de 1936, il se présente dans la circonscription de La Garonne-Courbevoie, où il cultive de haute lutte le siège à la droite. Il inaugure ainsi une carrière parlementaire longue et active. Dans les circonstances difficiles qui suivent la dissolution du Front populaire, le poste germano-soviétique et la déclaration de guerre, il manifeste sa fidélité à son parti.

Mobilisé le 2 septembre 1939, après la dissolution du PCF, il envoie son adhésion au groupe parlementaire ouvrier et paysan constitué sous la direction d'Arthur Ruzette et de Florimond Bonte, dans le but de continuer la lutte pour la nouvelle ligne de pacifisme révolutionnaire voulue par l'Internationale. Au début de janvier 1940, parmi ceux qui sont restés fidèles à cette dernière, il est l'un des rares députés communistes présents à la Chambre. Le 16 janvier, au cours d'une séance mémorable, Etienne Fajon accomplit courageusement sa mission, qui est de proclamer à la tribune l'orientation du parti et de l'Internationale.

Poursuivi avec vingt-neuf autres députés communistes accusés de

«reconstitution de ligue dissoute», il est condamné à cinq ans de prison et 4 000 francs d'amende. Ecroué au Cherche-Midi puis, lors de la débacle, trainé de prison en prison, il est transféré, en compagnie de nombreux militants - dont Waldeck Rochet - en Algérie et interné à Maison-Carrée à la fin de mars 1941. Il n'est libéré que le 5 février 1943. C'est le «chemin de l'honneur», cet autre épisode de la légende du PCF. Une fois libre, il devient l'un des trois secrétaires de la délégation du comité central en Afrique du Nord et membre de l'Assemblée consultative.

Au bureau politique

Le 23 janvier 1945, Etienne Fajon entre au bureau politique, où il demeurera plus de trente ans. Membre du comité d'entente communiste-socialiste qui discute un moment de la fusion des deux formations, il a toujours la charge d'une section de l'éducation à l'importance grandissante : approchant le million, le parti se gonfle de centaines de milliers d'adhésions.

En septembre 1947, peu après sa titularisation au bureau politique par le onzième congrès, il est désigné pour accompagner Jacques Duclos à la conférence constitutive du Komintern, tenue à Sverdlovsk. Il participera de même aux deux autres sessions officielles du bureau pour l'information et l'entraide des partis communistes : celle de juin 1948, qui condamne Tito ; et celle de novembre 1949, marquée par l'approbation du rapport ultra-stalinien de Sousslov.

Parallèlement, outre un siège de député retrouvé dès la première Constituante et conservé jusqu'en 1958, à partir d'août 1948, il est le directeur de fait de l'Humanité, avant d'en devenir le directeur en titre, à la mort de Marcel Cachin, en 1958. Il conserve ce poste jusqu'en 1974. Fin 1950, du fait de l'éloignement de Maurice Thorez, qui, frappé par la maladie, est soigné pendant deux ans et demi en URSS, il intègre officiellement le secrétariat du parti. Il joue très probablement, aux côtés de Jacques Duclos, un rôle de confiance dans le déclenchement de «l'affaire» Marty-Tillon, puis dans «l'affaire» Lecœur.

Il devient officiellement le numéro cinq dans la stricte hiérarchie qui est alors celle du PCF. En juin 1954, le treizième congrès officialise son rang et sa promotion au secrétariat (qu'il quittera en 1956). A ce congrès, il est chargé de lire le message envoyé par le comité central du parti soviétique, où - chose qui ne peut surprendre la haute direction du parti français - le nom de Staline n'est pas mentionné, ainsi que la réponse du PCF, qui contient toujours, elle, l'éloge délibéré de Staline.

A travers les temps difficiles de la

déstalinisation qui commence, Etienne Fajon reste inébranlable derrière Maurice Thorez, dont il soutient le combat conservateur. Preuve en est la nouvelle mission de confiance qu'il accomplit après le vingtième congrès du PCUS, en juin 1956, à la tête d'une importante délégation du PCF en URSS. En compagnie de Waldeck Rochet et de Marcel Servin, il exerce une pression sur Khrouchtchev et apporte une aide directe à la vieille garde stalinienne, formée de Molotov et de Kaganovitch. Publié dans la Pravda à la suite d'une longue entrevue entre la délégation et Khrouchtchev, un long texte, très en retrait sur le «rapport secret», qui est ignoré, souligne le succès de cette démarche.

Gardien d'une certaine tradition

A la mort de Maurice Thorez, en 1964, le rôle d'Etienne Fajon devient peut-être plus important encore. Battu en novembre 1958, il est redevenu député en 1962, et le restera jusqu'en mars 1978. Président de la commission centrale de contrôle politique jusqu'en 1970, actif dans les rapports avec la gauche non communiste, sous le secrétariat général de Waldeck Rochet, et parfois contre ce dernier, il est le gardien d'une certaine tradition.

C'est ainsi par exemple qu'en 1966 il contre-dure la tentative d'ouverture de Roger Garaudy, lors de la session du comité central d'Argenteuil consacrée aux problèmes idéologiques. Durant cette période, avec Jacques Duclos, il est très probablement l'un de ceux qui contribuent le plus à la fulgurante ascension de M. Georges Marchais. Lorsque ce dernier devient secrétaire général adjoint du parti, au dix-neuvième congrès en février 1970, Etienne Fajon effectue un retour au secrétariat, au moment même où cet organisme commence à retrouver le rôle qui était le sien avant 1956.

En 1976, lors du vingt-deuxième congrès, il quitte le secrétariat mais demeure au bureau politique. Il y restera jusqu'en mai 1979. En mars 1978, il ne se représente pas à la députation. Il s'achemine progressivement vers la retraite. Ce n'est toutefois qu'en décembre 1980, à l'issue du vingt-septième congrès, qu'il quittera le comité central. Bon vivant, simple et cordial dans le privé, mais très réservé et froid dans son travail, il aimait à répéter que les militants les plus sûrs étaient ceux qui, ayant vécu la période ultra-stalinienne, étaient restés au parti.

► Historien, directeur de recherche au CNRS, Philippe Robrieux est l'auteur d'une Histoire intérieure du Parti communiste français en quatre tomes (Fayard).

EX-125150

Les faux-semblants de la délinquance étrangère

Un détenu sur trois est étranger.
Mais les statistiques pénitentiaires masquent une réalité beaucoup plus complexe

« Étrangers égaux délinquance » L'équation fait recette d'autant plus facilement qu'elle semble étayée par des statistiques sans appel : en 1990, un tiers des détenus des prisons françaises étaient étrangers. De 1974 à 1990, leur nombre a été multiplié par 3,1 ; celui des Français par 1,4. Pain béni pour l'extrême droite, ces chiffres gênent la gauche et les militants de l'intégration par leur apparente simplicité.

Les Français citent « l'insécurité », « la drague » et « la délinquance » comme les premières difficultés liées à la présence des étrangers qu'ils éprouvent personnellement (1). Si 38 % des Français disent approuver les idées de M. Le Pen sur l'immigration, ils sont 31 % à acquiescer à son discours sur la délinquance (le Monde du 25 octobre).

Ce débat, qui prend vite des tournures polémiques, manque pourtant de références solides, notamment dans le domaine statistique. Une étude du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, menée par MM. Pierre Tournier et Philippe Robert (2), tempère le choc que provoquent les chiffres de la « surconsommation carcérale » des étrangers. Isolés de tout contexte, le miroir statistique déforme en effet la réalité : en 1982, le taux d'incarcération des Allemands était ainsi près de dix fois plus élevé que celui des Français.

L'origine de cette distorsion est d'ordre technique : le recensement ne prend pas en compte les Allemands de passage sur le territoire, qui forment pourtant une part importante des Allemands détenus dans les prisons françaises... En comparant ainsi terme à terme Français et étrangers, on oublie trop souvent que ces derniers n'ont pas la même structure démographique, qu'ils ne commettent pas les mêmes infractions, et surtout que l'attitude de la police et de la justice à leur égard est particulière, pour des raisons qui ne tiennent pas forcément au racisme, comme l'analysent MM. Pierre Tournier et Philippe Robert.

Cinq fois plus que les Français

Au 1^{er} janvier 1990, les prisons de France métropolitaine comprenaient 43 913 détenus, dont 13 026 étrangers. Ces derniers représentent donc 29,7 % de la population pénale contre 6,3 % de l'ensemble de la population recensée par l'INSEE. Le coefficient de surreprésentation des étrangers (3), qui est un bon indice de cette « surconsommation carcérale », était, en 1985, de 5,31. Pourquoi les étrangers sont-ils proportionnellement cinq fois plus nombreux en prison que les Français ? La raison est d'abord statistique : les chiffres de l'administration pénitentiaire incluent de nombreux clandestins, précisément incarcérés en tant que tels, que les recensements de l'IN-



SEE et du ministère de l'Intérieur ignorent. Le rapport entre les deux données ne peut qu'en être faussé. Si l'on veut réellement comparer la délinquance des étrangers et celle des Français, une première mesure de bon sens s'impose : mettre de côté les infractions à la législation sur l'entrée et le séjour en France, qui sont par définition spécifiques aux étrangers. Ces dossiers ont énormément progressé ces dernières années : au 1^{er} janvier 1989, 22,7 % des étrangers incarcérés en France étaient en prison parce qu'ils avaient contrevenu à l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945. Ce type d'infractions retiré, le coefficient de surreprésentation des étrangers passe de 5,31 à 3,53.

« Police de l'apparence »

Si l'on prend en compte le sexe et l'âge des détenus, ce taux baisse encore : les étrangers sont plus souvent des hommes, et ils sont plus jeunes que les Français, deux facteurs qui favorisent l'incarcération. La prise en compte de ces deux éléments fait donc passer le coefficient de surreprésentation des étrangers de 3,53 à 3,22.

Plus intéressant encore serait sans doute l'analyse du profil socioprofessionnel. Mais cet élément-clé de l'incarcération n'apparaît pas clairement dans les statistiques criminelles. « Cet aspect du dossier aurait sans doute pour conséquence de faire baisser à nouveau le taux de surreprésentation des étrangers », notent MM. Tournier et Robert. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler les données du recensement de 1982 : la proportion d'ouvriers et de chômeurs est plus nettement plus élevée pour les étrangers que pour les Français. Or ce sont justement ces catégories que l'on retrouve en prison.

Ces trois corrections effectuées (sexe, âge, et taux de surreprésentation des étran-

gers s'établissent ainsi à 3,22. Faut-il en déduire que les étrangers commettent 3,22 fois plus de crimes et délits que les Français ? L'analyse détaillée des chiffres, là aussi, permet de comprendre que le processus n'est pas aussi simple. La prison, qui n'est que l'ultime étape des procédures judiciaires et policières, ne reflète qu'imparfaitement la délinquance observée par la police. En 1987, les étrangers, qui composaient 27,6 % de la population carcérale, ne représentaient ainsi que 16,8 % des personnes « mises en cause » par la police (4).

Dans ce chiffre des personnes « mises en cause », le poids des poursuites pour séjour irrégulier est énorme. La répression des « clandestins » pèse si lourdement dans les statistiques que, en en faisant abstraction, les étrangers ne représentent plus que 12,9 % des personnes « mises en cause » par la police. MM. Tournier et Robert soulignent la « visibilité » immédiate des personnes suspectées de séjour clandestin, qui sont les victimes désignées de la « police de l'apparence ».

Il ne s'agit pas là, forcément, de racisme, mais d'une course à l'efficacité policière : les contrôles « au faciès » sont faciles et gratifiants pour les policiers puisqu'ils leur donnent l'occasion de réprimer l'immigration clandestine, qui constitue une priorité gouvernementale toujours plus fermement proclamée depuis 1975, tout en débarrassant d'autres délits afférents. Ces infractions reléguées, le coefficient de surreprésentation des étrangers, qui s'élevait à 5,31 pour la population carcérale, passe, pour les « mises en cause », à 2,03. A « mises en cause » égales, les étrangers sont donc nettement plus exposés à la prison que les Français.

Cette propension à l'incarcération tient principalement à deux raisons. La première est la délinquance des étrangers (vol, agression) qui même plus fréquemment en prison que les Français, mais elle est aussi à la déviance des policiers et des magistrats à détenir en « comparution immédiate » ou à incarcérer plus facilement un prévenu dénué de garanties de représentation par crainte qu'il ne s'évapore. Du coup, la détention provisoire concerne nettement plus que les Français : en 1986, 27,4 % des inculpés français attendaient leur jugement derrière les barreaux contre 40,5 % des inculpés étrangers. Une situation qui, selon les auteurs de l'étude, augmente les chances d'être condamné à une peine de prison, le temps passé en détention provisoire étant souvent considéré par les juges, lors de la condamnation, comme un minimum.

Amoncellement d'incertitudes

Les étrangers sont donc, proportionnellement, deux fois plus nombreux que les Français parmi les personnes « mises en cause » par la police. Reste à déduire de ces statistiques policières la délinquance commise, celle qui pèse émotionnellement sur l'opinion. L'exercice tient de la corde raide : le chiffre des personnes « mises en cause » ne représente qu'une faible part de la délinquance « constatée » par la police, qui ne constitue elle-même qu'une part réduite de la délinquance effectivement commise.

Sur cent faits « constatés », à peine un quart aboutissent à la mise en cause d'un suspect. De plus, cette proportion varie énormément selon le type d'infraction commise. Difficile, donc, de passer des statistiques des « mises en cause » à la délinquance proprement dite. Même en matière de lutte contre l'immigration illégale, l'activité de la police, qui ne reflète qu'une partie de cette délinquance, ne permet pas d'approcher le fameux « chiffre noir » des clandestins.

Ces incertitudes ne doivent cependant pas empêcher de tirer quelques conclusions des statistiques. L'analyse des données de ces dernières années fait apparaître la place croissante des étrangers dans les contentieux liés aux stupéfiantes et l'envoie spectaculaire du taux de détenus africains (hors Maghreb). Il faut aussi rappeler que les statistiques ne concernent que les étrangers, et non les immigrés, alors que, dans ce domaine, l'apparence physique compte parfois plus que la nationalité. Il serait plus juste, en outre, de présenter séparément le cas des clandestins, sans oublier que dans deux cas sur trois une infraction sur le séjour s'accompagne d'une autre infraction.

Ces statistiques justifient également une réflexion sur les pratiques policières et judiciaires en matière d'étrangers, et une relance des politiques d'intégration sociale. Quant au thermomètre statistique lui-même, il exige une sérieuse révision si l'on veut éviter que les chiffres trompeurs de la délinquance étrangère continuent à alimenter les polémiques xénophobes ou les silences gênés.

PHILIPPE BERNARD
et ANNE CHEMIN

(1) Sondages de l'Institut d'opinion de septembre 1990 et l'Express Magazine de mai 1990. A noter que les deux tiers des personnes interrogées ne relient « aucun problème » personnel à l'immigration.

(2) Pierre Tournier et Philippe Robert, *Etrangers et délinquance : les chiffres du droit*, Éditions L'Harmattan (collection « Logiques sociales »), 264 p., 140 F. Le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) est une unité de recherche du ministère de la Justice rattachée au CNRS, 4, rue de Mondovi, 75001 Paris. Tél. : 44-77-78-66.

(3) Le coefficient de surreprésentation des étrangers est le rapport entre le taux de détention des étrangers et celui des Français (1000 habitants). Au 1^{er} janvier 1985, ce coefficient calculé par rapport aux chiffres de l'INSEE du recensement de 1982 s'élevait à 5,31.

(4) Il s'agit des personnes pour lesquelles ont été réunies au cours de l'enquête des indices suffisants pour leur présenter qu'elles sont auteurs ou complices d'une infraction. En 1987, elles étaient 775 756, parmi lesquelles 130 070 étrangers (16,8 %). Cette notion qui ne préjuge ni de l'inculpation ni de la condamnation des personnes concernées est différente de celle prévue dans le projet de réforme de la procédure pénale.

JUSTICE

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris

M. Gérard Monate et tous les péchés de la démocratie

L'audition très attendue de M. Gérard Monate, mercredi 4 décembre, devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, n'a pas livré les révélations qu'avaient pu laisser escompter les déclarations antérieures de l'ancien PDG d'Urba.

Ainsi s'oubliaient les promesses les plus fermes. Gérard Monate, il y a dix-huit mois, avait juré de « tout débiter » à son procès. « Je vais faire citer les quatre témoins qui se sont succédé au PS depuis 1971 (NDLR : Charles-Emile Loo, Pierre Joxe, André Laignel et Henri Emmanuelli) (...). Je ferai également venir des élus. Ceux que j'ai aidés, en leur payant des salaires de meeting, des travaux d'imprimerie, voire des « gros bras ». Et, se plaignant de n'avoir plus été reçu à l'Élysée depuis qu'avait éclaté l'affaire des fausses factures : « Pour Mitterrand, j'ai le sida », lançait-il (1). L'ancien PDG d'Urba s'était-il connu une rémission ? Certaines portes, qui s'étaient fermées devant lui, se sont-elles à nouveau entrouvertes pour de discrètes séances de calinothérapie ? Toujours est-il que le débailage promis n'a pas eu lieu. L'ancien syndicaliste policier, dans son intervention soigneusement préparée, a tant bien que mal dissimulé ses plaies.

Il refuse, par exemple, de livrer à l'audience les noms des quatre hauts responsables socialistes qui, au début des années 70, furent à l'origine de la création d'Urba, précision qui n'aurait pourtant d'autre intérêt qu'historique. Un avocat de la partie civile suggère il devant lui que le premier secrétaire d'alors était au courant de cette création, que M. Monate s'empara et, se retournant vers l'interpellateur : « Quelle insinuation fautive-vous ? Que le président est un truand ? C'est grave, ça ! »

Pauvre Gérard Monate ! Il n'a jamais rien fait que sur ordre du parti, et l'a d'ailleurs clamé partout avant de venir le répéter devant le tribunal, il n'a pas mis un centime dans sa poche, et le voici chargé de tous les péchés de la démocratie ! Et, par-dessus le marché, il lui faut se taire. Ou, plus exactement, se limiter au même système de défense que ses subordonnés aux audiences précédentes.

« Au PS, explique M. Monate, nous avons voulu éviter ce qu'on appelle la valise : des espèces distribuées comme cela, sans facture. A aucun moment, nous n'avons voulu camoufler quoi que ce soit. » Et de convenir : « Oui, il y a eu influence. Mais pas trafic d'influence. » D'ailleurs, « on ne donnait pas d'argent au parti. Le parti m'aidera de faibles factures, pour des séminaires, des

festes de la rose, que nous régions. » Convaincant dans sa franchise lorsqu'il reconnaît avoir eu pour mission d'aider financièrement le parti, M. Monate l'est nettement moins lorsqu'il tente de démontrer que les commissions versées à Urba par ses clients rémunéraient des services réels. Quel genre de services ? lui demande-t-on. « Un plus », mais encore ? « Des prestations », « une assistance réelle », « un coup de main ». On n'en saura pas davantage. Ainsi M. Monate se refuse-t-il à répondre précisément à la présidente Jacqueline Chevalier, qui lui demande de détailler la « spécialisation » des délégués régionaux d'Urba. « Ils avaient tous une profession liée à la connaissance du marché », assure-t-il sans plus de précision.

« Une enquête de parti pris »

« Comment expliquez-vous que la grande renommée d'Urba n'ait pas franchi les quelques kilomètres qui séparent Marseille d'Aubagne ou de La Ciotat, puisque ces municipalités, non socialistes, n'ont jamais fait appel à vous ? », interroge alors le substitut Jean-Claude Marin. « Mieux de moyens », réplique simplement M. Monate.

De même, rien d'édifiant, selon lui, si Urba avait entrepris auprès de l'administration des finances des démarches pour faire dispenser de redressement certains de ses clients, inquiétés pour lui avoir versé ce que le fisc estimait être des « libéralités ». « Tout chef d'entreprise a le droit de contester un redressement, et, de fil en aiguille, on peut se retrouver chez le secrétaire d'État au budget ou le ministre des finances », explique-t-il sans rire. Ainsi va ce curieux procès de gens dont aucun ne s'est enrichi, et dont les principaux intéressés – les élus – sont absents. Quant aux cadres de la SAE et de ses filiales, que font-ils là, et seulement eux, puisque tous leurs homologues de toutes les entreprises françaises de bâtiment pourraient sans doute s'y trouver à leur place ? Ainsi apprend-on par exemple, au détour de l'audience, que le délégué d'Urba à Montpellier n'a pas même été entendu par la police alors que plusieurs factures poursuivies concernent des chantiers dans l'Hérault – ce qui semble bien conforter la remarque laïssée de Gérard Monate qu'il « y a eu à Marseille une enquête de parti pris ». L'inspecteur Antoine Gaudin, auteur de cette « enquête de parti pris », dont les archives ont dû une fois de plus s'effacer, devait être entendu comme témoin jeudi 5 décembre.

DANIEL SCHNEIDERMAN

(1) Entretien à l'Express du 11 mai 1990.

SCIENCES

Selon un rapport parlementaire

Le renforcement de la sécurité nucléaire dans les pays de l'Est doit être une priorité

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a présenté, mercredi 4 décembre, trois nouveaux rapports accompagnés d'une série de vingt-cinq recommandations destinées à améliorer la situation du contrôle et la sûreté des installations nucléaires, notamment dans les pays de l'Est.

« La sûreté nucléaire, ça a peut-être un coût, mais ça n'a pas de prix. » Le ton est donné. M. Claude Birraux, député (app. UDC) de Haute-Savoie, n'a pas l'intention de laisser la mission qui lui a été confiée par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques s'enfoncer dans les sables. Alors, comme l'an dernier, il a décidé d'enfoncer un peu plus le clou.

« C'est vrai, reconnaît-il, que la plupart des recommandations que nous avons faites l'an dernier ont été mises en œuvre. » Ainsi, le Service central de sûreté des installations nucléaires est devenu une direction à part entière (DSIN). Ses effectifs et ceux des divisions nucléaires des directions régionales de l'Industrie et de la recherche (DRIRE) ont augmenté : 6 postes en 1991 et 15 demandés, mais 6 obtenus vraisemblablement en

1992. Mais on est encore loin du doublement des effectifs sur cinq ans réclamé l'an dernier par les rapporteurs.

De même, M. Birraux est obligé, cette année encore, de rappeler au nom « de la transparence et de l'indépendance » toute l'importance qu'il y a de faire figurer clairement pour l'Institut de protection et de sûreté nucléaire une ligne de crédit « individualisée » dans le projet de loi de finances de 1992.

Vaincre les pesanteurs et changer les mentalités. Telle est donc la question car les choses, parfois, ne bougent que lentement. Ainsi, « l'amélioration de l'interface entre les exploitants des installations nucléaires et les autorités de sûreté » reste bien perfectible, selon M. Birraux, et la transparence affichée par des organismes comme le Commissariat à l'énergie atomique ou la Compagnie générale des matières nucléaires « pourrait faire l'objet d'un peu plus de spontanéité ».

Transparence donc, mais aussi amélioration de la sûreté (1). D'abord à l'échelle de la nation : M. Birraux invite les pouvoirs publics, et notamment les ministères de la santé et du travail, à exercer pleinement leurs responsabilités. Il propose donc la création d'une direction de la radioprotection contre les rayonnements ionisants

(DPRI), équivalent, pour le ministère de la santé, de l'actuelle DSIN du ministère de l'Industrie pour la sûreté des installations. Cette structure s'appuierait sur les compétences techniques du Service central de protection contre les rayonnements ionisants, « qui, hélas, a trop souvent joué l'électron libre » et sur quatre groupes permanents chargés de l'ensemble des problèmes de sûreté.

Ensuite pour le renforcement de la sécurité dans les pays de l'Est confrontés à des situations nucléaires presque inextricables, le rapporteur insiste sur la nécessité d'aider rapidement ces États : « Les lenteurs et les lourdeurs administratives de la CEE ne doivent pas masquer l'urgence des problèmes à résoudre. Nous ne pouvons nous permettre un nouveau Tchernobyl. Alors, finissons-en, dit M. Birraux, avec les problèmes juridiques soulevés par Bruxelles et mobilisons les pays occidentaux pour donner enfin une sûreté minimum aux installations nucléaires des pays de l'Est. »

J.-F. A.

(1) Le président de l'Office parlementaire, M. Jean-Yves Le Déaut, devrait prochainement présenter une proposition de loi tendant à la création de commissions départementales d'information et de surveillance des sites nucléaires civils.

Au programme du RPR et de l'UDF en Ile-de-France

« Violence urbaine, drogue et immigration »

Quelques centaines d'élus RPR et UDF de la région parisienne ont participé à un débat, mercredi 4 décembre au parc floral de Paris, qui était à la première manifestation de la campagne de l'opposition pour les élections régionales organisées sur le thème « violence urbaine, drogue et immigration ».

M. Jacques Chirac a tenu un discours plutôt modéré, évoquant « l'équilibre nécessaire entre la prévention et la répression ». En revanche la plupart des intervenants ont exprimé leur « exaspération devant la montée de l'insécurité ». M. Alain Juppé a affirmé que « délinquance et immigration irrégulière sont liées ». Député RPR de Seine-Saint-Denis et ancien ministre de la sécurité, M. Robert Pandraud a demandé de « recréer des Bat-d'AF (sections disciplinaires de l'armée) ou des chantiers de jeunesse rénovés pour les délinquants jeunes et récid-

vistes dont, note-t-il toutefois, « on ne voit pas la solution ». Voyant dans l'immigration « un facteur aggravant », M. Charles Pasqua a plaidé à la fois pour la fermeté contre l'immigration clandestine et pour « une croissance en faveur du développement » des pays d'émigration.

Prônant une voie moyenne entre « l'incapacité des socialistes et la démagogie des idéologies extrêmes », les élus de l'opposition ont annoncé une série de mesures qu'ils prendront à leur « retour aux affaires » : « s'agira notamment de rétablir les contrôles d'identité, de créer un « juge spécialisé de la petite et moyenne délinquance », de rétablir une loi pour réprimer les délits commis en bandes (« du type de la loi anticasseurs ») ainsi que la loi Pasqua-Pandraud à l'égard des étrangers en situation irrégulière.

E. IN.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès de la Cogedim

Un démolisseur récalcitrant

Avant d'étudier la semaine prochaine les fausses factures présumées de la Cogedim, le tribunal correctionnel de Paris a ouvert, mercredi 4 décembre, le dossier de M. Denis Guétat, président de la Société nouvelle de démolition. Le ministre public lui reproche quatre-vingt-onze fausses factures pour un montant de 41 millions de francs.

M. Denis Guétat ne comprend pas. Depuis le premier jour, il cherche pourtant à comprendre. Mais finalement, il en revient toujours à son premier argument : « Je ne vois pas où est le mal. » Il rie, tout simplement. Et voilà qui innove dans un procès où beaucoup se roulent dans l'aveu, pressés de confesser leur part de vérité.

Étonnante performance ! Admirable constance... Qu'on en juge ! Six mois de prison n'ont pas eu

raison de son entêtement. Il nie calmement, sereinement, définitivement. Que le président s'interroge sur les raisons qu'il a eues de régler ses factures avant même de les avoir reçues ne l'émeut pas. « Est-ce que ça a vraiment une importance vitale ? » demande-t-il à son tour.

Alors que la partie menaçait de devenir monotone, il y eut soudain du scoop dans l'air. Une petite écoute téléphonique entre Joseph Choukroun, facturier péteré, et son demi-frère fit son entrée dans les débats.

« Ah ! Jean-François, quand tu viendras, apporte-moi quelques papiers à en-tête et demande à France de mettre quelques factures dans une enveloppe. »

— C'est pour Denis ?

— Pour moi, il en a demandé ?

— Oui, et le vieil effet.

— Tu n'as qu'à en prendre deux ou trois pour lui. »

La présidente, M^{me} Claude Nocquet, affiche un sourire fausse-

ment désolé : « Ça ne vous trouble pas ? »

— Pas du tout. Je ne gère pas la comptabilité de Choukroun !

— Il ne s'agit pas de cela. Cette conversation ne vous concerne-t-elle pas un peu ?

— Mais des Denis, il y en a plein la place ! »

« Monsieur Denis »

Le tribunal fit alors intervenir Joseph Choukroun dans le rôle du brave ingénieur : « M. Choukroun, racontez-nous. » Et M. Choukroun, tout à ses riches souvenirs d'une époque heureuse et révolue, raconta sa nuit dans un motel, ses soucis, ses appels téléphoniques, sa vie trépidante de facturier et la commande de « M. Denis ».

— M^{me} Nocquet le coupe : « Ah ! vous l'appellez Denis ? »

— Oui, tout à fait.

— Actez s'il vous plaît ! Madame le greffier. »

Or il advint que M. Guétat nia derechef. La présidente convoqua

à la barre ses fournisseurs attitrés de fausses factures. Mais Michel Briet sut beau raconter comment il remit respectivement 2 et 1,3 millions en espèces au président de la Société nouvelle de démolition, ce fut peine perdue. « La deuxième fois, il m'a enroulé parce qu'il n'y avait pas le compte », précisait le facturier blessé dans sa probité.

D'autres auraient perdu conscience. Pas M. Guétat : « Ces gens racontent n'importe quoi. »

— Vous voulez dire qu'ils vous fournissaient de vraies factures et disent aujourd'hui le contraire pour se nuire ?

— Pour m'enfoncer et protéger leurs faux clients. M^{me} Nocquet soupira, puis se promit du bonheur à l'idée d'examiner la semaine prochaine d'autres fausses factures imputées à ce « client » bien récalcitrant.

Reprise des débats le lundi 9 décembre.

LAURENT GRELSAMER

La transmission à Beyrouth d'une liste d'opposants

La France demande le départ de l'agent de l'ambassade du Liban à Paris

Le Quai d'Orsay a convoqué, mercredi 4 décembre, l'ambassadeur du Liban en poste à Paris afin de lui signifier qu'il « était nécessaire que l'agent libanais » impliqué dans l'affaire de la liste des opposants transmise au gouvernement de Beyrouth « quitte immédiatement notre sol », a indiqué M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur. Intervenant lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, le ministre a ajouté que le Quai d'Orsay avait « fait toutes observations à l'ambassadeur pour que les personnes de nationalité libanaise ne soient pas inquiétées au Liban même ».

Une délégation des opposants libanais figurant sur la liste a été reçue, le même jour, au ministère de l'Intérieur. A l'issue de l'entretien, M. Simon Abirania, président du Rassemblement pour le Liban, a déclaré que les ressortissants libanais vont se constituer partie civile et porter plainte

contre X afin d'« avoir accès au dossier ».

Ils veulent en outre demander audience au ministre des affaires étrangères afin que des garanties soient exigées des gouvernements libanais et syrien.

EN BREF

□ Prison avec sursis pour deux jeunes révisionnistes caennais. — La chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Caen a rendu, mercredi 4 décembre, son jugement dans le procès de deux jeunes révisionnistes caennais (le Monde du 8 novembre). Le tribunal a condamné Vincent Reynouard à deux mois de prison avec sursis, et Rémy Fontier à quinze jours de prison avec sursis pour « contestation des crimes contre l'humanité » dans des tracts distribués à des étudiants. Ils devront en outre payer solidairement 10 000 F de dommages et intérêts à chacune des quatre associations de déportés et résistants qui s'étaient portées parties civiles. — (Corresp.)

□ Deux suicides par pendaison à la maison d'arrêt d'Avignon. — Un détenu placé en détention provisoire au mois de juillet pour viol sur mineure de moins de quinze ans, s'est pendu aux barreaux de sa cellule à l'aide d'un drap dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 décembre à la maison d'arrêt d'Avignon. Jacques Papadimitropoulos, trente-cinq ans, inculpé au mois de juillet pour le viol de la fille de sa concubine, a été découvert mercredi matin, sans vie, par son compagnon de cellule. C'est le second détenu qui, depuis dimanche, met fin à ses jours par pendaison dans cet établissement pénitentiaire. Dans la nuit du samedi 30 novembre au dimanche 1^{er} décembre, un détenu qui purgeait une peine de six ans de réclusion pour attaque à main armée, s'est également pendu dans sa cellule.

□ Légère hausse de la population pénale en novembre. — Le nombre des personnes détenues dans les prisons françaises (métropole et DOM confondus) s'élevait à 51 169 au 1^{er} décembre dernier. Cette population se compose de 21 388 prévenus (personnes en attente d'une première comparution ou d'un jugement définitif) contre 20 734 le mois dernier, et 29 781 condamnés, contre 29 388 le mois dernier.

MÉDECINE

Le rapport sur la sécurité transfusionnelle réclame la mise en place d'une structure nationale d'hémovigilance

Une structure nationale d'hémovigilance devrait permettre d'accroître la sécurité des transfusions sanguines et de surveiller l'émergence de risques nouveaux. C'est ce que proposent les professeurs Laurent Degos (hôpital Saint-Louis, Paris), Alain Goudeau (CHU de Tours) et Roger Salamon (CHU de Bordeaux) dans un rapport qui a été rédigé à la demande de MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé (le Monde du 8 juin) et qui a été rendu public jeudi 5 décembre.

« Nous avons constaté qu'actuellement les acteurs de la transfusion sanguine mettent tout en œuvre pour assurer la plus grande sécurité transfusionnelle, et que la situation en France est une des meilleures du monde. » S'exprimant ainsi dès l'introduction de leur rapport, les professeurs Degos, Goudeau et Salamon ont d'emblée tenu à mettre les choses au point : en dépit des remous liés au drame de la contamination des hépatites et des transfusés par le virus du sida, le système transfusionnel français — aussi paradoxal que cela puisse paraître — demeure l'un des plus sûrs du monde. Pour autant la transfusion de sang homologué — qui concerne chaque année en France près de 600 000 receveurs et 3,5 millions de dons — n'est pas dénuée de risques pour le receveur : « A tout moment, un accident dangereux portant sur de nombreuses personnes peut survenir et un risque nouveau peut apparaître. »

Le rapport recense l'ensemble des maladies transmissibles par voie transfusionnelle.

□ Hépatites. — Celles qualifiées de non-A-non-B (ou C) « constituent le risque infectieux majeur des transfusions sanguines ». Malgré la mise en place, en mars 1990, d'un dépistage obligatoire dans les dons de sang des anticorps dirigés contre le virus C, les spécialistes considèrent que la surveillance des hépatites C reste actuellement proche de 1 % aux États-Unis et en Europe (des études réalisées avant 1980 montraient que de 6 % à 12 % des patients transfusés étaient atteints d'hépatite non-A-non-B). Ils estiment que 50 % des hépatites C post-transfusionnelles deviennent chroniques et que dans 10 % à 20 % des cas survient une cirrhose. Quant aux tests de dépistage, leur efficacité est encore insuffisamment connue du fait en particulier de l'existence probable de donneurs contaminés d'un porteur d'anticorps anti-HCV. Bien que dépistée, elle aussi, de manière systématique dans les dons de sang, l'hépatite B touche elle aussi de 0,5 % à 1 % des receveurs.

□ Sida. — Le risque de transmission du virus du sida, le VIH, chez un receveur est « extrêmement faible ». Il existe pourtant un risque résiduel consistant en la transmission potentielle du VIH par certains dérivés sanguins provenant de donneurs récemment infectés, porteurs du virus mais dépourvus de l'anticorps anti-VIH, le marqueur utilisé par les tests pour écarter les donneurs séropositifs. Ce risque résiduel, qui ne concerne que les seuls produits labiles (sang total, concentrés de globules rouges), est de l'ordre de « quelques dizaines de dons par an ». Les rapporteurs ne se prononcent pas sur l'intérêt du dosage systématique de

l'antigénémie p24, précisant simplement que son « opportunité est à l'étude ».

Procédures de contrôle

Les professeurs Degos, Goudeau et Salamon répertorient ensuite une série de mesures devant permettre une amélioration de l'acte transfusionnel et de son contrôle. « La sélection des donneurs, écrit-ils, est une mesure essentielle pour améliorer la sécurité transfusionnelle. » Pour ce faire, il convient d'améliorer la formation, de préciser les responsabilités et de définir le statut des médecins de collecte.

□ Qualité des produits. — Les rapporteurs notent que « peu de pays dans le monde ont des procédures de contrôle de la qualité aussi complètes » qu'en France. Mais le nombre de tests de dépistage ne peut s'accroître indéfiniment car, paradoxalement, cela augmente l'insécurité. Plus le nombre de tests effectués est élevé, plus le risque de fausses conclusions est grand. Les rapporteurs proposent donc de créer, « sous la responsabilité du Laboratoire national de la santé », un contrôle de qualité spécifiquement transfusionnel, obligatoire, national, régulier et indépendant des acteurs de la transfusion. « Il pourrait donner lieu, en cas de défaillance dans les résultats, à des sanctions graduées pouvant conduire à la non-accreditation. »

La fabrication des produits sanguins, ajoutent-ils, doit répondre aux exigences de bonnes pratiques de fabrication industrielle appropriées à la transfusion sanguine et soumises à des contrôles externes et réguliers. Il est conseillé de mettre en place une identification nationale et normalisée des poches et des produits sanguins.

□ La prescription et l'utilisation des produits. — Il apparaît que certaines pratiques de prescription sont « mal adaptées et abusives ». Pour lutter contre les mauvaises prescriptions, les auteurs du rapport proposent donc de créer, dans les établissements de soins, des postes de médecins spécialistes de la transfusion (hémocliniciens) qui auront, en outre, un rôle important à jouer dans le cadre de la sécurité transfusionnelle. Ils estiment en outre nécessaire, afin d'évaluer les pratiques actuelles, d'organiser des conférences de consensus.

□ L'information du public. — Pour les rapporteurs, son amélioration répond à deux exigences apparemment contradictoires : augmenter le nombre de donneurs et diminuer le nombre de donneurs à risque (1). En effet, expliquent-ils, donner n'est pas choisir et les donneurs de sang doivent être informés du risque qu'ils font courir à autrui s'ils ont un doute d'infection ou s'ils sont traités par des médicaments. « Leur don n'en aura que plus de valeur par cet acte d'auto-sélection. »

□ Les progrès à venir. — Le plus important est l'inactivation des produits labiles. Mais cela relève encore du domaine de la prospective. En revanche, l'autotransfusion, les produits recombinants et les moyens de substitution sont des progrès immédiats ou potentiels. Les auteurs du rapport insistent sur la distinction entre autotransfusion et don dirigé. Cette dernière pratique est faite pour des patients numériquement définis, par des amis ou la famille : « Cette pratique va à l'encontre des principes du don volontaire de sang, n'augmente pas la sécurité et n'est donc pas justifiée. »

Restait à redéfinir les structures de surveillance des produits sanguins. Si les produits stables sont contrôlés dans le cadre existant de la surveillance des médicaments, il en va autrement pour les produits labiles. Pour ceux-ci, les rapporteurs soulignent la création d'une structure nationale d'hémovigilance dont la mission sera de surveiller les accidents immédiats ou retardés, permettant de gérer à la fois les situations urgentes (système d'alerte) et de connaître à tout moment la situation épidémiologique.

Cette structure devra assurer la filiation donneur-receveur et mettre

□ M. Pons (RPR) : le gouvernement veut détourner le débat à propos de sida. — M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré, mercredi 4 décembre, que « des l'annonce du dépôt d'un projet de loi », le RPR avait « dénoncé les manœuvres gouvernementales et l'indemnisation des malades par le biais d'une taxe sur les assurances », mais que le gouvernement a « manifestement souhaité détourner le débat de ce qui, aujourd'hui, est la seule préoccupation des Français : l'accumulation d'erreurs médicales et politiques vis-à-vis du sida durant l'année 1985 et la nécessaire traduction devant la justice des responsables de ces actes ».

en place les études épidémiologiques appropriées. Cela conduira, expliquent les rapporteurs, « à définir clairement une fiche de liaison transfusionnelle faisant le lien entre un fichier donneur sous la responsabilité des centres de transfusion sanguine, et un fichier receveur sous la responsabilité des établissements de soins ».

An total, concluent les professeurs Degos, Goudeau et Salamon, « ces différents recommandations doivent permettre de doter la France d'un système transfusionnel de grande sécurité et d'un outil de surveillance fiable. Ces éléments sont indispensables pour des prises de décision rationnelles et rapides, en particulier face à des risques nouveaux, ou dans le choix de nouvelles stratégies de prévention ».

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) Selon des chiffres qui nous ont été fournis par la direction générale de la santé, il apparaît qu'il n'y a pas actuellement en France de problème d'approvisionnement en sang. Si l'on compare le volume des dons en octobre 1990 et en octobre 1991, on enregistre une baisse de l'ordre de 4 %. Mais dans le même temps, la diminution de la consommation en produits sanguins a été supérieure, comprise entre 5 % et 15 %.

ÉDUCATION

Dénonçant la « dette » de l'État

L'enseignement catholique hausse le ton en Bretagne

BREST de notre correspondant

« C'est le dernier message au gouvernement ». Le ton monte chez les responsables de l'enseignement catholique breton, qui multiplient les réunions pour informer les parents de leurs désaccords avec le gouvernement.

Un point, en particulier, ne manque pas de faire mouche : la « dette » de l'État, estimée par le privé à 280 millions de francs pour le seul département du Finistère.

Mercredi 4 décembre, quinze mille personnes ont ainsi participé à des meetings à Caen, Vannes, Rennes et Saint-Brieuc. Un nouveau rassemblement est prévu à Brest, jeudi 5 décembre. Avec ses 271 000 élèves (soit 42 % de la population scolaire de la région), dont 78 000 dans le seul Finistère, le « privé » n'a pas eu de mal à mobiliser.

Au cours des dernières semaines, 130 000 tracts et 3 000 affiches ont été diffusés. Les responsables des APEL (associations de parents d'élèves) se sont employés à faire passer le message.

De leur côté, les chefs d'établissement n'ont pas hésité à servir de relais, comme en témoigne tel jeune directeur d'école primaire de Brest : « Tout l'enseignement catho-

lique de France et l'État attendent d'apprécier notre fermeté et l'attachement à nos convictions. »

Quant aux 55 000 signatures apposées sur une pétition nationale lancée à la rentrée, elles pourront toujours être utiles plus tard, si des négociations ne s'ouvrent pas. « Nous sommes prêts à... », souligne évasivement M. Jean-Louis Bideaud, quarante-cinq ans, directeur diocésain du Finistère. « Nous voulons les moyens de fonctionner, a-t-il lancé, mercredi 4 décembre à Quimper, devant 4 500 personnes, parce que l'enjeu dépasse le seul cadre de l'enseignement, parce que nous sommes attachés à des valeurs belles, généreuses, éclairées par l'Évangile, dans lequel nous puisons notre force et notre détermination. »

Il s'agit maintenant, à travers ces meetings, de lancer le débat dans d'autres régions. « C'est du Finistère que sont partis de nombreux mouvements qui ont pris une ampleur nationale. Nul doute qu'une fois encore le message qui viendra de la pointe de Bretagne sera entendu de la France entière », prévient la direction diocésaine du Finistère, en faisant référence au mouvement de 1984 contre le projet Savary, qui avait trouvé dans cette région un sacré levain.

GABRIEL SIMON

RECHERCHE

Un nouveau vice-président au CSRT

M. Jean-Pierre Chevillat vient d'être élu à la vice-présidence du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT). Il succède à ce poste à M. Bernard Descomps, devenu, le 6 novembre, directeur de la recherche et de la technologie au ministère de la recherche. A ce titre, il assumera la responsabilité des travaux du CSRT, organisme de consultation du ministère sur tous les grands choix de la politique scientifique et technique du pays.

[Diplômé de l'École nationale supérieure de chimie de Strasbourg, docteur en sciences, M. Jean-Pierre Chevillat, cinquante-sept ans, a commencé sa carrière au CNRS. Après avoir été conseiller scientifique à l'ambassade de Bonn de 1977 à 1980, il a occupé divers postes de conseiller au cabinet du ministre de la recherche avant d'en devenir directeur adjoint de 1984 à 1986. Depuis 1987, il était conseiller pour la science et la technologie à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles.]

Une campagne nationale pour la prévention de l'alcoolisme

Avec 13,4 litres d'alcool par habitant et par an en moyenne, la France reste le pays d'Europe où la consommation d'alcool est la plus forte. L'alcool est responsable directement de 35 000 décès annuels. Même si la consommation d'alcool diminue régulièrement depuis quelques années — elle est passée de 24 litres par an en 1965 pour les personnes de quinze ans et plus à 17,1 litres en 1987 — la prévention de l'alcoolisme reste un problème de santé publique majeur.

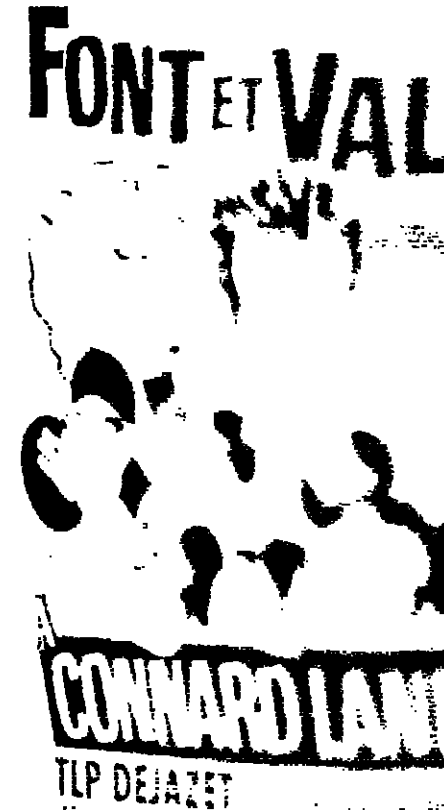
Une nouvelle campagne nationale pour la prévention de la consommation excessive d'alcool débutera le 7 décembre, à l'initiative du ministre délégué à la santé, de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAAM), du Comité français d'éducation pour la santé (CFES) et de l'Association nationale de prévention de l'alcoolisme (ANPA). Une série de quatre spots posés au siège de l'ANPA, « vu quand l'as-tu ? » seront diffusés sur les six chaînes de télévision nationales du 7 au 22 décembre et

dans les salles de cinéma du 11 décembre au 14 janvier.

Contrairement aux campagnes menées en 1984 (« Un verre, ça va, trois verres, bonjour les dégâts ») et en 1986 (« Pensez au deuxième verre, pour l'eau ») qui visaient l'ensemble du public, celle-ci met en scène des jeunes qui espèrent trouver courage, séduction et intelligence dans l'alcool, n'arrivant qu'à l'effet inverse.

Selon le CFES, la moitié des adolescents de douze à dix-huit ans détiennent une bouteille de trois quarts à dix-huit ans, avec une préférence marquée pour les alcools forts et la bière. Entre 1983 et 1991, l'opinion des jeunes a subi une double évolution, note le CFES : d'une part, les idées fausses du type « l'alcool donne des forces » se répandent, d'autre part, les jeunes résistent plus difficilement à la pression sociale et à l'enthousiasme. Ainsi, un sur quatre déclare qu'il est difficile de créer l'ambiance entre amis sans alcool.

M. Le.



CULTURE

VENTES

Les « copies uniques » interdites à Drouot-Montaigne

Pas de vrai-faux marché

M. Cornette de Saint-Cyr s'est vu interdire Drouot-Montaigne par la chambre des commissaires-priseurs. Il devra même sans doute renoncer à la vente des « copies uniques » exécutées sous le contrôle de la galerie Daniel Delamar. Ce dernier fait reproduire par un artiste — qui garde l'anonymat — une œuvre célèbre, de Daumier à Degas et de Delacroix à Raphael. Chaque tableau « original » est vendu avec un certificat contrôlé par huisier, « en accord avec toutes les juridictions internationales ». Une « clé secrète » qui indique son origine est incorporée à l'œuvre. Chaque copie est vendue entre 20 000 F et 60 000 F.

Le galeriste, qui a écoulé quelque huit cents tableaux depuis 1987, affirme que ces reproductions ont aujourd'hui doublé de prix. C'est, dit-il, pour vérifier la solidité de ce marché parallèle qu'il devait procéder le 12 décembre à une vente aux enchères. La chambre des commissaires-priseurs estime que l'utilisation du prestataire Drouot-

Montaigne pour une telle vente entraînerait une confusion préjudiciable à l'ensemble d'un marché de l'art parisien fort dépressif.

Par ailleurs Daniel Delamar, qui a toujours l'ambition de créer ainsi un « second marché », annonce l'ouverture prochaine d'un « vrai-faux musée » à Osaka (Japon) qui comprendrait deux mille œuvres ainsi reproduites. Il aurait signé un contrat avec le groupe immobilier Taihei Sangyo K. K. Ce projet représente une somme tournant autour de 40 millions de dollars (environ 250 millions de francs) sans compter la construction du bâtiment. Mais les Japonais fournissent un autre projet : celui de mettre sur pied un musée unique composé de reproductions parfaites grâce à des hologrammes élaborés à partir d'une image haute définition. La présence matérielle des œuvres — vraies ou fausses — ne serait donc plus nécessaire. L'ère du simulacre est proche.

E. de R.

Un bas-relief égyptien préempté pour le Louvre. — Un bas-relief égyptien, provenant du temple de la reine Hatchepsout (1520-1484 avant J.-C.) à Deir el-Bahari, a été préempté 650 000 francs pour le compte du Musée du Louvre lors d'une vente mardi soir 3 décembre à la salle Drouot de Paris. Selon la Direction des Musées de France,

cette pièce est étroitement associée à la grande stèle conçue pour le fond de cette même chapelle, qui fut achetée en 1826, grâce à Champollion, afin de rejoindre la collection égyptienne du Louvre alors en cours de constitution. « Cet achat permettra à ces deux éléments importants d'être à nouveau présentés côte à côte », a indiqué la direction.

CINÉMA

Idee courte

Nouvel article manquant aux étalages russes : un scénario assez consistant pour nourrir un long-métrage.

NUAGE-PARADIS de Nikolai Dostal

« Boucle-la, Kolia ! » Mais voilà, les habitants du quartier ont eu beau lui répéter sur tous les tons, Kolia parle, bavarde, raconte, chante. Que faire d'autre, aussi, lorsqu'on est un jeune homme à l'heureux tempérament dans le si malheureux no man's land d'une cité-faubourg russe ? Le jour où les histoires de Kolia ont lassé tout le monde, il en invente une autre, une de trop : qu'il va partir, pour un grand voyage vers l'aventure, l'Extrême-Orient, et l'âge adulte.

Grand remuement dans le voisinage. Ce voyage c'est une utopie, le départ du casse-pieds, c'est un événement, enfin quelqu'un à qui il arrive quelque chose, c'est un rêve pour tous ceux qui auraient bien aimé, eux aussi, quitter l'enfer triste des blocs de béton et n'ont jamais osé. Kolia est illico fêté, ovationné, dépeint de ses maigres biens « dont il n'aura plus besoin », entraîné dans le tourbillon de sympathie, de roulerandise et d'avidité qu'il a inattenduement déclenché. Nikolai Dostal tenait un bon argument de court-mé-

trage. Le film, démarré avec une belle énergie, devient peu à peu la chronique des efforts du cinéaste pour « tenir » la durée d'un long-métrage.

Pathos slave

L'excellence de son interprète, Andréi Jigalov, lui est d'un puissant renfort. Mais les habiletés de mise en scène (caméra portée à l'épaule, cadrages en écrasantes plongées, grand angle qui déforme les visages et teinte le naturalisme de fantastique) finissent par devenir des astuces, au service de situations répétitives. Pour avoir refusé d'affronter ce que son scénario avait de théâtral, le réalisateur tombe dans les afféteries du « théâtre filmé ».

Au bout du chemin vers lequel le pauvre Kolia est littéralement expulsé par la communauté, il y a l'ornière du pathos slave et de la grande déprime russe. Et c'est en une ondanée de conventions que se résout Nuage-Paradis.

JEAN-MICHEL FRODON

FONT ET VAL

ANCIEN ARTISAN

CONNARD LAND

TLP DEJAZET - LOC. 42 74 20 50

41, bd du Temple - Place de la République

ARTS

Le Grand Siècle de Marseille

Une dizaine d'expositions célèbrent la cité phocéenne au XIX^e siècle : « Rêves et triomphes d'une ville »

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

1814-1914 : du retour des Bourbons au premier conflit planétaire, exactement cent années, loin d'être toutes exemptes de souffrance, mais qui, regardées par les Marseillais d'aujourd'hui, font figure de siècle en or massif pour leur cité.

Comment pourrait-il en être autrement, dans une ville recensant en 1991 près de 20 % de chômeurs, et qui, par an, perd 3 000 emplois (sur 200 000 actuellement) et près de 10 000 habitants (il en restait moins de 850 000 dans les limites communales) ? Le « premier port de France » rougit des caisses vides de sa municipalité, obligée de supprimer les transports gratuits pour le troisième âge, et bientôt, peut-être, pour les 13 000 employés municipaux (un millier d'entre eux protestait bruyamment le 30 novembre sous les fenêtres du maire). Sans parler de l'ex-cosmopolite Canebière qui tend à ressembler, dès le crépuscule, à un village du Maghreb.

En 1982, on parlait déjà ici d'une sorte de « mal-être ». La gauche découvrait qu'elle avait un peu trop culpabilisé Marseille pour ses profits coloniaux, qu'il fallait la rabibocher avec l'outremer. Et ce fut « l'Orient des Provençaux », une série de magnifiques manifestations menées à grandes guides par le maire de l'époque, Gaston Defferre, et son épouse, la romancière Edmonde Charles-Roux (*le Monde* du 10 novembre et du 2 décembre 1982). Le résultat psychologique ne fut pas vraiment à la hauteur des espérances et des dépenses.

A l'heure où la situation économique des Marseillais atteint la cote d'alerte, quelques petites dizaines de responsables culturels ou politiques locaux (1) ont le mérite de récidiver en utilisant un angle plus modeste, celui de la ville accouchant d'une métropole, pour montrer aux contemporains ce qu'a pu réaliser le travail de leurs aïeux. Fonds publics et mécénat ont permis de réunir les trois millions de francs nécessaires.

Le « choléra » d'Horace Vernet

Les statues, tableaux, photographies, documents artistiques ou techniques, actuellement présentés dans différents lieux de la cité, et souvent issus de collections locales, la mise en exergue des monuments méconnus du dix-neuvième siècle montrent que la période 1814-1914 fut ici grande, que parfois grandiose. Qu'on songe à ces extravagants palais Longchamp, prévu au départ pour célébrer l'arrivée de l'eau en abondance dans la ville, dont la première pierre fut posée par le prince royal, fils aîné de Louis-Philippe, en 1839, et auquel l'architecte éminent Espérandieu donna, vers 1860, cet air de fête impériale permanente, contrastant avec le dur labeur et les malédiction du temps.

Entre 1834 et 1884, le choléra frappa huit fois une population qui perdit ainsi près de vingt mille des siens, mais ne l'empêcha pas de se hisser, en un siècle, de cent mille à un demi-million d'âmes, notamment grâce à l'immigration provençale et italienne. 1891 fut une année mémorable qui vit enfin la cité dotée de véritables égouts construits par les Grands Travaux de Marseille, qui sont aujourd'hui l'un des mérites de ces expositions, bien qu'elles ne soient pas placées sous le signe de cet anniversaire peu réjouissant.

Le côté court du « beau siècle marseillais » nous a aussi valu cette œuvre oubliée d'Horace Vernet, *le Choléra à bord de la Melpomène*, tragédie dont Giono, plus tard, fit son miel dans *le Hussard sur la toile*. La toile terrible, avec l'angoisse dans les yeux du mousse, est

propriété du service de santé de Marseille (un sacré collectionneur qui réunit aussi jadis un David, un Gérard, un bas-relief de Puget, etc.). On peut la voir dans l'aile du palais Longchamp où est organisée une bonne petite exposition sur « Les grands travaux d'assainissement de Marseille ».

Le travail associé à un certain pansage est à l'honneur au Musée d'histoire, installé dans l'horrible « Centre Bourse », joutant les vestiges du port romain. Le critique

d'art André Fernigier considérait, non sans raison, comme « le plus remarquable édifice de Marseille » la Bourse de commerce, due à l'architecte orientaliste Pascal Coste (1787-1879). Ayant vu la Perse et servi le pacha d'Egypte avant de travailler pour le Second Empire, Coste n'en a pas moins réussi un chef-d'œuvre de sobriété noble dans cette Bourse, qui, ces jours-ci, se consacre au « Port de Marseille au dix-neuvième siècle », particulièrement en peinture.



Figure de femme, marbre polychrome de Henri Lombard (1855-1929).

Les principales manifestations

« Rêves et triomphes d'une ville » (sculptures et peintures). Vieille-Charité. Tél. : 91-56-28-38.

« Splendeurs et ombres d'un grand siècle industriel ». Musée d'histoire de Marseille. Centre Bourse. Tél. : 91-90-42-22.

« Célébration de l'eau » et « Grands travaux d'assainissement ». Une exposition dans chaque aile du palais Longchamp. Tél. : 91-62-21-17.

« Crayons et modèles de l'Ecole des beaux-arts de Marseille-1830-1914 ». Palais des beaux-arts (archives municipales). Tél. : 91-55-33-75.

« Fêtes, loisirs et divertissements ». Bibliothèque municipale. Tél. : 91-55-36-55.

« Le port de Marseille au XIX^e siècle ». Chambre de commerce et d'industrie (Bourse). Tél. : 91-39-33-33.

« La Canebière au XIX^e siècle ». Atelier du Patrimoine. Tél. : 91-90-78-74.

« Marseille, les territoires de la République — 1870-1914 ». Archives départementales. Tél. : 91-57-32-09.

« Echos du XIX^e siècle à l'Opéra de Marseille ». Opéra (jusqu'au 31 décembre). Tél. : 91-55-14-99.

La plupart de ces expositions durent jusqu'à la mi-février. De nombreuses autres manifestations sont prévues également :

concerts, récitals, conférences, etc. Un colloque universitaire aura lieu au Musée d'histoire le 12 février sur le thème « Marseille et la Méditerranée au XIX^e siècle ». Tél. : 91-90-42-22.

Le mardi 10 décembre, à 23 h 40, « Océaniques » diffusera sur FR3 *Le Temps des détours : Marseille au XIX^e siècle*, film d'Alain Bergala, coproduit par le Musée d'Orsay et les Musées de Marseille (cinquante-deux minutes).

Parmi les nombreuses publications, signalons, outre le coûteux et pas toujours clair *Catalogue général des expositions* (450 pages, illustré, 390 F) mais un minicatalogue bien fait est distribué gratuitement et chaque exposition vend aussi son propre catalogue : 25 F, le Palais Longchamp à la gloire de l'eau, des arts et des lettres par Marie-Paule Vial, éd. Images en manœuvre, Marseille, livre-album, 170 pages, 168 Francs ; également, la rédaction chez Jeanne Laffitte de l'excellent *Quand Marseille tenait les clés de l'Orient* de notre confrère Jean Boissieu ; enfin, pour les mineurs, *Marseille racontée aux enfants et un peu aux parents*, textes de Jacques Bonnardier, dessins en couleur de Thierry Ruiz, éd. Barthélemy-Avignon, 45 pages, 48 F.

Revenons quand même au Musée d'histoire, qui s'est attaché, lui, aux « Splendeurs et ombres d'un grand siècle industriel ». C'est peut-être l'un des meilleurs moments de cet itinéraire célébratoire : opérations immobilières sous la devise « Honneur et profit », querelle des anciens et des modernes, autrement dit des tenants du savon bleu contre le savon blanc, finalement vainqueur : Fournier, « la plus importante fabrique de bougies du monde » ; affiche ébouriffante de Delcpiance, pour l'Exposition internationale sur l'électricité, tenue à Marseille en 1908, etc. (deux ans après une exposition coloniale qui attirera deux millions de visiteurs).

Incités par savonniers et sucriers, les graphistes, les peintres surtout, allaient sur quais et chantiers, dans fabriques et fonderies : ils s'emparent ainsi dès le début du siècle des chéchias amaranthes des premiers portefaix kabyles, tranchant définitivement, dans l'iconographie provençale, sur les ternes casquettes latines.

Un côté « sud »

C'est néanmoins sous le dôme en œuf de Puget, à la Vieille-Charité, que sont en ce moment réunies le plus d'œuvres d'art du cru, depuis le « patriarche » Loubon (1809-1863), âme de l'école marseillaise, avec ses vastes paysages pleins de chèvres et de soldats, jusqu'à l'inévitable et granuleux Monticelli, éternelle coqueluche des salons. On ne verra pas la jadis célèbre *Aurore du vingtième siècle* de Poujol (1858-1925) qui fit la gloire du Café Riche mais est toujours cachée sous le faux plafond d'un magasin fermé de la Canebière. En revanche entre les murs rose pâle de la-Charité, le public moins sélect est très attiré par une imposante toile noire de Stanislas Torrents (1839-1916), où quatre hommes sérieux comme des papes se penchent sur une énorme masse rose vif : une truite mourante... C'est intitulé *L'Expérience de la strychnine*.

Comme on dit, c'est bien point, et en plus cela intrigue les enfants. On capte d'ailleurs, ici et là, dans toutes ces expositions — et au fond, on est un peu rassuré pour l'avenir, au moins psychologique, de Marseille — une atmosphère débonnaire et candide. Un côté « sud » qu'il ne faudrait pas trop accentuer avec quelques étiquettes fausses ou oubliées, quelques portes fermées aux heures de visite ; mais l'ensemble est net et parfois assez robotique.

Un regret toutefois : on retrouve à divers étages de cette large célébration les figures de Napoléon III et d'Eugénie de Montijo. Ils conduisirent la France à la catastrophe de 1870. Certes. Mais ils aimèrent Marseille, y vinrent souvent, et la complètent, y construisant plus de vingt monuments qui font de la ville, avec Paris et Alger, le plus bel exemple urbain de style Second Empire (préfecture, palais de justice, palais des beaux-arts, palais Longchamp, Bourse, château du Pharo, rue Impériale, cathédrale néo-byzantine, plusieurs églises, casernes, etc.).

C'était une occasion de réparer, par l'hommage artistique, la grogne historique que les Marseillais, légitimistes, puis républicains, manifestèrent toujours envers ce « Napoléon le Petit », qui fut, qu'on le veuille ou non, leur bienfaiteur. Cette occasion n'a pas été saisie.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Le commissariat général des expositions est collégialement assuré par le professeur Emile Tominé, et par trois conservatrices de musée, Elisabeth Monnet, Marie-Paule Vial et Bénédicte Oringer.

Éditions Montparnasse : précision. — Le numéro de téléphone des Éditions Montparnasse, dont nous avons présenté les collections vidéo dans notre supplément « Heures de fête » (*le Monde* du 5 décembre) était erroné. Le bon numéro est le 45-48-10-46.

Le Monde sans visa

Princess Mary

CLASSE ET QUALITÉ DES SOUS-VENTEMENTS SUISSES

HANRO - SAWACO - ZIMMERLI

dames - hommes

PURE LAINE - PURE SOIE

LAINE ET SOIE

205, rue Saint-Honoré, Paris 75001

Métro Tuileries

Tél. : 42.60.70.37

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UNE CROISIÈRE SUR LE NIL

avec **Jumbo**

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

الجمهورية الجزائرية

CULTURE

ARTS

La Cité dans la ville

La Cité internationale des arts fête son vingt-cinquième anniversaire

Ils sont peintres, compositeurs, architectes, pianistes, vidéastes ou chorégraphes, ils sont japonais, égyptiens, australiens, français, ou de 93 autres nationalités, ils ont entre huit ans et quatre-vingt-treize ans, certains sont devenus célèbres... Des centaines d'artistes du monde entier ont habité la Cité internationale des arts, dans un vaste bâtiment rectangulaire amarré quai de l'Hôtel-de-Ville, en plein cœur de Paris. La CIA est une sorte d'hôtel pour artistes : l'atelier-logement de 40 mètres carrés, cuisine et salle de bains, blanchissage compris, coûte 1 310 francs par mois (tarif 1992), et permet d'avoir accès aux différents équipements à la disposition des créateurs, salle de répétition, de concert, ou studio d'enregistrement.

Inaugurée en 1966, la Cité internationale des arts célèbre donc ses vingt-cinq ans, mais son aventure est beaucoup plus ancienne, et ce confond avec la vie d'un homme : Félix Bruneau. « Tout a commencé avant la guerre », explique Simone Bruneau, sa femme, présidente de la Cité internationale des arts qui a aujourd'hui pris la relève. « Mon mari était architecte. Il voulait rassembler des artistes afin qu'ils puissent discuter entre eux, une forme de club. Résistant, arrêté, incarcéré à Fresnes, il est sorti de la guerre avec deux idées : la liberté et... le monde. Attaché au ministère des

affaires étrangères, il visite de nombreux pays, construit l'ambassade de France en Finlande. Au cours de ces voyages, il rencontre de nombreux artistes et se rend compte de leur difficulté à venir travailler dans notre pays. »

À l'époque, l'image de l'artiste bohème traînant du côté de Montparnasse était révolue, d'autant qu'il était difficile de trouver un logement, même une soupa, dans la capitale ! Il fallait imaginer un lieu où les artistes étrangers et français puissent travailler sans se soucier de l'intendance et en toute liberté. Ici, chacun fait ce qu'il veut, à condition de ne pas pianoter, par exemple, entre 22 heures et 8 heures le matin. »

Chasse aux crédits

La chasse aux crédits démarre en 1957. Les subsides de la Mairie de Paris, des pays étrangers ou de l'Etat français permettent la construction de la Cité sur un terrain vague du Marais, cédé pour quatre-vingt-dix-neuf ans par la Ville. Le chantier est alors dirigé par Tournon et un jeune architecte, Cacoub, qui prend la relève lorsque le premier disparaît.

Le fonctionnement de la CIA repose sur un système judicieux. Chaque atelier-logement - 136 en 1966, 280 aujourd'hui - appartient à un Etat ou à une institution qui propose à un comité de sélection

un artiste de son choix pour une résidence de deux mois à un an. Parmi eux, la Chine, le canton suisse de Neuchâtel, le Centre américain de Paris, le Conservatoire national supérieur de musique ou... Philips, dont le premier résident fut Serge Gainsbourg ou encore l'université américaine de Stanford. Chaque année, le lauréat du « Prix de Paris » gagne un an de résidence à la CIA.

Les affaires étrangères ou la Ville de Paris proposent des artistes français, mais aussi des créateurs de pays « non membres », polonais ou chiliens. « La Cité Norvin - 35 ateliers-logements - est en effet une réserve de liberté, pour les exilés politiques, par exemple. Je pense à Breitenbach ou à Estrella. » De plus, pour étoffer le budget global (12 millions de francs environ, en 1991), la CIA loue des espaces : le parking, par exemple, ou les boutiques du rez-de-chaussée, réservées à un encadreur, aux Jeunesses musicales de France ou aux bureaux du Festival d'été de Paris.

Simone Bruneau a toujours des projets. A vingt-cinq ans, sa Cité internationale des arts envisage de grandir encore, en prolongeant les bâtiments, permettant ainsi l'ouverture de trente nouveaux ateliers-logements.

BÉNÉDICTE MATHIEU

THEATRE

Parade sauvage

Daniel Mesguich explore l'enfer de Marivaux

LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR
Théâtre de la Métaphore, à Lille

« Partez, lui dit-elle d'une voix expirante, vous serez content, je vous oublierai, mais il m'en coûtera la vie. A peine eût-elle achevé ce dernier mot qu'elle s'évanouit. Clarante soupira d'avoir réduit Clarice dans un si triste état. » Clarice et Clarante sont les deux « cœurs d'amour perdus » du premier roman qu'écrivit, à vingt-quatre ans, Marivaux, *Les Effets surprenants de la sympathie*. Clarice est une jeune veuve, Clarante a été quitté par sa bien-aimée, ce sont donc tout juste les circonstances de la *Seconde Surprise de l'amour*, la pièce que Marivaux écrira plus tard. Mais ces œuvres n'ont aucun lien.

Les romans de Marivaux, plus précisément ses « folies romanesques », comme il les nomme, sont des imaginations libres : châteaux isolés, forêts de légende, apparitions au haut des tours, chevaux qui volent « à mort abattue », baigneuses surprises au bord des sources pendant qu'à travers la feuillée sonne le cor du prince qui force le cœur vers l'évangé. Et si la jeune veuve et le beau ténébreux cessent de se rencontrer, dans les nœuds changeants de la lune, les « effets de la sympathie » veulent qu'ils tombent, à l'instant et à jamais, fous amoureux l'un de l'autre. Et s'éteignent.

Que nous sommes donc loin des jardins plus classiques, des amants moins immédiats, des échanges plus tempérés, masqués, retardés, du théâtre de Marivaux. Et il semble bien que du livre à la scène, ce ne sont pas les dispositions de Marivaux qui aient changé. Ni sa saisie des sentiments. C'est plus carrément que, pour lui, roman et théâtre sont le jour et la nuit. Comme si le théâtre, à l'inverse du roman, ne racontait pas, n'exprimait pas, n'exposait pas. Comme s'il était quelque chose comme une machine infernale.

Les accidents irrésistibles des romans de Marivaux transmettent des phénomènes malgré tout naturels de la conscience et du corps ; les gestes posés et les mots cristallins de son théâtre sont les relais en trompe-l'œil d'une sarabande de démons, d'instincts meurtriers, de spectres revenus sur les lieux du désordre. Méprises et extorsions des amours ne sont que frime, à l'avant-scène. Le vrai, c'est manigance, carnagole-cauchemar du subconscient.

Cette composante requiem-bouffe, Daniel Mesguich l'a toujours manifestée dans ses mises en scène de Marivaux, par des brusqueries d'éclats, une déconstruction des convenances, l'image obsessionnelle des doubles dans les miroirs et en dehors des miroirs, des empoignades involontaires comme de noyés qui se raccrochent, toute une « parade

sauvage » surgissant dans les écuries et les ors d'une cérémonie fantôme.

Sa présentation à Lille, dans son Théâtre de la Métaphore, de la *Seconde Surprise de l'amour* accentue presque à l'excès cette déshumanisation de l'apparence. Mais, de la scène 6 à la scène 17 (et dernière) du troisième et dernier acte, Mesguich reprend les choses en main, et nous assistons, dans un maelström de miroirs, de travaux, d'échos, d'illusions, à une véritable folie magique de « théâtre absolu » qui est ou ne peut plus saisissante parce qu'elle nous plante au cœur l'impression, et même la certitude, d'atteindre comme jamais l'âme secrète de Marivaux, le génie spécifique du théâtre qu'il rêvait, ses délices comme ses enfers.

Dans ces instants-là, les acteurs de Mesguich, Odile Cohen, Luce Mouchel, Pierre Cassignard, Frédéric Cuif, Laurent Natrelia, retrouvent leur raison d'être, retrouvent vie. Voici un sommet de l'art du théâtre, huit minutes, à peine plus. Après une pénible ascension. D'autres sites incomparables, de par le monde, demandent à l'excursionniste même effort, même patience.

MICHEL COURNOT

► Théâtre de la Métaphore. Tél. : 20-40-10-20. Jusqu'au 21 décembre. Du mardi au dimanche à 18 h 30.

DANSE

L'instinct ludique de Dominique Bagouet

NÉCESSITO

au Théâtre de la Ville

La félonie du mistral, glissant danseurs et spectateurs, avait saboté l'état d'âme de la création de *Necessito* dans le cloître du cimetière de la Charreasse à Villeneuve-lès-Avignon. On l'avait raconté ici (*le Monde* du 31 juillet) en exprimant sa réticence à juger la pièce dans de telles conditions. Au Théâtre de la Ville, Dominique Bagouet et ses danseurs viennent de prendre une étonnante revanche sur cette mésaventure, et bien au chaud dans de vrais fauteuils, on peut avancer fermement que *Necessito* (rodé en outre par une longue tournée en France) est un enchantement.

D'une commande un peu gourmée (célébrer le cinquième anniversaire de la prise de Grenade par les rois catholiques), il a su tirer prétexte à déployer avec une liberté merveilleuse tout ce qu'on aime chez lui, sa fantaisie, sa légèreté, son humour, son instinct ludique. Ses touristes farfelus qui débambulent dans l'Alhambra, un carré de

marbre rose incrusté de mosaïque, jouent au touriste, aux taureaux, aux fontaines, à l'Espagne, semblent aussi jouer parfois à des jeux de rôles qui nous demeurent un peu mystérieux, mais nous charmant. Et quelle invention gestuelle ! On ne voit pas de limites à ce vocabulaire volubile, volatil et subtil qu'il anime jusqu'au bout des doigts par cent trouvailles surprenantes dans le saugrenu, dans l'harmonieux, dans le burlesque comme dans le poétique. A la réussite du chorégraphe, il faut absolument associer ses époustouflants interprètes, neuf ludions pince-sans-rire qui s'appellent Hélène Baldini, Hélène Cathala, Rita Clouff, Mathieu Doze, Olivia Grandville, Dominique Jégou, Sylvain Prunenc, Fabrice Ramalingom et Juan-Manuel Vicente, Tintin à houppette et rouflaquettes qui emportent la palme du loufoque.

SYLVIE DE NUSSAC

► Jusqu'au 7 décembre, 20 h 30. Dans le cadre du Festival d'Automne.

MUSIQUES

L'arrivée du « train du jazz » en gare

Quels que soient la bonté de ses intentions et les points éventuellement contestables de sa réalisation (*le Monde* du 18 septembre), un projet se mesure aussi à ses résultats. Le succès du « train du jazz » a ceci de réjouissant qu'il est incontestable et ouvert aux questions. C'est un succès qui suscite de l'intelligence. 109 500 visiteurs entre le 17 septembre et le 12 octobre ont traversé les voitures du train changé en musée. Cinq mille personnes par jour en moyenne (à 93 % très satisfaites) d'après les organisateurs de « Train Forum ».

Deux cents heures de musique, cent cinquante orchestres invités ont donné corps aux images jusqu'à des 2 heures du matin. Les gares sont restées exceptionnellement ouvertes. Toulouse a accueilli, pour sa part, 10 650 personnes en un seul jour et a présenté mieux qu'une animation : un vrai concert. « Train Forum » se prépare à lancer un « Train de la Forme » et un « Train de l'automobile ». La conception d'une information populaire, itinérante, agréable, ne tient pas forcément lieu de connaissance et de culture. Mais elle a du sens.

F. M.

► Théâtre et musique au Louvre. - L'Auditorium du Louvre et la Comédie-Française s'associent pour présenter une série de six concerts avec récitants du 9 au 16 décembre. Six membres de la troupe de la Maison de Molière, son doyen Catherine Samie en tête, ou Macha Meril, Barbara Sukowa ainsi que vingt musiciens français et étrangers, Gérard Caussé (alto), Alain Marion (flûte), Michel Portal (clarinette), Schlomo Mintz (violon) ou les Ensembles Intercontemporain

et Musiques participent à ce « festival ». Ils interpréteront *Pygmalion*, de Jean-Jacques Rousseau, composé par Horace Coignet (le 9) ; *le Carnaval des animaux*, de Saint-Saëns et *Babar*, de Francis Poulenc (le 11, à 17 h 30) ; *Pierrot lunaire*, de Schoenberg (le 14) et *l'Histoire du soldat*, de Stravinsky (le 16).

► Auditorium du Louvre, à 20 h 30. Informations : 40-20-52-98. Réservations : 40-20-52-28.

Nos prix vont vous donner des ailes.

BOSTON	2995 ^F
NEW YORK	2995 ^F
WASHINGTON	3395 ^F
ORLANDO	3695 ^F
ST LOUIS	4375 ^F
LOS ANGELES	4500 ^F

TWA met à prix très doux un grand nombre de destinations aux États-Unis, au départ de Paris et de la province. Pour partir, appelez dès maintenant votre agence de voyages ou TWA au 47206211 à Paris. Pour la province, appelez votre agence de voyages ou notre agent général Worldship.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Valable 7 jours min., 21 jours max. Le voyage doit être commencé entre le 1^{er} octobre et le 15 décembre 91 ou entre le 6 janvier et le 21 mars 92, et terminé le 31 mars au plus tard. Supplément du vendredi au dimanche (150 F par trajet). Réservation et achat du billet 7 jours min. avant la date de départ. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport.

السفر من القاهرة

L I V R E S • I D E E S

« Vivre, c'est défendre une forme »

Dans la Pluralité des mondes de Lewis, des méditations en vers et en prose, Jacques Roubaud tente un coup de force logique

LA PLURALITÉ DES MONDES DE LEWIS
de Jacques Roubaud.
Gallimard, 116 p., 75 F.

C'est dans la continuité de *Quelle chose noire* (1), de magnifiques poèmes accomplissant le chemin d'un deuil, qu'on doit placer ce nouveau recueil de Jacques Roubaud, mêlant vers et prose, la *Pluralité des mondes* de Lewis. Au-delà du deuil privé, Roubaud propose ici une réflexion ontologique, dans laquelle l'intellectuel et l'affectif ne sauraient être séparés. Il faut bien tenter, au risque de sembler résumer grossièrement une pensée et un art extrêmement subtils, de comprendre pourquoi Roubaud se place sous le signe de la « pluralité des mondes ».

Où peut-on chercher la présence de l'absent - de l'absente - après la mort? L'au-delà religieux propose une réunion différée, spirituelle, décorporalisée : on ne se retrouve qu'à condition de n'être plus « là », ni l'un ni l'autre. Loin des propositions de la foi, c'est un coup de force logique que tente, face au deuil, Jacques Roubaud, avec la *Pluralité des mondes* de Lewis.

Selon la théorie des mondes possibles - postulée par Leibniz dans *Essais de théodicée* (1710) et développée dans un essai anglais de logique mathématique (*On the Plurality of Worlds* de David Lewis, 1986) - notre monde réel n'est que la conséquence obligée d'une série d'axiomes, c'est-à-dire de propositions indémodifiables. Il suffit alors d'introduire une hypothèse différente pour qu'un autre monde soit possible.

C'est à cette exploration que s'emploie Jacques Roubaud dans la première partie de son livre - qui donne son titre à l'ensemble du recueil et présente des textes écrits entre 1987 et 1990 :

« si les mondes étaient des contes, leurs habitants des conteurs et pas seulement leurs êtres mais tout, toutes choses, toutes racontant leurs histoires, racontées »

il y aurait place pour des mondes où des contradictoires seraient vrais

où je dirais « tu vis, tu es morte » riant, tu répondrais »
Ce poème a pour titre la *Voie du conte*, et non « la voie », ce qui dit assez clairement qu'il est ici proposé, ou plutôt voulu, avec les forces conjuguées de l'intelligence et de l'amour, un itinéraire. Jacques Roubaud, obstinément, cherche des pistes, tente cet itinéraire pourtant impensable, donc impossible, comme l'avouent *Voie de l'impossible* et, plus encore, *Partage de monde* :

« ce monde : tranché en deux, deux espaces-temps irréductibles, sans connexions. (...) je suis là, toi là, pas ensemble. là-bas je suis mort. Là-bas, pas plus qu'ici, nous ne sommes plus au monde ensemble (tu y mourras, moi ici) en contrepartie tu es, tu es, là, encore, c'est la seule consolation, je ne la nommerai pas survie. »

L'écriture et sa défaite

A cette irrévocable séparation, y-a-t-il un substitut? Existe-t-il, contre elle, une possibilité de recours? C'est ce qu'inventorie la deuxième partie du recueil, la *Maladie de l'âme*, écrite en 1986, donc antérieurement à la première partie. Roubaud y dit, avec sa mesure, les éléments hostiles - « soleil manquant et arraché », « rougeurs étouffées de nuages », « les événements rouges » - « le délirant modérément, étant d'un naturel poli et paisible ». La solution pressentie est évidemment l'écriture ; et c'est comme si, dans ces textes placés, pour la composition du livre, après ceux de 1987-1990, elle avait anticipé sa défaite :

« si disais-je je renoue cette encre simulacre dans ma tête qu'aurai-je de plus? »

On est au point le plus noir du trajet, dans une impasse. Pourtant, *Mémoire*, le dernier poème de cette partie, marque une « sortie » possible, vers la vie :



Jacques Roubaud vu par Gérard Uferas

« le temps se reforme autour d'une voix les surfaces sans nom et le sans-nom s'apparient l'espace s'aggrave enfin, se duplique »

Alors, par un retournement qu'on pourrait qualifier d'héroïque, si l'on consent à donner au terme son sens ancien d'humanité se confrontant au destin, Jacques Roubaud, dans la troisième partie de son livre, *Cercles en méditations* (non datée), « se » propose - plus encore qu'il ne propose - comme définition de la poésie, un subtil

entrelacs entre la fugacité du souvenir et la densité immédiate de la forme : « dans le présent infini mince bouge la forme, pour mettre en place le « maintenant » de la poésie. » Si l'on croit au mot d'Hölderlin, « vivre, c'est défendre une forme », de la forme peut naître la vie, on peut réapprendre le monde réel, « graines de lumière » et « péripétie odorante de l'herbe ».

On peut combattre, en l'approchant au plus près, par la forme, ce « démon du silence qui » implore notre secours. Quand on a dit cela, on n'a que

tenté de rendre compte d'une démarche, passionnante d'intelligence incisive, dérangeante. Dessein peut-être dérisoire, comme en avertit Jacques Roubaud : « le sens est ce tentateur : le sens ruisselant de la ligne (...) le sens ne s'écartera rien de la ligne, sinon peut-être en ceci que l'achèvement le précipite et le gèle ; cependant que la ligne ne cesse pas de continuer, dont je ne viendrai pas à la fin ; ni vous »

Jeux d'arbres et de nuages

Dont acte. Il n'empêche - ou justement - la *Pluralité des mondes* de Lewis est mille autres choses encore, un réseau de mots captant la femme aimée et perdue dans ses métaphoriques couleurs de plante « terne, délavée, écarlate, pourpre, perse, violette », dans les images d'un Londres jadis partagé et que le deuil fracture en mondes l'un à l'autre étrangers, dans les odeurs - « brusque, punaise, sombre, endormie, framboisée », - dans des jeux d'arbres et de nuages.

On se prend alors à se demander si l'un des autres mondes possibles, hors des hypothèses où s'exerce, peut-être vainement, une certaine logique, n'est pas justement celui que trame insidieusement, continuellement - dans l'indifférence aux listes de meilleures ventes et autres reconnaissances éditoriales, mais dans la certitude de leur survie - une « bizarre logique », la poésie.

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, 1986, (le Monde du 1^{er} août 1986).

« Jacques Roubaud publie par ailleurs, dans la très intéressante collection « Brèves » de Hatier, que dirige Michel Chaillou, *Impressions de France, incursions dans la littérature du premier seizième siècle (1500-1550)*. Un itinéraire très personnel de Roubaud, à travers une période, sous les règnes de Louis XII (1498-1515) et de François I^{er} (1515-1547), qui « vit le triomphe en France du livre imprimé. D'où le titre de cette exploration. »

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

L'argent comme une grâce

Dernières nouvelles du tendre Fitzgerald : avec ces seize *Fragments du paradis* que publient aujourd'hui les éditions Belfond, c'en est fini des inédits de l'auteur de *Gatsby le Magnifique*. Fort heureusement, ce sont d'excellentes nouvelles qui, comme toujours, renvoient à un monde où l'on est parfois insouciant et parfois terriblement désespéré par la fuite du temps et des amours.

Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Les dames de Palestine

Un très bel ouvrage de Jean-Claude Simoën réunit les écrivains et les peintres qui firent le voyage en Palestine entre la fin des Lumières et les débuts du vingtième siècle. Il y a là Chateaubriand, Lamartine, Nerval, Flaubert, Barrès, Loti... pour une géographie sentimentale et passionnelle qui mélange les villes mythiques, les ruines et les couleurs du désert.

Page 24

LITTÉRATURE FRANÇAISE

La galaxie Zola

« Bouquins » réédite les *Rougon-Macquart* ; Gallimard publie ses *Écrits sur l'art* ; Henri Mitterand et Alain Pagès interrogent sa vie ; des associations continuent à célébrer son culte : on n'en a jamais fini avec Émile Zola.

Page 25

Anthony Powell, romancier-chorégraphe

Des personnages multiples dessinant un ballet complexe sur fond d'événements historiques : encore un Anglais prométhéen

LA DANSE DE LA VIE HUMAINE

d'Anthony Powell.
Deuxième trilogie comprenant *Chez lady Molly*, 263 p., 120 F., *Casanova's Chinese Restaurant*, 278 p., 120 F., et *Les Braves Gens*, 286 p., 130 F., romans traduits de l'anglais par Michel Douy et publiés chez Christian Bourgois.

Vaste panorama qui, de 1914 aux années 70, s'étend sur quatre trilogies, la *Danse de la vie humaine* (1) d'Anthony Powell porte sur l'histoire un regard appliqué plutôt que visionnaire. Le sociologue intéressé par cette période trouvera dans de tels romans une mine de renseignements. Certes, Powell s'en tient à certaines classes sociales : la bourgeoisie, la haute société et la bohème artistique qui, à l'occasion, se côtoient et se mêlent. Mais, à travers plusieurs centaines de personnages, il rend compte, avec une précision extraordinaire, des comportements sociaux. Il va s'agir du réalisme le plus traditionnel, non de celui qui tente de décrire les sentiments et les passions - ils seront ici à peine évoqués, - moins encore

de ce réalisme qui entend faire la part de la subjectivité : préférant renoncer à ce qu'il est impossible de mesurer, Anthony Powell se limite résolument - mais l'entreprise est déjà immense - à décrire la surface des choses. Comme le dit le général Conyers, grand lecteur de Freud, à propos d'un personnage qui affiche une réussite insolente : « Mais allez savoir les névroses qui sont en train de se développer sous cette surface. »

Les trois premiers tomes de cette grande fresque romanesque mettaient en place, dans le premier noyau des relations nouées à Eton par Nick Jenkins, le narrateur, des types humains que l'on pourrait diviser en deux groupes selon leur plus ou moins grande habileté à survivre : aux êtres de sensibilité et d'imagination, proches du narrateur, s'opposent ceux que leur volonte de puissance accorde aux mouvements du temps et de l'Histoire. Dans cette seconde trilogie, les danseurs reviennent, se croisent, s'allient ou se perdent de vue au gré d'une chorégraphie complexe ; leur cercle s'élargit au fur et à mesure que les mariages se font et se défont et que permutent les partenaires. En arrière-plan des épisodes qui se succèdent, résonnent les échos de l'Histoire collective : la montée du fascisme, la guerre d'Es-

pagne ou, dans le tome 6, l'évocation de la première guerre mondiale avec l'enfance du narrateur ; les questions sociales, telle l'agitation des suffragettes, mais aussi intellectuelles et artistiques, avec l'influence naissante de la psychanalyse, ou celle du surréalisme, reviennent dans le cours de la conversation, évoquées sur un mode tantôt comique, tantôt nostalgique.

Chaque personnage - de la bohème lady Molly qui, au lieu de piments, achète un singe à Scho, à Erridge, le comte rouge que sa vocation politique pousse à partir pour l'Espagne, en passant par Macintick, l'artiste qui se suicidera - est décrit avec une richesse de détails qui, au-delà de son histoire personnelle, définit bientôt sa famille entière. « J'adore qu'on me raconte la vie des autres, imaginative ou non », dit le narrateur. Les sagas familiales s'enchaînent et s'entremêlent « comme les bandes dessinées d'un quotidien pour lequel on finit par se passionner ».

Widmerpool, l'arriviste, revient, fiancé cette fois, avec une femme d'âge mûr et de réputation douteuse qui a pourtant l'avantage, incalculable à ses yeux, d'appartenir à la haute société. Un week-end malencontreux, au cours duquel Widmerpool failira à sa tâche

d'amant, mettra fin à cette idylle qui occupe le tome 4 (*Chez lady Molly*). Erridge, aristocrate épris d'idées, que « son non-conformisme joint à sa grandeur d'âme dispense d'observer envers les autres toutes ces petites règles ennuyeuses qui accompagnent les convenances ordinaires », affirme des principes passionnants, humanitaires et libéraux, et n'en fait qu'à sa tête : il enlève la femme d'un ami, part avec elle en Chine pour y « analyser la situation politique, et la renvoie sans tarder. »

Écrivains et musiciens, jeunes filles émancipées et critiques à la mode gravitent autour de lui et du Casanova's Chinese Restaurant. Le suicide de Macintick et la mort du romancier St John Clarke font apparaître la gravité sous-jacente au stoïcisme amusé du narrateur. Ce sont ces événements, plus encore que le ton interrogateur et distancé du narrateur-romancier, qui dénotent le sérieux du propos et la mélancolie du moraliste - ce que confirme l'ultime allusion, dans le dernier tome de cette épopée, à *The Anatomy of Melancholy*, de Robert Burton.

Christine Jordis

(1) La première trilogie - *Une question d'éducation*, les *Mouvements du cœur* et *l'Acceptation* - a paru sous le titre général *La Ronde de la musique du temps*, chez Christian Bourgois, en 1989.

A EX-LIBRIS
LE 5 DÉCEMBRE,
L'EXPLOSION
COMIQUE !

Raymond
DEVOS



Matière
à rire

L'intégrale

OLIVIER ORBAN

OLIVIER ORBAN

FRAGMENTS DU PARADIS

nouvelles

de Francis Scott Fitzgerald.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacques Tournier.
Belfond, 438 p., 115 F.

DE L'ÉCRITURE

de Francis Scott Fitzgerald.
Textes réunis et présentés par Larry W. Phillips,
traduits par Jacques Tournier,
préface de Franz-Olivier Giesbert. Complexe, 123 p., 59 F.

ENCORE un recueil de nouvelles de Fitzgerald, dira-t-on. Oui, et c'est tant mieux. Dans la préface qu'elle écrit pour présenter ce dernier ensemble, la fille de Fitzgerald, Frances, dite « Scottie », déclarait que ses amies l'enviaient, parce qu'en période de vaches maigres il lui aurait suffi de rédiger elle-même une pleine brassée de lettres inédites de son père. Ce que l'honnête Scottie ne fit pas, bien sûr. Tous les carnets, petits papiers et reliques diverses de Scott sont déposés aux archives de l'université de Princeton. Et il n'y a plus que sept nouvelles qui restent inédites, réservées par les ayants droit. Ces seize *Fragments du paradis* sont donc en tout état de cause les dernières nouvelles que nous aurons jamais du tendre Fitzgerald, mort désespéré, en 1940 à Hollywood, à quarante-quatre ans. Fort heureusement, ce sont d'excellentes nouvelles.

Comme toujours, et dans la mesure où leur rédaction s'étale sur une vingtaine d'années, ces récits nous renvoient au monde de Fitzgerald, parfois d'une invraisemblable gaieté, où des gens riches, jeunes et beaux boivent du champagne et dansent le charleston, parfois d'une insondable tristesse, celle d'avoir perdu les clés du paradis, de la jeunesse. On y est insouciant par moments, à d'autres terriblement désemparé par la fuite du temps, des forces et des amours.

UNE jeune fille très populaire, la plus longue nouvelle du volume, est assez représentative de l'ensemble. Dans une petite ville du Middle West, une jeune fille, Yanci, que tout le monde, à commencer par elle-même, juge « très populaire », vit avec son père, Tom. C'est un homme très élégant, avec beaucoup d'allure, mais qui néglige ses affaires au profit de la bouteille. Yanci s'arrange le plus souvent, au country-club, pour le faire partir sous un prétexte quelconque, avant qu'il ne roule sous la table. Elle n'y parvient pas toujours, notamment ce soir où on lui présente un certain Scott Kimberly, jeune homme sérieux, attentif, fortuné et citoyen de New-York, dont la seule évocation renvoie Yanci à un univers de fastes et de bonheurs illimités. Le très attentif Scott raccompagne le père de Yanci à moitié conscient et fait une promenade en auto avec la fille, sur les berges du Mississippi. On s'embrasse. Le distingué père fait un chèque à sa fille et meurt, bêtement, assis sur sa chaise. Scott retourne à New-York. La jeune Yanci rêve un moment et se décide à partir à son tour pour la grande ville verticale. Commence alors un suspense financier épouvantable : elle a peu d'argent et veut paraître à l'aise, courtisée par de riches jeunes hommes, invitées au bal de promotion de Princeton, logeant au Ritz, etc., tout un cinéma dont elle n'a les moyens que pour quelques jours, le temps de séduire l'héritier

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



F. S. Fitzgerald : dernières nouvelles.

L'argent comme une grâce

Scott, qu'elle se croit cependant obligée de laisser mariner dans son jus. La partie est serrée, sinon fine.

De minauderies en coups de bluff, Yanci est sur le point de perdre toutes ses chances avec Scott, dollar après dollar, jusqu'au dernier cent, et c'est un pur miracle romanesque s'il consent à la sauver en fin de compte. On peut légitimement penser, en l'occurrence, que Fitzgerald n'aurait pas, en toute sincérité, inventé cette happy end gentille, s'il n'y avait été contraint par la morale ambiante, celle du *Saturday Evening Post*, où parut cette nouvelle, à une époque où l'on voulait que tout finisse bien, un journal idéal n'annonçant que du bonheur. La logique de ce récit, pourtant, aurait voulu que le jeune Scott, agacé par cette provinciale chichiteuse, la plante avec ses dettes et ses affabula-

tions. Mais c'est là où, justement, on touche le point sensible, celui de l'argent. L'argent dans tout ses états, celui, très prosaïque, qui permet de s'acheter un sandwich, un billet de chemin de fer ; celui, magnifié, des milliardaires qui semblent vivre une autre vie, appartenir à une espèce plus qu'humaine, adrienne, inaccessible. L'argent comme une grâce.

FITZGERALD a beaucoup aimé l'argent. Il en a dépensé largement (lire, à ce sujet, la nouvelle intitulée *Jusqu'au dernier penny*, qui met en scène un incorrigible prodigue), en a gagné plus ou moins facilement. Il lui a toujours trouvé une souplesse et une séduction qu'on dirait presque sexuelles. Sorti sans diplôme de Princeton, mais avec beaucoup d'ambition, il a d'abord et essentiellement gagné sa vie en publiant des nouvelles dans les journaux. La presse américaine dans les années 20 rétribuait largement les nouvelles, la diffusion des grands quotidiens était considérable et le public intéressé. Plus tard, c'est vers Hollywood que Fitzgerald dut se tourner. L'argent s'était déplacé, du papier vers l'image. Trop vite. Fitzgerald était définitivement du côté de l'argent-papier, jusqu'à la ruine.

Larry W. Phillips a regroupé en un petit opuscule des citations de Fitzgerald ayant trait à l'écriture, au métier de romancier, des extraits de sa correspondance la plupart du temps, notamment de ses lettres à Scottie qui voulait être écrivain elle aussi. A propos d'une jeune fille très populaire, il dit trouver « décourageant qu'une nouvelle écrite aussi vite, en moins d'une semaine, m'ait rapporté 1 500 dollars, alors qu'un texte beaucoup plus subtil comme *Un diamant gros comme le Ritz ne me rapporte rien* ». Il se plaint aussi de son incapacité à écrire vite (« *Même dans les années 24, 28, 29 et 30, entièrement consacrées à l'écriture des nouvelles, je n'ai jamais pu en écrire plus de huit ou neuf par an qui soient de qualité* ») ou à produire en série sur le même canevas, de manière industrielle, ce qui serait évidemment plus rentable. Hélas, il est un écrivain sincère, chacune de ses nouvelles part d'une émotion particulière et ses lecteurs sont en droit de s'attendre toujours à quelque chose de nouveau.

Il insiste beaucoup sur la nécessité de l'émotion comme déclencheur du travail littéraire. Sans en éprouver la contradiction, il écrit à Scottie : « *En règle générale, l'univers ne se limite pas aux plages et aux country-clubs* », d'une part, et d'autre part, à propos d'un essai qu'elle lui soumet, il la conjure de livrer le secret, de dire « *ce qui s'est passé en profondeur pendant ou après ce bal de promotion. Tu découvrirais qu'on peut parfaitement faire comprendre au Japon le plus isolé sur sa banquette l'importance d'une visite chez Cartier* ». Certaines de ces nouvelles ont été écrites en plein bonheur, d'autres pendant une hospitalisation de Zelda, les unes en France, les autres en Amérique. La musique reste la même, celle d'un pays doré. Les Américains, explique-t-il dans les *Nageurs*, sont venus au monde avec des nageoires. « *L'argent n'est-il pas une forme de nageoire ?* » Certes. Et il arrive que les poissons se noient. Les *Nageurs*, écrite à Cannes, a été publiée dans le *Saturday Evening Post* du 19 octobre 1929, quelques jours avant le krach de Wall Street.

* Signales une nouvelle traduction de *Gatsby le magnifique*, parue des autres qui constituaient la première, par Michel Vieil, à l'Age d'homme.

LE VOYAGE EN TERRE SAINTE

de Jean-Claude Simoën.
Lattès, photos en noir et blanc,
reproductions en couleurs,
278 p., 498 F.

DANS la tristesse des Ardennes, Arthur Rimbaud s'échappait à la pensée des villes fabuleuses qui avaient existé jadis ou qui existaient encore. Les rêves de campagne et de province s'efforcent d'imaginer les séductions de Constantinople, la gloire de Babylone, la splendeur de Palmyre ou les beautés de Jérusalem, laquelle conserva longtemps la réputation d'être « le nombril » de la planète et d'avoir des relations secrètes avec l'infini.

François-René de Chateaubriand, qui avait été lui aussi un rêveur de province, découvrit Jérusalem lors de l'automne 1806. « *Un siècle antérieur, dirait-il, avait perdu le souvenir du berceau de la religion (...). De ce concours de circonstances, il résultait que Jérusalem, d'ailleurs si près de nous, paraissait être au bout du monde : l'imagination se plaisait à semer des obstacles et des périls sur les avenues de la Cité sainte. Je tentai l'aventure, et il m'arriva ce qui arrive à quiconque marche sur l'objet de sa frayeur : le fantôme s'évanouit. » Poussant la (fausse) modestie jusqu'à rabaisser au rang des guides touristiques son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, le vicomte ajoutait : « *J'ai donc eu le tout petit mérite d'ouvrir la carrière, et le très grand plaisir de voir qu'elle a été suivie après moi. En effet, mon itinéraire fut à peine publié qu'il servit de guide à une foule de voyageurs.* »*

Le très bel ouvrage de Jean-Claude Simoën réunit les écrivains et les peintres qui firent le voyage en Terre sainte, entre la fin des Lumières et les débuts de notre siècle. Il y a naturellement Volney et Chateaubriand,

les précurseurs, et puis Alphonse de Lamartine, Gérard de Nerval, Gustave Flaubert, Ernest Renan, Mark Twain, Pierre Loti, Maurice Barres, sans compter quelques auteurs de moindre renommée. Des extraits de leurs récits accompagnent les peintures d'Edward Lear, d'Adrien Dauzats, de David Roberts, de Carl Werner, de Charles Robertson, de Carl Haag ou de William Simpson... Je recommande ce livre aux rêveurs de Carpentras, de Cambrai, de Pont-Audemer et de Levallois-Perret. Ils y trouveront une géographie sentimentale ou passionnelle, qui mélange les villes mythiques, les ruines et les couleurs du désert. C'est chimérique et somptueux. Avec ce qu'il faut de mélancolie.

QUAND les brumes de Londres vous donnent de l'asthme, et quand vos parents vous connaissent à peine, parce que vous êtes leur vingtième enfant, que faire sinon démentir ses pensées ? S'imaginer ailleurs et s'enfuir dès que possible. Voyager. Aussi, l'étrange Edward Lear, qui ferait de l'histoire absurde (le *nonsense*) une des meilleures distractions britanniques, allait partir assez tôt pour Rome, la Grèce, la Turquie, l'Albanie et l'Égypte. Il visiterait la Palestine en 1858. Le climat de Jérusalem lui convenait davantage que les rigueurs et les ingratitude de la Tamise. Lorsque les Anglais respirent mal et sont mal aimés de leurs parents, ils peignent merveilleusement la lumière et les jeunes, les ocres des pays du Levant.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Les dames de Palestine



Chateaubriand vu par Berenice Cleve.

Et puis l'orientalisme se trouvait être à la mode. Edward Lear souscrivait à l'un des engouements de son époque. A vrai dire, c'était une vieille affaire. Après tout, les croisades et les pèlerinages, c'était aussi de l'orientalisme. Dans son introduction, Jean-Claude Simoën résume l'histoire confuse et tourmentée de Jérusalem. Etre, comme l'écrit Chateaubriand, « le berceau » de trois religions, cela vous donne de la notoriété, mais cela n'est pas nécessaire-

ment une chance. Car l'histoire de Jérusalem est remplie « de bruit et de fureur ». Les incendies, les destructions, les massacres se succèdent. Avec quelle âpreté les gens défendent leurs chimères contre les chimères concurrentes, même si le dieu qu'ils célèbrent est le frère ou le sosie des deux autres ! Il faut se méfier des villes célestes. Elles dissimulent de sombres querelles de famille...

On ajoutera que la religion se mêle presque toujours de mer-

cantilisme, et que celui-ci n'arrange pas les choses. Les croisades furent l'occasion de multiples rapines. Et les pèlerinages, qui étaient le moyen d'acheter sa vie éternelle, offraient aux pillards des milliers de proies faciles. Au dix-neuvième siècle, le commerce des objets de piété se portait déjà très bien. Voyant les processions avec leurs bannières, une dame, qui s'appela (quelle merveille !) la comtesse Agénor de Gasparin, paraissait tristement de « bal masqué ».

MEILLEUR s'ils se donnaient des allures religieuses, les écrivains faisaient du tourisme littéraire. Après avoir exploré Jérusalem et pris sa leçon de « géographie sacrée », chacun se dépêchait de rentrer, afin de noter ses impressions. Elles étaient pour le moins diverses chez Mark Twain. C'est naturel. Les humoristes ne ressentent et ne font rien comme les autres. L'inventeur de la littérature américaine moderne assurait que Jérusalem était « la ville la plus bossue du monde, à part Constantinople ». Nerval continuait son métier de « rêveur définitif ». Et Lamartine n'apercevait pas l'envers du décor. Ni la crasse ni la misère, ni les filouteries. Il mêlait, comme à l'ordinaire, l'émotion et les gémissements. Dire que nous aurions à supporter ce pleureur dans les classes du lycée ! Quant à Pierre Loti, il justifiait la réputation d'imbécile que lui ferait André Breton, lorsqu'il évoquait « avec dégoût » les vieux juifs de Jérusalem. L'ex-

otisme ne guérit pas de la bêtise. Le plus souvent, il l'aggrave. Par bonheur, Chateaubriand avait traité le sujet d'une manière délicate. Il s'étonnait de la survie des traditions et de la culture juives, alors que d'autres cultures, moins anciennes, avaient toutes disparu.

LE meilleur était Flaubert. A la fois ronchonneur et admiratif. Aucune laideur, aucune turpitude ne lui échappait. Mais, quand il le fallait, il savait être enthousiaste. Voici le ronchonneur : « *Le Saint-Sépulcre est l'agglomération de toutes les malédictions possibles. Dans un si petit espace, il y a une église arménienne, une grecque, une latine, une copte. Tout cela s'injuriant, se maudissant du fond de l'âme, et empiétant sur le voisin à propos de chandeliers, de tapis et de tableaux, quels tableaux ! C'est le pacha turc qui a les clefs du Saint-Sépulcre ; quand on veut le visiter, il faut aller chercher les clefs chez lui. Je trouve ça très fort ; du reste, c'est par humanité. Si le Saint-Sépulcre était livré aux chrétiens, ils s'y massacreraient infailliblement.* »

Voici l'enthousiaste : « *Je jouis de tout ; je savoure le ciel, les pierres, la mer, les ruines.* » Flaubert éprouvait une émotion particulière devant les dames de Nazareth : « *Dans leur robe serrée aux hanches par des ceintures, elles ont des mouvements bibliques. Ça marche royalement. (...) Et ça passe près de vous, comme des ombres.* »

Parmi ces voyageurs du dix-neuvième siècle, certains épousaient les coutumes locales : les façons de se vêtir et de se nourrir. D'autres apportaient leur manger. Et pas seulement leur mobilier et avec toutes leurs habitudes. Une lady recommandait, à ceux qui la suivraient en Palestine, de ne pas oublier la confiture d'abricot. Ni, bien sûr, le thé.

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Venaille le Magnifique

LE SULTAN D'ISTAMBOUL
de Franck Venaille.
Salvy, 121 p., 90 F.

On savait Franck Venaille amoureux fou de la Flandre, des villes de Lens et de Trieste, sans oublier Saint-Ouen et son club de football. Aujourd'hui, en quête d'une nouvelle intensité, il proclame sa passion pour Istanbul, cité dans laquelle il prétend errer depuis plus de cinq siècles. Ne s'est-il pas emparé de l'ancienne Constantinople, le 29 mai 1453, à la tête de ses janissaires ?

Ce savoir immortel ne console pas le sultan Venaille le Magnifique de son triste compagnonnage avec lui-même. Il ne fait plus l'histoire, mais les échos de sa gloire passée encombrant encore sa mémoire. Chef de guerre et homme de conquête, il n'a pas su, à la manière d'un Néron, donner l'ordre d'incendier la ville, symbole de sa munificence.

Dérivatoire orgueil

Le Sultan d'Istanbul est une superbe réflexion sur la folie et le pouvoir. Franck Venaille dissimule son désir froid derrière une écriture oppressée où à chaque interpellation répond une question. Ce récit douloureux n'est altéré par aucun génémisme.

Mehmed le Pieux, un mendiant aux ongles meurtriers, et un enfant escortent la solitude de ce prince déchu, dont on disait, jadis, qu'il marchait sur les eaux du Bosphore. La vaguesonde ne flirte plus avec le destin, mais il demeure le maître de ses bouffonneries et la seule gloire qu'il revendique désormais, c'est d'être resté debout, malgré le

sort contraire. Dérivatoire orgueil dont Venaille ricane ligne après ligne.

« Menteur-mystique. Escroc. Déserteur par pénitence ». Toutes les définitions qu'il donne de lui-même sont justes et, pourtant, aucune d'entre elles ne suffirait à le cerner. L'Azerbaïdjan, le Kurdistan, la Syrie, la Palestine, l'Égypte, etc. : que de batailles et de bruit pour rien, ou si peu ! Le sultan Venaille le Magnifique, qui a perdu une main lors d'une embuscade, n'arrive pas à se réconcilier avec son enveloppe charnelle. Pourtant, la douleur ne lui est pas tout à fait étrangère. Pour un peu, elle lui servirait de partenaire avec les hommes ordinaires.

Sultan ou écrivain, Franck Venaille ne peut laisser indifférent. Cet auteur investit des paysages, comme un noyé l'eau. Peu importe, en définitive, où le conduira demain son errance puisque, presque malgré lui, elle lui dictera des pages dans lesquelles la réalité sera traitée comme il se doit, en vieille marâtre dont la littérature n'a que faire.

Pierre Drachline

* Signalons également le numéro de la revue annuelle dirigée par Gérard-Georges Lemaire, l'«*Essai*» (qui change pour l'occasion de format et de format), consacré à Constantinople. On y trouve des textes de Lamartine, Maxime Du Camp, Henri de Régnier... (Christian Bourgois, 202 p., 100 F.). Chez le même éditeur, mais en 10/18, le *Constantinople* de Théophile Gautier (préface par Gérard-Georges Lemaire), récit du voyage de l'écrivain en Orient en 1852 et, dans un tout autre genre, la *Conquête de Constantinople* de Robert de Clari, chevalier picard, chroniqueur de la quatrième croisade ; édition due à Alexandre Micha, dans la «*Bibliothèque médiévale*» (Lafont, 200 p., 200 F.).

Sous le signe de Truffaut

Jacques Siclier, première ! Pour ses débuts romanesques, le critique de cinéma « met en scène » un double d'Antoine Doinel

Notre collaborateur Jacques Siclier vient de publier son premier roman, *Les Nuits de juillet*. Nous avons demandé à Florence Noiville d'en rendre compte.

LES NUITS DE JUILLET
de Jacques Siclier.
Seghers, 192 p., 100 F.

Heureux, les petits garçons qui n'ont jamais connu leur père ! Sur-tout lorsque ce père, comme celui de Jean-François, était un acteur célèbre du cinéma des années 30, un visage derrière un écran, une image distanciée, un mythe, bref, le matériel idéal pour donner naissance à un complexe d'Édipe complaisamment peaufiné et dédicieusement entretenu.

Tel est le point de départ des *Nuits de juillet*, premier roman de Jacques Siclier qui, nourri par trente-cinq années de critiques cinématographiques, imprégné sinon lassé des histoires des autres, a eu soudain envie de raconter la sienne. Libraire marié, père de famille, Jean-François s'accommodait fort bien de l'image idéalisée d'un père qu'il n'a jamais connu parce qu'il se serait suicidé peu de temps après sa naissance, une nuit de juillet 1942, la veille de la rafle du Vel'd'Hiv.

Sans doute sent-il, inconsciemment, que cette image n'est pas vraie, mais qu'importe : elle est si simple, si lisse, si rassurante. Certes, il a grandi dans un monde de femmes — une mère trop vite disparue, une grand-mère accablée de tristesse, une odieuse maîtresse, — mais il a su combler l'absence du père par une autre figure masculine, celle de Vincent, un jeune homosexuel rencontré une nuit de juillet 1962 — vingt ans, jour



Doinel-Léaud dans une scène du film l'Amour en fuite.

pour jour, après la disparition de son père — lors d'une représentation de *Don Giovanni* au Festival d'Aix-en-Provence. Encouragé par Vincent, Jean-François est parti fonder un foyer avec Marceline, dans le sud de la France. Il s'est enfin stabilisé, lorsqu'une lettre anonyme, « un pavé jeté dans les eaux dormantes » du quotidien, vient brutalement bouleverser son existence protégée : « Si vous voulez savoir la vérité sur votre père, allez la demander au docteur Fajeron, 105, rue de Rennes. Vous aurez une vilaine surprise. » Accouru pour « faire remonter le passé à la surface du temps », Jean-François s'acharne à élucider le mystère de ses origines, s'illonne Paris, retrouve les lieux qu'il a aimés, retombe dans les bras de Vincent, expulse quelques vieux fantasmes, tue son père une

seconde fois, et « devient adulte à quarante ans ».

Le livre est le récit de ce retour sur soi psychanalytique, une enquête policière et sentimentale, un « thriller affectif », une double, voire une triple histoire d'amour. C'est aussi une confession — largement autobiographique — où Jacques Siclier, ça et là, a glissé ce qu'il aime : Paris, la Provence, Daphné du Maurier, l'Opéra et, bien entendu, ce dont il s'abreuve depuis l'enfance, son lait maternel : le cinéma. Il ne lui emprunte pas seulement quelques procédés d'écriture — séquences brèves, fondus enchaînés, retours en arrière... —, il s'amuse aussi, comme on pouvait s'y attendre, à y renvoyer sans

cesse. Alexandre Brétigny, le père absent, rappelle un peu Pierre

Richard-Willm ou l'un de ces acteurs très séduisants des années 30 ; une scène du livre est inspirée du film d'avant-guerre *le Chevalier sans armure* de Jacques Feyder (mais sans Mariène Dietrich) ; quant à Jean-François, cet incurable sentimental qui, comme il est dit dans *Muriel de Resnais*, a une «*mémoire bloquée*», Jacques Siclier l'a voulu semblable à un personnage de Truffaut, l'un de ces êtres faibles, secrets, mélancoliques et tourmentés, éternels adolescents qui, sans cesse, « se racontent des histoires », un Antoine Doinel revisité, qui, dans sa transposition littéraire, s'interrogerait, avec sensibilité et tendresse, sur les élans de la passion, les douleurs de l'absence, les mille et une petites égratignures du cœur.

Florence Noiville

La « George Sand de Malakoff »

Une femme prise au piège de l'insignifiance du quotidien : Carol Mann est une observatrice caustique et tendre

LA DOUCEUR DU FOYER
de Carol Mann.
Seghers, 354 p., 120 F.

À la sortie de la maternité, les mères ne se présentent pas par leurs prénoms, mais par ceux de leurs enfants : il y a la maman de Vanessa, celle d'Alice et de Jérémie. Elles sont toutes fatiguées : celles qui travaillent, comme Chantal, courant sans répit de l'hôpital à la garderie, ou Léa, rédactrice de mode, cheveu en brosse, « le nouveau genre bourgeois bohème de Malakoff » ; mais aussi celles qui, comme Isabelle Mercier, restent à la maison et se sentent frustrées : « Il n'y a pas de solution. »

Dans le journal qu'elle écrit, soir après soir, Isabelle évoque ironiquement « la douceur du foyer ». « Quand je me réveille, je me dis que je ne suis pas tout à fait morte et qu'il se passe encore quelque chose dans la vie, des fois. Des choses minuscules, c'est vrai... » Les tombereaux de linge à laver, les samedis hagards au « Super M », Caddies bourrés de couches et de lait, les goûters où les enfants hurlent « cacaboudin », les journées avec Noémie, quatre ans, et Jennifer, deux ans, sans parler à un adulte, tandis que Jules Mercier est en voyage d'affaires.

Dans la cuisine, devant une reproduction de Modigliani et une affiche de Turpin, Isabelle, entre deux « glâches Parmentiers », se réfugie dans la lecture de romans. Elle a le sentiment de ne plus être une vraie personne, mais « un robot à tout faire, en plastique rose et rouge, avec sa housse lavable en jean ». Le jour où, épuisée, elle reste, à la surprise générale, dans son lit, c'est pour se préparer à un lendemain apocalyptique : « De la vaisselle sur la planche à repasser, des pêches pourries sur la table, des sandales éparpillées partout, du Coca tiède dans la salle de bains, tellement de jouets par terre qu'on ne voit plus la moquette, trois casseroles noires et une poêle brûlée (Jules a préparé un biberon et une omelette)... Une journée sans moi, quoi. »

Tout n'est pas désespérément sombre dans la vie d'Isabelle. Elle a fui une mère peu chaleureuse, puis un travail sans grand intérêt en se mariant « avec le premier gars qui avait l'air moins taré que les autres ». Même s'il ne reste à Jules et Isabelle qu'un « petit frisson qui passe comme ça — entre deux cauchemars des gosses », ils adorent leurs enfants et, transplantés des brumes malakoffiennes au soleil de Nice, ils constatent, malgré le teint « homard ébouillanté » d'Isabelle, que, loin de leur F3, l'existence pouvait être assez douce.

Carol Mann a un incontestable talent pour fixer l'insignifiante gra-

naïlle du quotidien avec la justesse aiguë d'une observatrice caustique et tendre. « J'espère qu'un jour j'aurai le temps d'être un peu moi », écrit Isabelle dans son journal. Mais elle redoute la solitude autant qu'elle la souhaite. Les jours et les mois se suivent dans une monotonie accablante, tandis que la «*George Sand de Malakoff*» essaie de transposer sa vie, « version mill-lardière », dans un de ces romans roses qu'elle lisait pour se consoler. Renonçant définitivement à la réalité, regard perdu dans son « rêve fermé ».

Monique Petitlon

La haine d'Aymé

LE VALET NOIR
de Pierre Kyria.
Ed. du Rocher, 365 p., 140 F.

« Un crachat d'esclave dans la mer des Caraïbes » ; c'est ainsi qu'Hubert de Frémenville appelait l'île des Camarines où, venu pour faire fortune, il ne fit que de mauvaises affaires. Il y eut un fils, et bien malgré lui, il fallut toute l'autorité de l'abbé Blondeau pour que Frémenville renonçât à l'avortement de Maryse, la lingère séduite pour un instant qui ne fut ni d'amour ni de plaisir.

Mais accepter cette vie n'est pas la reconnaître, et Aymé, le bêtard qui « grandit à la diable en se rebellant contre tout », prendra peu à peu conscience de son état, découvrira sa vraie identité. Troublé, révolté, il ne trouvera quelque apaisement que dans la vengeance.

L'abbé en sera la première victime, Aymé exerçant sur lui toutes les tentations de la sexualité jusqu'à ce qu'il succombe. Puis, venu en France, il s'acharnera sur le couple d'Isabelle et de


Robert, Isabelle étant sa demi-sœur chez qui il s'est fait servir sans révéler qui il est.

Avec ce roman de la bêtardise, Pierre Kyria n'a pas seulement écrit l'histoire d'une recherche d'identité et de la vengeance. Certes, il y a chez Aymé un besoin de reconnaissance, de l'égreur qui tient à sa situation et de cette jalousie qui lui fait voir Isabelle comme une usurpatrice d'une part de ce qui lui revient.

Mais du jeune créole médis, l'auteur brosse un autre portrait, plus symbolique. Très réaliste dans sa sensualité et sa peinture du quotidien, le récit de Pierre Kyria dépasse les contingences qui peuvent influencer voire détruire des vies.

Aymé, c'est le mal en quête du bien, le pis des âmes du malin, c'est l'amour qui, de ne pouvoir donner et recevoir, se fait haine. Une haine qui manipule les êtres avec les armes pernicieuses du charme et de la séduction mis au service de l'imposture. Mais y a-t-il un autre moyen de vivre pour les rejetés ?

Pierre-Robert Leclercq



Robert Sabatier
de l'Académie Goncourt

Le Livre de la déraison souriante

Un écrivain nous livre les maximes, les aphorismes, les réflexions, amassées tout au long de sa vie.
Un livre de sage qui ne se prend pas au sérieux.
Pour comprendre le monde et soi-même.

■ ALBIN MICHEL ■

CE SOIR
A EX-LIBRIS

LITTÉRATURE FRANÇAISE

La galaxie Zola

Une œuvre monumentale sans cesse rééditée — « Bouquins » entame le cycle des Rougon-Macquart, Gallimard publie ses *Écrits sur l'art* ; une vie toujours commentée — Henri Mitterand, Alain Pagès ; un culte encore célébré : l'actualité d'Emile Zola ne se dément pas

LES ROUGON-MACQUART
Histoire naturelle et sociale
d'une famille sous le
Second Empire

d'Emile Zola.
Edition établie par Colette Becker,
coll. « Bouquins », Laffont
(tome I, 1 370 p.,
tome II, 1 220 p.,
140 F le volume
(trois autres suivront l'année
prochaine,
complétés par
un dictionnaire Zola).

ÉMILE ZOLA,
UN INTELLECTUEL
DANS L'AFFAIRE DREYFUS

d'Alain Pagès.
Séguier, 397 p., 180 F.

ZOLA, L'HISTOIRE
ET LA FICTION

d'Henri Mitterand,
PUF, coll. « Écrivains », 294 p.,
150 F.

A Aix, quand il était petit, ses amis s'appelaient Paillle et Cézanne. Il a connu la pauvreté après la mort de son père, un Vénitien, un métèque. Dans le deux-pièces, le long des remparts, on géloirait de misère, écrit-il. Il y a pué cette certitude qu'il faut « tout connaître pour tout guérir... d'une façon ou d'une autre », explique-t-il, beaucoup plus tard, quand on lui demande pourquoi il n'écrit pas de Mémoires, pourquoi il n'a jamais parlé de lui. « J'ai mis beaucoup de ma jeunesse dans mes livres où j'ai retracé plus largement qu'aucun romancier ne l'a jamais fait mes expériences personnelles et mes sentiments. »

Zola, cet écrivain né au confluent de Hugo et de Balzac, est un jeune homme romantique qui pleure en lisant Musset.

Pour comprendre la séduction constante de Zola sur la jeunesse, il faut savoir cela, oublier le monoco d'or, le gilet et la pelisse de ce père tranquille, jeté on ne saurait trop pourquoi dans la tourmente de l'affaire Dreyfus à cinquante-huit ans, alors qu'il est président de la Société des gens de lettres, décoré de la Légion d'honneur, notable, écrivain arrivé, même s'il reste hâ par une bourgeoisie qui ne cesse de lui reprocher ses obscurités, sa vulgarité, la boue où il se complait.

Zola à vingt ans, c'est Nantas,

le héros d'une nouvelle parue en 1879 (1). « On avait souvent ri de lui lorsqu'il s'oubliait à faire des confidences et à répéter sa phrase favorite : je suis une force. Il avait le sentiment d'être né d'une intelligence et d'une force qui n'étaient pas à leur place, entendait monter tranquillement à cette place par un besoin naturel de logique. » Le portrait du jeune homme artiste, décidé à se vendre et dédaigneux cependant des conventions sociales, est un autoportrait lucide.

En 1862, il entre comme commis chez Hachette, où il devient chef de publicité. Il commence à écrire pour les journaux. Le 14 décembre 1866, il rencontre les Goncourt, il leur explique qu'il ne peut plus écrire « ces articles ignobles et infâmes », il a besoin d'un éditeur qui l'achèterait pour six ans. Il a en tête une grande machine, il veut décrire les conséquences d'une maladie complexe de la société, éviter les caractères trop gros de Balzac, cette comédie humaine qui oublie les ouvriers, Darwin, et que les caractères sont déterminés par les organes génitaux. Il y aura la foule et la fatalité. Il rendra compte des quatre mondes, le peuple, les commerçants, la bourgeoisie et le grand monde, et du cinquième, le monde à part que sont les artistes et les putains. Les Goncourt observent cet homme habité, anxieux, sombre et compliqué. Ils devinent sa douleur de vivre et sa joie d'être. Ils sont impressionnés.

Zola se trouve son éditeur, il en changera. Il met au point sa méthode. Trois à cinq pages par jour, des chemises en carton où il range ébauches, personnages, milieux, les notes, le plan. Le premier plan est remis à l'éditeur Lacroix en 1869. L'explosion triomphale de l'Assommoir est pour 1877. En 1880, Flaubert salue Nana, mythique, michelangeluesque, 1885, c'est *Germinal*, en 1890, *Le Bête humaine*, puis *Le Déshonneur*. En 1893, le *Docteur Pascal* ferme le cycle ouvert par la *Fortune des Rougon*, en 1870, qui a fait dire à Flaubert, encore lui : « Vous avez un fier talent. »

L'admiration constante de Flaubert va à la modernité de Zola, que souligne Mallarmé et qu'ont fait oublier les épigones et les théoriciens du naturalisme et du roman prolétarien. Elle va au génie du détail et de la matière, à



NICOLAS GUILBERT

cette puissance d'images que possède Zola, le bâtisseur, même s'il se dit incapable d'inventer, obsédé par la logique — toujours la logique — et la nécessité de rendre « la vie avec sa foison, sa largeur, la passion, le torrent grondant mais large ». Dans l'histoire de Nantas, Zola décrit en biais l'homme qu'il est devenu : « Jus-

qu'à minuit, Nantas travailla dans son cabinet. Il s'était passionné peu à peu. Plus rien n'existait que cette création, ce mécanisme financier qu'il avait lentement construit, rouage à rouage, au travers d'obsessions sans nombre. » Et puis Nantas, comme le fera Zola, jone sa réussite à quille ou double. « Sa der-

nière pensée était de mépris pour la force puisque la force ne pouvait lui donner la vie. » Zola n'a plus que mépris pour sa force s'il ne peut se dire, même en tremblant de se mentir, qu'elle sert la vérité.

Cela a commencé dès 1866 avec *Mes haines*, cette déclaration de zèle à ceux qui confondent les vérités d'hier et celles d'aujourd'hui. En 1866, il s'agissait de défendre les peintres relus au Salon et spécialement Manet, contre les aveugles, les cuistres, les pédants, les ennuyeux, cette armée de gens nuls et impuissants. En 1898, il s'agit d'une autre armée, la vraie, et non plus de peinture, mais de politique. « Ce que je demande à l'artiste, ce n'est pas de donner de tendres visions ou des cauchemars effroyables, c'est de se livrer lui-même cœur et chair, et d'affirmer hautement un esprit puissant et particulier. Il s'agit d'être soi. » C'est cet individualisme de la création et de l'existence menant de *Mes haines* à *J'accuse* qui fait de Zola le premier de cette lignée d'intellectuels allant de Péguy à Havel.

Le Zola de 1898 n'est plus le jeune homme affamé du tableau de Manet. On le devine, sur les photos de Nadar, plutôt tchèque, les traits comme retirés vers le dedans, un peu las de s'étonner depuis si longtemps de tout ce qui se fait de laid, de sale et de mal, mais inlassablement étonné. Il ne s'est pas lancé du jour au lendemain dans cette bataille dure et dangereuse où il risque et trouve la prison, l'exil, les insultes redoublées et terribles, une haine qui lui a peut-être coûté la vie puisque, comme l'explique Alain Pagès, les circonstances de sa mort en 1902 restent obscures et douteuses. En mai 1896, il y a eu un article provocant dans le *Figaro*, intitulé *Pour les juifs*. Il y a eu les articles de 1897, *La vérité est en marche*, rien ne l'arrêtera. Il y a eu aussi,

Le critique et ses peintres

L'auteur de *Germinal* a bataillé contre l'académisme
Non sans mal et non sans erreurs

ÉCRITS SUR L'ART

d'Emile Zola.
Edition établie,
présentée et annotée
par Jean-Pierre Leduc-Adine,
Gallimard, coll. « Tel »,
530 p., 92 F.

En 1868, Edouard Manet expose au Salon le portrait de Zola assis à son bureau. Au mur, une estampe japonaise, une gravure de Velasquez et une autre, *Olympia*, citations symboliques. Dans son compte-rendu du Salon, Zola raconte les séances de pose. « Souvent, quand [Manet] traitait un détail secondaire, je voulais quitter la pose, je lui donnais le mauvais conseil d'inventer. « Non, ne répondait-il, je ne puis rien faire sans la nature, je ne sais pas inventer. Tani que j'ai voulu peindre d'après les leçons apprises, je n'ai rien produit qui vaille. Si je veux quelque chose aujourd'hui, c'est à l'interprétation exacte, à l'analyse fidèle que je le dois. » Zola continue : « Là est tout son talent. Il est avant tout un naturaliste. »

Le mot, le grand mot est lâché dès cette date : naturalisme. L'essentiel de l'esthétique picturale de Zola se fonde sur le désir qui l'obsède de reconnaître parmi les peintres de son temps ceux dont il pourrait faire des alliés ou des disciples. Critique parce que romancier, il cherche le peintre frère tout en publiant les *Contes de Ninon* et *Thérèse Raquin* et croit le trouver en Manet dès 1866. Aussitôt, avec une promptitude et une vigueur admirables, il se veut son défenseur. Du Salon, il fait son champ de bataille. Il fusille, il canonne, il bombarde. Ni nuances ni quartiers : il faut que le naturalisme et Manet triomphent sur les ruines de l'académisme et du

postromantisme. Ces années-là, il est, à l'insu d'à peu près tous, le meilleur critique d'art français, le plus pertinent, le plus impertinent, le seul juste.

Pour la perfection de sa gloire, il faudrait qu'il n'ait plus écrit un article de critique après la Commune. Qu'il n'ait pas reconnu un maître en Léon Bonnat. Que le *Sémaphore de Marseille* n'ait pas imprimé ses jugements sur Caillebotte, « peinture bien anti-artistique », et Degas, qui « peint mince et pauvre » des tableaux qui tiennent « de la gravure de mode et de l'image des journaux illustrés ». Qu'il n'ait pas publié dans le *Figaro* en 1896 un article navrant où il renie à peu près tout de ses parti pris et admire Détaillé « d'une précision et d'une netteté admirables » — plus que Manet. Par malheur, ces textes existent, que Jean-Pierre Leduc-Adine n'a pas oubliés dans son recueil — fort bien annoté et présenté du reste.

L'impressionnisme et ce qui en a décollé, Zola ne l'a guère compris, pas plus qu'il n'a compris la peinture de Cézanne, l'ancien camarade devenu ennemi. Retraqué sur les positions qu'il avait prises d'assaut, fortifié dans la redoutable « naturalisme », il n'a plus bougé. Il y a sans doute d'excellentes raisons à cette paralysie du jugement, la nostalgie de la jeunesse, la fatigue du regard, la nécessité tactique de marteler quelques principes simples. Zola ne gagne rien cependant à être mesuré à l'aune de Baudelaire, sinon à celle de Mirbeau, qui ont sur lui la supériorité de n'avoir pas prétendu asservir la peinture à des règles strictement déduites d'un roman. A vrai dire, il semble parfois que, du tableau, Zola ne voit que le sujet, indifférent au style.

Mieux vaut ne relire que ses premiers articles. Celui, par exemple, qui contient cette prière idéaliste, à récrire sans cesse : « Pour l'amour de Dieu, qu'on tue les sots et les médiocres, les impuissants et les crétiens, qu'il y ait des lois pour nous débarrasser de ces gens qui abusent de leur aveuglement pour dire qu'il fait nuit. (...) L'insolente royauté des médiocres a lassé le monde. »

Philippe Dagen

Petite bibliographie

● L'édition de référence pour les Rougon-Macquart reste celle de « La Pléiade », annotée par Henri Mitterand, préface d'Armand Lanoux, en cinq volumes.

● Le texte de cette édition et une partie de l'appareil critique sont repris en « Folio ». Derniers volumes parus : *La Conquête de Plassans*, avec une préface de Marc B. Launay, la *Faute de l'abbé Moutet*, préface de Jean-Philippe Arrou-Vignod.

● Garnier/Flammarion, Le Livre de poche classique, Presses Pocket donnent aussi des éditions complètes, avec notes et dossiers.

● « La Pléiade » donne un volume de *Contes et nouvelles* (édition établie par Roger Ripoll).

● La *Correspondance* est publiée, sous la direction de B.H. Bakker, en coédition par les Presses de l'université de Montréal et les Éditions du CNRS (huit volumes parus).

● Les *Carnets d'enquête* sont édités par H. Mitterand dans la collection « Terre humaine », chez

comme remarque encore Pagès, ces pages prémonitoires de la *Bête humaine*, qui est le roman de l'erreur judiciaire. La *Bête humaine* préfigure jusque dans ses fous haines le combat de *J'accuse*. L'engagement de Zola pour Dreyfus est une affaire romanesque : « On dirait, écrit-il, qu'un prodigieux metteur en scène a réglé les développements, les retards, les coups de théâtre de l'affaire Dreyfus, tout ce qu'on a fait pour l'arrêter n'a fait que la précipiter. Chaque mensonge qu'on a fait a fait éclater une vérité nouvelle. »

Pendant que Zola à Paris est aux prises avec les bandes antisémites et doit faire face à des attaques personnelles impensables aujourd'hui — on s'en prend cruellement à la mémoire de son père, — un gardien à l'île du Diable s'approche d'Alfred Dreyfus et lui murmure : « Quelqu'un s'occupe de vous. » Et il y a là toute la tendresse, l'humanité, tout ce qu'on oublie trop souvent quand on pense aux Rougon-Macquart.

Le génie moderne de Zola, c'est, comme l'a montré Michel Serres, une vision du monde comme « une immense circulation à catastrophes (2) ». C'est un flux qui charrie du sang, de l'eau, de la sève, du vitriol, des objets, des hommes, des classes, des virus. La catastrophe est une coupure de circuit. Mais c'est aussi, de *Mes haines* à *J'accuse*, une façon d'appeler par leurs noms les coupables qui l'attaquent, les artistes qu'il défend. Chacun est unique, chacun est responsable. Pour Manet, contre le lieutenant de Paty du Clam, le général Mercier, le général Billot, les sieurs Belhomme, Farinard et Conard. Foin des écoles ou des responsabilités diluées, ces maladies modernes de la machine : des noms ! proclame Zola. Et cette esthétique double éclaira notre fin de siècle à cent ans de distance.

Le père de Nana et de *Le Curé*, le visionnaire du *Ventre de Paris*, des chemins rompus, des hommes brisés, cet écrivain des structures et du cœur mis à nu reste tributaire de la lourdeur du roman « naturaliste ». Mais il annonce les tendances du roman contemporain, pris entre l'animal machine et les consciences malheureuses, de Sartre à Perce, de Robbe-Grillet à Tardieu.

En 1916, l'*Olympia* de Manet entre au Louvre. La même année, le capitaine Dreyfus est réintégré dans l'armée. Les vérités de demain sont devenues des vérités d'aujourd'hui. Le vingtième siècle commence. On n'a pas fini de parler d'Emile Zola, ce petit homme courageux.

Geneviève Brisac

(1) Dans *Pour une nuit d'Amour*.
(2) *Feux et signaux de brume*, Zola, Grasset, 1975.

Le réseau de la mémoire

Un colloque s'est tenu il y a quelques mois à Budapest, sous les auspices de l'Académie des sciences de Hongrie et de l'université de Budapest, sur un thème original : « La littérature et ses cultes ». Shakespeare, Goethe, Pouchkine, Flaubert, Proust, mais aussi J. D. Salinger, parmi beaucoup d'autres, dont la vie et l'œuvre suscitent des rites de curiosité, donnent lieu à des recherches plus ou moins instituées et incarnent des valeurs au-delà de la littérature. Zola est typiquement un auteur cultuel.

Le culte zolien, c'est lui-même qui l'a, en quelque sorte, lancé en se voulant chef d'école, en conduisant sa carrière comme celle d'un homme public, avec voyages officiels (en Italie, en 1894), soirées ritualisées (à Médan, où il échète une maison qu'il agrandit comme un musée à mesure que la vente de ses livres le lui permet). Zola le constructeur. Une œuvre monumentale, une réception énorme, partagée, de la dévotion à la haine. Douze fois candidat malheureux à l'Académie française. Président de la Société des gens de lettres. Quasi-ministre.

Dès 1903, un an après sa mort (suspecte), se constitue une Association des amis d'Emile Zola pour défendre sa mémoire, commémorer son rôle dans l'Affaire. Des dimensions politiques entre socialistes et communistes aboutissent à la création, en 1922, de la Société littéraire des amis d'Emile Zola, qui existe toujours et organise annuellement le pèlerinage de Médan. Mais Zola, dans l'Université, n'est pas resté l'apanage des

marxistes, à partir de 1960, après un long purgatoire qui l'avait tenu à l'écart des recherches. Deux fois seulement au programme de l'agrégation de lettres (en 1952, avec *Germinal*, en 1968, avec le *Curé*), il a concentré sur lui le regard des épistémologues (Michel Serres, 1976), des freudiens (Jean Borie, 1971), des structuralistes (Philippe Hamon, 1983). Le numéro d'Europe qui lui est consacré en 1988 marque un tournant. Henri Mitterand, le zolien le plus aguerri, d'abord sévère pour Zola idéologue, au nom des valeurs révolutionnaires et de la théorie lukacsienne du roman, s'oriente vers la sémiotique et entraîne un intérêt pour l'imaginaire de Zola et pour son importance dans l'histoire des idées. Les thèses universitaires se multiplient, les colloques aussi ; l'un vient de se tenir à Columbia University, à New-York.

Les zoliens sont organisés en cercles concentriques : la Société littéraire des amis d'Emile Zola (un millier de membres, président Henri Mitterand), qui publie les *Cahiers naturalistes*, moitié société savante, moitié groupe de défense des droits de l'homme, une Association du Musée Emile-Zola à Médan (président Maurice Rheims, secrétaire général Alain Pagès), un réseau international de chercheurs, des sociétés à l'étranger, comme la Zola Society de Londres, un Centre de recherche (dirigé par Jean-Pierre Leduc-Adine à l'ITEM/CNRS), qui collabore à l'édition de la *Correspondance*, étudie la genèse des œuvres et développe une iconothèque.

Michel Contat

Ex 1150

REVOLUTION ou restauration ? Nous connaissons déjà leurs « manigances mutuelles », dont certains sont encore dupes. Autogestion ou cogestion ? La question évidemment ne se chante plus. Premier ministre, Michel Rocard avait parlé vrai, mais comme d'habitude d'une manière trop modeste : « Notre devoir est double : la gestion et l'espérance. » L'espérance est sans surprise ; nous en vivons depuis Jésus-Christ.

En revanche, *gérer* et *gestion* connaissent depuis peu le plein emploi. Le grammairien pourrait regretter l'infraction, ou l'inflation ; mais « ce serait dégrader l'épée lui tout seul à l'encontre de toute la France ». Comme on voit, au moins un grammairien du seizième siècle, Pierre de la Ramée, préférait la langue aux illusions.

Pour un terme du lexique, rien n'est jamais perdu, tant qu'il n'est pas chassé des dictionnaires. Et beaucoup de mots français, dont *gérer*, doivent leur survie aux discours juridiques ou politiques. Litré en témoigne : *gérer*, c'est administrer certains intérêts. Bien ou mal. Depuis l'édition de 1835, l'Académie devenue pessimiste mentionne l'exemple le plus commun, que Litré reprend : « Il a mal géré ses affaires. »

Après le mauvais exemple, Litré ajoute à propos de *gérer* et de *régir* une petite note sans perfidie apparente : « *Gérer*, c'est proprement diriger ; *régir*, c'est proprement diriger... Quand on dit qu'un ministre gère ou régit les affaires de l'Etat, il est considéré dans le premier cas comme occupé à les expédier ; dans le second, comme leur donnant la direction qu'elles doivent suivre. »

Dans le Dictionnaire des dictionnaires français (1843), Napoléon Landais — qui valait bien l'autre — alignait d'abord quelques synonymes : *conduire*, *administrer*, *régir* ; puis précisait que *gérer* « ne s'applique qu'aux choses ». La conclusion semble manquer de rigueur, ou de « logique » pour parler le mitterrandien à la mode : « *Gérer* du plus que *régir* ; on gère des places ; Dieu régit l'univers. » Tel que.

ECLAIRONS d'un mot l'évolution. Trop prétentieux semblait-il dans cet emploi, *régir* a disparu ; et *gérer* occupe tout le terrain. Voici d'abord un petit lot d'exemples, recueillis dans les meilleures gazettes, ou dans les « *deuxièmes présidentielles* » : *gérer* un camp, un fichier, un dossier « sensible », la colère de la rue, les conflits, la guerre du Golfe ; *gérer* ses voisins, ses affections, « la diversité française » ; *gérer* la pénurie, le championnat d'orthographe, la cohabitation, la crise, l'après-crise, etc.

Cette liste indicative de compléments pourrait sembler intolérable ; si la colère poussait à perdre son latin, si nécessaire aussi pour lire dans le texte les savoureuses encyclopédies du pape. En latin donc, *gérer* c'était *gerere* ; et les colonnes de l'illustre dictionnaire Gaffiot dépassent de loin les quelques lignes offertes dans les dictionnaires du français moderne ; si bien que les apprentis jésuites souffraient déjà le martyre quand ils croisaient un *gerere* polysémique.

Tout commence en effet par un travail dont le pénible n'échappera à personne : *gerere terram*, ou *saxa in muros* ; transporter de la terre, des pierres pour les murs. La suite paraît moins rude, au moins à première vue : *porter un vêtement*, *tenir un rôle*, *se comporter en empereur*, *porter un surnom*.

On trouve encore se charger d'une chose, d'où *faire accomplir*, *exécuter*. Avec des exemples comme : *mener*, *administrer* une affaire, ou ses propres affaires. Ni les affaires publiques, ni la guerre

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



— Soyez sans crainte. Je gère votre souffrance. —

De la gestion... à l'indigestion

(à conduire) n'échappent au verbe *Protée*. Un rien nostalgique, on sera heureux de lire : *rem publicam bene gerere*, faire de bonne politique.

Après quoi on peut aussi passer le temps ou sa jeunesse — sans qu'il soit démenté à quoi la jeunesse s'use. Enfin le verbe admet des compléments qui réfèrent à des êtres humains ; à des sentiments tels la haine ou l'amitié : *gerere amicitiam*, entretenir des sentiments d'amitié.

DE nos jours, tout se passe comme si *gérer* reprenait soudain du poids après un régime craquant, à l'huile de paraffine. Or les effets sur le moral, qui devient le vécu quand on le soigne, sont parfois malheureux ; *dysphoriques* disent certains sémanticiens chargés d'inventer un antonyme à *euphorique*. Si en outre la marche des affaires publiques laisse à désirer, on peut prévoir que l'innovation ne sera pas toute rose. Tel est le cas.

Seul dictionnaire à enregistrer quelques propriétés du nouvel emploi, le Petit Larousse 1992 donne pour exemple : *gérer la crise* ; et pour glose : *administrer au mieux malgré une situation difficile*. Une glose plus familière serait : *faire avec*. Par exemple on murmure qu'il faudra peut-être « *aider le chef de l'Etat à gérer* »

une éventuelle cohabitation bis » (Libération du 27 novembre). D'où la présence d'*ingérer* dans le même dictionnaire, introuvable ailleurs on s'en doute.

Sans prétendre rivaliser avec Gaffiot, ce qui serait d'autant plus fastidieux que Tite-Live, César et Cicéron ont disparu, voici une brève esquisse pour notre *gérer*.

D'abord la tradition perdure, même si les difficultés ne manquent pas d'apparaître ici et là. Classiquement donc, on peut être appelé à *gérer* des sommes considérables comme Yves Chalié ; ou la pénurie comme tout le monde. Dans Marie-Claire (décembre 91), une jeune « *superwoman* » constate, avec un charme « *attelage* » : « *Il nous faut savoir gérer une société anonyme et une vie privée.* »

Quelques objets plus particuliers réclament l'attention pour un éventuel contrôle ou une bonne administration : on devra *gérer* dossiers et fichiers de toute nature. Il faudra ramener comme d'habitude quand on songe qu'un simple championnat d'orthographe « *devient trop lourd à gérer* ». On aura plaisir à saluer au moins le classicisme de M. Giscard d'Estaing lorsqu'il critique la façon dont son successeur « *a géré la guerre du Golfe* ».

DE là on passe à des compléments qui mentionnent un lieu : *gérer* une région, un domaine ; ou les banlieues. Ça se corse, à la fin ; n'importe. François Mitterrand entend « *gérer l'Europe* » ; tandis qu'il place en toute sympathie Mme Cresson « *devant un nouveau paysage qu'elle se prépare à gérer avec pragmatisme* ». (Le Nouvel Observateur, 31 octobre). Ici même Bruno Frappat montre, métaphore à l'appui, qu'il n'est pas si facile de « *gérer le marais mou du consensus* » (Le Monde du 22 avril).

Et le temps alors ? demandera illico une « *superwoman* » kantienne et tout juste émouline. Voici deux exemples ; du plus simple : *gérer le quotidien* au plus complexe, puisqu'il s'agit d'une annonce publicitaire : le chef « *aura pour mission de gérer l'évolution du processus d'élaboration des objectifs* ». Espérons que le salaire sera à la hauteur de la mélodie.

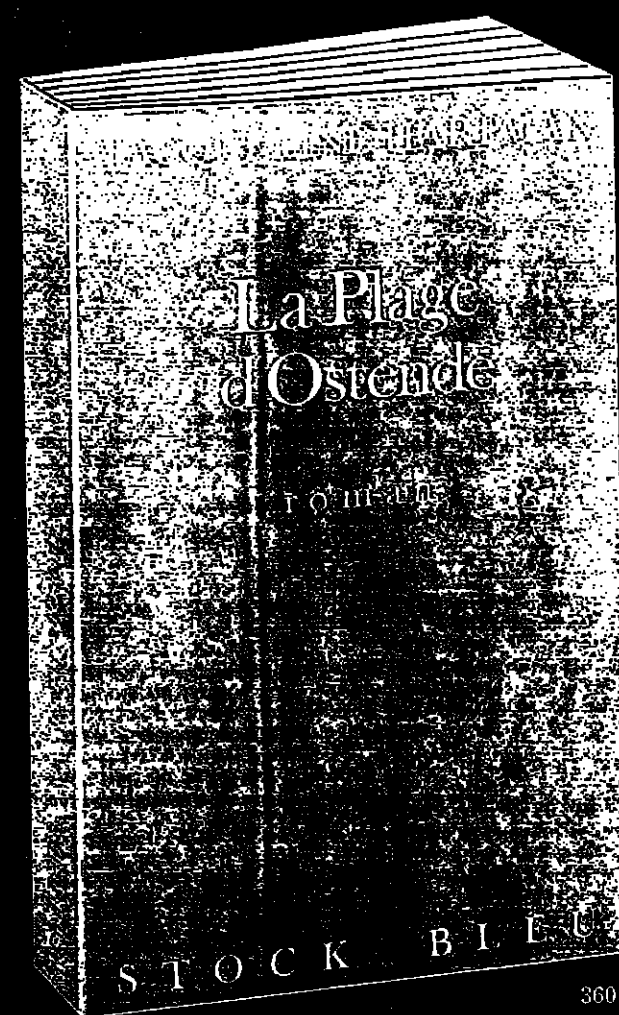
La construction retourne alors au latin, mais avec des sens différents. Les personnes peuvent occuper la fonction objet : leurs sentiments aussi et les conséquences de leurs actes. François Léotard, par exemple (Le Monde du 29 décembre 1990), se demande comment le Français, placé « *entre deux peurs* », « *gère ses deux voisins* » — l'Allemand et l'Arabe. Plus qu'inquiet encore, un secrétaire du PS constate que « *Robert Vigouroux est une pièce du puzzle difficile à gérer* ». Un de ses conseillers rappelle que François Mitterrand est au moins « *quelqu'un qui sait gérer ses affections* » (Libération du 23 octobre). Dès le 2 août, le même journal avertissait qu'il « *serait difficile pour un premier ministre de gérer sa popularité* ». Comme on sait, la roue de la fortune n'épargne personne. Surtout en situation de crise, où le succès même trahit tant que les difficultés. Témoin ce fabricant de pin's qui se plaint d'« *un succès difficile à gérer* » (Le Monde du 11 août).

ET le mal court. Comment M. Quilès pourra-t-il *gérer* le dialogue difficile avec les routiers ? On reproche à M. Durieux « *sa gestion maladroite du conflit avec les infirmières* » : on ne pouvait faire moins. Bref, le fin du fin pour l'art politique, c'est maintenant de *gérer* au jour le jour les incertitudes, les problèmes, les difficultés et les conflits. Les compléments indiquent toujours la quantité, ou la pluralité.

On touche le fond. S'opposant à innover, inventer ou transformer, *gérer* devient péjoratif. Il vise un présent qui court vaille que vaille vers une destination indéterminée, où le nouveau n'est pas toujours sûr : « *Sans vision globale prospective* » (...), les partis politiques se contentent de *gérer* le quotidien (Le Monde du 11 octobre). D'où l'ambivalence bien connue de *gestionnaire* : l'éloge n'est que pincé alors que l'injure est cinglante.

Il ne faut pas désespérer : les campagnes électorales vont bientôt nous faire rire.

Un livre sans prix...



360 p.
120 F

Je n'oublierai plus cette Yseult de onze ans, cette femme avant l'âge, et son long itinéraire à travers les éblouissements tragiques de l'amour.

Benoît Groult

Les amours scandaleuses et violentes de la petite Emilienne consolent de la guimauve sentimentale qui envahit tout.

Josyane Savigneau, Le Monde

Stock

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES — PHILOSOPHIE — HISTOIRE — POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS — Tél. : 45-48-80-28

FRANÇOISE DOLTO.

Cette jeune fille qui dérangera

notre époque.



CORRESPONDANCE L'ENFANCE ET JEUNESSE.

HATIER

HISTOIRE

Mémoires du judaïsme antique

Deux livres pour un passé qui nourrit, aujourd'hui encore, des « imaginaires contradictoires »

LES JUIFS D'ÉGYPTE

de Ramsès II à Hadrien

de Joseph Méléze Modrzejewski.

Ed. Errance, 216 p., 175 F.

70. LA CHUTE

DU TEMPLE DE JÉRUSALEM

de Lucien Poznanski.

Ed. Complexe, 224 p., 56 F.

Joseph Méléze Modrzejewski

fait revivre les communautés

juives de l'Égypte antique jusqu'à

leur destruction à la suite de leur

révolte sous Trajan, en 115-117.

Il exploite pour cela, de première

main, des documents qui font

l'intérêt exceptionnel de son

livre : les textes d'époque, privés

et publics, conservés par les

papyrus et les inscriptions ; les

réécrits des écrivains grecs ou juifs

hellénisés ; la tradition juive.

L'auteur manie les pièces du

dossier avec aisance et clarté,

conscient des différences de tra-

itement qu'appellent leurs diffé-

rentes natures. Gardant sa rigueur critique de juriste, il médite sur la première intégration des juifs à une civilisation extérieure, l'hellénisme en l'occurrence, que nous puissions saisir directement. Cette intégration, en Égypte, connaît de beaux jours sous les Macédoniens, produit les Septante et la philosophie de Philon ; puis elle se défait avec l'arrivée des Romains, changeant le statut légal des juifs, désormais assimilés aux indigènes et non plus au groupe dirigeant et s'achève dans le carnage de 115-117. Vivant, varié et parfois pathétique, voici un livre de qualité, écrit par un spécialiste pour le grand public.

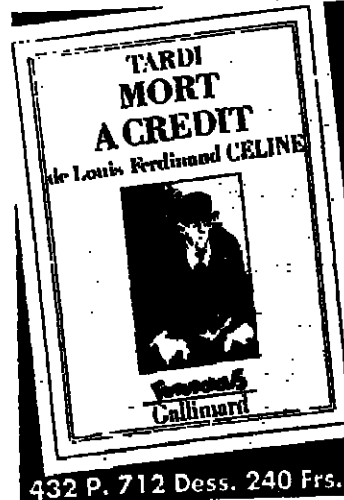
Un autre historien juif du judaïsme, Lucien Poznanski, raconte la destruction du Temple de Jérusalem, en 70 après Jésus-Christ, et retrace les répercussions de l'événement, depuis Flavius Josèphe, témoin direct, jusqu'à nos jours. Certains ne

révèlent-ils pas encore de la reconstruction du Temple ? Plus sérieusement, la catastrophe de 70 ne cesse de nourrir « des imaginaires contradictoires » et de peser sur les enjeux politiques du Moyen-Orient. Sur le « poids (dangereux) de la Mémoire dans la tradition juive » — et aussi sur sa nécessité — on lira enfin avec grand profit deux études de Pierre Vidal-Naquet : l'une, autour de Flavius Josèphe, était matériellement inaccessible au public non spécialiste.

Entre histoire et mémoire, ces livres nous montrent à quel point nous resterons aveugles sur le présent si nous n'acceptons pas de remonter jusqu'au passé en apparence le plus lointain (1). Et cela ne vaut pas seulement pour l'histoire juive.

Pierre Chuvin

(1) Les Juifs, la mémoire et le présent (voir « Le Monde des livres » du 13 septembre).



432 P. 712 Dess. 240 Frs.

Ces trois jours qui ont ébranlé le monde

Des témoins de l'événement — un général et un diplomate russes, un journaliste français — racontent le putsch de Moscou

LA VIE QUOTIDIENNE A MOSCOU PENDANT LE PUTSCH
du général Kobets.
Préface d'Alexandre Adler.
Hachette, 290 p., 118 F.
HISTOIRE SECRÈTE D'UN COUP D'ÉTAT
d'Ulysse Gosset
et Vladimir Fedorovski.
J.-C. Lattès, 275 p., 99 F.
L'ouvrage reproduit en annexe les principaux documents des putschistes et de la résistance.

de M. Chevardnadze et d'assister en cette qualité au « siège » de la « Maison Blanche ».

Autant dire qu'avec ces trois témoins, nous n'ignorons plus grand-chose de ce qui s'est passé pendant ces trois jours dans l'entourage de M. Eltsine. Et que, sans pouvoir encore l'éclaircir tout à fait, nous disposons de meilleurs éléments de réponse à la question cruciale : pourquoi le président russe n'a-t-il pas été arrêté aux premières heures du 19 août, voire plus tôt ?

Un quart d'heure trop tard...

Le putsch du mois d'août à Moscou et son échec n'ont pas mis fin au désordre soviétique, mais ils ont relancé de plus belle la liberté d'expression et de débattage (ne parlons plus de glasnost, un terme tout aussi dépassé que celui de perestroïka). La victoire des démocrates a suscité en un temps record une floraison de publications en tous genres, toutes destinées au marché étranger plus encore qu'au public soviétique. L'exemple est venu de haut, puisque M. Gorbatchev a été l'un des tout premiers à livrer son récit de ces journées (*Le Monde* du 29 octobre).

Deux témoignages encore plus riches d'enseignements viennent d'être publiés en France. Le premier est celui du général Kobets, l'homme qui fait figure aujourd'hui de ministre de la défense de M. Eltsine et qui a organisé la défense de la « Maison Blanche » de Moscou (le Parlement russe) pendant les journées d'août. L'autre sera encore mieux accueilli par le public français, puisqu'il est dû à la plume de notre excellent confrère Ulysse Gosset, correspondant à Moscou de TF1 et de Radio-France. Ce dernier s'est fait assister d'un autre témoin direct des événements, le Russe Vladimir Fedorovski, qui fut longtemps diplomate à Paris avant de se mettre, au printemps dernier, au service

Sur ce point, tous les auteurs sont formels : malgré les dénégations, du fond de sa prison, de M. Krioutchkov, l'ancien patron du KGB, l'arrestation de M. Eltsine était bien prévue, tout comme celle d'environ soixante-dix personnalités libérales (la liste n'a jamais été retrouvée, mais on dispose sur ce point du témoignage de plusieurs policiers). En tout cas, tout était prêt pour « cueillir » non seulement le président de Russie, mais tout son état-major bien imprudemment rassemblé, ce matin-là, dans la datcha officielle du gouvernement russe, à Arkhangelskoe, près de Moscou. On trouve là, en effet, outre le général Kobets, M. Eltsine et son collaborateur numéro un, M. Bourboulis, MM. Khasboulatov, président du Parlement, Silaev, chef du gouvernement, Loujkov, le maire adjoint de Moscou, et même M. Anatoli Sobtchak, le maire de Leningrad... Et dans les bois, tout autour, les hommes du commando Alpha, le fameux groupe d'intervention qui s'y connaît en actions musclées puisque c'est à lui que l'on doit l'attaque du palais du président afghan Afzoulah Amin (mort dans l'opération) à Kaboul, en décembre 1979.

Ici, les témoignages divergent. Selon Ulysse Gosset et Vladimir Fedorovski, l'intervention n'a pas



« Tromper l'ennemi » en grossissant les déflections...

eu lieu parce qu'une dispute entre les chefs du commando a paralysé la troupe. Le général Kobets assure, pour sa part, que la datcha a bien été investie, mais un quart d'heure trop tard, juste après que tous ses occupants l'eurent quittée en trombe, à son insinuation, à 8 heures du matin. Il admet seulement qu'il y a, dans ces quinze minutes de retard, « une part de mystère sur le degré de préparation des conjurés ».

Un mystère qui fait bien les choses en tout cas, puisque c'est grâce à lui qu'à la « Maison Blanche », le défenseur sera sur place avant l'attaquant. Le cortège des limousines officielles, tous fanions russes dehors, va remonter sans encombre de longues colonnes de chars tout le long de l'avenue Koutouzov. Dépassant, sans doute, ce même blindé sur lequel le président russe va monter quelques minutes plus tard devant son Parlement, symbolisant devant les téléspectateurs du monde entier sa résistance au coup... Une autre raison de l'échec des putschistes est l'insubordination de ceux sur lesquels ils auraient

dû compter au premier chef. Gosset et Fedorovski, suivant en cela les révélations de la presse soviétique, insistent sur la défection de nombreux généraux dans l'entourage direct du ministre de la défense Iazov, lui-même l'un des membres les plus « mous » de la junte. Kobets est plus sceptique. Ainsi, il a bien raconté, dans l'après-midi du lundi, à la « Maison Blanche », le général parachutiste Lebed, transformé

en héros après le putsch, mais ce dernier se montre alors extrêmement neutre et prudent. Il va d'ailleurs quitter les lieux avec ses chars dès le lendemain.

Il est vrai que le ministre russe a lui-même contribué, pour « tromper l'ennemi », à grossir ses déflections. Quelques chars se sont ralliés à M. Eltsine ? On parlera à la presse d'« un régiment », voire de l'ensemble de la division Taman. « Plus les rumeurs sont invraisemblables, plus on y croit et plus la pagaille règne dans les troupes », écrit-il.

« Plan X » et désinformation

Parallèlement, les nombreux contacts établis par les militaires eltsiniens dans les mois précédents avec le corps des officiers sont mis à profit pour empêcher l'assaut attendu, notamment pendant la fameuse nuit du 20 au 21 août. On utilise pour cela le téléphone urbain, qui fonctionne toujours (aujourd'hui encore, le général Kobets ne comprend pas pourquoi seules les liaisons gouvernementales de la « Maison Blanche » ont été interrompues). C'était là l'un des éléments du « plan X », concocté dès la fin du mois de juin face aux menaces de putsch, et qui prévoyait notamment d'installer un gouvernement

russe clandestin dans un abri atomique de la région « amie » de Sverdlovsk. M. Oleg Lobov, un des vice-présidents du gouvernement, commençait à s'y installer lorsque les putschistes prirent le chemin de la prison.

Toute la vérité est-elle connue pour autant ? Ulysse Gosset et Vladimir Fedorovski posent, à plusieurs reprises, des questions sur le rôle toujours peu clair aujourd'hui de personnalités ambiguës : M. Anatoli Loukianov, complice de toujours du président de l'URSS, le chef d'état-major Moïsséev, enfin M. Gorbatchev lui-même, captif à Foros mais dont les proches côtoyaient tranquillement les putschistes dans les couloirs du Kremlin...

Reste à attendre le procès des conjurés, déjà reporté à plusieurs reprises. Mais le système communiste était ainsi fait que trop de gens aujourd'hui savent trop de choses sur trop de monde. Non seulement à propos du putsch, mais aussi de nombreux événements des décennies précédentes. Les Krioutchkov, Loukianov et autres comploteurs ne sont pas les moins dangereux, et ils n'ont plus grand-chose à perdre.

Michel Tatu

« Dissident » pour toujours

S'il n'en reste qu'un... Les deux derniers ouvrages d'Alexandre Zinoviev le confirment : « contestataire », il fut, « contestataire », il reste

GAJETÉS DE RUSSIE

d'Alexandre Zinoviev.
Traduit du russe
par Alain Van Cugten
et Laurent Vogel.
Ed. Complexe, 189 p., 110 F.

PERESTROÏKA
ET CONTRE-PERESTROÏKA
d'Alexandre Zinoviev.

Traduit du russe
par Anne Coldefy-Faucard,
Olivier Orban, 247 p., 125 F.

S'il ne reste un jour qu'un seul « dissident », un seul « contestataire » dans ce que fut le monde communiste, ce sera sans doute Alexandre Zinoviev. Après bien des ouvrages, depuis 1976, il nous en apporte encore la preuve dans deux livres de genre très différents mais tous les deux parus ces derniers mois.

Gaietés de Russie est une chronique, en forme de courts récits, de l'alcoolisme au quotidien dans l'Union soviétique contemporaine. Si léger, divertissant que soit son style, cette sorte de recueil annonce d'emblée sa couleur politique : « Les désordres de la perestroïka n'excitent que les pêcheurs en eaux troubles. Quant à nous, simples employés soviétiques, nous continuons à vivre dans la conviction que le nouveau n'est que l'ancien qui a été oublié et déformé par la propagande. » Inutile de chercher plus loin les raisons pour lesquelles l'ivrognerie, en dépit des efforts déployés un certain temps par M. Gorbatchev, continue à fleurir et même à profiter de la prétendue « révolution » entreprise par ce dernier.

Le prototype du personnage qui incarne cette situation et que nous décrit Zinoviev est « un fonctionnaire du parti. D'un rang pas très élevé. Pas très bas non plus ». Le sort voulut qu'il cherchât à battre sur son propre terrain un homme qui « buvait sur pari », capable qu'il était de « boire trois litres de vodka sans amuse-gueule ». « C'était le premier professionnel de toute la Russie qui gagnait sa vie en picolant. » Il y avait là un défi à relever, pour un « championnat du siècle », en vue duquel notre fonctionnaire s'entraîna méthodiquement et qu'il finit par remporter. Dans l'état que l'on devine...

Sommes-nous là si loin du gorbatchévisme ? Moins qu'il n'y paraît. Compagnons de beuverie,

deux autres personnages se racontent comment ils en sont arrivés à se réfugier dans la boisson. « J'ai pris trop au sérieux les slogans de la perestroïka », explique l'un d'eux, journaliste, à qui une enquête un peu trop poussée sur une affaire criminelle a coûté de perdre son poste et d'être déchu du droit d'exercer son métier. Et savez-vous qui, ce jour-là, partageait avec lui la bouteille consolatrice ? Celui-là même qui, dans une lettre assassine, l'a accusé de « dénigrer la perestroïka » par des affirmations « dénuées de fondement ».

La galerie des portraits défile, pas toujours sur un mode aussi dramatique, mais avec, en filigrane, une vague nostalgie du passé, y compris stalinien, qui fait dire à un autre personnage : « Vous savez pourquoi notre régime s'est maintenu pendant la période stalinienne ? En premier lieu, il procédait à des améliorations permanentes des conditions de vie. En deuxième lieu, les organes de la sécurité étaient sacrés et intouchables. »

Stalinisme et brejnévisme

Le bon vieux temps, alors ? Pas tout à fait quand même si l'on en croit *Perestroïka et contre-perestroïka*, qui évoque, à maintes reprises, le souvenir de la terreur stalinienne. Mais pas, comme on pourrait s'y attendre, pour comparer favorablement l'époque Gorbatchev à cette ère révolue, l'actuel président soviétique aussi bien que son rival Boris Eltsine montrant des tendances par trop évidentes à la dictature.

Goût du paradoxe ? On ne peut s'empêcher de se demander si Zinoviev prend son lecteur tout à

fait au sérieux lorsqu'il présente Khrouchtchev et, surtout, Brejnev comme les deux grands hommes de l'URSS poststalinienne. N'estime-t-il pas que « le miracle russe » (...) s'est produit dans les années 20 et 30. Grâce à lui [Staline], le pays a pu tenir bon dans son fantastique combat contre la puissance la plus forte du monde, à l'époque, sur le plan militaire, l'Allemagne nazie, et lui infliger une sévère défaite. Dont acte, mais notre contestataire poursuit, sans ironie apparente : « Un autre « miracle russe » a eu lieu durant la période Khrouchtchev et, surtout, dans les années de la « stagnation » brejnévienne, où l'Union soviétique est devenue la deuxième superpuissance du monde et, à bien des égards, a dépassé l'Occident. »

Cet Occident qui, bien sûr, se repaît des déboires de la perestroïka, de la « désintégration » d'un empire qui en est réduit à prendre exemple sur un Pinochet, se joue d'une direction dans la débâcle et ne vise qu'à imposer des rapports sociaux de type capitaliste et les formes politiques correspondantes. Tout n'est qu'apparence, imitation dans le régime de M. Gorbatchev, qui n'a fait que plonger de plus en plus profondément son pays dans la crise. Une crise sans issue ? Alexandre Zinoviev a un remède : « Le rétablissement de l'état normal de la société n'implique pas le retour à l'état qui a précédé la crise. Il s'agit bien plutôt ici de rétablir les normes du communisme, mais appliquées aux conditions nouvelles et en tenant compte des leçons de la crise. »

L'ouvrage a été achevé au printemps 1991. Alexandre Zinoviev a, néanmoins, pu y ajouter une courte postface au lendemain du putsch manqué du 19 août dernier. Son interprétation de cet épisode confirme évidemment les thèses qu'il a exposées au fil des pages précédentes : « Ce sont les « radicaux » (entendre Boris Eltsine et dans une bonne mesure Mikhaïl Gorbatchev), écrit-il, non les « putschistes » qui apportent avec eux une dictature de type stalinien. Les putschistes, eux, représentent la tendance brejnévienne, seule alternative au stalinisme. » C'est un point de vue...

Alain Jacob

Abus.

L'Amateur de Bordeaux, c'est 100 pages chaque trimestre où l'on visite les plus grands domaines. Où l'on découvre les plus grands crus et les hommes intrépides ou visionnaires qui font leur histoire. 100 pages pour apprécier sans modération toute la richesse de la littérature qui fait depuis toujours l'éloge du divin nectar.

M

EX 2120150

DOCUMENTS

Les années oubliées

Pour Benjamin Stora, l'histoire des « années algériennes » reste à écrire.
Des deux côtés de la Méditerranée

LA GANGRÈNE ET L'OUBLI
La mémoire de la guerre d'Algérie
de Benjamin Stora.
La Découverte, coll. « Essais »,
372 p., 125 F.

La parenthèse de la guerre d'Algérie ne sera pas refermée tant que la réalité de ces années de larmes et de sang continuera d'être travestie. En France, le remord se mêle au ressentiment pour taire ce qui fut. Une guerre civile a eu lieu dont l'armistice n'est pas en vue. Il faudrait pour cela s'accorder sur une interprétation commune des événements. En Algérie, un gouvernement chancelant entretient une vision arrangée de l'histoire sur laquelle il a fondé, trente années durant, sa légitimité. L'oubli a les mêmes conséquences des deux côtés de la Méditerranée. A force d'être niée, la réalité resurgit à intervalle régulier avec la violence des eaux dormantes. Des révoltes de fils de harkis à la désagrégation du FLN, c'est la même onde de choc, celle des années 1954-1962, qui continue à se propager.

Sans la mémoire de ces années-là, de tels événements sont indéchiffrables. Et par conséquent sans remède. Si les Français se sont accordés tant bien que mal sur une vision commune de la période 1939-1945, l'histoire de leurs « années algériennes » reste à écrire par eux, c'est-à-dire à exorciser. C'est à quoi s'emploie Benjamin Stora avec ce livre, le cinquième que cet historien consacre à cette période, le premier où il s'efforce d'éclaircir les mécanismes de fabrication de l'oubli.

L'originalité de cette démarche est d'embrasser d'un même regard une histoire à deux faces, la française et l'algérienne, sur une période longue, qui va des prémices de la guerre d'Algérie à aujourd'hui. Cette vision grand angle montre que les ressorts de l'occultation se sont mis en place dès l'origine du conflit et qu'ils jouent encore, pleinement.

En France, dans les années 50, on refuse de parler de « guerre » car la France ne saurait être en guerre contre elle-même. Et l'Algérie, c'est la France. L'innommable, la torture, ne sera pas davantage nommée, c'est-à-dire reconnue par les autorités françaises qui la couvrent. Les horreurs d'une guerre à laquelle on refuse jusqu'à ce qualificatif ne



Benjamin Stora : la mémoire comme remède.

seront jamais verbalisées collectivement. Pas étonnant que l'inconscient français en soit encore remué.

Un chapitre refermé

Le jour de leur départ, les soldats français abandonnèrent à leur sort la plupart des Algériens qu'ils avaient (re) gagnés à leur cause, en leur promettant monts et merveilles dans le giron d'une France coloniale transfigurée. Des dizaines de milliers d'entre eux furent massacrés. Certains rapatriés, qui débarquèrent à Marseille avec ce qu'ils avaient réussi à sauver de « la-bas », purent lire sur un mur : « Pieds-noirs, rentrez chez vous ! » Les Français, ceux de métropole, qui approuvèrent à une très large majorité l'autodétermination de l'Algérie, n'avaient pas nécessairement acquis à la décolonisation. Ils avaient surtout hâte d'en finir. A la veille des grandes vacances de l'année 1962, quelques jours après la reconnais-

sance officielle de l'indépendance, *Paris-Match* titra : « Nous voulons 5 000 kilomètres d'autoroute ! » Les sirènes de la société de consommation se faisaient insistantes. La page était tournée d'un chapitre de l'histoire de France qui n'a jamais été sérieusement révisé.

Auteur d'un *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens* (1) et d'un *Messali Hadj* (2), leur père à tous, Benjamin Stora montre fort bien ce qu'a d'indéfini le surgissement du FLN sur cette scène-là au milieu des années 50. Acquis à coup d'éliminations physiques – la guerre d'indépendance fut aussi une guerre civile entre Algériens musulmans, – le pouvoir est toujours aux mains de ce parti longtemps unique. Lui aussi, a réécrit l'histoire.

Jamais il n'a voulu reconnaître qu'il n'a pas gagné la guerre militairement mais politiquement, à la faveur d'un mouvement d'émancipation général des peuples colonisés. Ce qui se joue aujourd'hui sur l'autre bord de la Méditerranée, explique Benjamin

Stora, c'est la relève du FLN par un autre parti totalisant sinon totalitaire, le FIS, ou bien l'enracinement de la démocratie en Algérie, à laquelle sa tradition nationaliste ne l'a guère préparé.

Coauteur des « Années algériennes », une série documentaire diffusée récemment par Antenne 2, Benjamin Stora signe là un livre constamment intelligent. Par exemple lorsqu'il analyse le racisme anti-maghrébin de M. Jean-Marie Le Pen. Comparé au racisme défensif de celui-ci, le racisme colonial était offensif. La France qui entreprit d'annexer l'Afrique voyait grand sinon juste. La France qui se donne au Front national est, au contraire, une France frileuse.

Pourquoi faut-il que l'originalité de ce livre soit gâchée par des redites, l'absence d'index et d'innombrables erreurs d'orthographe de noms propres (Tixier-Vignancour avec un « t » final, Schœndorffer avec un tréma et/ou un seul « f », M. Balladur prénommé Edmond, etc.) ? Heureusement, ces légèretés ne retiennent rien au poids de l'ensemble qui démontre lumineusement qu'à refouler son histoire, une société se prépare des lendemains qui déchantent. Comme le suggère son titre, cet essai prévient qu'en politique l'oubli peut engendrer un corps social. L'actualité, sur les deux rives de la Méditerranée, le rappelle surabondamment.

Bertrand Le Gendre

- (1) L'Harmattan, 1985.
(2) L'Harmattan, 1987.

* Signalez d'autre part la réédition dans la collection « Petite action » du livre de Francis Fanon, *Les Damnés de la terre*, initialement publié en 1961 par Gallimard. Préfacé par Jean-Paul Sartre et présenté ici par Gérard Chazal, ce livre reste un classique majeur de la lutte armée contre le colonialisme en même temps que des espoirs nourris, à l'époque, par les colonisés engagés dans ce combat.

La Mafia décodée

COSA NOSTRA
de Giovanni Falcone
et Marcelle Padovani.
Editions N° 1-Austral,
189 p., 98 F.

Beaucoup de sottises sont dites et écrites régulièrement sur la Mafia. Même en Italie. Surtout peut-être en Italie... Pour remettre les choses à leur place, il n'était pas inutile de donner la parole à l'homme qui connaît le mieux l'Honorable Société : le juge Falcone, aujourd'hui directeur des affaires pénales au ministère italien de la Justice, après avoir été pendant onze ans la figure maîtresse de la lutte anti-Mafia à Palerme.

Giovanni Falcone a été longuement interrogé par Marcelle Padovani, correspondante à Rome du *Nouvel Observateur*, qui connaît admirablement la Sicile et l'Italie en général. Leurs entretiens ne sont pas reproduits sous la forme banale de questions-réponses : rédigé à la première personne, *Cosa Nostra* est le témoignage d'un acteur privilégié, mais aussi un essai sur la Mafia d'une remarquable densité.

« En terre infidèle »

Agé de cinquante-deux ans, le juge Falcone a l'avantage d'être sicilien. Toute sa jeunesse, il a été immergé dans une culture mafieuse diffuse, avant d'être amené, en tant que magistrat spécialisé, à découvrir l'Honorable Société. C'est dans son bureau-bunker du palais de justice de Palerme que des mafieux « repentis » ont accepté de rompre la loi du silence, au milieu des années 80, permettant pour la première fois de voir de l'intérieur la mystérieuse association criminelle.

Patiemment, ce « serviteur de l'Etat en terre infidèle » a appris les codes et les gestes de la Mafia. Il a appris à parler à demi-

mot à ses interlocuteurs, parfois à ne pas leur parler du tout. Ni brimades ni risques inutiles. Avancé pas à pas, ne visant que des objectifs précis, il a démonté cette machine criminelle « parfaitement organisée », qui est aussi un système économique, un Etat dans l'Etat.

Giovanni Falcone explique le paradoxe de *Cosa Nostra* : pour survivre et se développer, cet Etat-Mafia a besoin de s'appuyer sur des particularismes locaux et des cultures archaïques qui lui assurent une certaine étanchéité : mais, pour organiser des liaisons mondiales avec la crime organisé, il doit aussi créer des modèles universellement valables. D'où son adaptation permanente.

Contrairement à une idée reçue, explique Giovanni Falcone, la Mafia n'est pas fille du sous-développement. Elle ne disparaîtra pas avec le décollage socio-économique de la Sicile : l'Honorable Société sait se greffer sur les investissements faits dans l'île et en détourner les effets. Il faut la combattre, résolument, sans myopie et sans laxisme, mais avec « professionnalisme », car tous les magistrats et policiers qui se sont aventurés sur ce terrain avec légèreté l'ont payé de leur vie.

« Nous avons été à la Mafia son aïeul d'impunité et d'invincibilité », remarque le juge Falcone en faisant allusion aux arrestations opérées et au « maxi-procès » de 1986. Un peu amer aujourd'hui, après la mise en liberté de certains mafiosi notoire, il se demande si l'Etat italien n'est pas tenté de revenir à la politique de « non-ingérence » dans les affaires de cet Etat concurrent. Or la Mafia peut avoir de beaux jours devant elle dans un monde où se renforce une « logique de l'appartenance » alors que le concept de citoyenneté tend à se diluer.

Robert Solé

Le vigneron et son siècle

LES LARMES DE LA VIGNE

de Jean-Louis Magnon.
Seghers, coll. « Mémoire vive »,
238 p., 95 F.

« L'été de 1914 fut un bel été, une de ces saisons de chaleur et de grand soleil qui sont la bénédiction de la vigne... » Au moment où va commencer une des plus effroyables boucheries de l'histoire, Louis Justin Maurel est à peine un adolescent, puisqu'il est né très précisément le 1^{er} janvier 1900. Mais sa mémoire est déjà lourde des souvenirs de la grande crise viticole qui a secoué ce fond du Midi, passé d'un peu précipitamment à une monoculture que la « mévente » – avant même la phylloxéra – a jeté dans la révolte. Louis a entendu Jaurès à Béziers et suivi, le matin dans celle de son père, les discours de Marcel Albert. Il était là, le 19 juin 1907, lors de la fusillade de Narbonne...

Jean-Louis Magnon a recueilli ces souvenirs. D'abord, nous dit-il, écrits de la main même de Louis Maurel, puis rassemblés au cours de longues et patientes conversations où le vieil homme, plus qu'un récit, se livre aux réflexions qu'il tire des événements, des joies et des peines traversées au cours de près d'un siècle d'existence. Non pour en tirer un bilan – l'homme est trop humble pour y prétendre, et il reconnaît même, dès les lendemains de la révolution bolchevique, alors qu'il a déjà résolument opté pour le camp du socialisme nais-

sant, qu'il était possible qu'il se soit « trompé de camp ». Ce qui ne l'empêchera pas de terminer ses jours, des décennies plus tard, dans les rangs d'un PCF où il semble avoir trouvé le choix sinon le meilleur, du moins le moins éloigné de sa conscience, de ses aspirations.

Entre-temps, note Jean-Louis Magnon, « dans la vie de Louis, on retrouve ce croisement de sa propre destinée avec les épisodes de l'histoire », en passant, pour ne citer que l'essentiel, par les deux guerres mondiales, la grande crise de 1929, et surtout, les bouleversements économiques, sociaux, culturels qui les accompagnent.

Le vieux rêve occitan

Louis n'est pas un militant politique, encore moins un extrémiste. Il gardera même longtemps quelques distances avec l'oncle Arsène, « l'anarchiste ». Mais à venir à la politique à travers la défense – ou est-ce seulement le regret ? – de tout un mode de vie, propre à la province où il a vu le jour comme au métier de vigneron où il est devenu expert, et dont il ne parvient pas à accepter qu'il s'évanouisse peu à peu mais de plus en plus vite.

Le vieux rêve occitan est présent, en contrepoint, tout au fil de ces pages. Depuis ces journées où la mère de Louis Maurel va écouter Marcel Albert parce qu'elle avait compris qu'elle devait s'y aller comme les autres si on voulait avoir une chance de sauver cette aïe-

tence qui était la nôtre, sauver ce mode de vie du Midi qui était en train de disparaître dans les saisis, les abandons, les faillites et la misère qui étranglait le peuple et lui enlevait son pain de la bouche et son goût de vivre ». Jusqu'à cet aveu, au soir de sa vie, devant un monde où l'argent, les distractions sont devenus plus faciles : « C'est peut-être vrai (...), mais j'avais rêvé, moi, d'un autre progrès. »

On devine que cette constante référence à une certaine qualité de la vie, dont les temps modernes n'ont pas été porteurs en dépit d'une meilleure justice sociale, donne au témoignage du vieux Louis Maurel une fraîcheur, l'inimitable odeur d'un terroir qui vit au rythme des saisons – Ah ! les départs de nuit pour aller sulfater les vignes et ne revenir qu'au petit jour... – et que peut-être les hommes apprendront un jour à ne pas violer inconsidérément. « Je compris, écrit Jean-Louis Magnon, que ce livre que nous allons faire serait une de ces choses perdues, inutiles peut-être dans un monde qui les rejette, mais qui par les traces qu'elles laissent sont aussi un espoir. » Les « traces », l'espoir, c'est beaucoup le prix, la valeur de ces *Larmes de la Vigne*.

A. J.

* Signalez également, chez Berger-Levrault International, un roman d'Edmond Jouve, *Et vinrent de nouvelles vendanges*, qui raconte lui aussi des histoires de vigneron, mais situées dans le haut Quercy à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième (366 p., 135 F.).

Veillez abonner pour un an à la revue trimestrielle
L'AMATEUR DE BORDEAUX (4 numéros + 1 supplément annuel
réserve aux abonnés) mon ami(e).

En cas de plusieurs abonnements, joindre la liste sur papier libre.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Pays _____

Je joins mon règlement pour _____ abonnement(s).

Soit _____ Francs.

☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal

établi à l'ordre de S.E.S. et le retourne à L'AMATEUR DE BORDEAUX

Service Abonnements - 22, rue des Reculettes - 75013 Paris.

Tarif France ☐ 1 an : 430 FF

Tarif Etranger ☐ 1 an : 480 FF (transport par avion, nous consulter)

Tél. : (1) 43.31.44.99

Idée de cadeau.

L'Amateur de Bordeaux est pour tous les amateurs de belles choses, la revue qui incarne aujourd'hui le mieux un certain art de vivre et l'art des grands vins fins. Transmettez-le et abonnez vos amis. Vous leur offrirez un cadeau original et culturel qui sera pour eux le début d'une passion.

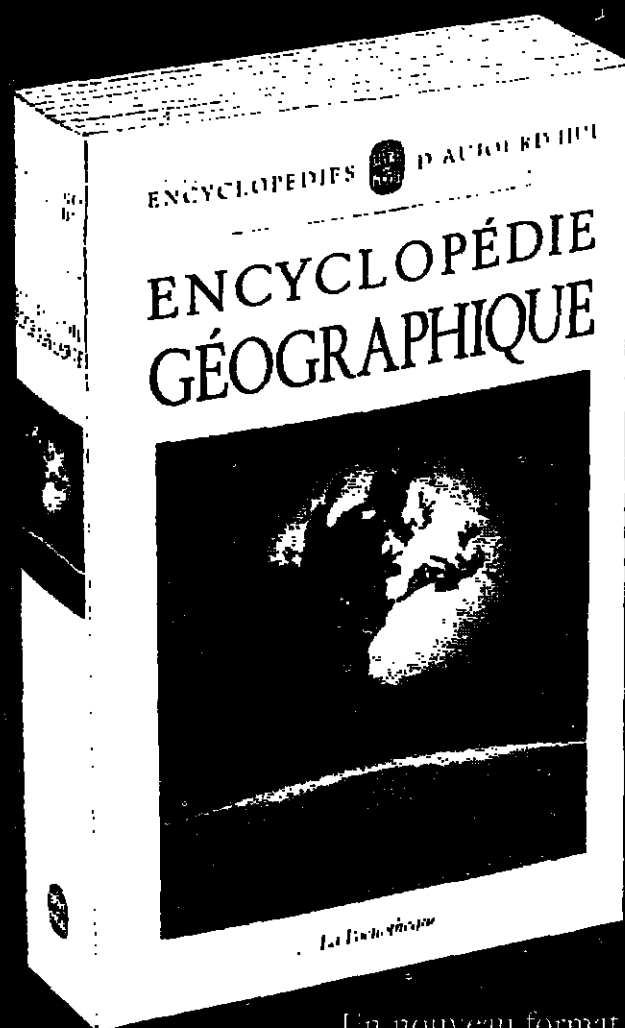


La Pochothèque

une nouvelle série dans

Le
LIVRE
de
POCHE

ENCYCLOPÉDIE
GÉOGRAPHIQUE



Un nouveau format :
12,5 x 19 cm

- Un inventaire actuel complet des entités nationales composant le monde contemporain : description physique, démographie, institutions, vie économique.
- Une description statistique de l'économie mondiale et des grands courants commerciaux.
- Un atlas en couleurs.

1120 pages

155 F

LIVRES ♦ IDÉES

ESSAIS

Histoire des Vies

Inventeurs du genre biographique, les Grecs ne l'ont jamais confondu avec l'histoire
Une salutaire remontée aux origines d'Arnaldo Momigliano

LES ORIGINES
DE LA BIOGRAPHIE
EN GRÈCE ANCIENNE

d'Arnaldo Momigliano.
Circé (Strasbourg).
172 p., 115 F.

Quatre ans après la mort d'Arnaldo Momigliano, son brillant essai sur les limites de l'hellénisation, *Sagesse barbare*, reparait en format de poche (1). Cette bonne nouvelle n'est pas la seule. Un petit éditeur de Strasbourg, Circé, a le courage de publier, dans une excellente traduction, quatre conférences sur la biographie en Grèce ancienne que ce maître de l'historiographie avait prononcées à l'université Harvard en 1968.

Alors que l'œuvre des biographes submerge aujourd'hui la production historique, cette remontée aux origines est salutaire. Les Grecs, inventeurs du genre, n'ont jamais cru que la biographie relevait de l'histoire; ou du moins de celle qui était, à leurs yeux, la seule digne de traverser les siècles: l'histoire politique et militaire racontée selon l'ordre chronologique. Même à l'époque hellénistique où se multipliaient les *Vies* (Bios) — celles des hommes illustres comme celles des peuples — leurs auteurs savaient qu'ils faisaient moins œuvre d'historiens que d'érudits. Et ils s'accordaient le droit de ne pas distinguer clairement entre la réalité et l'imagination. Momigliano l'expose avec force sans perdre de vue le temps présent. Comment ne



pas craindre que la biographie, dont la situation actuelle est privilégiée et qui est parfois un instrument « au service de la recherche en histoire sociale », ne puisse devenir aussi « un moyen de lui échapper »?

Dans la constitution du genre, on a longtemps soutenu que les élèves d'Aristote, sous l'influence de l'Apologie de Socrate de Platon, avaient joué un rôle prédominant. Bien plus tard, Plutarque et Suétone auraient

repris, chacun à sa manière, le double modèle mis en forme par les disciples du Lycée: le récit d'une vie, au fil des jours, mettant l'accent sur les étapes de la formation d'un caractère; la description statique, hors de tout cadre chronologique, des différents aspects d'une personnalité. Momigliano nuance ce point de vue en reconnaissant l'influence de la philosophie dans l'émergence de cette littérature. Si elle a profité

du goût de l'anecdote de l'école péripatéticienne, elle s'est développée indépendamment du système aristotélicien, comme le démontre la variété des formes qu'elle a prises. Les papyrus ont ainsi révélé l'existence de biographies dialoguées, comme celle d'Euripide par Satyros, ou de courts récits disposés le long d'arbres généalogiques. Point d'unité non plus dans les nombreux textes autobiographiques que rois et hommes politiques du monde hellénistique ont composés ou fait composer pour servir leur action. Rome reprendra la formule en lui donnant plus de gravité.

Momigliano souligne enfin l'originalité des expériences tentées dans le domaine biographique dès le V^e siècle avant notre ère. Restituant les figures littéraires du passé ou la vie de héros mythiques, ces entreprises furent rejetées dans l'ombre par l'éclat des enquêtes contemporaines d'Hérodote et de Thucydide. Malgré les tentatives d'un Isocrate ou d'un Xénophon, l'inventeur du premier roman biographique, la *Cyropédie*, histoire et biographie, loin de fusionner, étaient condamnées à suivre des cours parallèles.

Hervé Duchêne

(1) En « Folio-Histoire », chez Gallimard. Chez le même éditeur, dans la « Bibliothèque des Histoires », est paru en 1983 un choix d'articles du savant italien sous le titre *Problèmes d'historiographie ancienne et moderne*.

Platon et le big bang

D'Athènes à Einstein, la connaissance de l'univers repose sur la création de modèles mathématiques

INVENTER L'UNIVERS

Le problème
de la connaissance
et les modèles
cosmologiques

de Luc Brisson
et F. Walter Meyerstein
Les Belles Lettres,
coll. « L'Âge d'or »,
210 p., 130 F.

Dans ce livre de conception très originale, les auteurs entreprennent une confrontation directe, a-historique, de deux systèmes du monde que séparent deux mille quatre cents ans d'histoire, celui qui est exposé dans le *Timée* de Platon et la théorie contemporaine de l'univers, ou au moins l'esquisse d'une telle théorie. Leur hypothèse de travail est que ces deux systèmes sont, l'un et l'autre, le fruit d'une « invention » de même forme, celle d'un modèle axiomatique de type mathématique, permettant d'interpréter les données recueillies par l'observation méthodique du ciel.

Luc Brisson étant l'auteur de la plus récente et la plus complète des études consacrées au *Timée*, on ne s'étonne pas que sa reconstitution axiomatique du texte platonicien soit merveilleusement claire et certainement convaincante pour tous ceux qui ont lu de près cet ouvrage fameux. S'agissant de la cosmologie contemporaine, l'entreprise des auteurs était assurément plus risquée. On ne peut leur reprocher de ne pas en être vraiment venus à bout, car leur essai mérite considération et discussion.

Parmi toutes les variantes de la cosmologie contemporaine, c'était une décision pertinente d'isoler, comme ils l'ont fait, le noyau le plus solide, ce qu'ils appellent « théorie du big bang standard », c'est-à-dire l'identification par décision axiomatique de l'univers à une variété riemannienne de type Friedmann (à savoir un espace temps de la famille Robertson-Walker, satisfaisant aux équations d'Einstein sous certaines conditions concernant les propriétés globales de la matière énergie cosmique; les

auteurs disent « modèles FRW »). C'est donc à une explication de toutes les hypothèses d'une telle cosmologie que procède cet ouvrage. L'une des conséquences immédiates de ces hypothèses est que ces modèles FRW présentent la propriété géométrique qu'exprime — grossièrement — le mot de big bang.

Or, curieusement, les auteurs usent tranquillement de ce terme big bang sans se soucier d'indiquer explicitement à quoi il renvoie dans le modèle axiomatique qu'ils présentent, à savoir une singularité au sens mathématique le plus banal, dont le corrélatif physique est la notion obscure, pour ne pas dire absurde, d'un espace réduit à un point, d'une densité infinie de matière ou au moins d'une « région », ou peut-être d'une « époque », dans laquelle aucune grandeur ne pourrait être définie.

En outre, une des hypothèses de base des modèles FRW — que les auteurs signalent d'ailleurs fort bien — est celle d'un « temps cosmique » comme on dit en général, ou de

« tranches achronales d'espace temps » dans leur vocabulaire. Or cela donne physiquement à la singularité mathématique le sens d'une « origine » en-deçà de laquelle il est impossible de remonter dans le temps, ce qui le rend à la fois, dans le modèle, inévitable et indescriptible. Les auteurs ne semblent guère se soucier de cette conséquence frappante de leur choix.

Et pourtant, dans leur propre perspective, ce n'est pas une circonstance indifférente. Car sur ce point le contraste avec le *Timée* est remarquable. Dans les deux systèmes, l'univers a une origine (ce qui n'est le cas ni dans la cosmologie d'Aristote ni dans la première qu'ait inventée Einstein), mais dans le premier, l'origine résulte d'une décision rationnelle, alors que dans le second, c'est, dans le regard au moins du *kosmothéros* qui, comme le rappelle Kant, contemple un univers dont il fait aussi partie, la contingence d'un point aveugle.

Jacques Merleau-Ponty

Fragments présocratiques

LA SAGESSE GRECQUE

tome II

de Giorgio Colli.
Traduit de l'italien
par Pascal Gabbione
et Myriam Loring.
Ed. de l'Éclat, 352 p., 220 F.

ANAXIMANDRE
FRAGMENTS ET
TÉMOIGNAGES

Texte grec, traduction,
introduction et commentaire
de Marcel Conche.
PUF, coll. « Epiméthée »,
250 p., 245 F.

LES FRAGMENTS
D'HÉRACLITE

Traduits et commentés
par Roger Munier.
Illustrés par Abidine.
Ed. Fata Morgana, 118 p., 95 F.

Sont-ils les derniers sages, ou les premiers philosophes? Ils sont devins, prophètes, magiciens, thaumaturges — inspirés, possédés par le verbe et possesseurs de vérités lapidaires. En même temps, ils inventent les mathématiques, la

physique rationnelle, le calcul astronomique, l'argumentation conceptuelle. Les Présocratiques, qui ont déjà suscité tellement d'études, n'ont pas fini d'engendrer étonnement et interprétations. Les fragments que nous possédons et les témoignages à leur propos sont, en effet, lacunaires et souvent énigmatiques. D'où une multiplicité de traductions et de reconstitutions dont quelques nouvelles parutions permettent de constater l'extrême diversité.

Anaximandre
le pessimiste

Les Éditions de l'Éclat publient le deuxième des trois volumes de la *Sagesse grecque* de Giorgio Colli. Rappelons que ce vaste projet — il devait comprendre onze tomes et fut interrompu par la mort du philosophe — vise à bouleverser l'image que nous nous forgeons de la pensée grecque. C'est particulièrement le cas pour Anaximandre, en qui Giorgio Colli voit « un homme qui donne des frissons », car ce père fondateur du pessimisme métaphysique et du pessimisme moral faisait de la mort, selon lui, la vengeance et l'expia-

tion de l'injustice constituée par le fait de vivre.

Marcel Conche, savamment et simplement, brosse un portrait moins noir d'Anaximandre pour qui, à ses yeux, la mort est l'exact prix à payer pour le fait de vivre, selon la juste nécessité de l'être et du temps, auxquels il n'est pas d'échappatoire. Centrée sur le rôle essentiel que joue la notion d'infini dans la pensée d'Anaximandre, l'étude de Marcel Conche rassemble, traduit et commente la totalité des sources, nous permettant d'entrevoir les multiples aspects de sa pensée. Bien qu'il ne classe pas les discussions toujours possibles, c'est un ouvrage de référence.

« Nous sommes des dormeurs éveillés », écrit Roger Munier en résumant, à sa manière, une pensée d'Héraclite. Sa traduction des cent trente-sept fragments repose sur une longue série de choix à la fois poétiques et théoriques. Dense et sobre, comme le bref commentaire qui le justifie globalement, elle est à comparer aux nombreuses versions françaises déjà existantes.

R.-P. Droit

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LE PLAISIR
D'ÉCRIRE
LE DROIT
D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à

LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 74

Contrat de fin par l'art. 49 de la loi de 110-55 sur la propriété littéraire.

LIVRES ♦ IDÉES
ACTUALITÉS

L'antiféminisme en tenue de camouflage

Un colloque à Beaubourg, réunissant philosophes et écrivains pour s'interroger sur les formes « modernes » du discours antiféministe

Il fallait du courage, voire de la témérité, pour organiser aujourd'hui un important colloque lié à la question du féminisme et de son corollaire immédiat, l'antiféminisme. « Disons-le d'emblée, constatait Geneviève Fraisse, le mot « féminisme » est maudit pour toujours. » Parce qu'il « croit au bonheur et au progrès » et que « l'on sait où cela mène », parce qu'il serait encore assez fou pour penser que le collectif peut modifier l'individu, parce qu'il renvoie aussi, à tort ou à raison, à quelques stéréotypes ringards, le féminisme aujourd'hui, en tant que mouvement historique de transformation sociale, n'est plus guère à la mode. Sans doute fait-il les frais, comme bon nombre d'utopies, de l'effacement des systèmes totalitaires et de leurs aspirations : un effacement qui laisserait place à « une société paisible, tolérante, marquée par une pluralité heureuse des styles de vie, et où l'on saurait désormais se garder des passions qui conduisent inévitablement à l'intolérance et à l'exclusion... »

Il fallait du courage donc, et l'on saluera l'initiative d'Elisabeth de Fontenay, philosophe, maître de conférences à l'université Paris-1, et de Roger Rasmussen, conseiller de programme au Centre Pompidou, sous la responsabilité desquels était placé ce colloque des 28 et 29 novembre, consacré aux « formes nouvelles de l'antiféminisme contemporain ». Débâcher les mille manières sournoises qu'utiliserait aujourd'hui le discours antiféministe pour s'adapter et se renouveler sans cesse, reconnaître sa capacité à emprunter, dans son argumentaire, « les signes de la modernité » pour dépasser « le caractère désuet de l'opposition traditionnelle et déclarée à l'égalité entre les sexes », et montrer que l'on est ainsi passé « d'un antiféminisme bourgeois à un antiféminisme postmoderne » : tel était l'objectif de cette rencontre qui, au fond, n'a peut-être fait que mettre en lumière ce que l'on pourrait appeler tout simplement les avatars contemporains d'un antiféminisme immémorial (voir l'Histoire des femmes, et les articles de Roger Chartier et Alain Corbin dans « Le Monde des livres » du 29 novembre).

Une surestimation dangereuse

Examinons donc quelles peuvent être les manifestations de ces avatars dans notre société postmoderne, définie par Alain Finkielkraut comme « le monde du libre-service, du tourisme et du zapping généralisés, où tout advient sur le mode de la disponibilité et de l'équivalence, où rien ne serait extérieur aux circuits de l'échange, où toutes les cultures sont sur le marché, et où, quand on dit que tout est culturel, on veut dire [...] que tout est appropriable, calculable, marchandisable, comestible, au même titre et de la même façon... »

Il s'agit d'abord, pour Danièle Sallenave, d'une tendance accrue à la surestimation des vertus féminines et maternelles, surestimation dangereuse car l'assimilation implicite femme-mère qu'elle renferme (et impose) conduit inévitablement à une « nouvelle forme de relégation ».

Quelle régression par rapport à la très fameuse phrase de Simone de Beauvoir dans le Deuxième sexe : « On ne naît pas femme, on le devient », c'est-à-dire à l'affirmation que le destin d'une femme se construit en dehors de tout déterminisme biologique !

Cette insistance de la postmodernité à vouloir ainsi « ériger la maternité en modèle » – seul capable de nous prémunir contre « les atteintes meurtrières des systèmes idéologiques » – débouche aujourd'hui, selon Elisabeth de Fontenay, sur une nouvelle morale, une morale du ventre. C'est l'idée que la « virtus », étymologiquement « courage viril », « le code déformé dans le catéchisme contemporain à la sollicitude maternelle », l'idée que sans la « parturitura », qui fournirait aujourd'hui, selon certains penseurs contemporains, « le schéma de toute éthique possible », il n'y aurait « point de salut, point de remède préventif au mal radical qui rôde encore : le totalitarisme ». A moins que ce nouveau credo, revenu de toutes les croyances émancipatrices à un homme nouveau, ne soit lui-même qu'un « totalitarisme doux-cereux [...] qui étouffe le politique sous des baisers et des caresses, mais ne l'étouffe pas moins ». Ainsi, en philosophie, souligne Françoise Collin, cette « valorisation du féminisme » fait-elle paradoxalement l'impasse sur la réalité effective des femmes et laisse dans l'ombre la question politique des rapports entre hommes et femmes au sein d'un même monde, tout en ayant l'air de l'aborder. Autrement dit, l'antiféminisme contemporain serait d'autant plus difficile à démasquer qu'il se draperait d'habits neufs, en l'occurrence de changements et redoutables tenues de camouflage.

Camouflage ou dévoilement ? Une seconde catégorie de manifestations de l'antiféminisme, qui fait, elle aussi, partie des délices de la postmodernité, s'étale, à l'inverse, au grand jour, dans un monde où l'impudeur et l'impunité semblent faire bon ménage. Débat sur la réouverture des maisons closes, succès croissant de toutes les formes de sexisme, meurtres et viols, réels ou symboliques, dont on peut se demander, avec Liliane Kandel, s'ils sont « banalement archaïques ou tristement postmodernes », succès du salon Erotica-2000, prolifération, avec la complaisance des autorités, des messageries roses, des « psy-shows » ou des nombreuses émissions télévisées renvoyant de la femme une image dégradée et dégradante : « Le désir libéré de montrer, de dire, de tout dire, et de tout savoir, de tout dévoiler est-il, s'interroge Catherine Labrousse-Riou, un simple déplacement des frontières ou des objets de la pudeur ou la source d'aliénations plus subtiles et moins visibles qu'autrefois dont les femmes ne sont ni les seules victimes, ni les seules complices ? »

« Une OPA sur la maternité »

De cette assimilation femme-corps-objet participeraient d'autres sources d'aliénation comme les pratiques technico-scientifiques de procréation médicalement assistée (PMA). « Cette invasion du corps des femmes par des technologies à risque » visant à « guérir un symptôme qui n'est pas une maladie et ne met pas leur vie en danger », la PMA, donc, est « une OPA sur la maternité et la reproduction », commente Elisabeth de Fontenay, se référant ici à Anne-Marie de

Vilaine (la Fabrique du corps humain). Et ceci, au nom de quoi ? Au nom, une fois encore, de « l'éternum ventrum », de « l'intemporelle parce que naturelle gravité ». Comme s'il y avait « une corrélation, ou même une complicité », entre des hommes revenus du totalitarisme, feignant d'entendre le langage du corps (maternel) pour le récupérer en l'universalisant, en le transformant en norme éthique de la postmodernité, et d'autres (ou les mêmes) qui font de ce corps un animal-machine.

Vigilance donc, et sur tous les fronts, tel est sans doute le message de conclusion de ce colloque : l'appel à une vigilance politique qui, insiste Elisabeth de Fontenay, « a peu à voir avec la veille d'un nourrisson ». « Il n'y a de liberté possible que dans une défense du multiple, dans une indifférence aux différences », écrit Danièle Sallenave dans le dernier numéro du *Messageur européen* (1). Et l'idée de la femme-matrice, allant de pair avec le sens de la souffrance, ou le goût supposé du dévoilement, de la sollicitude ou de la pitié... toutes ces sottises qui semblent avoir cours aujourd'hui menaceraient, si l'on s'avaisait de les considérer sérieusement, de nous rejeter loin, plus loin en arrière, à mille lieues de l'héritage follement précieux, follement moderne de quelques grandes figures du passé : une Virginia Woolf, une Simone de Beauvoir...

F. N.

(1) « L'œuvre, la morale et le féminin », in *Le Messageur européen*, n° 5, Gallimard (lire, ci-dessous, notre encadré).

* Signalons également la parution du numéro 16-17-18 des *Nouvelles Questions féministes*, intitulé « Particularisme et universalisme », coordonné par Christine Delphy, NRF, 262 p., 220 F.

« L'œuvre, la morale et le féminin »

LE MESSAGEUR EUROPÉEN
revue, n° 5, Gallimard,
274 p., 140 F.

L'INFINI
n° 36, hiver 1991, Gallimard,
128 p., 78 F.

« Le féminisme serait-il le plus court chemin de l'oppression des femmes à l'oppression par les femmes ? », demande Danièle Sallenave, d'une manière sagement provocatrice, dans un texte passionnant et argumenté « L'œuvre, la morale et le féminin », que publie le n° 5 de la revue, que dirige Alain Finkielkraut et dont elle est la rédactrice en chef. Le *Messageur européen*. Danièle Sallenave se réclame de Simone de Beauvoir et d'un discours portant « la femme à sa conquête comme être humain en refusant d'être déterminée par la biologie » (notamment à être libre face à la maternité) contre un discours, développé depuis les années 70, qui voudrait « glorifier » la femme comme mère.

Danièle Sallenave discute les thèses de Tzvetan Todorov, exprimées en particulier dans *Face à l'extrême* (Seuil 1991) : « Malgré quelques précautions oratoires [...] la définition est claire [...], cet homme moral, c'est une femme [...] parce que la femme est mère [...], c'est tout le trajet inverse de ce qu'avait voulu le féminisme : s'arracher à sa définition biologique pour accéder à l'œuvre. »

« La pratique de l'œuvre oblige à distinguer la position éthique de la position morale [...]. Qu'advient-il en effet de l'œuvre, le seul lieu qui puisse être placé sous le signe des fins, si on la soumet aux déterminations de la morale ? Il n'y a tout simplement plus d'œuvre possible, et l'intellectuel de demain ne pourra être qu'une mère de famille », ajoute Danièle Sallenave avant de dévoiler son propos final : « Reste-

rait l'argument de l'immoralité [...] Une fois encore, on dira Céline, érudite sur abominable passion. Mais sommes-nous sans ames contre une œuvre de mots ? L'antisémitisme qui entame si gravement l'admiration qu'on peut avoir pour l'œuvre de Céline ne caractérise pourtant pas celle-ci entièrement : il la défigure, il l'entraîne là où nous ne voudrions pas qu'elle aille [...]. Car on ne peut pas nier que Céline du fond de son trouble, de sa folie, de son exécution du monde, n'ait aperçu quelques-unes des grandes douleurs de l'homme moderne. »

Mécanismes d'amnésie

« Oui, nous sommes libres devant une œuvre », conclut Danièle Sallenave. Encore faut-il la lire, pourrait lui répondre Philippe Sollers, qui dans un texte fort, rapide, violent, porté par la conviction (*L'Infini* n° 36), s'interroge sur les mécanismes d'amnésie et de disparition dans « une société prétendant avoir absorbé son négatif (ce qui est très exactement la définition du Spectacle) ». « Comment se débarrasser de ce que les écrivains géants ont écrit ? », demande Sollers dans « Nouvelle inquisition, nouvelle censure », un texte à propos de Jean Genet. Sollers, lui aussi, s'interroge sur le retour du « convenable », sur l'annulation programmée – et encouragée par des femmes, Danièle Sallenave le montre bien – du geste individuel « non conforme » : « Êtes-vous « politiquement correct » (PC), vous demande-t-on déjà à tout propos aux États-Unis ! C'est-à-dire : êtes-vous un bon homosexuel, une bonne femme, un bon malade, un bon noir ? »

« Genet parlait de lui-même comme d'un pédé, mais il ne lui serait pas venu à l'idée de se présenter comme un pédé convenable. Il aurait trouvé ahurissant de vouloir être garanti ou respecté

par la loi. » « Ce voleur vivant pauvrement, même devenu riche, est le contraire d'un truand financier. Ce pédé est à l'opposé de l'homosexuel institutionnel. Ce traître définitif n'a rien de commun avec un diplomate à contrats. Il doit donc être oublié, lui et sa prose, comme tant d'autres. »

Dans le *Messageur européen*, l'article de Danièle Sallenave s'inscrit dans un ensemble intitulé « Le crépuscule de l'Europe sur les campus américains », et qui rassemble des contributions de Thomas Pavel, « Le rejet des classiques », de Judith Friedlander, « Le multiculturalisme dans une université américaine. Étude de cas », et de François Ricard, « La littérature saisie par la science ». On pourra lire par ailleurs, dans cette livraison de la revue, un dossier autour des pays de l'Est, « Le destin des petites nations », ouvert par un commentaire d'Alain Finkielkraut, « Ne nous félicitons pas » ; des réflexions autour de « Penser la terre », avec, entre autres, des articles de Paul Ricœur et de Robert Legros, enfin des textes sur Constantin Noica et un très intéressant « Vladimir Jankélévitch et l'Allemagne », de Béatrice Berlioz.

Le n° 36 de *L'Infini* propose notamment, outre le texte déjà cité de Sollers et un autre consacré au sculpteur Maillol, « l'artiste le plus méconnu de la première moitié du vingtième siècle », une longue « Improvisation en hommage à Stravinski » de Milan Kundera, un court « Freud revisité » de Julia Kristeva, un passionnant texte de Sylvie Durastanti sur Angèle de Foligno et une excellente nouvelle, le *Séjour à Hollywood*, de François de Maulde, un jeune écrivain dont on attend toujours le deuxième roman, après le très prometteur *Passage des aveux* (Gallimard, 1987).

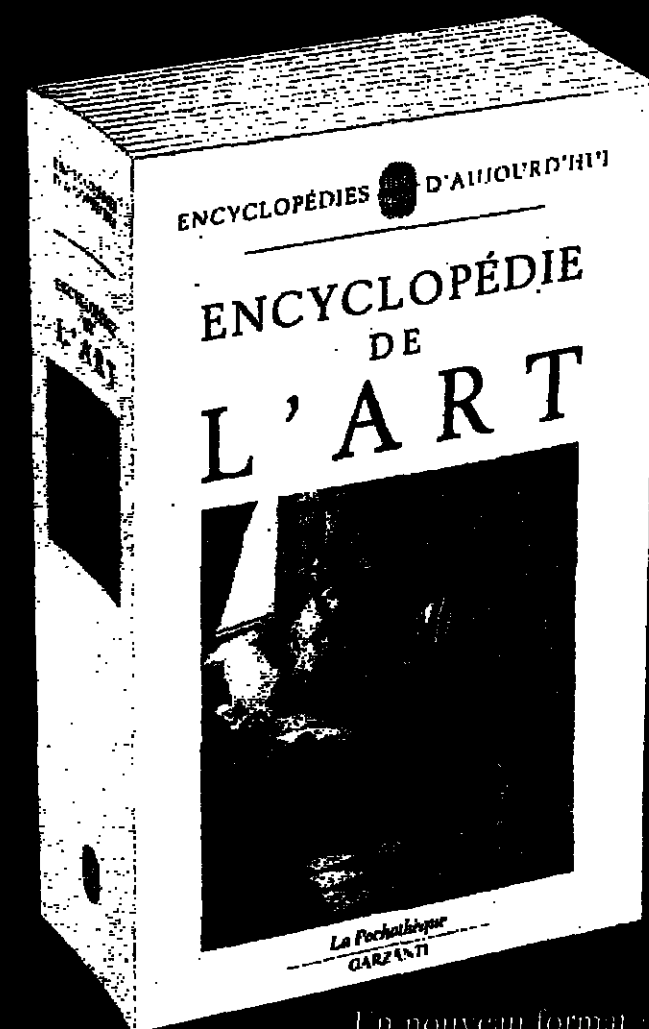
Jo. S.

La Pochothèque

une nouvelle série dans

Le
LIVRE
de
POCHE

ENCYCLOPÉDIE
DE L'ART



Un nouveau format :
12,5 x 19 cm

- Plusieurs milliers d'articles sur toutes les époques, toutes les régions du monde et toutes les disciplines : architecture, peinture, sculpture, photographie, arts décoratifs et arts appliqués.
- Une chronologie universelle de l'art, de la Préhistoire à nos jours.
- Un panorama des grands sites architecturaux.
- 1600 illustrations.

Le must de l'amateur

1100 pages

195 F

LE CÉNACLE
Fondements
Christologiques
et Spirituelles
par
GHISLAINE CÔTÉ
PRÉFACE DE LOUIS SINTAS, S.I.
440 pages 150 FF
BLANCHESSE
10, rue de Valenciennes - 75013 PARIS

LIVRES • IDÉES
EN VITRINE

ÉCRITS INTIMES

Suicide sous influence

Elle s'appelait Danièle et vivait avec une copine, que l'on appellera Virginie. Un jour, tout à coup, suicide à deux, minutieusement organisé par Virginie, qui meurt sur le coup. Danièle, horriblement brûlée, mettra quelques heures à succomber.

C'est son père qui, aujourd'hui, raconte, remonte dans le temps, reconnaît — mais trop tard — les signaux de détresse que lui avait adressés sa fille, son incapacité à l'époque à l'arracher à ce suicide sous influence. « Ramène-moi à la maison, papa. » « Papa, salue moi d'elle. » Autant d'appels, pourtant très clairs, restés sans réponse, peut-être par respect (?) pour la personnalité d'une jeune femme — à vingt-six ans, Danièle n'est plus une enfant — qui devrait savoir ce qu'elle veut.

Fatalité, incompréhension ? « Un jour, raconte Primo Basso, Danièle nous a dit : « Il faut nous aider à quitter la rue Saint-Julien, elle est dangereuse. » J'ai ri : « Nancy n'est pas Chicago ! » Inconscient ! Ce n'était pas la rue qui était dangereuse, mais ce lieu où la mort

régnait bien avant la déflagration. » Impardonnable inconscience, dramatique erreur de parcours dans des relations entre un père et une fille, mais dont ni l'un ni l'autre n'avait souhaité qu'elles fussent différentes. Parlera-t-on de non-resistance à personne en danger si l'on songe à chacun de ceux qui, autour de nous, ont connu peu ou prou la même tragédie, si nous voulons bien être conscient qu'aucune famille n'en est à l'abri ?

« Je n'ai que des questions, écrit Primo Basso qui, après huit ans, se décharge dans un style personnel et direct, de ces terribles aveux. Comment se creuse la faille entre gens qui s'aiment ? Comment l'attrait de la mort peut dissoudre les fidélités anciennes ? Comment tenter de retenir ceux qui glissent sur la pente ? Que reste-t-il à attendre après leur disparition, pour ceux qui les chérissent et ne croient pas à la survie ? » A méditer...

A. J.
► LA DÉCOUVERTE, de Primo Basso. Ed. Mare Nostrum, 141 p., 85 F.

ESSAIS

Le tête-à-tête de la science

On pressentait depuis le début du siècle, et plus précisément depuis les découvertes de Planck sur la discontinuité de l'énergie, que l'ingénierie affirmait de Berthelot, « le monde est aujourd'hui sans mystère », était à ranger dans le sordidisme des... grands esprits. C'est en fait à un véritable bouleversement des concepts sur lesquels se fondait la science que l'on assiste depuis vingt-cinq ans. Sur ce thème, Guitta Pessis-Pasternak a poursuivi des entretiens avec des personnalités qui illustrent les recherches les plus pointues (1). On cherche d'abord à comprendre comment la science, dont l'ambition est de découvrir l'ordre caché de la nature, peut solliciter les potentialités organisatrices du désordre, du chaos, du hasard. Le reste de l'ouvrage est consacré au sujet de « l'ingénierie artificielle » qui nous paraît être une contradiction dans les termes.

Une lecture très enrichissante parce qu'elle plonge le lecteur non spécialiste dans un océan de schèmes nouveaux et le fait participer à cette bataille contre le déterminisme dont les troupes s'efforcent.

Dans une lettre qu'il nous écrivait récemment, Jean Hamburger estimait que « la véritable révo-



tion de la pensée » provient de « la rencontre avec les limites de notre raisonnement logique quotidien ». La démonstration est fournie ici presque à chaque page. Ce qui fait le prix de ce « roman » scientifique ouvert par Guitta Pessis-Pasternak.

Pierre Drouin
► FAUT-IL BRULER DES CARTES ? Entretiens avec Guitta Pessis-Pasternak. La Découverte, 272 p., 95 F.

(1) Dans l'ordre de leur apparition dans l'ouvrage : René Thom, Ilya Prigogine, Henri Atlan, Edgar Morin, Paul Feyerabend, Jean-Pierre Dupuy, Bernard

HISTOIRE

Vrais Scythes et faux barbares

L'or, bien sûr. Massif et défilé, étiré, torsadé, assoupli, semé de turquoises, granulé ou ciselé, bosselé — et, pour finir, souvent fondu

en lingots anonymes. Cet or venu de Sibérie, mystérieux et beau plus encore qu'étrange, fascina Pierre le Grand à Saint-Petersbourg en 1716.

Véronique Schiltz a puisé dans les archives, rapports, dessins ou aquarelles, de la Commission impériale pour nous offrir, en direct ou presque, le spectacle d'une quête féérique. De la Crimée à l'Altaï, elle entraîne princes, aventuriers et savants vers les boursoufflures, les kourganes que forment dans les steppes les tombes d'un peuple iranien de l'Antiquité, amateur de chevaux, de vin et de bijoux, les Scythes.

Mais ce beau livre nous offre beaucoup plus. Car à travers les Scythes, c'est la Russie qui se cherche. Le goût des curiosités, puis l'archéologie sont des modes européennes, de Hollande ou d'Italie. Mais les fouilles de Crimée, à partir du règne de la grande Catherine, ont beau révéler le visage héroïque des Scythes, monte la fascination du barbare. « Des temps simplistes et grossiers ! Sont marqués par des sabots », craignait Ossip Mandelstam. Les bolcheviks accomplirent le rêve d'Alexandre Blok : une Europe ensauvagée.

Fallait-il laisser les Scythes à ce rôle de hochets brandis ? La réponse vint de l'Altaï, au temps de Staline, en pleine glaciation. Alors fut sensible « le moelleux des

tapis (...) la chaleur des bœufs vivants » et la fête de la couleur préservée par le froid. « La course épique de Scythie » entendue par Tsvetaeva, aboutissant au contact immédiat d'une beauté délicate, allait faire voler en éclats les images de grossièreté réductrice.

A Saint-Petersbourg dans les salles de l'Ermitage, l'or des Scythes nourrit les rêves russes... et dans ce petit livre, Véronique Schiltz nous ouvre l'horizon infini de steppes sans barrière.

P. C.
► HISTOIRES DE KOURGANES. La redécouverte de l'or des Scythes, de Véronique Schiltz. Gallimard, coll. « Découvertes », 144 p., 77 F.

LETTRES

ÉTRANGÈRES

Rêves chromés

Les contes de David Mourao-Ferreira ont la géographie du rêve. Un couple traverse la via Veneto, la place Pigalle et se retrouvent à Sloane Square après avoir aperçu la tour du Palazzo Vecchio. Paysages et personnages se métamorphosent et se répondent. Une De Soto noire des années 30 traverse deux récits. D'une nouvelle à l'autre, les mêmes décors reviennent, déformés, les femmes impeccablement gantées, vêtues de robe de lamé, ressemblent à des sirènes. Elles sont souvent de troublantes figures de la mort.

Les contes ont le mystère des songes, mais ils ont la perfection glacée des rêves au cinéma, trop précis, trop construits, trop liches. Il y manque la folie onirique — et peut-être aussi la névrose — que l'on trouve dans *Aurélien* de Nerval, ou chez d'autres écrivains de la « seconde vie ».

Soleils masqués ne conviendrait pas totalement, mais ce premier recueil traduit en français développe une certaine aura, un halo érotique, qui donne envie d'attendre d'autres livres de cet auteur portugais, né en 1927, qui a écrit de nombreux textes pour la chanteuse Amália Rodrigues.

A. S.
► SOLEILS MASQUÉS, de David Mourao-Ferreira, traduit du portugais par Marie-Claire Vromans et Françoise Lave. Ed. Viviane Hamy, 157 p., 99 F.

L'état du Japon

INVITATION

A LA CULTURE JAPONAISE
Sous la direction de Jean-François Sabourat. La Découverte, 191 p., 145 F.

Dans un ouvrage collectif regroupant la plupart des noms de la japonologie française, le sociologue Jean-François Sabourat reprend la formule réussie de la série « L'état de... » pour nous présenter un panorama des arts et de la culture du pays du Soleil-Levant.

A côté de présentations souvent érudites et toujours sérieuses des divers aspects de la création culturelle (de la littérature aux arts du spectacle en passant par les arts traditionnels, la musique ou les « arts du présent »), les passages consacrés aux comportements ou aux acteurs culturels suscitent quelques interrogations sur la société

japonaise contemporaine. Notre collaborateur Philippe Pons rappelle comment la mémoire japonaise réside finalement plus dans les pratiques que dans les monuments, comment la culture japonaise tient à cette « mémoire flottante », à des manières de vivre qui alimentent une sociabilité discrète qu'il faut opposer à la tradition nationale brandie comme un étendard identitaire.

De son côté, O. Chégaray montre comment la nouvelle génération japonaise des années 90 reste « déboussolée » par une culture qui n'est plus ni pour ni contre. Les médias ont généralisé une consommation solitaire qui « tribalise » et émiette les pratiques. La jeunesse manifeste une tolérance qui cache une indifférence poussée à l'extrême et tend à adopter un comportement « flou » (vivre dans le flou, ne jamais se braquer, rester « gentil ») qui trahit la peur de

déborder, d'avoir honte. Chacun se replie dans sa capsule. L'heure n'est plus à la solidarité dans l'élaboration d'une contre-culture mais à la conformité dans la tendance du moment.

Des articles bien informés sur les politiques culturelles de l'État, de la télévision publique, sur le rôle du mécénat, des bibliothèques, sur les conditions de la production littéraire nous font mesurer l'ampleur des différences entre les pratiques japonaises et les pratiques françaises. Un regret peut-être : l'absence d'une présentation des tendances générales de la recherche et de la réflexion en sciences sociales au Japon. Mais au total, un ouvrage collectif d'une grande qualité.

Sur papier glacé, richement illustré de photos et de calligraphies, l'ouvrage reste, en outre, bon marché — c'est suffisamment rare pour que ce soit signalé.

Pierre F. Souyri

JEUNESSE

Les derniers contes de Montreuil

Le 7^e Salon du livre de jeunesse de Montreuil, qui s'est tenu du 28 novembre au 2 décembre avec une affluence record, plus de 85 000 visiteurs (70 000 l'an dernier), dont 26 000 enfants et 12 200 professionnels venus de toute la France, s'affirme comme le second grand rendez-vous français de l'édition après le Salon du livre du Grand Palais.

Succès à la fois commercial et culturel... A tel point que l'on commence à évaluer à Montreuil et à la Seine-Saint-Denis une manifestation d'intérêt national, fruit de la coopération de la ville et du Conseil général (pour un budget de 12 millions de francs) qui, en six ans, est devenue le lieu de rencontre pour un vrai dialogue entre éditeurs, enseignants, bibliothécaires et lecteurs.

Histoires pour s'endormir

Le chapiteau de 8 000 mètres carrés sera-t-il trop petit ? On réfléchit déjà à une structure à étage pour 1992 qui permettrait, outre l'accueil de toute la francophonie, de poursuivre une collaboration avec la création internationale et les illustrateurs.

« Dis, tu me racontes une histoire... » Des histoires à raconter le soir pour répondre aux enfants, quel que soit leur âge (de deux à neuf ans), leurs goûts, les temps

longtemps, et qui complète un premier recueil aussi varié et aussi réussi.

Pour ceux qui préfèrent s'endormir tout seuls et rêver tout éveillés, un recueil cartonné, solide, au format de poche, très illustré, très coloré : neuf contes d'aujourd'hui, presque vrais, avec des fées et des téles... Qui prou-

vent bien que le magique peut être aussi parmi nous.

► Mille ans de contes, d'histoires et de légendes à raconter aux enfants avant d'aller dormir, tome 2, couverture souple pelliculée, ouvrage collectif des Editions Milan, 463 p., 98 F.

► Machines magiques et autres contes, d'Henriette Bichonnière, ill. J.-C. Luon, Nathan, 224 p., 84 F.

Croire ou ne pas croire aux fées...

Tony Ross, l'Ecosse, aime rendre contemporains les contes traditionnels (on lui doit, notamment, un *Petit chaperon rouge* et un *Chat botté*, chez Folio Benjamin, remarquablement drôles). Cette fois, dans un style tout neuf, il nous donne une histoire de notre temps, joliment, férocement, mélancolique : dans une ville minière du nord de l'Angleterre, une petite fille qui voudrait croire aux fées rencontre une vieille dame qui n'a pas de raison d'y croire ; mais qui va l'aider à grandir.

► Un vrai conte de fées, de Tony Ross, Gallimard, 32 p., 69,50 F. (A partir de huit ans.)

Pour rire un peu

Alexis Lecaye, délaissant un temps les polars et les ouvrages historiques, nous offre, avec *La Bergère qui mangeait ses moutons*, un petit roman plein de talent et vraiment pas végétarien, dont on peut se délecter dès qu'on sait lire !

► La bergère qui mangeait ses moutons, d'Alexis Lecaye, ill. de Nadja, Ecole des loisirs, coll. « Renardeau », 44 p., 58 F.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

DÉCEMBRE 1991 - N° 294

Roger Vailland, la conquête de la liberté.

Un entretien avec Yves Courrière. Vailland bolchevik. Révolution et recherche du bonheur, un texte de Roger Vailland et Claude Roy. Un entretien avec Jacques-François Rolland. L'œuvre, vingt-cinq ans après. Présentations de Cortès, le conquérant de l'Eldorado, roman inédit. Vailland et le XVIII^e siècle. Vailland et le cinéma.

Gisèle Freund, un regard sur les écrivains. Le paradis des beaux livres.

Chez votre marchand de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F. Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :

- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS, la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Coleridge
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Baudelaire

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 46-44-14-51

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

COLLECTIONNEURS !

LETTRES

Recevez nos catalogues d'originales revues, estampes, peintures, sculptures, livres, tracts, manuscrits, etc. du grand mouvement d'avant-garde né depuis le Surréalisme, en écrivant à :

LA GUILDE, 18, rue de Turbigo, 75002 Paris - Tél. : 42.33.39.09

histoire de
georges dur...

EXPIRÉ 1992

150 21 12 1991

LIVRES • IDÉES

LETTRES ÉTRANGÈRES

William Golding en majesté

Une rencontre avec le Prix Nobel britannique, dont le dernier tome d'une ambitieuse trilogie maritime est publié en français

LA COURROIE DE FEU
de William Golding.
Traduit de l'anglais
par Marie-Lise Marlière.
Gallimard, 302 p., 160 F.

Après environ mille pages et une traversée plus que mouvementée, Edmund l'abot aborde à Sydney-Cove, aux antipodes de sa chère et lointaine Angleterre, et Sir William Golding achève son ambitieuse trilogie qui devrait compter parmi les grands classiques de la littérature maritime. Renouant avec une tradition britannique (à vrai dire jamais tout à fait abandonnée) du roman de voyage, ce Prix Nobel peu prolifique, dont la première fiction, relativement tardive, *Sa Majesté des mouches* (1), fut aussitôt accueillie comme un chef-d'œuvre, donne la parole à un jeune aristocrate qui découvre le monde non seulement en parcourant les mers, mais en observant ses semblables, dans le décor mystérieux et mythique d'un navire malmené par les tempêtes et menacé par les hommes à la fin des guerres napoléoniennes.

Dans le premier volume, *Rites de passage* (2), son héros s'initie à l'amour dans les bras de la légère Zenobia; mais, avec la mort tragique du prêtre anglican Colley, victime d'une sorte de viol de la part d'un marin, aussi beau et troublant que le Billy Budd de Melville, il accède à la maturité. Dans le deuxième tome, *Coup de semence* (3), il découvre la passion avec la ravissante Miss Chumley, passagère d'un navire agressé. Son instruction ne prendra fin qu'avec de nouvelles épreuves que nous révèle la troisième et dernière partie, onirique, grave et inspirée: entre le *Candide* de Voltaire, référence explicite, et les visions hallucinées des *Aventures d'Arthur Gordon Pym* de Poe, la réminiscence, elle, peut être involontaire. Celui qui passe pour le plus symbolique et le plus pessimiste des romanciers anglais a accepté de répondre à quelques questions lors d'un passage à Paris.

Des boucs émissaires

« Quand vous avez écrit *Rites de passage*, pensiez-vous déjà que ce serait le premier tome d'une trilogie ?

— Quand j'ai terminé et publié, je me suis soudain aperçu que j'avais laissé le bateau et l'équipage au milieu de la mer, que je ne pouvais les abandonner, qu'il fallait qu'ils touchent terre. Certains personnages à peine esquissés, dont j'avais pourtant une image claire, n'attendaient plus que de s'incarner dans la suite.

» J'étais parti d'un événement historique, authentique. Au dix-neuvième siècle, un convoi de navires britanniques a traversé l'océan Indien avec des soldats à bord, mais aussi un prêtre anglican. Au cours de ce voyage assombrant, l'ecclésiastique s'est assouli. Le journal intime qu'il tenait ne dit pas clairement à partir de quand il a commencé à s'enivrer. Toujours est-il qu'un jour il a quitté le pont des passagers nantis et s'est égaré parmi les marins. L'ont-ils fait boire de force ? Il est revenu dans

sa cabine et s'y est cloîtré pendant plusieurs jours, s'y laissant mourir.

» Cela m'a préoccupé : j'ai essayé de comprendre ce qui a rendu possible qu'un être humain meure de honte. Pour l'expliquer, j'ai écrit *Rites de passage* et imaginé le personnage du prêtre Colley, qui meurt après avoir été forcé de pratiquer la fellation sur un marin.

— Le rôle que vous attribuez au prêtre Colley n'est-il pas semblable à celui de Porcinet, le gros petit garçon victime de ses camarades dans *Sa Majesté des mouches* ?

— Dans la mesure où Colley est désemparé, méprisé, rejeté et n'a aucune place dans sa société, les deux personnages sont semblables en effet. Ce sont des boucs émissaires.

— Dans le deuxième tome, les passagers craignent constamment d'être attaqués par les Français. C'est la fin des guerres napoléoniennes et, peu à peu, cette terreur se transforme en conte de fées.

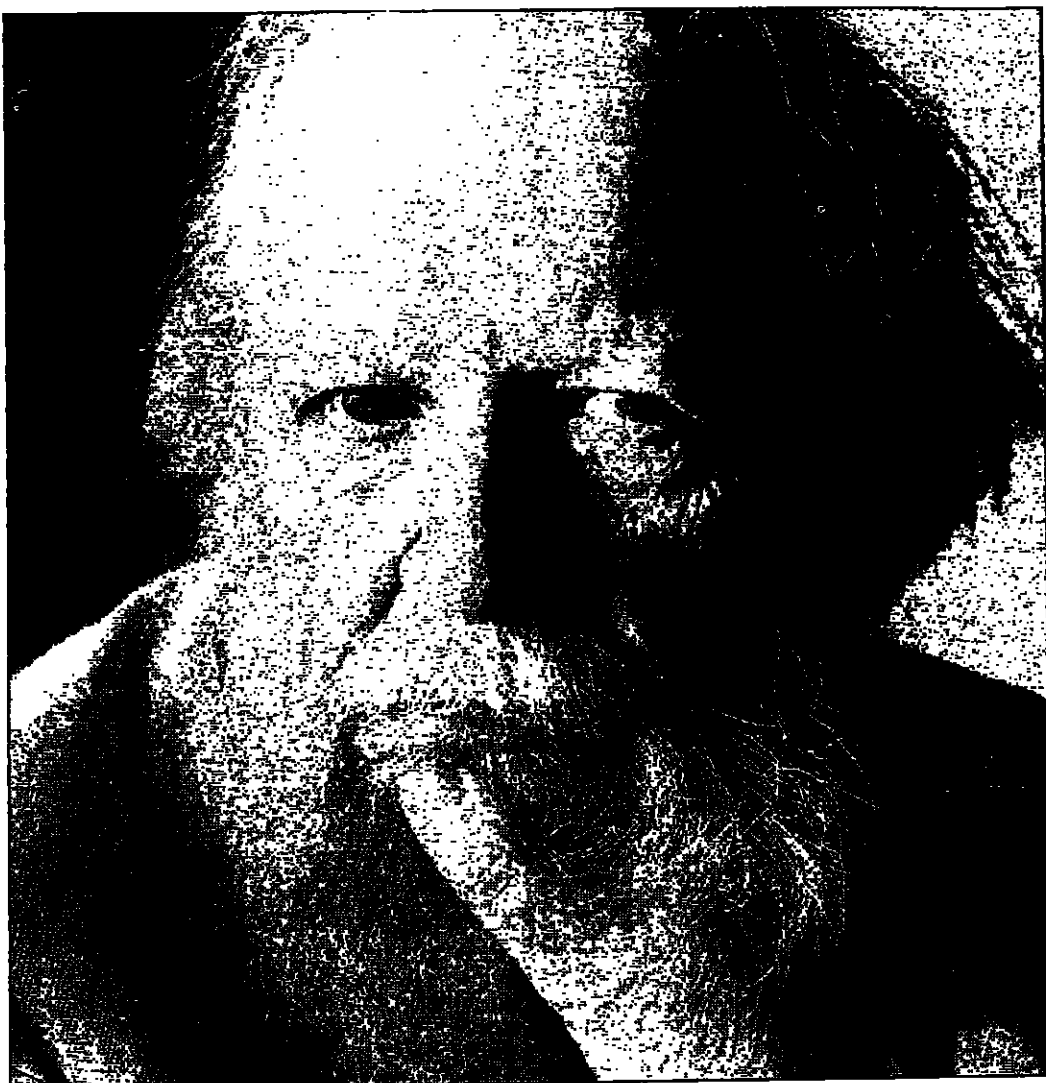
Cette évolution correspond à une logique de l'histoire. C'est ce qui arrive à tous les jeunes gens : en général, ils tombent amoureux. J'ai lu le journal de mon pauvre père, écrit dans sa jeunesse. J'étais ému de découvrir que ce jeune homme faisait sur son avenir des plans qui ont été mis sens dessus dessous lorsqu'il a rencontré ma mère. Un conte de fées, au fond, est habituellement déduit de ce qui arrive normalement aux jeunes gens : c'est toujours l'histoire d'un amour, fût-ce pour des dieux... Un calcul qui, de but en blanc, est anéanti.

» Le thème principal de chacun de mes livres rappelle que l'existence est imprévisible. Elle est tellement imprévisible que parfois elle se déroule telle qu'elle a été prédite ! Personne ne peut infléchir son destin. Raconter la vie d'un homme implique que l'imprévisible y ait sa place. Un navire apparaît à l'horizon. « Veut-il nous couler ? Veut-il nous faire prisonnier ? Non, je vais tomber amoureux de lui ! » La découverte de l'amour est très bénéfique pour Edmund, pour la première fois il sort de lui-même. Edmund a enfin une relation avec quelqu'un d'autre. Jusque-là, il n'avait que des rapports intéressés avec son entourage : il voulait utiliser son parrain, il voulait utiliser sa maîtresse Zenobia. Miss Chumley le rend en quelque sorte démuné ; quand ils seront mariés, c'est elle qui dominera. Elle portera la culotte. Elle est charmante, mais il passera par ses quatre volontés.

— Pourquoi, quand Edmund lui propose de voyager avec lui à travers le monde, refuse-t-elle d'aller en Israël ?

— Cela n'a rien à voir avec Israël en tant que pays où vivent les juifs. C'est seulement lié à la religion chrétienne, et Miss Chumley a tellement en affaire à l'éducation religieuse qu'elle ose, en plein dix-neuvième siècle, refuser ce pèlerinage. C'est bien entendu une critique de l'Eglise anglicane. Je ne parle absolument pas de la nation d'Israël, je peux vous le jurer !

— Le troisième tome, la Courroie de feu, est, beaucoup plus que les deux premiers, un livre de marin, avec de nombreux termes techniques. Votre expérience dans la marine anglaise vous a donc beaucoup marqué ?



« Je deviens plus frivole... »

— C'était très ennuyeux, très effrayant. Je n'étais pas un marin professionnel, simplement je me suis engagé dans la marine pour cinq ans pendant la guerre. Ennui et terreur : c'est à quoi toutes les guerres ressemblent. Quand je n'étais pas terrifié ou que je ne m'ennuyais pas, une des seules choses qui m'aidaient passionné, c'était d'apprendre un nouveau langage. J'étais fasciné. Kipling disait que le marin a toujours le mot juste pour chaque chose. Les marins n'ont rien de lettrés, mais le langage qu'ils utilisent vient de la réalité même, directement des phénomènes. Il leur manque un pan entier de l'histoire de l'humanité, à savoir la littérature ou le langage, où le langage et les choses sont deux entités distinctes.

— Vous citez dans votre livre avec ironie de nombreux romanciers classiques, Jane Austen, Richardson, Sterne... — La seule raison de ces allusions vient de ce qu'Edmund, Miss Chumley et Colley sont des personnes cultivées. Ils parlent donc naturellement de ces romans, mais je n'ai pas eu l'intention d'écrire même une parodie de cette littérature.

— Seriez-vous choqué que l'on rapproche votre trilogie de la Route des Indes d'E. M. Forster à cause du viol, de la découverte de la sexualité, de l'affrontement de cultures antagonistes ? — Je l'ai lu il y a environ cinquante ans ! C'est un livre vraiment enseveli au fond de ma mémoire... Vous savez, à quatre-vingts ans, on ne peut pas se souvenir de tous les livres qu'on a lus. C'est peut-être une rencontre inconsciente. Je sais beaucoup plus de choses sur l'histoire de la marine des dix-huitième et dix-neuvième siècles, sur les guerres napoléoniennes. Ce que j'écris doit beaucoup plus à cette connaissance-là qu'aux romans de mes prédécesseurs.

— Vous parlez à plusieurs reprises du mensonge autobiographique, de la vérité de la fiction.

— Je crois, en effet, qu'on invente son autobiographie comme tout le reste. Cela s'explique par la conscience de l'impossibilité de dire toute la vérité. On peut rendre une impression de ce qui est advenu, exprimer imparfaitement ce que l'on ressent, ce dont on se souvient ; la vérité, elle, ne peut être dite.

— Presque tous vos romans décrivent une microsociété qui tente de construire un monde et échoue. Quelle sorte de monde le vingtième siècle a-t-il construit selon vous ? — C'est toujours un danger de vouloir développer une métaphore au-delà du parallèle qu'elle entend simplement illustrer. Quand on parle de construction, de structure, on s'exprime aussitôt en termes de fondation, etc. La métaphore, alors,

touche à une expérience extrêmement complexe. Je ne peux pas quantifier la différence de mode de vie des nouvelles générations par rapport à celui de leurs parents : je ne peux pas quantifier l'évolution de toute l'humanité. Je peux simplement dire que l'Europe, si l'on met la Yougoslavie à part, bien entendu, l'Europe des Douze bénéficie actuellement d'une vie meilleure qu'elle n'a jamais eue. Mais si vous allez jusqu'en Chine, au Cambodge, en Thaïlande, vous vous rendez compte que ces pays traversent la période la pire de leur histoire. On peut tout au plus supposer que l'Europe, en effet, a la possibilité de vivre de façon plus satisfaisante qu'autrefois.

— Pensez-vous que vos réflexions sur la civilisation et la vie archaïque dans *Sa Majesté des mouches* ou dans les *Héritiers* (4), romans situés à la préhistoire, demeurent d'actualité ? — Les *Héritiers* racontent l'élimination d'une population par une autre, ce qui se produit en ce moment dans le bassin amazonien. Les tribus ne peuvent plus survivre à cause de l'exploitation des forêts. Elles disparaissent parce qu'on leur enlève le seul territoire où elles peuvent vivre. Nous continuons à faire ce que j'ai décrit dans les *Héritiers*. Je ne crois pas que ce soit étrange. Ce qui peut paraître surprenant, en revanche, c'est que les Anglais et les Français ont cessé de s'entretuer...

(rire). Et pourtant, qui déteste-t-on plus que son voisin ?

— La poésie grecque a conservé une grande importance dans vos romans. Vous citez Homère, Pindare. Est-ce parce que vous avez enseigné le grec pendant près de vingt ans ?

— C'est plutôt le contraire. J'ai enseigné le grec parce que j'étais amoureux de cette langue. Je suis un autodidacte de la langue grecque. Je l'ai étudiée pendant un demi-siècle, la forme de mes romans vient de la tragédie grecque : il y a une crise, une tension, une résolution et une fin très rapide. L'officier, à la fin de *Sa Majesté des mouches*, est un *deus ex machina*.

— Votre premier livre était un recueil de poèmes (5). Avez-vous renoncé à la poésie ?

— Je pense que raconter des histoires était plus naturel pour moi que de composer des poèmes, plus facile. J'ai peut-être renoncé à la poésie par paresse. Ou peut-être parce que ma poésie n'avait pas de public. Cela ne m'a pas empêché de « gribouiller » des vers : je continue. J'ai un grand cahier qui est loin d'être plein. Une fois par an, quand c'est vraiment irrépressible, je prends ma plume et j'écris des vers...

Le terrible ennui d'écrire...

— Travaillez-vous à un roman actuellement ?

— Le moment le plus heureux pour moi, c'est quand j'ai trouvé un sujet. Mais après grandit le terrible ennui de devoir l'écrire... Une fois que j'ai terminé, j'éprouve un réel bonheur, suivi de l'angoisse de ne plus pouvoir en écrire d'autres... En général, tôt ou tard, le suivant arrive. Je suis trop vieux maintenant. J'aimerais penser que j'écrirai un autre roman, mais la seule chose que je puisse faire en ce moment, c'est de « bricoler » une autobiographie. Ce n'est même pas une suite chronologique. J'appelle cela « Scènes de ma vie ». Je note en particulier les choses dont je me souviens. Je ne sais pas si cela donnera quoi que ce soit.

— Quand vous avez eu le prix Nobel (6), avez-vous été contraint d'écrire différemment ?

— Si j'écris différemment, c'est inconsciemment. Je n'écris pas les livres que je choisis, que je veux : j'écris les livres que je peux ! C'est le cas de tous les écrivains : autrement, nous écrivions tous les pièces de Racine et de Shakespeare.

— Vous sentez-vous plus de responsabilités ?

— Non, moins ! Je deviens plus frivole.

Propos recueillis par
René de Ceccatty

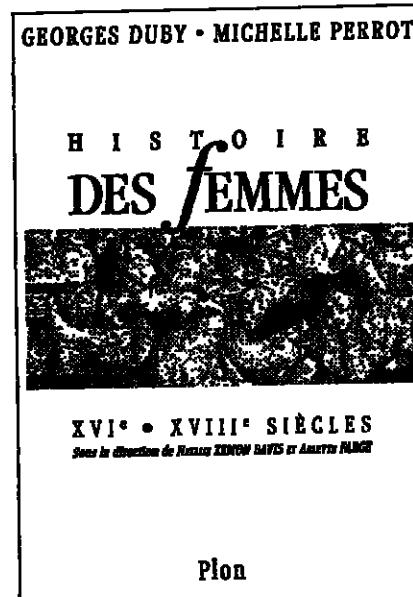
- (1) 1954, Gallimard, 1956. « Folio » n° 1480. Traduit par Lola Tranc.
- (2) 1980, Gallimard, 1983. Traduit par Marie-Lise Marlière.
- (3) 1987, Gallimard, 1988. Traduit par Marie-Lise Marlière.
- (4) 1955, Gallimard, 1968. Traduit par Marie-Lise Marlière.
- (5) Poems, 1934, Macmillan.
- (6) En 1983, William Golding a publié le discours très humoristique qu'il prononça à cette occasion dans Cible mouvante, Gallimard, 1984. Traduit par Marie-Lise Marlière.

histoire des femmes

georges duby / michelle perrot

T3 - XVI^e-XVIII^e siècles
sous la direction de natalie zemon davis
et arlette farge
T4 - XIX^e siècle
sous la direction de geneviève fraisse
et michelle perrot

plon



LE PARFUM DE L'ARGENT

de John Broderick.
Traduit de l'anglais
par Claudine Richetin.
La Découverte, 304 p., 125 F.

PASSIONS ENTRAVÉES

de Sean O'Faolain.
Traduit de l'anglais
par Philippe Mikriamoun.
Gallimard, 338 p., 170 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'Irlande d'hier



Pèlerinage à Knock, le Lourdes irlandais

DUBLIN, la ville aux trois Prix Nobel de littérature — Shaw, Yeats, Beckett; mais ni Swift, ni Wilde, ni Synge, ni Joyce —, pas trop éblouie d'avoir vu revenir vers ses racines irlandaises Scarlett O'Hara suivie de Rhett Butler, termine son année de capitale européenne de la culture après une quantité innombrable de manifestations, couronnées, à l'automne, par une grande saison théâtrale Samuel Beckett, dix-neuf pièces au Gate Theatre qui doivent, dit-on, être reprises au printemps. Par la proclamation des prix européens de littérature et de traduction, lors d'un banquet, au Royal Hospital Kilmainham, l'hôtel des Invalides des vétérans anglais, transformé en un superbe centre de culture et d'art moderne (1).

Irlande désormais attachée à l'Europe, tout en gardant son âme soigneusement à l'écart du continent et qui, à côté de l'inspiration contemporaine des John McGahern, John Banville, William Trevor ou Seamus Heaney, ne peut oublier ses traditions celtiques (2). Irlande catholiquement anticléricale, où triomphent toutes les passions primitives, druidiques, chrétiennes, révolutionnaires, tout en faisant une large place à des écrivains trop peu traduits (ou non traduits) en français, tels les grands que Liam O'Flaherty ou Flann O'Brien, ainsi que les auteurs des générations qui ont suivi celle de Joyce et dont, le plus souvent, nous ne savions rien.

Ainsi, John Broderick, dont les éditions de La Découverte ont entrepris la publication, avec le *Pèlerinage* (préface, d'une plume enthousiaste, par Julien Green), paru en 1961, jugé scandaleux, vendu à cent mille exemplaires, et *Le Parfum de l'argent* (en anglais, *An Apology for Roses*, 1973), deux romans sur le monde bourgeois d'une petite ville irlandaise qui semblent devoir davantage à Balzac et à D. H. Lawrence qu'à la littérature de notre temps. Surtout, John Broderick (1927-1989) s'en prend à l'Eglise, avec un anticléricalisme qui, s'il scandalise — ou ravit — dans son pays, semble daté et trop caricatural pour passer les frontières. Natif d'Athlone, petite ville du sud de l'Irlande qui sert de cadre à ses romans, fils de riche minotier, donc à l'abri de soucis financiers pendant toute son existence, John Broderick, grand voyageur, mais hanté par l'Irlande, a vécu les dix dernières années de sa vie à Bath, en Angleterre.

Avec l'héroïne du *Parfum de l'argent*, Marie Fogarty, il dresse le portrait d'une femme libérée sexuellement et religieu-

sement, jusqu'à prendre pour amant le prêtre ami de la famille avant de chercher le bon parti à épouser, mais brimée par une famille trop riche pour accepter n'importe qui. Même si elle brave tous les interdits et toutes les répugnances — la séculaire lustrée et usée, le ton de confessionnalisme... — l'audace de Marie paraît comme une démonstration didactique. Un livre de combat qui ne sait plus où est sa cible.

Passions entravées, de Sean O'Faolain, évoque des situations infiniment plus complexes dans l'Irlande du début du siècle. Le titre du recueil traduit bien l'esprit de ces nouvelles extraites de plusieurs volumes, sept exactement, publiés entre 1932 et 1976, tout au long de la vie de ce nouvelliste très célèbre, mort à l'âge de quatre-vingt-onze ans, en avril dernier. On peut se demander d'ailleurs, à la lecture de ces textes denses et forts, d'une écriture d'une grande puissance d'évocation poétique, pourquoi il aura fallu attendre tant d'années cet écrivain célèbre, dans son pays comme nouvel-

liste, tout comme sa femme, Eileen, et sa fille, Julia, et qui, nourri à la fois de mythologie irlandaise et de culture européenne, n'hésite pas à se référer à ses modèles, Flaubert, Maupassant, Tourgueniev, Tchekhov... Sean O'Faolain — prononcez « Chone O'Fweloïne » — signale l'éditeur — ou bien, si l'on traduit en français son nom gaélique, Jean la Mouette...

Né à Cork, la deuxième ville d'Irlande, grande rivale de Dublin, O'Faolain avait rejoint très jeune l'armée républicaine, fait ses études à Harvard, enseigné à Boston, avant de choisir de revenir en Irlande, où il publie, en 1932, son premier recueil, *Midsummer Night Madness* qui, bien accueilli par la critique, déplut fortement au clergé. Ce qu'on peut fort bien imaginer à la lecture de la *Folie Saint-Jean*, qui ouvre le recueil : l'histoire de Henna, le vieux noble, symbole de la déchéance de la race des conquérants qui va épouser la servante gitane, peut-être enceinte de lui. « Un vieux démon, c'en était un, qui

vivait tout seul là-haut, dans ce qu'il nommait son « nid à crasse et à croasse », jamais marié, mais toujours en état de mariage avec une telle ou une telle ».

On retrouve, dans tous ses récits, le brouillard, les traces des demeures incendiées à l'époque des troubles, l'odeur des rivières, du goudron, des filets, des peaux de moutons lavées, d'une « Irlande silencieuse comme une aube perpétuelle » que rompent les cris que poussent les chiens quand quelque un va mourir. Un pays brisé, comme séparé de lui-même, par la conquête anglaise, mais aussi par les entraves qu'on s'impose à soi-même. Les pères partis pour l'Amérique ne font pas forcément fortune, les paysans subsistent misérablement sur des lopins de terre minuscules, le pays se dépeuple, comme l'explique le curé narrateur d'*Un monde brisé* : « Pendant les cinq ans que j'ai passés là-bas, se souvient le prêtre, j'ai célébré un seul mariage. J'avais soixante-trois ans quand je suis arrivé : il en restait trente-cinq à

mon départ. L'an dernier, j'ai entendu dire qu'il n'y en avait plus qu'un, dont cinq frères et sœurs. Pas étonnant que le comté soit surtout peuplé de rumeurs ! » Les herbes folles envahissent les domaines où la noblesse vivait autrefois, un peu comme dans l'Angleterre qu'évoque V. S. Naipaul dans son beau roman énigmatique, *Le Mystère de l'arrivée*... L'Irlande qui n'en finit pas de se vider vers Liverpool, vers l'Amérique, vers l'Australie pour trouver ailleurs du travail, tandis que le chômage touche, entrave, près d'un cinquième de la population.

Le choix de nouvelles, digne du talent d'invention et de puissance poétique des Irlandais, qui a le mérite de faire découvrir la variété d'inspiration d'un auteur essentiellement nouvelliste, mais aussi journaliste, biographe, auteur également d'une autobiographie au titre français *Vive moi !* (1964). Sans monotonie, l'auteur parcourt la campagne, recueille dans les hospices des vieilles histoires et des chansons d'un folklore perdu (*La Fin du disque*), revient à Cork, où la cantatrice bourgeoise ne peut rien pour son ami d'enfance, son partenaire à la voix sublime, qui ne peut pas davantage réussir comme chanteur que réunir ses parents séparés (*Père, reviens. Maman t'attend !*), que partir sur la mer dans le bateau qu'il a construit de ses mains (*L'âme nue*). Histoires de marins, entre Brooklyn et Dublin, retrouvant leurs familles : une tante dans la misère disparue pour les siens depuis cinquante ans ; un barman génial sans qui le pub ne sera plus jamais le même ; une superbe mère possessive, pire (ou meilleure) que celle de Portnoy (« Va, hurle-t-elle. Marie-tu donc ! Et torture une autre malheureuse que moi ! »), usant de toutes les roueries possibles, de toutes les entraves (*Le Petit Quinquin*).

Et pour finir, pour arrêter la marée des souvenirs, Sean O'Faolain fait semblant d'apprendre « comment on écrit une nouvelle » à un pauvre besogneux qui n'y comprend rien et qui s'écrie, impuissant : « La vie ! Cette iraké... C'est toujours elle qui foue tout en l'air. Merde à la vie ! » « C'est une façon de voir », répond le narrateur.

(1) Les Prix européens de littérature et de traduction ont été créés l'an dernier par la CEE pour récompenser « la contribution la plus significative à la littérature européenne » et « une traduction remarquable d'une œuvre contemporaine significative ».

Le Prix de littérature est allé au poète italien Mario Luzi pour son dernier livre, *Fines et incises* d'un *canzo solitari* (Garzanti, 1990), devant une sélection de poèmes (1966-1987) de l'illustre Sean Heaney. Quant au Prix de traduction, il a été attribué au traducteur Frans Van Voerden (Pays-Bas), le traducteur de Louis-Ferdinand Céline en néerlandais, pour sa traduction du *Pont de Londres* (Meulenhoff, 1990), devant la traduction des *Croniques* de Claude Simon en anglais et celle de la *Montagne magique* de Thomas Mann en danois.

(2) *Diarmuid et Grania*, suivi de *Destin des enfants de Lir*, des contes sur le passé mythique de l'Irlande racontés par Lady Gregory, la fondatrice, avec W. B. Yeats, de l'Abbey Theatre, et traduits de l'anglais par Pierre Leyris, viennent de paraître dans une édition pour la jeunesse dans la belle collection « Fées et géants » des Éditions Hatier. (A partir de dix ans.)

* Vient de paraître un volume de poèmes de J.-M. Synge, traduit par François-Xavier Janard. Dessins de Gérard Barthelemy. Éditions La Différence.

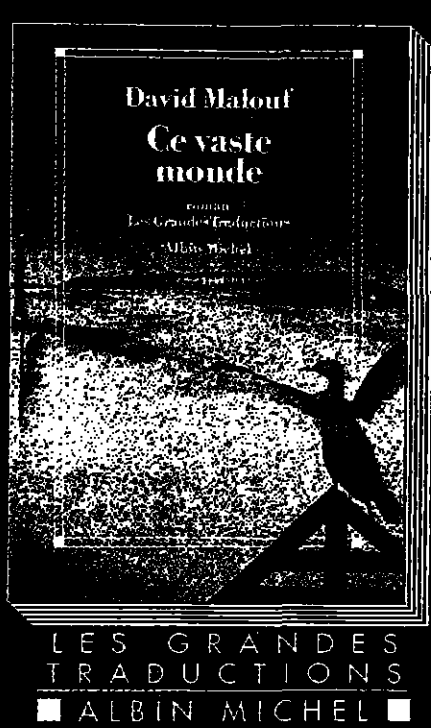
PRIX FEMINA

ÉTRANGER

David Malouf

Ce vaste monde

roman



Ooka, le stendhalien

LA DAME DE MUSASHINO

de Shohei Ooka.
Traduit du japonais
par Thierry Mare.
Picquier, 206 p., 96 F.

Le stendhalien que fut Ooka dut sa gloire à ce roman froid et rationnel dont le héros, traducteur de Stendhal, appliquait fort mal les leçons de son maître. C'était, peu après la guerre, une gageure de la part d'un écrivain japonais encore jeune (il était alors âgé de quarante et un ans) de truffer son roman de références à l'auteur de *De l'amour*. Mais, en dépit du didactisme, hélas propre aux romanciers de sa génération, et d'une certaine lourdeur dans les précisions psychologiques, *La Dame de Musashino* est une grande réussite.

La clarté d'esprit — il faut bien le dire assez exceptionnelle chez les romanciers japonais —, l'élégance du style (ici scrupuleusement rendue par Thierry Mare), la rigueur de construction, servent considérablement l'intrigue, elle-même plutôt convenue.

Une jeune femme vertueuse et autrefois riche, Michiko, n'aime plus son mari, professeur d'université et, donc, traducteur de Stendhal. Son cousin, Tsutomu, revient de la guerre de Birmanie et lui fait entrevoir ce que pourrait être l'amour. Elle « cristallise », comme le ramasseu stendhalien plongé dans les mœurs de son de Salzbourg. Mais, redoutant l'insatisfaction qui suit la satisfaction

des sens, elle refuse de franchir le pas.

Tsutomu cherche ailleurs le plaisir, mais non pas auprès de Michiko, autre épouse frustrée, cousine de Michiko par alliance. Torniko, plus dénué, séduit le mari de Michiko et l'abandonne. Les désastres sentimentaux sont le plus souvent, dans les romans, surtout dans ceux qu'a influencés aussi manifestement la littérature française du XIX^e siècle, accompagnés d'un effondrement économique. Et l'on peut croire que le suicide final de Michiko fut également commandé par sa ruine. La clarté de cette mort pourrait apparaître comme une illustration du mot de Stendhal : « La véritable amour rend la pensée de la mort fréquente, aisée, sans terreur, un simple objet de comparaison, le prix qu'on donnerait pour bien des choses. »

Le plaisir et le dégoût

Ooka, dont seul fut traduit en français, de son vivant, les *Feux de la plaine*, aurait certainement aimé lire cette traduction, comme si son livre était enfin parvenu à ses véritables lecteurs. On peut être certes agacé par les longs raisonnements sur l'adultère, sur la thèse marxiste de la famille bourgeoise (quelle que soit l'ironie d'Ooka sur ce chapitre), et un léger ennui saisit le lecteur devant les minutieuses descriptions topographiques (plus belles, certes, que stendhalien) des lieux où se déroule l'action. Même si c'est à ces précisions

qu'est due la longévité de ce roman devenu un classique dans son pays, on s'attachera plutôt à quelques scènes brillantes : par exemple la nuit d'orage où Michiko, dans une chambre d'auberge avec Tsutomu, résiste au désir. Mizoguchi, dans le film qu'il tira de ce roman, privilégia lui aussi ces très belles pages.

Bien sûr, comme Madame de Tourvel, Michiko est floue. Mais elle n'est pas la seule. Torniko, « la débauchée », éprouve la même déconvenue : « Il était dans la nature de cette femme de ne pouvoir connaître de plaisir sans dégoût. Elle voyait toujours les hommes en représentation. »

Le personnage de Tsutomu est comme l'Asmodée de la légende biblique : il vient non pas troubler un ordre mais révéler un désordre dissimulé. Comparé à Fabrice del Dongo et à Julien Sorel, fut-ce en termes négatifs, il observe, de sa garponnière fourmillante de Tokyo, le « théâtre lointain » de la banlieue de Musashino. « Parmi le calme des arbres et de la maison, les personnages n'étaient que des ombres chinoises en mouvement. Là-bas, on ne vivait pas. Le sentiment de paix dont vous étiez rempli n'était, pensait-il désormais, rien d'autre qu'un mirage. »

Curieusement, aucun des personnages qui se fixent sur un autre ne cède à l'illusion de l'amour. Loin de parer « l'objet aimé de nouvelles perfection », la cristallisation détache davantage l'amooureux du monde.

R. de C.

36 La hausse de 0,3 % des effectifs salariés
37 La maîtrise des dépenses de santé

38 Enquête sur les sociétés privées
de la famille Maxwell

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

BILLET

Heureux en apparence

Si la mer a son héros avec Gérard d'Aboville, le tennis son trio de vainqueurs avec Leconte, Forget et Noah, la Bourse a elle aussi deux champions : un homme « heureux », M. Pierre Richard, président du Crédit local de France (CLF) (lire « Le Monde Affaires » page 40) et une société « satisfait », Christian Dior. Du moins en apparence... Pour le premier, son exploit est d'avoir attiré, malgré la morosité du marché et le manque de notoriété de son établissement financier public, un peu plus de 60 000 actionnaires. Pour la seconde, sa réussite est d'avoir déjoué les plus sombres prédictions des Cassandres qui annonçaient un fiasco de l'introduction en Bourse de cette firme de luxe.

Toutefois rien ne permet vraiment de parier. Les actions les plus recherchées ont été celles vendues aux étrangers, les gestionnaires anglo-saxons les engrangeant dans les fonds de pension des caisses de retraite. Les titres ont été souscrits quatre fois dans les deux cas. En revanche, le placement dans l'Hexagone a rencontré un succès mitigé tant pour le CLF, inconnu jusqu'alors du grand public, que pour Dior, malgré sa prestigieuse renommée. La demande pour ce groupe de luxe a été à peine deux fois et demie supérieure à l'offre (3,2 millions d'actions sollicitées pour 1,3 million offertes). Ce résultat est bien pire en comparaison de celui d'Yves Saint Laurent en juillet 1989. A l'époque, seuls 3,72 % des titres avaient pu être servis, les demandes s'élevant à 10,7 millions de titres pour seulement 400 000 actions mises sur le marché. Et la performance de Dior est même inférieure à l'une des introductions les plus contestées, celle de Bernard Tapie Finance. En novembre 1989, 6,22 millions d'ordres d'achats arrivaient vers ce holding du patron de l'OM, soit cent fois plus que le nombre de titres proposés. A l'époque, ce score était jugé modeste.

Cue dire alors, deux ans plus tard, de ces deux nouveaux entrants (CLF et Dior) sur le marché boursier. Leur déconvenue est, toute proportion gardée, analogue à celle de l'UAP en mars 1990, lors de son augmentation de capital record de 10,5 milliards de francs. Une grande partie du placement avait dû alors se faire à l'étranger. Malgré les prix bas retenus pour Dior et le CLF en raison de la mauvaise tenue des marchés, la Bourse n'intéresserait-elle plus les Français gagnés par une sinistrose que ne partageront pas les étrangers ? Pas tout à fait. Les investisseurs étrangers ont des réseaux de collecte et des produits d'épargne à long terme que ne possèdent pas leurs homologues français. Ils peuvent donc acheter à bas prix et attendre des jours meilleurs. A l'inverse, les Français sont poussés à privilégier leur gestion à court terme avec des placements monétaires très lucratifs. Il sera difficile d'inverser la tendance.

DOMINIQUE GALLOIS

■ Pirelli-Continental : de petits actionnaires demandent une enquête sur un éventuel délit d'initié. — Une association italienne de petits actionnaires, Assoriparmio, a déclaré, mercredi 4 décembre, vouloir saisir la Commission des opérations de Bourse italienne, la Consob, à propos d'un éventuel délit d'initié, des ventes massives de titres Pirelli Spa ayant été effectuées juste avant l'annonce de l'échec des négociations entre le fabricant italien et l'allemand Continental AG (le Monde du 3 décembre).

Le tribunal donne raison aux actionnaires minoritaires des Wagons-Lits

L'offre publique d'achat (OPA) d'Accor sur la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL) a pris du plomb dans l'aile, mercredi 4 décembre, avec un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles en faveur d'actionnaires minoritaires. Leur dossier raison sur toute la ligne, un magistrat professionnel, M. Luc Verstaey, et deux juges consensuels ont condamné Accor à payer l'action 12 500 francs belges (2 083 francs français) au lieu des 8 650 proposés. Le jugement est immédiatement exécutoire, même s'il y a appel, ce qui est évidemment le cas, et promet de belles batailles judiciaires.

BRUXELLES

de notre correspondant

Le premier acte avait commencé en juin 1990 avec le rachat par la Générale de Belgique, au prix de 12 500 francs l'action - 25 % de plus que le cours en Bourse du moment, - de la participation (26 %) que détenait le groupe GBL dans les Wagons-Lits. Ces parts furent ensuite portées dans une

« coquille » détenue conjointement avec Accor. C'est par son intermédiaire, après avoir pris la majorité via une augmentation de capital, que Accor a lancé l'OPA en octobre, afin d'achever le rapprochement déjà amorcé entre le deuxième groupe hôtelier mondial et la compagnie franco-belge endettée malgré une corbeille prestigieuse.

Depuis la bataille pour la prise de contrôle de la Générale, en 1988, une législation a été adoptée dans le royaume pour éviter certains abus. S'appuyant sur une loi de 1989 et sur un arrêté royal dit « De Benedit », des actionnaires minoritaires des Wagons-Lits - les sociétés Sodexho et le groupe saoudien Rolaco ainsi que Démon, spécialiste dans la défense des actionnaires minoritaires - ont demandé l'application de ces nouvelles dispositions, ce qui posait un problème d'interprétation.

Contrôle et minorité de blocage

Il fallait d'abord que le tribunal se déclare compétent, le législateur ayant apparemment prévu que la Commission bancaire et financière devait trancher dans les litiges pour éviter les dysfonctionnements qu'entraîneraient des recours en

série devant la justice. Les juges n'ont pas suivi les avocats qui faisaient état du silence de cette institution et ont estimé qu'il suffisait qu'un actionnaire se sente lésé pour qu'une procédure soit recevable.

Il convenait surtout de dire s'il y avait lieu d'appliquer l'article 41 de l'arrêté royal prévoyant que la société qui a acquis une participation de contrôle à un prix supérieur au cours de Bourse doit faire bénéficier tous les actionnaires des mêmes conditions. Le problème était que cette notion de « contrôle » demeure relativement floue dans les textes. Les juges ont estimé qu'un tel contrôle existe dès lors qu'il y a une minorité de blocage, ce qui était le cas, d'autant que la Caisse des dépôts et consignations, actionnaire d'Accor, possédait aussi une partie du capital des Wagons-Lits.

Le principe ayant été posé de l'égalité de tous les actionnaires, d'autres plaigants vont s'engouffrer dans la brèche, notamment des fonds communs de placement et des SICAV, qui détiennent quelque 3 % du capital des Wagons-Lits. Par l'entremise de son avocat, la compagnie s'est étouffée de « se retrouver dans cette galère ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Surcoût et paralysie

Le jugement du tribunal de commerce de Bruxelles augmente de 45 % le coût de l'acquisition de la Compagnie internationale des wagons-lits pour Accor : le groupe français devra payer l'équivalent de 6 milliards de francs français et non de 4 milliards, dans l'hypothèse où tous les actionnaires (sauf la Caisse des dépôts, détentrice de 27,9 %) apportent leurs titres, et de 3,8 milliards environ au lieu de 2,5 milliards dans l'hypothèse où une partie seulement, de l'ordre de 30 % des titres, comme les dirigeants d'Accor l'avaient calculé, le fait. Le montant de 12 500 francs belges par action devra être payé, selon le jugement du tribunal, aux trois plaigants (Sodexho, Rolaco et Démon). Cela augmenterait sensiblement l'endettement du groupe et peserait plus sur ses résultats.

Cela n'empêche pas Accor d'acquiescer la majorité de la CIWL, puisque, les décisions de vente annoncées par les actionnaires membres du conseil d'administration étant irrévocables, Accor et sa filiale Cobefin sont d'ores et déjà sûrs de détenir à la clôture de l'OPA, le 5 décembre, 53,2 % des actions. Mais le groupe hôtelier français ayant décidé de faire appel, et même d'aller en cassation, le conflit entre des actionnaires membres du conseil d'administration et même de son comité permanent (Accor d'un côté, Sodexho et Rolaco de l'autre) risque de gêner pendant plusieurs mois le fonctionnement de la CIWL, comme l'a souligné son président, M. Jean-Marc Simon, lundi 2 décembre.

G. H.

De la France libre au développement

La Caisse centrale de coopération économique fête son cinquantième anniversaire

« Au moment où toutes les banques françaises donnent l'impression d'être sur le « roc », la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) est le seul espace bancaire à moyen terme en Afrique. Si tout s'effondre, elle restera le dernier rempart. » Cet hommage appuyé ne vient pas de « l'institution » Caisse centrale, qui fête le 5 décembre son cinquantième anniversaire, mais de M. Jean-Pierre Prouteau, ardent défenseur du continent noir au sein du CIAN, le Comité des investisseurs français en Afrique. « Depuis un an, poursuit-il, la Caisse a vocation à intervenir dans le domaine privé sur tout le continent (à l'exception de l'Afrique du Sud, de la Libye et de l'Égypte). Il s'agit du seul endroit où les industriels peuvent trouver un moyen de financement de leur activité ou une participation à leur capital, via le Proparco, filiale de capital-risque de la CCCE. »

Pour les habitués de l'Afrique, la Caisse centrale fait partie du décor, tant elle a marqué sa présence depuis un demi-siècle comme instrument de la politique française dans l'ancien empire colonial. Mais on se souvient plus rarement que la Caisse fut d'abord la banque de la France libre, créée par une ordonnance du général de Gaulle, qui lui conféra d'emblée le double rôle d'institut d'émission monétaire et de Trésor public. Pour la première fois depuis le Moyen Âge, l'État se désaisissait de son pouvoir régalien de battre monnaie. Seule la Compagnie des Indes avait reçu pareille prérogative par un arrêt du roi, en 1665. A sa création, la Caisse centrale n'est pas encore la banque de développement qu'on connaît aujourd'hui. La notion de tiers-monde est encore diffuse, les indépendances africaines sont à peine envisagées, et les opérations de crédit aux entreprises sont rares. On notera, à

titre exceptionnel, l'avance consentie à l'Office des céréales panifiables de Syrie et du Liban pour financer les récoltes de 1942.

Un tournant décisif est pris entre 1944 - avec le discours de Brazzaville du général de Gaulle - et 1958, année du retour aux affaires de l'homme du 18 juin. Brazzaville, c'est le mythe de l'Union française, un vaste ensemble intercontinental de 100 millions d'habitants ; 1958, c'est la reconnaissance du droit à l'autodétermination des territoires d'outre-mer d'Afrique noire et de Madagascar, le projet d'une « communauté » composée des anciennes colonies enfin autonomes... mais toujours subordonnée à l'exécutif français pour les questions stratégiques : la défense, la monnaie, la politique économique et financière, les matières premières sensibles.

ÉRIC FOTTORINO
Lire la suite page 37

La contestation des offres publiques d'achat

La Bourse agréée les OPA sur 100 % d'Exor et 66 % du Printemps

Réuni mercredi 4 décembre dans la soirée, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a agréé l'extension de l'offre publique d'achat (OPA) du groupe Agnelli sur l'intégralité du capital d'Exor, l'actionnaire principal de Perrier, il a également jugé recevable l'offre échangée de Pinault sur les deux tiers du Printemps.

Il aura fallu près de quatre heures de débats au CBV pour statuer sur deux dossiers d'actualité controversés, les OPA sur le capital d'Exor et du Printemps. Dans le premier cas, l'EFINT, holding du groupe italien Agnelli, a élargi son offre à l'intégralité du capital d'Exor en maintenant le prix par action à 1 320 francs. Cette décision d'élargissement, prise au dernier moment, a été communiquée en pleine réunion du CBV à son président, M. Bruno de Maulde. Elle a été alors approuvée par l'ensemble des membres de cet organisme chargé de la réglementation boursière.

D'autre part, le conseil a jugé recevable l'offre lancée par Pinault sur les deux tiers du capital du Printemps au prix de 1 105 francs par action. Pour lui, le groupe Pinault et « les autres actionnaires du Printemps n'ont pas agi de concert » et « la mise au porteur des actions Printemps SA (qui a fait perdre les droits de vote) n'aurait pas eu d'effets différents de celui qu'au-

rait entraîné l'acquisition directe de titres ».

Ces deux affaires montrent que si d'un côté la grogne des actionnaires minoritaires a été partiellement entendue, de l'autre, elle ne l'a pas été du tout. Le risque est donc de voir la contestation se poursuivre. D'ores et déjà pour le Printemps, les contestataires regroupés dans l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM), qui fédéreraient entre 5 % et 10 % du capital du grand magasin, devraient porter leur différend devant les tribunaux pour obtenir un maintien de cours.

Pour Exor, si les minoritaires peuvent apporter l'ensemble de leurs titres à l'OPA et non plus une partie, rien ne dit qu'ils le feront. Le cours d'achat n'a pas été modifié, bien qu'il soit jugé très faible. Un avis que ne partage pas le CBV, pour qui « le prix proposé ne s'écarte pas manifestement de l'évaluation à laquelle il est habilité à procéder ». L'EFINT, en attendant son offre à 100 % du capital, a sans doute essayé de calmer le jeu. Le groupe italien a peut-être aussi cherché à limiter les possibilités de contre-offre. Il fallait mettre plus de 3,7 milliards de francs pour s'engager sur les Agnelli, il faudra désormais avancer plus de 5 milliards. « Un prix encore peu élevé pour prendre le contrôle de Perrier », entendait-on jeudi matin.

D. G.

La crise financière en URSS

Moscou suspend le remboursement de sa dette bancaire

La Banque pour le commerce extérieur de l'URSS (VEB) a annoncé, mercredi 4 décembre, la suspension jusqu'en 1993 du remboursement du principal de la dette à moyen et long terme contractée par l'URSS auprès des banques occidentales (cette dette est évaluée à 40 milliards de dollars - 220 milliards de francs environ - sur un total avoisinant 70 milliards de dollars).

« L'URSS nous a toujours remboursé ses dettes », déclarait M. Jean-Yves Haberer, mardi 3 décembre, à l'occasion de la cérémonie de signature consacrant l'ouverture d'une agence du Crédit lyonnais à Saint-Petersbourg. Le président de la grande banque française avait raison pour vingt-quatre heures encore. Mercredi 4 décembre, une dépêche de l'agence Reuters annonçait la décision de la VEB de suspendre, dès jeudi, le remboursement du principal de la dette de l'ancienne Union soviétique à ses banques créancières.

Cette décision s'inscrit dans la ligne de l'accord, signé le 21 novembre, entre le groupe des sept principaux pays industrialisés et huit Républiques soviétiques (le Monde du 23 novembre). Les Sept avaient alors exprimé le souhait que leur accord (la suspension du remboursement du principal de la dette jusqu'en 1993, la poursuite du versement des intérêts) s'applique aussi au Club de Londres, c'est-à-dire aux banques. Ces dernières, bien sûr, y étaient opposées.

Habituellement, lorsqu'un pays est confronté à des difficultés de paiement, il cesse d'abord de rembourser ses créanciers officiels. Il tente en général, le plus longtemps possible, de préserver des relations normales avec ses banquiers, qui assurent des lignes de crédit à court terme, des lettres de crédit et toutes sortes d'opérations néces-

saires à la vie économique du pays. L'ancienne Union soviétique a finalement choisi de traiter les seconds aussi mal que les premiers.

Aujourd'hui, la communauté bancaire internationale doit donc absorber un nouveau choc, brutal quoique anticipé de longue date. Déjà, au début de 1991, on laissait entendre que la Deutsche Bank, premier créancier bancaire de l'URSS, avait mis en place un comité de restructuration. Ce comité est aujourd'hui officiellement constitué et doit entamer des négociations au cours des prochains jours.

Un choc brutal quoique anticipé

En France, au moins 20 milliards de francs auraient été prêtés à l'URSS par les établissements bancaires sans la garantie de la COFACE (Compagnie française d'assurance du commerce extérieur), ce qui signifie que les banques doivent absorber les pertes. Une somme au moins équivalente a été garantie, qui alourdira le déficit de la COFACE. Celui-ci coûte déjà 10 milliards de francs annuellement au budget de la France depuis plusieurs années. En Allemagne, où le coût de la réunification a déjà considérablement grevé les finances publiques, on se serait bien passé d'un défaut de paiement soviétique. Les banques allemandes sont de loin les premiers prêteurs de l'URSS (elles détiennent entre 20 et 30 milliards de dollars de créances). La proportion de crédits non garantis par l'Etat est cependant plus faible qu'en France et, surtout, la plupart des banques ont provisionné leurs créances, c'est-à-dire mis de l'argent de côté pour couvrir leurs pertes. Le montant des provisions constituées à Paris est très limité, car les établissements ne bénéficiaient pas, jusqu'à présent, de déductions fiscales pour leur constitution, comme c'est le cas pour une soixantaine de pays endettés.

Les créanciers se sont, depuis le début des années 80, habitués à

traiter avec les Etats mauvais payeurs. Mais jamais ils n'ont eu à négocier avec un empire en décomposition. Le Club de Paris (pour les dettes officielles) et le Club de Londres auront-il un, six, douze, quinze interlocuteurs ? Malgré des mois de discussions, le problème de savoir qui remboursera reste entièrement posé. Mercredi 4 décembre, un accord est intervenu entre six Républiques, posant d'une part les bases d'un accord douanier, et consacrant d'autre part un partage de la dette : la Russie rembourserait 61,3 % du total, la Biélorussie 4,1 %, le Kazakhstan 3,8 %, le Tadjikistan, la Kirghizie et l'Arménie emportant des parts plus restreintes.

Que feront les États indépendants ?

Mais que feront les Baltes, et surtout l'Ukraine, devenus indépendants ? Quelle attitude adopteront la Géorgie, la Moldavie, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan ? En outre, les six ont défini le principe d'un partage des avoirs de l'URSS (propriétés d'Etat, or, diamants, fonds déposés à l'étranger, créances à des pays tiers...). Lorsque l'on sait que l'évaluation des actifs de l'URSS est pour l'instant impossible (quelle valeur donner à un prêt consenti il y a plusieurs années à un Etat africain proche de Moscou ?), on comprend les limites de l'accord sur le partage de la dette.

La cessation partielle de paiements, annoncée jeudi, ne consacre pas forcément une rupture totale des relations entre l'ancienne URSS et les banquiers occidentaux. M. Haberer faisait remarquer que le Crédit lyonnais est implanté au Brésil alors que le pays a de graves problèmes de remboursement. Mais la décision prise à Moscou coûtera cher à l'Europe occidentale et avive les inquiétudes sur l'avenir économique de l'ancien géant soviétique.

FRANÇOISE LAZARE

Nous sommes le premier groupe bancaire consacré aux coopératives, associations, mutuelles et autres organismes d'intérêt collectif et à leurs adhérents.

CREDIT COOPERATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

ÉCONOMIE

SOCIAL

Révision du chiffre de l'INSEE

La hausse des effectifs salariés a été de 0,3 % au troisième trimestre

Au cours du troisième trimestre, 37 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés en France, selon les statistiques concordantes de l'INSEE, du ministère du travail et de l'UNEDIC. Cela porte à 0,3 % une augmentation qui avait d'abord été évaluée à 0,1 % par l'INSEE (le Monde du 26 novembre).

Cette révision à la hausse surprend par sa vigueur et sa rapidité, à moins qu'elle ne vise à corriger, en tendance, la première baisse des effectifs salariés enregistrée depuis six ans, au deuxième trimestre (-0,1 %). En un an, la progression a été de 0,4 %, correspondant à 60 000 emplois salariés supplémentaires, et de 25 000 sur les neuf premiers mois.

Amélioration dans l'industrie

S'il doit s'expliquer, le phénomène tient dans un mouvement de balancier entre l'industrie, qui a perdu 37 000 emplois au deuxième trimestre, puis seulement 9 000 au troisième, et les secteurs du tertiaire marchand, qui en ont gagné respectivement 22 000, puis 48 000.

Tout en continuant de supprimer des effectifs, mais à un rythme ralenti (-0,2 %), la situation de l'industrie s'est améliorée pendant l'été. C'est notamment le cas pour l'industrie des biens intermédiaires,

où l'emploi est resté stable. Ayant connu un premier semestre médiocre, en raison de l'incidence de la guerre du Golfe, les secteurs du tertiaire font mieux cette fois (+0,6 %) que pendant tous les trimestres depuis un an et demi. Les services marchands sont particulièrement actifs, avec une croissance de 1 %, à comparer aux 0,6 % du trimestre précédent, mais les services rendus aux entreprises - dont l'intérêt - ont réussi plus : 1,4 %, contre 0,5 % au deuxième trimestre.

Ce résultat, qui reste positif malgré le ralentissement de l'activité économique, pourrait signifier que les entreprises ajustent à nouveau leurs effectifs à la hausse. Mais il ne faut pas oublier qu'environ 200 000 emplois supplémentaires sont annuellement nécessaires pour espérer diminuer un peu le chômage.

A. Le.

Précision. - L'accord salarial 1992, qui vient d'être signé dans la chimie avec les fédérations syndicales CFDT et CFE-CFC, prévoit non seulement une hausse générale des salaires de 1,4 % au 1^{er} février et au 1^{er} septembre, mais incluait aussi 2 % d'augmentation au 1^{er} janvier, conformément à l'accord ratifié en juin (le Monde du 4 décembre).

La CFDT et FO signent l'accord sur l'assurance-chômage

Suite de la première page

L'augmentation des cotisations était rendue nécessaire par l'état financier de l'UNEDIC : 8 milliards de déficit en 1991, 11 milliards prévus en 1992. Finalement, la hausse ne sera que de 0,12 %, à partager entre les salariés et les employeurs, et correspond à une réduction qui était intervenue le 1^{er} janvier 1991. En conséquence, il faudra faire immédiatement un emprunt pour revenir à l'équilibre d'ici à février 1994.

Mais la participation aux frais a aussi un double objectif. Outre qu'elle devrait permettre de récupérer 1,1 milliard, estime-on, elle revient à faire payer les licenciés, « la solidarité patronale » ayant ses limites, ainsi que le souligne M. Pierre Gilson (CGPME). Du côté des dirigeants patronaux, soutenus en cela par les organisations syndicales, et discrètement approuvés par la CGT, on voudrait en effet mettre un frein à de détestables habitudes prises par certains chefs d'entreprise qui se délestent trop facilement sur le régime d'assurance-chômage.

D'autres mesures, décidées au nom de nécessaires « changements de comportements », vont dans le même sens. Au premier rang sont visées les dérivés qui ont fait de l'UNEDIC « le premier dispositif de préretraite », au point que 28 % des dépenses sont provoquées par le versement d'allocations aux plus de 55 ans et, signe d'abus, que 34 % seulement des salariés qui font valoir leur retraite étaient encore en activité à soixante

ans. Désormais, la contribution dite « Delalande », qui obligeait l'employeur à verser trois mois de salaire en cas de licenciement d'un salarié âgé, sauf si son ancienneté était inférieure à deux ans, sera généralisée à tous les cas de rupture ou de cessation de contrat de travail. De plus, l'âge à partir duquel un chômeur est assuré d'être maintenu dans son indemnisation jusqu'à sa retraite est repoussé d'un an, c'est-à-dire à cinquante-huit ans et six mois. Discussion, encore.

Pour faire bon poids, les chômeurs ne sont pas épargnés par cette loi que nouvelle. Sauf pour les intermittents et les contrats à durée déterminée, il est institué un délai de carence - ou différé d'indemnisation - de trois jours pour toutes les prises en charge et de huit jours en cas de rupture négociée du contrat de travail, qui devrait rapporter 100 millions de francs.

Afin d'inciter à la reprise d'un emploi, et exercer un contrôle plus strict, les allocations seront attribuées au moins de 55 ans pour des périodes de quatre mois. Le renouvellement donnera lieu à vérification et la direction départementale du travail pourra décider de l'interdiction temporaire ou définitive des versements. Avec la chasse aux recouvrements de cotisations auprès des employeurs et aux prestations indues, par rapprochement de fichiers, l'UNEDIC pourrait ainsi récupérer 3 milliards de francs.

Quant aux intermittents du spectacle, et à leurs employeurs - y compris les collectivités locales - ils sont placés sous surveillance. Une com-

mission particulière, paritaire, est chargée de ce travail, puis de trouver des solutions, sachant que le régime d'assurance-chômage ne s'engage à couvrir le déficit éventuel en 1992 qu'à hauteur de 80 %. Mais il y a aussi des cas où la rigueur des partenaires sociaux a été prise en défaut. Alors qu'ils s'apprêtaient à augmenter de 0,8 % à 1,1 % la cotisation de retraite complémentaire ARRCO des chômeurs, ils se sont aperçus que, par suite de l'une de leurs décisions antérieures, ces sommes (800 millions) allaient directement dans cette caisse. Et qu'elles ne faisaient que s'ajouter à l'intégralité des cotisations déjà versées par l'UNEDIC chaque année.

« Compromis d'étape »

Complété par une série d'autres mesures, ce schéma d'ensemble, après discussion, ne pouvait évidemment pas satisfaire tous les négociateurs. Sans trop de réserves, la CFDT et FO ont accepté de signer l'accord. La première en mettant l'accent sur sa volonté d'« arrêter le système français d'exclusion des plus âgés ». La deuxième en exprimant « un seul regret », celui de voir « ce compromis d'étape » intervenir tardivement.

Prudente, la CFTC, qui se déclare « perdue », veut connaître ses instances dans huit jours. D'accord « à 90 % » avec les propositions, la CGC rend, favorable à une « solution globale » pour les plus de 55 ans, opposée au choix retenu, « même décidé à titre conservatoire », elle estime que « tout compromis est impossible ». Son bureau avait, la veille, décidé de ne pas signer si aucune modification n'intervenait dans son sens.

Campée sur la défense des chômeurs « qui font les frais de l'opération », reprochant qu'on ait mis « le doigt dans l'engrenage » qui

conduit à la création d'une caisse autonome des intermittents du spectacle, la CGT parle de « pantalonade ». Elle estime, non sans raison, que ce nouvel accord, applicable dès le 1^{er} janvier 1992, et valable un an, avant que la prochaine convention ne soit mise en place en 1993, n'est ni à la hauteur des besoins ni efficace. « Il faudra tout recommencer d'ici quelques mois », affirme M. Alain Guichard.

De fait, et à moins de tabler sur un hypothétique choc psychologique, nombre de dispositions seront d'un rendement aléatoire, difficile à établir avec précision, voire lent à se concrétiser (les plus de cinquante-cinq ans étant indemnisés pendant vingt-sept mois, et pouvant l'être dix-huit mois de plus, le relèvement à cinquante-huit ans et demi ne fera connaître ses effets que dans plus de deux ans). Beaucoup relèvent de l'affichage et supposent une prise de conscience ou un retour à la sagesse collective. Par exemple, quelle sera « l'assiette » réelle de la participation aux frais de dossier ?

Sur le 1,5 million d'admissions annuelles, il faut logiquement retrancher celles des préretraites (interim et contrats à durée déterminée), les préretraités, ainsi que le prévoit le texte, mais aussi les licenciés provenant d'entreprises en cessation de paiement. D'expérience, une nouvelle contribution ne rapporte que 20 % dans un premier temps, 20 % supplémentaires après une lettre de relance et, dans ce cas précis, le coût du contentieux sera trop élevé par rapport au montant du forfait à faire rentrer. Tant et si bien que, comme la CGT, certains imaginent que les 8 milliards diminueront facilement de moitié. Peu troublés, les signataires rétorquent qu'ils ne désespèrent pas d'une reprise économique.

ALAIN LEBEAUBE

Nous apportons à nos clients-sociétaires un service bancaire total adapté à leurs spécificités et à leurs évolutions.

CREDIT COOPERATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Le Monde des Carrières

MOUVEMENT PACT ARM

de l'habitat

1^{er} concours national pour l'amélioration de l'habitat

recherche dans le cadre du développement des services de la Région

UNIE CHARGES DE MISSION HABITAT ET ORGANISME

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il (elle) sera chargée de la réalisation du suivi du programme d'étude habitat et urbanisme et du suivi de la politique publique de l'habitat des associations dans le domaine.

De formation supérieure en urbanisme, économie ou urbanisme (niveau 3^e cycle INPC, Sciences Po), le candidat aura déjà une expérience professionnelle dans l'urbanisme opérationnel, notamment en quartier ancien.

Adressez lettre de candidature, CV détaillé, photo à la FNIC PACT ARM, 27, rue de la République, 75003 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 27 ans, BTS secrétariat bureautique, 3 ans exp., cherche poste motivant, aimerait investir son dynamisme et son professionnalisme dans une entreprise à responsabilité motivante. Matricule TTX (Ward 4 Factor).

Disponible rapidement. Ouvert à toutes propositions sérieuses. Tél. 47-36-66-33.

J.F. 25 ans, dynamique et motivée, DESSE commerciale internationale, TRILINGUE ANGL., FRANÇ., ESP. cherche poste.

D'ASSISTANCE COMMERCIALE export (si possible). Mobile et disponible immédiatement. Tél. 40-28-04-76.

CADRE recherche sur région parisienne poste de direction générale exp. et réf. ds les resp. commerciales et de la communication. Excl. collab. d'un homme politique. Tél. 46-47-84-63.

N. 45 a. Cadre banque monétaire. Maîtrise aff. inter. exp. organisation, dev. réseau inter. ang., all. japonaise. Intéressé par tout secteur.

Ecrire sous n° 8445 LE MONDE PUBLICITE 15-17, rue du Colonel-P. Avez, 75002 Paris. Cédex 19.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

8^e arrdt

PARC MONCEAU

12^e arrdt

R. DE CHALIGNY

13^e arrdt

MAISON SUR LE TOIT

77 Seine-et-Marne

COUP DE CŒUR ASSURÉ :

appartements achats

locations non meublées demandes

Paris

URGENT

Le Monde

immeubles

AFFAIRE POUR INVESTISSEUR !

COURBOVOIE, limite Neully

R + 3 (bon rapport 8 %)

URGENT ! 47-66-23-54

MONTMARTRE (19^e)

IMMA. D'ANGLE R + 5

Commerciales et bourgeois.

Libre et occupée. 40-50-00-28

maisons individuelles

CLAMART CITE VILLE

« VILLA BEL AIR »

10 MAISONS DE STANDING

4 et 5 pièces avec garage

libre et jardin privé

Prestations haut de gamme.

PROX. EXCEPTIONNEL.

40-99-46-04.

A 25 MN

PARIS-GARE DE L'EST

VENDS

AU CENTRE-VILLE DE NEMES

10^e EUROCHENEYLAND

MAISON BOURGEOISE

230 m² sur 810 m² terrain

dcs, 5 ch., salon avec che-

minée + s. à manger, cul-

équip., 2 cab. de toil.,

2 s.d.b., dressing, cave,

garage, 2 voitures + 1 pièce

50 m² aménagées avec

aménagements de

av. indépendante.

T. ap. 18 h : 60-08-08-92.

A VENDRE 108 000 F

Maison à rénover + jardin.

Proximité de Montesson.

Tél. : M. FOURNIER

(16) 88-81-03-83

(16) 88-34-17-82

BRETAGNE NORD

A 50 km de la mer,

jolie maison en pierre,

1 000 m² terrain,

4 chambres, URGENT.

Tél. : 42-38-32-95.

MIGNEUX (89)

MAISON 18 au sous-sol avec

cuisine, wc, r. de ch., cuisine,

salle à manger, salon, égar,

3 chambres, wc,

Grand, Chauffage central gaz.

Dépendances. Jardin clos et

arrosé. Le tout sur 750 m² env.

ron. 400 000 F, à débattre.

Agence d'achat.

T.N.R. 88-46-87-94

ou 88-32-84-00

propriétés

A SAISIR

60 mn de Paris, direct A6

MONTMARTRE gare SNCF

Au cœur du village la com.

docteur, pharmacien et place

BELLE PERMETTE 6 P.

de caractère, portail

Grande 100 m² terrain dcsarrosé 1 800 m² avec

son plan d'eau

PX TOT : 290 000 F

Créd. 100 %. Tél. : 24 h 24 : (16) 38-85-22-92

bureaux

Locations

IVRY

Immeuble neuf

770 m² sur 1 étage

Parquet, climatisation

Restaurant d'entreprise

Parking-méto-RER

ITI 42-94-92-37

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés

et services. 42-95-17-50

locaux commerciaux

Locations

Paris 1^{er}, à côté

ball professionnel

petit loyer. 46-09-43-40

fonds de commerce

Ventes

COTES-D'ARMOR

RÉGION ST-QUAY-PORTNEUF

A louer, 10 mn de

Quintin-Cadoux.

110 m² et grand appartement.

PROX. TRÉS INTÉRESSANT.

Tél. : 16 191 76-16-06.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE des BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction de l'administration générale

Bureau de l'administration générales et des expropriations

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

AVIS D'ENQUÊTE

menée sur le territoire des communes de GRANS de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE

En application du code de l'expropriation modifié par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et de l'article L. 123-5 du code de l'urbanisme.

En exécution de l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône en date du 31 octobre 1991, il sera procédé sur le territoire des communes de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE à l'ouverture d'une enquête publique portant sur :

- l'utilité publique des travaux de construction d'une section neuve entre l'échangeur Est de la déviation de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et l'extrémité Ouest de l'antenne autoroutière existante de SALON-DE-PROVENCE,

- l'utilité publique des travaux de l'antenne autoroutière existante de SALON-DE-PROVENCE (entre l'intersection avec la RN 113 et le noued autoroutier A 7-A 54 inclus), travaux liés à la modification du système de péage et d'échanges,

- le retrait du caractère de route express de la section de RN 113 comprise entre l'échangeur Est de la déviation de SAINT-MARTIN-DE-CRAU (PR 59 + 00) et le lieu-dit LE MERLE (PR 44 + 475),

- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols (POS) des communes de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE.

Les dossiers ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairie de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE, pendant plus d'un mois du 2 décembre 1991 au 10 janvier 1992 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables :

- pour la mairie de GRANS : du lundi au vendredi inclus au service urbanisme, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30,

- le samedi, au service état-civil, de 8 h à 12 h ;

- pour la mairie de SAINT-MARTIN-DE-CRAU : du lundi au vendredi inclus, au service technique, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30,

- le samedi office municipal des sports, de 8 h 30 à 12 h,

- pour la mairie de SALON-DE-PROVENCE : du lundi au vendredi inclus, au service de l'urbanisme, de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 15 à 16 h,

- le samedi au service accueil, de 9 h à 11 h 30.

et consigner toutes observations sur les registres ou les adresser, par écrit en mairies précitées, à M. ASTIER Albert, commissaire enquêteur, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts en retraite.

Ce dernier recevra personnellement le public :

- le 5 décembre 1991 en mairie de SAINT-MARTIN-DE-CRAU, service technique, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30,

- le 12 décembre 1991 en mairie de GRANS, service urbanisme, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30,

- les 18 décembre 1991 et 8 janvier 1992 en mairie de SALON-DE-PROVENCE, service urbanisme, de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 15 à 16 h.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur relatives à l'utilité publique du projet seront, à l'issue de l'enquête, tenus à la disposition de toutes les personnes intéressées, en mairies de GRANS, de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et de SALON-DE-PROVENCE, en sous-préfectures d'AUX-EN-PROVENCE et d'ARLES ainsi qu'à la préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Pourront être également consultés à la préfecture, jusqu'à l'achèvement de la procédure, outre les conclusions du commissaire enquêteur, le dossier d'enquête, les documents ou observations déposés au cours de l'enquête et les réponses du maître d'ouvrage aux observations exprimées lors de l'enquête.

Les adresses des services intéressés sont les suivantes :

- mairie de GRANS, service urbanisme et service état-civil, boulevard Victor-Jauffret (13450) ;

- mairie de SAINT-MARTIN-DE-CRAU, service technique, office municipal des sports, place du Docteur-Bagnaninchi (13310) ;

- mairie de SALON-DE-PROVENCE, service urbanisme et service accueil : immeuble Le Septier, 2^e étage, 13657 Cedex ;

- sous-préfecture d'AUX-EN-PROVENCE, 24, rue Mignet (13100) ;

- sous-préfecture d'ARLES, 16, rue Calade (13260) ;

- préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE, direction de l'administration générale, bureau de l'administration générale et des expropriations, bâtiment annexe 11, rue Edmond-Rostand (4^e étage, porte 410) 13006 MARSEILLE, adresse postale : 13282 MARSEILLE CEDEX 6.

Il est signalé, par ailleurs, que l'enquête ci-dessus vaudra également pour tout autre procédure s'appliquant au projet concerné devant normalement donner lieu à enquête publique en application de l'article 4 du décret du 23 avril 1985 ci-dessus, sous réserve des dispositions de l'article 7 de la loi du 12 juillet 1983 également précitée.

MARSEILLE, le 31 octobre 1991,

le préfet,

C. BUSSETTE.

SOCIAL

La maîtrise des dépenses de santé

Les négociations entre les syndicats médicaux et la Sécurité sociale ont progressé

Ce qui pourrait devenir une nouvelle relation entre les médecins et la Sécurité sociale commence à prendre forme. Mardi 3 décembre, au terme de longues discussions, la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a élaboré un relevé de conclusions sur lequel les syndicats de médecins devront se prononcer le 9 décembre. Celui-ci prévoit de déterminer des objectifs d'évolution des dépenses distincts pour les généralistes et les spécialistes ainsi que des mécanismes de pénalisation des praticiens qui dépasseraient les normes ainsi négociées. Pour chaque caisse primaire, des

comités professionnels de médecins, élus sur des listes syndicales, assureraient le suivi de l'activité des praticiens à partir des tableaux statistiques. Les sanctions envisagées consisteraient à réduire les cotisations prises en charge par l'assurance-maladie pour les médecins du secteur 1 (stricte application des honoraires remboursés par la « sécu ») et à imposer au secteur 2 (honoraires libres) le versement de ristournes « de solidarité » à l'assurance-maladie.

Au plan national, serait créé un comité technique composé à part égale de représentants des caisses et des professions de santé. Celui-ci

préciserait le contenu de la « maîtrise médicalisée » des dépenses de santé et, selon le Dr Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), « pourrait tenir lieu de négociation globale ». Par ailleurs, un secteur « promotionnel » permettant à cinq mille médecins de dépasser les honoraires conventionnels pourrait voir le jour. En cas d'échec des discussions entre la CNAMTS et les syndicats médicaux, le gouvernement a prévu qu'il interviendrait par voie législative.

J.-M. N.

COMMERCE

Protégeant le monopole des constructeurs

La CEE réglemente la distribution parallèle d'automobiles

La Commission de Bruxelles a adopté, mercredi 4 décembre, un texte précisant les règles de la distribution parallèle de voitures dans la Communauté (le Monde du 13 novembre). Ces nouvelles mesures complètent la note de 1985 autorisant les constructeurs à établir des réseaux de « distribution exclusive et sélective » - concessionnaires - dans les différents pays européens, et visent à encadrer les activités des sociétés dites mandataires.

Spécialisées dans la distribution de voitures achetées sous « mandat » dans un autre pays de la Communauté, aux prix les plus

avantageux, ces sociétés devront dorénavant se présenter comme des « prestataires de services » et non comme des « revendeurs ». En outre, la commission a limité à 10 % de leur chiffre d'affaires les activités des concessionnaires « avec un même mandataire ». Bruxelles a profité de ce nouveau texte pour exiger une nouvelle fois du constructeur français Peugeot qu'il retire la circulaire transmise en mai 1989 à ses concessionnaires belges et luxembourgeois, leur interdisant de traiter avec la société mandataire française, Eco-System.

Le 50^e anniversaire de la CCCE

Suite de la page 35

La période 1960-1980 commence avec les indépendances. Elle s'achève avec la crise des pays pauvres, la montée de la dette et l'idée, somme toute décourageante, que le développement est impossible, que les politiques d'ajustement structurelles, malgré leur coût social, sont inévitables. Deux décennies marquées d'abord par la création de la zone franc et du ministère de la coopération, par l'engagement accru de la Caisse dans une politique d'aide au développement axée sur les projets productifs, agricoles, miniers, industriels.

Le « petit train bleu » de Dakar

Elle intervient dans les hévées de Côte-d'Ivoire, dans le riz malgache, le coton tchadien ou le fer mauritanien. On la retrouve encore sur la voie du « petit train bleu » de Dakar, ou des autobus de Conakry. Développement rural, transferts de technologie financiers, appuis au secteur privé, telles sont les directions nettement prises à partir de 1973, lorsque la Caisse reçoit l'autorisation d'emprunter sur les marchés financiers.

La « décennie perdue pour le développement », dont on sort à

peine, aura vu l'émergence des pays les moins avancés, les PMA, pauvres parmi les pauvres. Pour contribuer à les soulager, la Caisse a pu se lancer dans des aides « hors projets », d'abord exceptionnelles, puis devenues monnaie courante. Il s'agit de rétablir les grands équilibres financiers de ces économies exsangues, en limitant les dépenses et les salaires, en assainissant les entreprises publiques, en licenciant... Rêves brisés d'un décollage économique rapide.

Malgré les efforts consentis pour adapter ses interventions aux nouveaux besoins des États du Sud en crise (priorité aux investissements productifs, octroi de subventions, stratégie d'essor rural), la Caisse, associée aux organismes multilatéraux (Banque mondiale, CEE), cherche encore les recettes du progrès au sud de la Méditerranée. Née « Caisse centrale de la France libre », elle prendra bientôt le nom de Caisse française pour le développement.

ÉRIC FOTTORINO

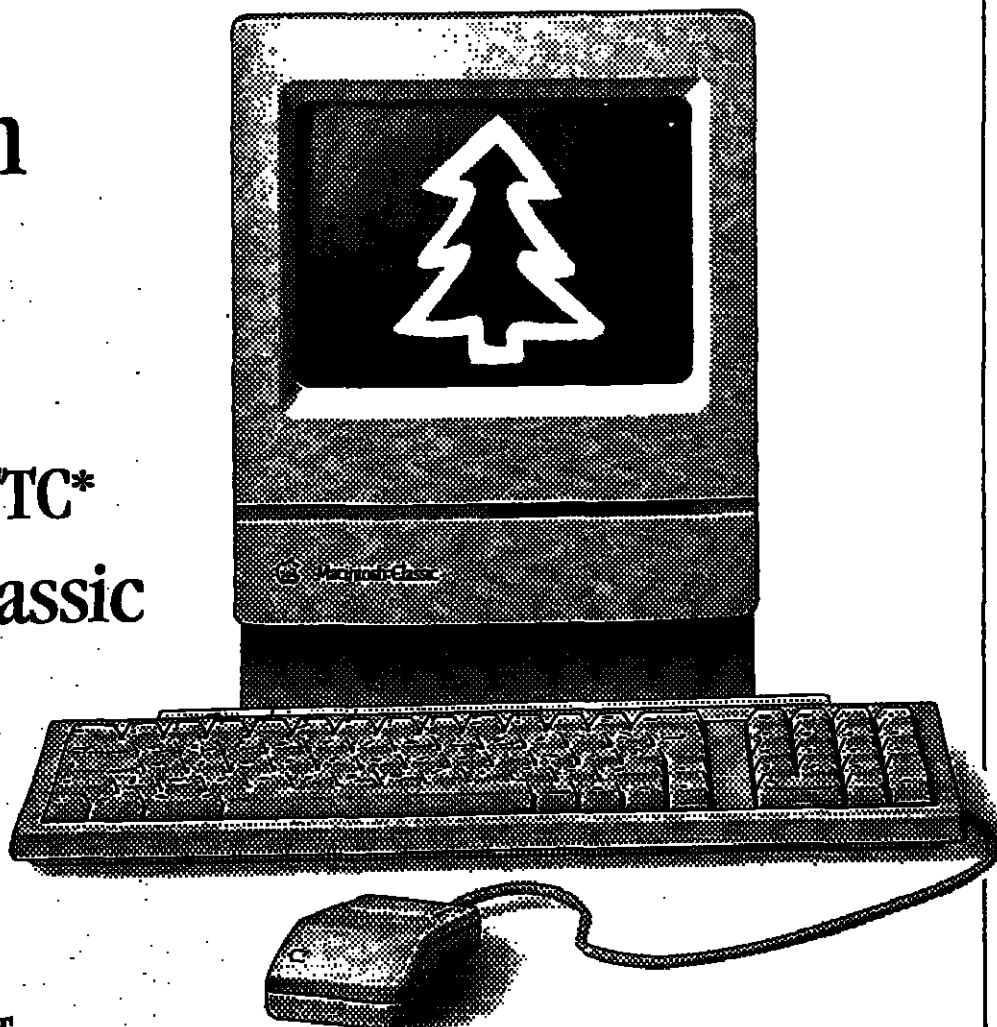
Le renforcement de notre réseau d'agences sur tout le territoire, le développement des liaisons informatiques et télématiques, font du Crédit Coopératif une véritable banque à domicile.

CREDIT COOPERATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

ÉTUDIANTS, ENSEIGNANTS

Le père Noël existe, IC le prouve:

Macintosh Classic
2/40 Mo:
7990 F TTC*
Macintosh Classic
4/40 Mo:
9190 F TTC*



* 6736,93 HT ** 7748,73 HT

Soyons raisonnables... En informatique, une bonne affaire ne dépend pas seulement du prix. Pour avoir l'esprit léger, il faut avoir avant tout la présence d'esprit de choisir un distributeur solide; surtout en cas de prix « cassé ». Un distributeur qui soit capable, au delà d'une fantastique offre promotionnelle, de vous conseiller et d'assurer le suivi au niveau des services. Par exemple, une maintenance à moindre coût et qui vous évite de payer un contrat à l'année. Ou encore une hot line efficace et payable à la carte. Lorsque IC propose une promotion il ne s'agit pas seulement d'un prix « au revoir et merci ». C'est toute l'organisation du premier distributeur Apple d'Europe qui se mobilise pour vous permettre de mieux investir. Bien sûr, vous aurez du mal à trouver une offre moins chère; mais surtout vous n'en trouverez pas une incluant autant de sérénité d'achat qu'avec IC.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BRAUBOURG (1) 42 72 26 26

APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38

ENQUÊTE

COMMUNICATION

Les affaires familiales de Maxwell placées sous administration judiciaire

Les sociétés privées non cotées du groupe Maxwell ont demandé jeudi 5 décembre à être placées sous administration judiciaire. Les deux fils du magnat de la presse décédé le 5 novembre dernier — son rapport d'autopsie a été remis à la justice mercredi 4 décembre — veulent ainsi éviter la faillite immédiate de ces sociétés, qui gèrent notamment *The European* et le quotidien de New-York *Daily News*.

L'Office des fraudes graves britannique (SFO) a ouvert une enquête sur le financement des sociétés privées à partir des fonds de retraite des deux principales sociétés du groupe, MCC et MGN.

LONDRES

de notre correspondant

Rien n'est vraiment sûr s'agissant de l'importance des transferts de fonds entre les sociétés les plus connues de l'ancien empire Maxwell, Maxwell Communications Corporation (MCC) et Mirror Group Newspapers (MGN), et les affaires privées de la famille. Ce qui est certain en revanche, c'est la frénésie avec laquelle, dans les six mois précédant sa mort, Robert Maxwell a « pompé » les finances des premières au profit des secondes. Des sommes considérables ont été prélevées dans les caisses de retraite de MCC et MGN, au risque de compromettre gravement le patrimoine des quelque 16 000 anciens employés de ses propres sociétés. M. Robert Maxwell pensait-il avoir le temps de corriger cette « cavalerie budgétaire » dont il seul pouvait démentir l'existence ? Entre 500 et 600 millions de livres (6 milliards de francs) sont ainsi passés des écritures des unes aux comptes bancaires des autres, en toute illégalité, selon le chiffre avancé par le cabinet d'expertise comptable et d'audit Coopers & Deloitte.

Les sociétés familiales doivent ainsi plus de 700 millions de livres aux sociétés MCC et MGN, ainsi

qu'à leurs fonds de retraite respectifs. Une partie de ces sommes, prélevées sur les finances des caisses de retraite (sans doute près de 400 millions de livres), a servi de garantie bancaire pour obtenir de nouveaux prêts. Mais Robert Maxwell, au lieu de renflouer les organismes de retraite, a utilisé ces liquidités pour d'autres objectifs, encore inconnus.

Prélèvements illicites

Deux semaines avant sa mort, une somme de 50 millions de livres a été prélevée sur les finances du Mirror Group pour acheter des obligations, ensuite revendues. Dans l'hypothèse de plus en plus probable de la nomination d'un administrateur judiciaire (qui pourrait être Arthur Andersen) et de la vente des principaux actifs, les banques, à qui le groupe Maxwell doit plus de 500 millions de livres, seront remboursées en priorité, ce qui veut dire que les fonds de retraite ne recevront pas grand-chose. Comme ces derniers, les sociétés MCC et MGN, à qui les sociétés privées de la famille doivent respectivement 240 millions et 45 millions de livres, seraient remboursées après les banques. La mise en liquidation des principaux actifs du groupe Maxwell aurait probablement pour conséquence de ruiner une grande partie de la fortune privée de la famille Maxwell, évaluée en avril dernier par le magazine *Forbes* à 1,9 milliard de dollars.

L'Office des fraudes graves (SFO), qui est déjà saisi d'une plainte de la Swiss Bank Corporation pour non-paiement d'un prêt par le groupe Maxwell (*le Monde* du 27 novembre), a ouvert une enquête sur les prélèvements illicites des caisses de retraite. Le *Daily Mirror*, le journal le plus rentable de MGN, a changé de ton. Son titre de première page ne laisse à cet égard aucun doute : « Maxwell : 526 millions de livres ont été prélevés sur ses firmes ». Alors que les commentateurs se font de plus en plus critiques sur l'ancien magnat de la presse, le nouveau président du Mirror Group a estimé que ces divers transferts de fonds étaient « les actions de plus en plus désespérées d'un homme désespéré ».

LAURENT ZECCHINI

Saisissant le Conseil d'Etat

Le CSA veut obliger la Cinq et M6 à respecter leurs quotas

M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), vient de saisir le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat pour lui demander d'ordonner à la Cinq et à M6 de respecter leurs quotas de diffusion d'œuvres d'expression française et d'origine communautaire entre 6 h 30 et 1 heure du matin, en excluant donc les heures de nuit.

En principe, le calcul de ces quotas pour la Cinq et M6 s'effectue sur les 24 heures de la journée. Mais le CSA ayant constaté une « baisse sensible des efforts consentis par ces deux chaînes pour respecter leurs quotas de diffusion », a estimé qu'il y avait là détournement de la loi, comparable à celui pour lequel TF1 avait été condamnée par le Conseil d'Etat en janvier 1989. Il y a deux ans, le Conseil d'Etat s'en était pris à la Une, qui diffusait la grande majorité de ses œuvres françaises et européennes en pleine nuit, quand l'audience est quasi nulle. Devant cette « fraude », il avait exigé de TF1 qu'elle respecte les quotas de 6 h 30 à 1 heure du matin, c'est-à-dire en neutralisant les diffusions pendant la nuit. Une astreinte par nuit manquante avait ainsi été prononcée à l'encontre de TF1, sous le coup de laquelle celle-ci se trouve toujours : des évaluations publiées par la Lettre du CSA de septembre font valoir que TF1 n'aurait pas respecté ses quotas de

journée au premier semestre 1991. Pour le directeur général de M6, M. Nicolas de Tavernost, « la situation de la Six est totalement différente de celle de la Une en 1989 : M6 réalise plus de la moitié de son obligation en œuvres françaises le jour, et près de 60 % pour les œuvres européennes ». M. Yves Sabouret, président de la Cinq, sera reçu, vendredi 6 décembre, par le président du CSA, qui souhaite évoquer avec lui la situation de la chaîne et ses projets de programmes pour l'année prochaine. Le CSA a en effet pour tâche de s'assurer que les projets de modification de grille sont conformes aux engagements pris par M. Jean-Luc Lagardère lorsque la chaîne fut attribuée au groupe Hachette.

■ Vers un élargissement des pouvoirs du CSA. — Un amendement d'origine gouvernementale pourrait être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 12 décembre, lors du vote de la loi sur les quotas, dans le but d'élargir le pouvoir de sanction et de contrôle du CSA, y compris en direction de Canal Plus. Cette réforme, si elle était votée, donnerait aussi au CSA les moyens d'harmoniser la contrainte des quotas de diffusion d'œuvres d'expression française et d'origine européenne avec la santé financière des chaînes de télévision.

DÉFENSE

Selon l'annuaire « Flottes de combat 1992 »

Le porte-avions « Charles-de-Gaulle » ne sera pas en service avant octobre 1998

Avec à son bord la première flottille de Rafale, qui sera constituée en juillet 1998, le porte-avions français à propulsion nucléaire *Charles-de-Gaulle* ne devrait pas entrer en service avant octobre de la même année. Cette information est donnée dans la nouvelle édition de l'annuaire *Flottes de combat 1992* qui vient d'être publiée comme elle l'est, tous les deux ans, depuis 1897.

L'auteur, M. Bernard Prézélin, note que si la baisse des crédits militaires freine le développement de la plupart des marines dans le monde, deux pays continuent de mener un effort d'investissement. C'est le cas pour la marine soviétique où les désarmements ne concernent que des bâtiments dépassés et où les chantiers neufs se poursuivent à un rythme élevé avec, prochainement, l'entrée en service de son premier véritable porte-avions nucléaire, l'*Ulyanovsk*, doté de catapultes. C'est aussi le cas du Japon, dont les bâtiments sont remplacés nombre pour nombre après seulement quinze ou vingt ans d'activité et qui se rapproche de la quatrième position mondiale occupée, à ce jour, par la marine française atteinte par l'austérité.

► *Flottes de combat 1992*, par Bernard Prézélin, 1 000 pages, 2 340 photographies, Editions maritimes et d'outre-mer, 750 francs.

SPORTS

■ FOOTBALL : des clubs israéliens participeront aux coupes d'Europe en 1992. — Le comité exécutif de l'Union européenne de football (UEFA), réuni mercredi 4 décembre, à New-York (Etats-Unis), a annoncé la participation de clubs israéliens aux coupes européennes à partir de la saison 1992-1993. Les Israéliens, déjà présents dans les compétitions de basket-ball, pourront aligner une formation en coupe des clubs champions et une autre en coupe des vainqueurs de coupes.

■ La France tête de série lors des éliminatoires du « Mondial » 1994. — L'équipe de France de football sera tête de série lors des éliminatoires (zone Europe) de la prochaine coupe du monde (en 1994 aux Etats-Unis), dont le tirage au sort aura lieu dimanche 8 décembre (18 heures française), à New-York. Elle évitera donc les autres têtes de série (Italie, Angleterre, Espagne, Belgique, URSS). L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie participeront à ces éliminatoires. L'Ukraine, la Georgie et la Croatie, dont les dossiers ont été ouverts, devront être reconnues par l'ONU avant d'être par les autorités du football.

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

ORFÈVRE RECHERCHES EN DÉCEMBRE 1991

1 7 35 34 43 39

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

23 35 33 40 45 25

20835

CARNET DU Monde

Naissances

— Hanna et Amel BOUZIRI ont la joie et le plaisir d'annoncer la naissance de la petite

Hanaï,

le 5 décembre 1991, à 6 heures.
47, avenue du Maine,
75014 Paris.

— Nicole et Georges ROSTAND sont heureux d'annoncer la naissance de leurs seizième et dix-septième enfants.

Jérémy,

petit frère de Nicolas et Anne,
le 16 octobre 1991,
chez
Agathe ROSTAND et Serge LEDUC,

et

Arthur,

le 27 novembre 1991,
chez
Emmanuel MINGASSON
et Pascale MANIGLIER.

Décès

— M^{me} Suzanne Wargon, sa fille,
M. Maurice Wargon, son gendre,
M. Alexis et Mathias, ses petits-fils,
font part du décès de

M^{me} Cywia BRZOSKA,

leur mère et grand-mère.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le proviseur du lycée Masséna, Les professeurs en classes préparatoires, Les élèves de mathématiques spéciales P^{re}, L'amicale des personnels du lycée, ont la douleur de faire part du décès de leur collègue, professeur et ami,

Colette CHAMPEL, professeur de chaire supérieure, officier des Palmes académiques, survenu à Nice, dans sa cinquante-seizième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 4 décembre 1991, dans l'intimité.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5666

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. L'accompagnement jamais les salades. — II. Révèle la présence d'une absence. Note. — III. Principe religieux. Passer et repasser. — IV. Donne des nouvelles. — V. Qui s'est donc fait prendre. Lieu de passages. — VI. Symbole. Acte royal. — VII. Aménagé à la réalité. — VIII. Appartient aux affaires étrangères. Pièce de bureau. — IX. Mauvaise effet. Vaut la peine. — X. Tombers à l'eau. — XI. Joue sur les mots.

VERTICALEMENT

1. Joue le grand jeu. — 2. Contribue à faire avancer les choses. De quoi dissiper les craintes. — 3. Capable de faire le mal. Peut se retrouver dans les choux. — 4. Qui ne saurait retourner sa veste. Moyens de réaliser l'ouverture. — 5. Envolepout des « cannes ». Source de changement. — 6. Celles par qui le scandale peut arriver. En retard. — 7. Ne quitte pas. Composants d'une fête. — 8. Se mouille. Brillant sujet. — 9. Pour lui, c'est le pied ! Pousse à l'action.

Solution du problème n° 5665

Horizontalement
I. Moustique. — II. Option. Nu. — III. U. Amis. — IV. La. Méta. — V. Occasion. — VI. Eon. Anis. — VII. Egal. — VIII. Eau. Vergé. — IX. Rues. An. — X. Fessu. Out. — XI. Su. Exacte.

Verticalement
1. Mollo. Veufs. — 2. Oplacé. Eu. — 3. Ut. Cours. — 4. Siemang. Usé. — 5. Tones. Avez. — 6. Initiés. — 7. Tacon. Co. — 8. Uri. Nigaut. 9. Eues. Enta.

GUY BROUTY

Remerciements

— Que le 7 décembre 1991, partiellement, soient remerciés tous ceux qui partagent avec ses proches la douleur du décès brutal de

Michel SERVIERE.

Condoléances

— Célébrant le quarantième jour anniversaire du décès de

Akram OJJEH,

commandeur de la Légion d'honneur,

M^{me} veuve Akram Ojehrecevra les condoléances à son domicile, 11, place des Etats-Unis, Paris-16^e, le vendredi 6 décembre 1991, de 14 heures à 18 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messe

— Georges MILLOT, membre de l'Académie des sciences, professeur émérite de l'université de Strasbourg, nous a quittés, il y a déjà bientôt trois mois.

Sa famille Et le bureau de l'Académie, invitent ceux qui l'ont connu à se réunir dans le souvenir et l'action de grâce au cours d'une messe célébrée à sa mémoire, le mardi 10 décembre 1991, à 17 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés (Paris-6^e).

Anniversaires

— A la mémoire du

docteur Frantz FANON,

mort le 6 décembre 1961.

Paris, le 6 décembre 1991.

— Parce qu'il a été transféré,

Jean KAUFFMANN

est mort le 6 décembre 1987.

« Quand le malheur tire son fil, comme il déçoit, comme il déçoit. »

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV-Sorbonne, samedi 7 décembre 1991, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5^e, Pascale Hummel : « La syntaxe de Pindare ».

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie de « Le Monde »

12, rue M.-Gambourg

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-42-72-72

Téléc : MONDEPUB 634 128 F

Téléc : 46-42-72-72 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Nos produits sont souvent individualisés, uniques et à très haute valeur ajoutée, dans le domaine de la télématique par exemple : comptabilité par minitel, gestion de tutelles, messagerie spécialisée, opérations de télétransmission...

CREDIT COOPERATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Le Monde AFFAIRES

Le CIC prend de l'assurance

Seul groupe important de banques régionales non mutualiste, exemple d'une symbiose banque-assurance, le CIC est un ensemble original. Mais des faiblesses manifestes et anciennes risquent de compromettre ces atouts

Un ensemble original? Le Crédit industriel et commercial est, effectivement, le seul groupe important de banques régionales qui ne soit pas mutualiste, comme le Crédit agricole, le Crédit mutuel et le Crédit populaire. C'est, aussi, le seul groupe bancaire commercial à caractère aussi décentralisé, se distinguant très nettement de la BNP, du Crédit lyonnais et de la Société générale. C'est, enfin, le seul exemple d'une symbiose entre la banque et l'assurance, et l'exemple, unique au monde, d'un assureur, le GAN, coiffant plus ou moins étroitement les banques du CIC.

Les faiblesses? Elles sont grandes, ayant grossi avec le temps, jusqu'à devenir insupportables, à savoir une rentabilité plus que médiocre et des systèmes de production et de distribution souvent inadéquats aux exigences d'une concurrence de plus en plus forte, d'où un certain effritement des parts de marché du groupe. S'y ajoute une dispersion d'efforts

déployés sans véritable stratégie d'ensemble, aussi bien dans le marketing que dans la logistique et la présence internationale. Enfin, l'évolution des pratiques bancaires (baisse de la marge d'intermédiation et rémunération progressive de ressources antérieurement gratuites) a handicapé, plus qu'un autre, ce groupe dont les positions, dans des régions où il était traditionnellement bien implanté, ont été affaiblies par l'offensive de certains réseaux mutualistes : c'est le cas de l'Ouest et de l'Alsace. Tous ces handicaps se sont traduits par une impitoyable dégradation du résultat du groupe, déficitaire en exploitation depuis 1988, si on fait abstraction des plus-values sur cession d'actifs, qui ont permis d'« habiller » les bilans.

Les atouts? Ils existaient depuis longtemps, et existent toujours : une présence sur l'ensemble du territoire national, très inégale toutefois, assurée par des banques bien ancrées dans leurs régions et disposant d'un fonds de commerce

fidèle, notamment de PME (une sur cinq), et des collaborateurs attachés à leurs établissements.

C'est l'analyse de ces faiblesses et de ces atouts qui a conduit les dirigeants du groupe, en accord avec ses actionnaires, le GAN et l'Etat, et aux termes d'un « relevé » de discussion en date du 24 décembre 1990, à mettre au point un plan à moyen terme destiné à redresser la situation en trois ans.

Un plan d'action à moyen terme

Ce plan a pour objectif d'obtenir, dans ce laps de temps, un bénéfice net après impôt de 1 milliard de francs, contre presque rien actuellement, grâce à une maîtrise accrue des frais de fonctionnement, en progression de moins de 2 % par an, et à une relance de la croissance produite par le GAN, dont le rythme devrait pratiquement doubler par rapport aux tendances récentes (5 %). Pour cela, le groupe devra se différencier par la qualité

de ses services et le développement de certaines cibles de clientèle, à l'exception du service « de masse » aux particuliers, dominé par les réseaux mutualistes ou les caisses d'épargne, des grandes entreprises, tenues par les grandes banques commerciales, Paribas et Suez, et des financements spécialisés, apaisés d'établissements comme la Compagnie bancaire.

Ce « cœur de cible » est constitué par deux catégories de clients. Les entreprises régionales, tout d'abord, auprès desquelles les banques du groupe chercheront à devenir « la banque de référence », c'est-à-dire celle qui est systématiquement consultée par l'entreprise sur l'ensemble de ses besoins, à raison de deux clients sur trois, la part de marché globale passant d'une entreprise sur cinq à une sur quatre. Cela implique une politique d'investissements pour développer « la banque à domicile des entreprises », et en apportant à ces dernières les conseils et les services nécessaires.

Les particuliers, ensuite, avec une

approche axée sur la gestion de l'épargne et des actifs patrimoniaux, les crédits, dont les marges se resserrent dangereusement, n'étant plus un « produit d'appel » mais un « produit de défense » pour conserver le client. Le groupe estime avoir les moyens de mener une démarche originale à partir de l'approche patrimoniale globale et de développer, à côté des produits classiques de placement (sicav), une gamme complète et nouvelle associant crédit, épargne et prévoyance, en collaboration avec le GAN. L'ambition du groupe est, pour les trois ans à venir, de gagner un point de pénétration par an sur ces deux premières catégories de clientèle.

S'y ajouteraient les professionnels (artisans, commerçants, professions libérales, micro-entreprises), secteur souvent délaissé, à tort, bien que le groupe y détienne une part de marché forte, de l'ordre de 10 %.

FRANÇOIS RENARD
Lire la suite page 41

Une nationalisation ratée

Lorsque, au début de 1982, le Crédit industriel et commercial (CIC) est nationalisé, on le voit déjà en train de s'ausculter pour tenter de résoudre ses problèmes, ce qu'il ne cessera de faire par la suite. Première banque de dépôts constituée en France, dès 1859, quatre ans avant le Crédit lyonnais et la Société générale, le CIC mène, tout de suite, une politique de parrainage à l'égard des banques régionales, dont il suscite et aide la création depuis son siège parisien. Au début des années 30, il se retrouve ainsi à la tête d'une « constellation » d'établissements de province dans lesquels il détient des participations, importantes mais minoritaires, qui constituent de véritables baronnies, très jalouses de leurs prérogatives.

Il échappe, de justesse, aux nationalisations de 1945 et bénéficie de ce fait, d'un apport de clientèle effectué par la fraction du patronat que l'ombre de l'Etat effraie (bien à tort). En 1971, après une lutte coûteuse de trois ans, Paribas, qui avait acquis en Bourse 30 % du capital du CIC à la barbe de Suez, les revend à ce dernier, qui en détient alors 72 %, réalisant son vieux rêve d'acquiescer des guichets, donc des dépôts. Ce sera un « mariage blanc », le projet de fusion avec la banque indouze ayant échoué.

A partir de 1982, le groupe du CIC va servir de cobaye au nouveau régime, qui se hâte d'évincer les anciens présidents, notables bien installés dans leur région. Il trouve là une douzaine de postes pour ses protégés, dont certains, par trop folkloriques, tels Robert Fossart, à la banque Scibert-Dupont, et Jacques Schor, à la Nancéienne Varin-Bernier, effrayant les bourgeois et sont remplacés, dès 1984, Le président du groupe, Georges Dumas, et son directeur général, Christian Giacomotto, un banquier fort brillant, vont certes s'efforcer de restructurer le réseau, en le coiffant d'une compagnie financière de tête, qui détient, majoritairement ce coup-ci, le contrôle des filiales et va hériter, pour son malheur, de la Banque de l'union européenne (BUE), du groupe Schneider.

« Qui t'a fait duc ? »

Mais, aussitôt, deux problèmes se posent, dont l'un sera résolu, et l'autre non. Le premier est l'apport de capitaux frais, tout à fait urgent, puisque la Compagnie financière de Suez, présidée par Jean Peyrelevade, décide de se désengager et vend la quasi-totalité de ses titres. Georges Dumas et Christian Giacomotto envisagent alors de s'adosser à une compagnie d'assurances, nationalisée bien entendu. Ce sera le GAN, qui prend d'abord 34 % du CIC, pour monter ultérieurement à 51 % et se retrouver aujourd'hui à 82 %, après avoir déjà apporté près de 4 milliards de francs de fonds propres.

Le second problème, le plus épineux, est celui du pouvoir au sein du groupe. Tous les chefs d'établissement, que ce soit celui de la Compagnie financière ou ceux des filiales, sont nommés, également, en conseil des ministres au gré du prince, de même que celui du GAN. Ainsi, le président du principal actionnaire n'exerce pas une réelle autorité sur le président du holding de tête, qui lui-même n'a pas autorité complète sur les présidents des filiales, tout ce monde dialoguant sur le thème : « Qui t'a fait duc ? Qui t'a fait roi ? ». Un beau monstre juridique qui paralyse beaucoup d'initiatives, même si des progrès ont été faits, et qui démontre, par l'absurde, que une nationalisation peut très bien se rater.

F. R.

Les filiales font le ménage

« Dès 1988, on allait dans le mur : les bénéfices étaient constitués uniquement par des plus-values », reconnaît un des dirigeants du groupe. Il a donc fallu que tout le monde « fasse le ménage », c'est-à-dire provisionne les risques et réduise les effectifs. Henri Moulard a commencé tôt à la Lyonnaise de banque, en réduisant de 25 % en vingt-huit mois, et en douceur, des effectifs qui s'élevaient, il est vrai, exagérément gonflés. Jean Weber, au Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL), fait le même travail, les effectifs décroissant de 5 % à 7 % par an, dans un établissement ancré par le Crédit mutuel sur les particuliers et la Banque populaire de Mulhouse sur les entreprises.

Au CIC de Paris, le redressement est spectaculaire, mené d'abord par Jean-René Bernard puis par Jean-Pierre Aubert et le directeur général, François Arzac, qui s'est presque tué à la tâche. Certes, la vente d'une partie du siège pour 2 milliards de francs a permis de purger le bilan, mais le résultat courant d'exploitation est redevenu positif en 1990, et surtout en 1991, même si la remobilisation du réseau commercial est difficile sur un marché ultra-concurrentiel.

Au Crédit industriel de l'Ouest, dont le président, Bernard Médier, prend sa retraite en juin prochain, la situation est plus préoccupante : la sortie de l'encadrement du crédit a provoqué des sinistres sur les PME, tandis que la concurrence des mutualistes devient de plus en plus âpre. Mais l'établissement, dont le fonds de commerce est très bon, peut se redresser rapidement. La Banque régionale de l'Ouest, présidée par Bernard Gaudillère, reste en revanche la plus rentable du groupe, tandis que la Nancéienne, sous la direction de Bernard Vancourt, un bon professionnel venu de la Lyonnaise de banque, affiche : « Pas de problèmes ».

Ce n'est pas le cas à la Bordelaise du CIC, où la très faible densité du réseau et des marges financières insuffisantes handicapent la gestion jugée fort intelligente de Jean de La Chauvinière. Pas de problème, non plus, pour l'UCS Soifal, banque de l'immobilier menée de main de maître par Christian de Longeville et véritable « vache à lait » du groupe, auquel, certaines années, il a fourni une part appréciable de « vrais » bénéfices, et qui vient de porter à près de 60 % sa participation, si l'immobilier est en crise, des réserves somptueuses permettraient d'ancrer un choc de 1 milliard de francs sur une promotion « difficile ».

F. R.

Quatre présidents en dix ans

Lors de la seconde nationalisation des banques, en février 1982, Dominique Chatillon, inspecteur des finances, qui a succédé, en 1974, à un autre inspecteur des finances, Jean-Pierre Fourcade, nommé ministre des finances de Valéry Giscard d'Estaing, est remplacé à la tête du CIC par Georges Dumas, précédemment président de la Banque hypothécaire européenne, inspecteur des finances lui aussi, et proche du PS.

En juillet 1986, après la victoire de la droite, Georges Dumas cède sa place à Jean Dromer, également inspecteur des finances, proche du RPR, qui ne reste que neuf mois, préférant, on le comprend, accéder à la présidence de l'UAP, numéro 1 français de l'assurance. Lui succède Jean Saint-Geours, lui aussi inspecteur des finances, compagnon de route du PS, à qui Edouard Balladur doit trouver un point de chute décent puisqu'il vient de l'évincer de la présidence du Crédit national pour y loger Paul Mentré, proche de l'UDF, lequel devra, trois ans plus tard, s'effacer devant Jean-Yves Lyon-Caen, conseiller de Michel Rocard à Matignon.

En juillet 1989, Jean Saint-Geours, qui prend pour six ans la tête de la Commission des opérations de Bourse, ce qui lui permet d'échapper au couperet de la fatidique limite d'âge (soixante-cinq ans), transmet ses pouvoirs à François Carès, inspecteur des finances d'achef, et proche du PS lui aussi. Ce dernier, nommé pour trois ans, comme tous les autres PDG d'établissements nationalisés, aura soixante-cinq ans en août 1992, et sera, sauf hypothétique prolongation, touché par la limite d'âge. Depuis sa nationalisation, le CIC aura donc « consommé » quatre présidents en dix ans, soit une présence moyenne de deux ans et demi, ce qui tout de même est très peu pour concevoir une politique et la mettre en œuvre, sinon la mener à son terme.

Dans les filiales, la rotation a, heureusement, été moins rapide, dans le même laps de temps : deux présidents pour la Lyonnaise de banque, pour le Crédit industriel de l'Ouest, la Nancéienne Varin-Bernier et la Banque régionale de l'Air, mais trois pour le CIAL, la Bordelaise du CIC et Scibert-Dupont.

F. R.

La redoutable échéance de juin 1992

Dans sept mois, l'heure de la dernière chance sonnera pour le groupe du Crédit industriel et commercial, nationalisé depuis dix ans, et, depuis dix ans aussi, bête à chagrin tant du système bancaire français que du Trésor, son tuteur. C'est en juin 1992 que seront nommés, ou renouvelés pour trois ans, en conseil des ministres, les présidents de la Compagnie financière, son holding de tête, des onze filiales bancaires et du GAN, la compagnie d'assurances nationalisée, elle aussi, désormais son actionnaire à 82 %, en même temps que son bailleur de fonds.

Il s'agira, alors, de savoir si le droit des sociétés et le droit commercial peuvent coïncider avec la réalité économique, si le président du holding peut désigner les présidents des filiales et si celui du GAN peut exercer son autorité sur le tout, au nom de ce principe incontournable « Qui paie, commande ». On sait qu'actuellement, aux termes de la loi de nationalisation, il n'en est pas question, les nominations des chefs des établissements nationalisés restant le fait du prince, même si, depuis la « vague rose » de février 1982, la « contre-vague » d'octobre 1986 et le reflux de 1989, les chasses aux sorcières ont été terminées et la priorité peu à peu rendue à l'indispensable professionnalisme.

Dans le cas du CIC, des progrès ont, certes, été effectués : Le président du holding nomme, depuis

un an, les directeurs généraux des filiales, et le GAN a pu installer son représentant, Guy de Chavannes, banquier émérite et chevronné, issu de la BRED, comme directeur général du dit holding, aux côtés de Gilles Guitton, puis comme vice-président. Mais le polyphémisme reste de rigueur dans un groupe en pleine réorganisation où l'atmosphère n'est guère sereine. On y attend les résultats de l'étude confiée à Jacques Mayoux, tandis que les conclusions de l'audit général confié à Arthur Andersen font souvent grincer des dents, surtout en ce qui concerne la Banque de l'union européenne (BUE), récemment fusionnée avec la Compagnie financière.

Problèmes de frontières

La BUE, exposée à 2 milliards de francs de risques sur l'étranger, legs du passé, et dont la situation financière brillante, a dû être massivement recapitalisée, au grand mécontentement des filiales : « Le poisson pourrit toujours par la tête », méditent certains dans le groupe. A cette occasion, se posent toujours, avec acuité, les problèmes de frontière entre la Compagnie financière, présidée depuis 1989 par François Carès, et l'ancien chef de file du groupe, le CIC Paris, dont le PDG est également, depuis 1989, Jean-Pierre Aubert.

Gros travailleur, fort de ses succès à la banque La Hénin, puis au CEPME, dont il a conduit, avec succès, la réorganisation, et enfin au CIC Paris, en plein redressement, nommé au Conseil d'Etat par François Mitterrand, Jean-Pierre Aubert nourrit des ambitions non seulement pour le poste de François Carès, mais, aussi, dit-on, pour celui de François Heilbrunner, actuel président du GAN. Les oreilles de ce dernier doivent siffler, si lui reviennent les numéros un peu folles, mais distillées avec gourmandise, qui font les délices des « ners » en ville.

On lance en l'air les noms les plus divers pour le GAN : Philippe Lagayette, premier sous-gouverneur de la Banque de France, dont le gouvernement, Jacques de Larosière, sera, vraisemblablement, reconduit pour cinq ans ; François Lagrange, l'un des deux directeurs généraux du Crédit national, mal dans sa peau après deux déceptions, et même Hélène Piob, actuellement à la tête de la direction financière de la Caisse des dépôts, et d'autres encore ! Bien entendu, l'incertitude régnera jusqu'au dernier moment, et François Heilbrunner peut, fort bien, être reconduit, mais chacun s'en donne à cœur joie, sans oublier la possibilité pour François Carès, dont le mandat a été renouvelé pour trois ans en mai dernier, d'invoquer, éventuellement, la loi 87-129 du 31 décembre 1987, jamais abrogée, qui permet théo-

F. R.



AFFAIRES

PORTRAIT

Pierre Richard apôtre du capitalisme bien tempéré

Le président du directoire du Crédit local de France se montre satisfait des résultats de l'introduction en Bourse de sa société, malgré un succès modeste en France

PIERRE RICHARD, président du directoire du Crédit local de France (CLF), se veut un homme heureux. Voici son établissement, société anonyme jusqu'alors contrôlée à 72 % par l'Etat et la Caisse des dépôts, désormais introduit en Bourse à hauteur de 27 % de son capital, avec plus de soixante mille actionnaires. Signe des temps, l'offre de titres a été à peine couverte par la demande en France, au contraire de l'étranger qui a montré un intérêt très vif. Les veuves écossaises, les fameuses *Scottish widows*, dont les économies et les retraites sont très habilement gérées par les financiers de Glasgow et d'Edimbourg, le « dentiste belge », autre spécimen de souscripteur bien connu des banquiers, les fonds d'investissement allemands et suisses ont été séduits par un « papier » qu'ils estiment sûr avec des actionnaires prestigieux détenant encore 51 % du capital du CLF, à savoir l'Etat et la Caisse des dépôts.

Pierre Richard et son directeur financier, Raimbert von Lowis, dans leur présentation de l'opération à Francfort et à Genève, ont pu, à bon droit, faire valoir les atouts du CLF. Nous sommes sur un marché porteur, celui de l'équi-

pement collectif, le seul qui résistera à la morosité ambiante. L'un des rares à se développer. Quoi qu'il arrive en effet, les besoins de l'Europe entière restent colossaux, dans les transports et les restructurations urbaines ou interurbaines. En France, des centaines, voire des milliers d'écoles et de lycées doivent être construits ou rénovés. Et d'affirmer : « Comme les Etats n'ont plus le son, c'est à nous, banquiers, que revient la charge de financer tout cela. Avec une sorte de réintermédiation obligatoire. »

« Le seul risque, c'est le passé. »

De fait, le marché des équipements collectifs constitue un véritable gisement : 70 milliards de francs par an en Grande-Bretagne, 60 milliards de francs en France, 40 milliards de francs et bientôt 60 milliards de francs en Espagne. En France, le Crédit local estime détenir une position inébranlable, avec 45 % du marché, devant les Caisses d'épargne, le Crédit agricole et le Crédit foncier. Maintenant, fort de son expérience, il s'installe précisément en Grande-Bretagne, où il vient de racheter une petite banque, et en Espagne, où l'agrément est demandé pour

créer une filiale. L'idée de ses dirigeants est qu'en Europe, Allemagne exceptée, le financement des collectivités est assuré jusqu'à présent par des établissements hors marché, donc non cotés en Bourse, disposant le plus souvent d'un monopole public que la libéralisation est en train d'ébranler, notamment en Italie.

Quand on évoque devant lui les risques que les prêteurs peuvent encourir sur les collectivités locales, préoccupation essentielle des analystes financiers tant étrangers que français, qui rappellent l'affaire d'Angoulême, Pierre Richard veut balayer les objections. « Sur la France, affirme-t-il, le seul risque, c'est le passé, c'est-à-dire la moitié des 220 milliards de francs de crédits en cours accordés avant 1987 par la Caisse d'équipement des collectivités locales (CAECL), dont a hérité le CLF. Pour lui, le seul risque est celui du rééchelonnement des créances, les collectivités locales ne pouvant être déclarées insolvables. « Angoulême ? Cela nous coûte 45 millions de francs, déjà provisionnés. Avec 400 millions de francs de provisions affectés à des risques particuliers et 940 millions de francs affectés à des risques généraux, plus 200 millions de

francs de provisions inscrits annuellement, nous sommes capables, sans menacer l'existence du CLF ou ses résultats, de supporter un vrai sinistre de 200 millions de francs par an. »

« Nous nous trompons moins que les autres. »

Quant aux fameuses pressions politiques pour faciliter l'octroi des prêts à des collectivités locales en position délicate, Pierre Richard esquive un fier mouvement de menton : « Jamais un Etat ne pourra m'imposer quelque chose qui soit contraire aux intérêts du CLF. » Il assure que, jusqu'à présent, il n'a jamais subi de pressions de la part de l'Etat ou de la Caisse des dépôts. Au reste, « l'introduction en Bourse protège à jamais le CLF de toutes pressions ». Dont acte.

Pierre Richard concède toutefois que le financement des collectivités locales recèle des chaussetrappes. On le voit bien non seulement avec l'affaire d'Angoulême, en gestation depuis douze ans, mais tout récemment avec les municipalités savoyardes, hyper-investies comme Bourg-Saint-Maurice par exemple : « Nous nous trompons moins que les autres, et



nos concurrents qui ont voulu forcer les feux sur ce marché s'en mordent les doigts. » Allusion peu charitable aux caisses d'épargne et surtout au Crédit agricole, qui vient de réduire ses activités dans ce secteur. « Angoulême ? Cela a servi de leçon. Avant 1987, du temps de la CAECL, on traitait de manière administrative. L'Etat fixait les enveloppes, le seul objectif étant l'aspect social. Les pépins étaient épongés par l'Etat et par la Caisse des dépôts. Depuis 1987, nous ne prêtons qu'après analyse financière

précise. Nous avons refusé des prêts pour des affaires hasardeuses et nous empêcherons tout élu de faire une folie. » Diable !

Voilà une nouvelle carrière pour ce polytechnicien, ingénieur général des Ponts et chaussées, conseiller technique au cabinet de Christian Bonnet, alors secrétaire d'Etat au logement de 1972 à 1974, conseiller technique au secrétariat général de l'Elysée de 1974 à 1978, lorsque Valéry Giscard d'Estaing était président de la République, directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur de 1978 à 1982, et depuis 1983 directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, chargé de la direction du développement local et, depuis 1987, patron du CLF.

Un haut fonctionnaire transformé en banquier qui agitait avec enthousiasme son collier de barbe rousse, se fait l'apôtre du capitalisme, bien tempéré, signons-le (« Le CLF, ce n'est pas pour les boursicoteurs »), agace parfois, séduit souvent et, en tout cas, croit à ses nouvelles fonctions. Ce n'est pas tellement fréquent.

FRANÇOIS RENARD

Le Sentier ou les mal-aimés de la fringue

Soupçonnés d'employer des travailleurs clandestins, les entrepreneurs de ce quartier de Paris défendent leur image. Ne pèsent-ils pas 12 % du textile-habillement français et 40 % du vêtement féminin ?

« **N**OUS ne sommes pas des esclavagistes, nous ne sommes pas des bandits ou des voleurs, nous ne sommes pas des sache. » Ils sont en colère, les adhérents de l'association Sentier demain. Ils sont prêts à défendre, bec et ongles, leur image. Et sont décidés à se battre pour vivre au quartier, comme d'autres le font pour vivre au pays. C'est qu'il y a menace, comme le raconte leur président, Camille Zelman : « Chaque fois que la télévision ou la presse parle de nous, c'est pour dénoncer la fraude et le travail clandestin dans des reportages invariablement illustrés par la photo de deux ou trois livreurs au teint basané. En réalité, deux cents Pakistanais seulement travaillent en toute légalité dans le quartier du Sentier qui emploie directement ou indirectement, près de 45 000 personnes. »

Alors, dans le dédale des ruelles des 1^{er} et 11^{es} arrondissements, dans les cours du XI^e et du XIX^e qui les

jouent, le Sentier fait front. Rappelons les lettres de noblesse et son passé, cette « bataille des industries » qui remportèrent, au dix-septième siècle, de ténérables ancêtres en décrochant le droit d'imprimer sur tissu pour satisfaire un public las des velours vénitiens et des soies brochées que les interdits royaux et les corporations voulaient imposer. Le quartier revendique les Cacharel, Cheignon ou Hechter, qui ont quitté les petits ateliers pour émigrer dans le monde entier. Il se réclame du succès de ses nouveaux « enfants terribles », répondant aux noms de Naf-Naf, Miytsuko ou encore de Rondissimo.

Productivité et dynamisme

Pour sa défense, enfin, le quartier peut compter sur les conclusions de l'étude commandée à un jeune chercheur de l'université de Paris-I, Serge Federbusch, dont chaque chif-

fre est une forme d'hommage. Le Sentier ? C'est 11,6 % de l'industrie française du textile-habillement, le quart du vêtement et 40 % du prêt-à-porter féminin. C'est aussi des exportations qui ont augmenté de 36,8 % de 1987 à 1989 (les années étudiées) pour atteindre 5,6 milliards de francs. C'est enfin 6,7 % des effectifs salariés et 8,6 % des emplois du secteur, témoignage d'un niveau moyen de rémunération sensiblement plus élevé.

L'extrême diversité des entreprises favorise productivité et dynamisme. La sous-traitance apporte la flexibilité, la localisation géographique des circuits de distribution. Ici, raconte, par exemple, la jeune créatrice de la griffe Arc-en-ciel, Eliane Papeyrou, « pas de camions à remplir, de livraisons en un bloc que vous ne savez où envoyer. Mes commandes sont livrées au jour et à mesure et aussitôt réexpédiées. Chaque entreprise est un maillon d'une même chaîne qui réagit à la moindre fluctuation de la mode

et favorise la créativité ». Non sans succès.

Les exemples abondent. Lancé en 1984, Kokolai, qui espère atteindre 480 millions de francs de chiffre d'affaires cette année, s'est associé à 50-50 avec les Chausseries André et a développé un réseau de 120 franchises à l'étranger. Cinq ans après ses premiers pas, le petit singe de Walidki possède, lui, une dizaine de boutiques en propre et affiche 250 millions de francs de chiffre d'affaires pour un résultat de 60 millions, avant impôt. Plus modeste mais battante, Arc-en-ciel affirme réaliser à l'étranger 50 % de ses 30 millions de francs de chiffre d'affaires (pour 3 millions de résultats nets). Les exemples abondent.

« Le Sentier est dans l'ensemble du secteur du textile et de l'habillement ce qui, de loin, connaît les meilleures performances en France, remarque Serge Federbusch. Il a permis à plusieurs générations d'entrepreneurs peu fortunés, souvent issus de l'immigration, de s'intégrer à la société

française et d'y connaître une forme certaine de réussite sociale. » Sans, apparemment, trop recourir à la sous-traitance sauvage ou prendre trop de liberté avec la législation sociale. Au regard du nombre de salariés, les charges sociales acquittées par les entreprises du Sentier sont supérieures à la moyenne ; le pourcentage des impôts acquittés (13 % du total du textile-habillement) excède le simple poids du quartier dans la filière.

La crainte du démantèlement

« Le travail clandestin n'a pas disparu, nuance-t-on à l'inspection du travail. Demeurent quelques îlots qui se déplacent au rythme de nos contrôles. Mais c'est à tort que les médias se sont focalisés sur ce quartier en privilégiant le spectaculaire. » Même constat et mêmes observations à la préfecture de Paris, où l'on surveille tout aussi étroitement

les métiers du cuir, du bâtiment ou du nettoyage.

Voilà le Sentier largement réhabilité. Soulage ? Pas tout à fait, puisque demeure la crainte sourde d'être un jour contraint au démantèlement. Sous la pression des embarras de la circulation, des opérations de rénovation immobilière et des ambitions de la Ville de Paris, « Les entreprises du Sentier sont des sociétés privées installées dans des locaux privés, rétorque Benoît Taffin, maire du 11^e arrondissement. Cela n'a rien à voir avec le transfert des Halles, marché public sur un lieu public. Mais il est vrai que la Ville a le projet de proposer des lieux mieux adaptés que ce quartier aux industries du textile et de l'habillement. » Des locaux près des portes d'Aubervilliers et de la Villette. Des locaux qui font redouter l'extension du quartier piétonnier, qui envahit de proche en proche le quartier. Vivre au pays n'a pas de prix.

PIERRE-ANGEL GAY

Le papier se met au vert

Aucune industrie n'est aussi « verte » que celle du papier, assurent les professionnels. Dommage que certaines usines demeurent parmi les plus polluantes

« **L'**INDUSTRIE de la pâte et du papier est victime d'une campagne sournoise de l'industrie du plastique. » L'affirmation pourrait paraître à sourire, si elle n'était tenue, avec le plus grand sérieux, par un professionnel mécontent des dernières initiatives européennes. Ou, pour être plus précis, mécontent du projet de directive sur les emballages « verts » mis au point par les fonctionnaires de Bruxelles. L'article 4 du texte qui devrait être soumis à la Commission pour approbation, d'ici la fin de l'année, entend prévenir, en effet, l'augmentation continue des déchets d'emballage : dix ans au plus tard après la promulgation de la directive ceux-ci ne devront pas dépasser 150 kilogrammes par an et par habitant.

Le plafond n'a pas été fixé par hasard. Il correspond très exactement à la moyenne, en 1990, de la Communauté européenne, mais son adoption, en l'état, contraindrait en réalité les industriels à réduire le poids de leurs emballages, le nombre des déchets continuant, lui, à croître. Et c'est là que le bât blesse. En l'état, la mesure favorise l'industrie du plastique, matériau léger, au détriment du papier, du carton et du verre, nettement plus lourds.

« Avec 140 grammes de verre le poids d'une bouteille de 33 centilitres, on emballe 300 grammes de bière. Avec 40 grammes de plastique, on enveloppe 1,5 kilogramme de produits en moyenne, se réjouit Arnaud d'Aramon, le président du Groupe d'étude pour le conditionnement moderne (GECOM). Notre légèreté a fait notre succès. »

Les industriels du papier, qui viennent de se réunir en congrès à Londres, y voient surtout le résultat d'un lobbying bien mené. « Préserver la nature est indispensable ; réduire la pollution des déchets d'emballage aussi, ajoute Lennart Ahlgren, du groupe papeterie suédois Korsnas AB. Mais plutôt que de prétendre le faire en réduisant l'activité économique, il aurait été plus judicieux de mieux gérer les ressources naturelles et d'atténuer l'impact de l'industrie sur l'environnement. » Le raisonnement a le mérite d'être simple : au plastique non recyclable et issu d'un pétrole non renouvelable s'oppose le papier-carton, qui se recycle ou se détruit de lui-même et provient du bois, matière première abondante et renouvelable.

« Aucun produit n'est aussi vert que le nôtre », affirme David Clark, le président du CEPI, le groupement européen des professionnels de la branche. « Dommage que nous

communiquions mieux avec les arbres qu'avec le grand public », renchérit avec un humour tout britannique le forestier Fred Hummel. Aussi la profession a-t-elle décidé de s'expliquer. Et de ne plus laisser sans réponse les accusations de Greenpeace ou des Verts qui condamnent la déforestation, le trop faible recyclage ou bien encore la pollution des papeteries.

La déforestation ? Loin d'être destructrice, l'industrie papetière est « créatrice de forêt », comme le dit Alain Soulas, directeur de la branche papier-bois de Saint-Gobain. Le papetier s'assure que la source de la matière première est cultivée, replantée et en croissance régulière. La France compte 2 millions d'hectares de bois de plus qu'en 1945 ; la forêt suédoise a doublé en un siècle. Le trop faible recyclage ? En Europe occidentale, plus de 22 millions de tonnes de vieux papiers ont été réutilisés par l'industrie en 1990. Un volume qui ne cesse de croître, même s'il existe des limites pratiques et techniques au recyclage. Au-delà de trois à cinq utilisations, la fibre de cellulose perd ses propriétés.

Sur la pollution, enfin, les industriels alignent des statistiques impressionnantes. En vingt ans, la consommation d'eau par tonne de

papier produite a été divisée par dix. La quantité de matières en suspension (de boue) dans l'eau rejetée a diminué de 80 % et la pollution organique de 70 %, selon Jean-Philippe Montel, PDG d'Aussedat-Rey. Poussés par les écologistes, les papetiers suivent aujourd'hui la même voie pour le chlore ou la dioxine. Sur les 2 milliards de francs nécessaires à sa nouvelle usine de Saillat, Aussedat-Rey ne consacre-t-elle pas 350 millions à la protection de la nature ? « Alors, évitons quand même les faux dieux, plaide le PDG de cette société française récemment rachetée par l'américain International Paper. N'obligeons pas les industriels à investir inutilement. »

Inutilement ? Ni les écologistes ni le grand public n'en semblent convaincus, si l'on en croit les sondages. Et non sans bonnes raisons. « La branche papetière est loin d'être la plus propre, dit-on au ministère de l'environnement. Si l'on prend comme critère la demande chimique en oxygène, huit des neuf plus gros pollueurs de l'eau en France appartiennent à l'industrie papetière. »

P.-A. G.

(Publicité)

A SAISIR : L'Annuaire Commercial de l'Arabie Saoudite

C'est un répertoire bilingue « arabe/anglais » qui vous donne accès au vaste marché saoudien et vous facilite le contact avec des entreprises en tous genres : usines, banques, agences, bureaux, etc.

La livraison à domicile se fait au prix de 30 dollars US y compris les frais de port.

Commandez vite votre copie en envoyant un chèque bancaire payable à la Banque Al Saoudi Al Fiance au nom de : Etablissement Abdel Aziz compte n° : 5222 8600223 - Branche d'Al Rawada, Riyadh. Envoyez ensuite votre chèque à l'adresse suivante sans oublier d'y joindre votre adresse complète à : Etablissement Abdel Aziz, P.O. Box 86424, Riyadh 11622, Saudi Arabia

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Versailles 3, place A.-Mignot, le mercredi 18 décembre 1991, à 9 h 30 en un seul lot

sur la commune de SEPTEUIL (Yvelines)

chemin rural, numéro 112

une MAISON récente hors du commun

parc non aménagé - demeure construite en arc de cercle surplombant le Vallon de Septeuil

Lieudit « Sur Gaudin », cadastré section AC n° 36 pour 56 ares

Mise à prix : 1 000 000 F

(Occ. par la part. sais.) - S'ad. à M^{rs} SALONNE, avocat à VERSAILLES 19 bis, rue Sainte-Sophie, 78000 VERSAILLES - Tél. 39-50-01-69.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

AFFAIRES

Mick Newmarch, l'homme le plus puissant de la City

Le patron de la compagnie d'assurances Prudential Corporation a un pouvoir à la hauteur de son considérable trésor de guerre. A l'égard de cet actionnaire peu banal, les capitaines d'industrie ont des opinions contradictoires

LONDRES

correspondance

DANS la City, les lois de la renommée financière ont de bien singulières exigences. Chaque banquier de la place de Londres s'efforce de son rôle social pour relever le défi de l'honnête homme. Mick Newmarch, le patron de la compagnie d'assurances Prudential Corporation, premier investisseur institutionnel de Grande-Bretagne, se pose le problème inverse. Comment entretenir une réputation d'ogre qui n'a cessé de défrayer les colonnes de «*Les*» du *Financial Times* et les potins de l'hebdomadaire satirique *Private Eye*?

Par une ambition gourmande, des manières d'autocrate, une grande gueule et surtout un génie des affaires parfaitement étranger aux règles de discrétion qu'impose la tradition aux assureurs, Michael Newmarch, group chief executive de la Prudential, est un coq de combat qui n'a ni les manières, ni la réputation maison, mais dont le pouvoir est à la hauteur du considérable «*trésor de guerre*» de ce noble organisme de placement : 43 milliards de livres (425 milliards de francs). L'apanage de son fonds d'investissements, qui s'élève à 16 milliards de livres (soit 3,5 % de l'ensemble des valeurs cotées au Stock Exchange londonien) en impose. Cet imposant tas de laine provient non seulement des polices d'assurance-vie et des plans de

retraite (8 millions de clients, 20 millions de contrats) mais de la gestion de portefeuille, des Unit Trusts (genre de SICAV) et du troisième parc immobilier après le patrimoine foncier de l'Eglise anglicane et celui de la Couronne d'Angleterre.

«Insupportable arrogance»

Une caricature de Cressus, roi de Lydie, régnant tel un chef coutumier sur un sanctuaire du capitalisme insulaire, Mick Newmarch ? «*Quand j'interviens, les industriels poussent des cris d'orfèvre. Mais ces entrepreneurs oublient trop facilement les motifs de leur inscription à la Bourse. Qui leur a prêté main-forte pour augmenter leurs avoirs ? Les investisseurs institutionnels...*» Dans son bureau, grand mais banal, du dixième étage d'une tour qui s'élève de sa masse *Tottenham Court Road*, au cœur de la capitale, le patron de la «*Pru*» cherche à frapper, à étonner, à décontenancer, mais sûrement pas à séduire. Courtois, certainement, mais aussi animé par l'insupportable détermination de veiller à ce que rien n'échappe à son contrôle. Au fond, c'est ce que pourrait lui reprocher la brochure de PDG dont il a obtenu la tête. La chaîne de distribution Asda, le groupe de location de téléviseurs Granada, le tailleur Burton, British Aerospace, Brent Walker... ces noms perdus dans le tourbillon de l'intervention de «*Mike the Bruiser*» (Mike le Cognard), comme le surnomme le «*1 Stephen Street*» a

été baptisé par ses pairs.

«*L'intensité et avant tout la nature de la passion qui gouverne son existence font de lui un personnage d'une autre envergure que ses confrères assureurs. Sa force, c'est de raisonner en financier plutôt qu'en acheteur*», affirme Alan Curtis, analyste auprès du courtier Barclay de Zetse-Wedd. Un éloges que ne partage guère cet ex-directeur général de l'électronique, licencié à la demande des «*Newmarch boys*» : «*Son arrogance est insupportable. Posséder une compagnie est une chose, vouloir la gérer est une autre paire de manches, surtout quand on n'a aucune expérience du management*». Réplique de l'intéressé : «*Quand les résultats des entreprises dans lesquelles nous sommes actionnaires sont décevants, je m'efforce de persuader la direction de changer ses méthodes en faisant modifier la stratégie. Si ça ne va pas mieux, les responsables doivent rendre leur tablier*». Un temps, puis cette réflexion plus forte qu'une bonade : «*Si un investisseur ordinaire est mécontent des résultats de placement, il peut vendre sa participation. Notre poids nous interdit cette option car nous risquerions de déstabiliser les marchés des valeurs*».

«*Nous sommes une organisation puissante...*» Formule-clé qui explique peut-être le personnage. Fils de musicien, très tôt orphelin, Mick Newmarch quitte l'école à seize ans et entre à la «*Pru*» comme simple employé. Des cours du soir d'économie, des idées nettes et un caractère tranchant, parfois brutal, lui permet-

tent de se frayer son chemin lui-même et sans aide. Affilié au département investissements, à l'époque assoupi, cet homme, qui travaille quinze heures par jour et exige de ses collaborateurs qu'ils en fassent autant, crée Prudential Portfolio Managers, une société de gestion de portefeuille. Formidable réussite, comme l'atteste le doublement en dix ans des placements. Les fonds de pension les plus prestigieux (British Rail, Unilever, Courtauld...) lui confient leurs avoirs sans ciller. En 1987, ce flibustier du rendement et de la plus-value se voit consacrer super-patron des placements de la Prudential Corp., poste stratégique qui lui permet quatre ans plus tard, à cinquante-trois ans, de gravir l'ultime marche du pécuniaire.

Le camp de la «proie»

Aujourd'hui, Michael Newmarch triomphe du destin. Personnage-clé du vaste Monopoly industriel britannique, son nom est sur toutes les lèvres dès que pointe une OPA ou un coup de Bourse. Hanson Trust, BTR, Williams... Dans tout raid, amical ou hostile, la Prudential est généralement partie prenante dans les deux camps. Son chef s'est pourtant fixé comme principe de toujours se ranger dans le camp de la «proie» : «*Nous sommes mêlés à tout puisque nous possédons à peu près tout le monde*». Du moins dans un premier temps, car, ajoute-t-il, «*la direction de l'entreprise attaquée doit rester*



objective face à l'offre du prédateur et doit veiller à toujours défendre l'intérêt des actionnaires avant le sien».

L'institutionnel investor a d'ailleurs mis en place ses «*commandements*» de bonne gestion que «*ses*» compagnies ont tout intérêt à suivre. Les fonctions de président et de directeur général doivent être séparées. Des directeurs dits indépendants («*non exécutifs*»), chargés des opérations d'audit, de rémunération du top-management et de la stratégie, doivent siéger au conseil d'administration. Enfin, les firmes ne doivent attendre aucune compassion de la part d'un «*zinzin*» qui n'est jamais passé pour l'Armée du salut.

En Grande-Bretagne, le sigle de la Pru - un visage féminin stylisé barré d'un bandeau rouge - est aussi célèbre, dit-on, que l'Union Jack. Cet Anglais qui aime fouler les pelouses familières ne s'arrache qu'avec douleur à son univers familial - la pêche au saumon et le bridge. L'arrimage au continent ouvre pourtant un cycle nouveau pour un groupe dont seulement un tiers des avoirs sont actuellement investis à l'étranger. Aujourd'hui, 45 % des actifs internationaux proviennent déjà du «*bloc deutsche-mark*» (expression couvrant les pays européens) et 35 % des Etats-Unis où la société a racheté, en 1986, la Jackson National Life, l'une des cinq principales compagnies américaines d'assurance-vie.

«*En raison du coût de l'implantation d'un réseau de distribution et des difficultés de lancement de produits trans-européens dans le domaine de l'assurance, un vrai marché unique de l'assurance ne verra pas le jour avant la seconde moitié de la décennie*», estime ce croisé de la libre entreprise qui aime pourfendre le rôle de l'Etat en France. Mick Newmarch ne peut pourtant pas empêcher que sa vraie personnalité ne transpire à travers l'écran des réponses abstraites au débat sur l'union monétaire des Douze : «*Allons-y doucement, même si le processus est inévitable... Je crois que ce qui est bon pour nous ne peut être que bon pour le royaume...*»

MARC ROCHE

Le CIC prend de l'assurance

Suite de la page 39

Son choix est de ne développer ses relations qu'avec ceux qui acceptent de lui confier la gestion de leurs actifs simultanément avec celle de leurs crédits. On touche là un des points-clés du plan. Il passe, d'abord, par une politique d'ajustement progressif des effectifs, ce qui se traduit, en clair, par une diminution de ces effectifs, amorcée dans tout le groupe dès 1989, et surtout en 1990 (voir l'encadré sur les filiales), et qui atteint déjà plus de 5 % de ces effectifs.

Le plan se traduit, ensuite, par une gestion active des risques significatifs encourus par le groupe et un renforcement du contrôle de bon fonctionnement des services d'engagement, accompagné d'un solide nettoyage des portefeuilles et des bilans, qui s'est traduit, dès 1990, par l'inscription de très fortes provisions dans les filiales, dont les comptes portent la trace douloureuse.

En outre, la coopération entre les filiales au niveau de l'informatique et des logiciels d'exploitation est considérée comme essentielle, calquée sur celle existant dans des réseaux comme celui du Crédit agricole, par exemple. Enfin, point délicat entre tous, car il touche à la

culture même des filiales, l'aide aux échanges extérieurs assurera une «*continuité territoriale*» la plus complète possible pour les opérations courantes. L'approche internationale, c'est-à-dire la présence et la représentation du groupe hors des frontières, sera confiée, essentiellement, à la Compagnie financière, enrichie de la Banque de l'Union européenne, ce qui entraînera le rattachement des points d'appui à l'étranger, dont les activités sont souvent trop dispersées.

N'ayant garde d'oublier la bancassurance, dont le développement est jugé essentiel par le groupe, grâce aux synergies avec le GAN, qui encaisse déjà 5 milliards de francs de primes par l'intermédiaire des guichets du CIC, soit 20 % de son chiffre d'affaires en France.

La mise en œuvre d'un tel plan fait ressortir des besoins de financement d'environ 10 milliards de francs, dont environ 7 milliards de fonds propres. Le GAN, qui a déjà fourni 3 milliards de francs, serait mis à contribution pour 3 à 4 milliards de francs supplémentaires, auxquels s'ajouteraient des quasi-fonds propres (titres subordonnés, certificats d'investissement).

FRANÇOIS RENARD

Les ambitions de Chaumet

Ni le procès des précédents propriétaires ni la morosité ambiante n'entament l'optimisme du nouveau tandem de direction de la joaillerie

LES patrons passent mais les bénéfices ne passent pas. Il s'agit rien moins que de quadrupler les ventes actuelles et de réaliser des bénéfices qui n'existent pas encore. Un beau défi !

Pour y réussir, chacun des deux hommes va développer sa spécialité, sans pour autant abandonner la petite bijouterie lancée récemment et qui représente 30 % du chiffre d'affaires. Côté haute joaillerie, Henri Barguirdjian, qui a été débouché de la présidence de l'américain Harry Winston, compte bien profiter de sa connaissance des pierres et de son carnet d'adresses pour développer cette activité qui fit la réputation du joaillier de Napoléon I^{er}. «*Trouver les pierres est plus difficile que les vendre*», assure cet expert. Les membres du club des vendeurs de pierres précieuses se connaissent tous. Il est vrai qu'ils ne sont pas nombreux : l'italien Bulgari, l'américain Harry Winston, le britannique Graff et quelques français parmi lesquels Cartier, Chaumet et Boucheron notamment

font les acteurs principaux de ce marché qui ne manque pas de clients !

Les nouveaux patrons de Chaumet comptent d'autre part sur la persistance de l'engouement pour la montre de luxe pour accroître les ventes de montres qui, selon leurs plans, devraient passer de 20 % à 50 % du chiffre d'affaires total.

Mais sans attendre les retombées de leur nouvelle stratégie, les nouveaux dirigeants de Chaumet ont commencé par le B.A.-Ba du redressement d'entreprises : dix-sept personnes sur les quatre-vingt-six salariés qui travaillent chez Chaumet ont été licenciées, et l'entrepôt d'Aulnay, au nord de Paris, a été fermé.

Pour asseoir leur développement, Charles Lefevre et Henri Barguirdjian comptent sur les synergies que leur offre Investcorp, par ailleurs propriétaire de Gucci et des montres Breguet, dont Chaumet assure la diffusion. Cet investisseur britannico-arabo-américain est aussi le proprié-

taire des magasins américains Sachs. Ce qui a permis à Chaumet d'ouvrir sans trop de difficultés, le 20 novembre, une boutique de 80 mètres carrés au rez-de-chaussée de cet établissement new-yorkais. Au total, le joaillier dispose de vingt-huit points de vente dans le monde, dont treize magasins au Japon.

Ni les récents échos du procès des précédents propriétaires ni la morosité ambiante n'entament l'optimisme des deux dirigeants : «*Qu'est-ce que deux ou trois années d'escroquerie par rapport à deux cent dix ans de prestige ?*» répondent-ils. Quant à la conjoncture, «*on note une reprise au dernier trimestre*», assurent-ils en contemplant la place Vendôme - provisoirement défigurée par la construction d'un parking et dont ils ne désespèrent pas de devenir le numéro un. Un objectif certainement assigné par Investcorp.

FRANÇOISE CHIROT

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE			
DODIN BOUFFANT	43-25-25-14	12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.	
YUGARAJ	43-26-44-91	SPÉCIALITÉS INDIENNES. « <i>De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique.</i> » Christian Millau (Gault-Millau).	
14, rue Dauphine, 6	F. dim.		

EXCEPTIONNEL!

Partez avec votre
205.309.405.605
turbo diesel

le Turbo est GRATUIT!

NEUBAUER

*vend et loue des PEUGEOT
c'est français, nous en sommes fiers!*

7, bd. Gouvion-St-Cyr 75007 PARIS ☎47.66.02.44
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.55.91

25, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

PUBLICATION JUDICIAIRE

«*Par ordonnance du 27 novembre 1991, il a été constaté que contrairement à la publicité qualifiée de comparative diffusée à la demande de la compagnie d'assurances LES MUTUELLES DU MANS dans la presse écrite et audiovisuelle aux mois d'octobre et de novembre 1991, celle-ci ne peut pas prétendre être « la seule à garantir dès aujourd'hui ses placements pour 1992 » : la société d'assurances LA MONDIALE « déclare assurer le même avantage pour 1992 ». Cette mise au point est publiée en exécution d'une ordonnance du Président du tribunal de grande instance de Paris du 27 novembre 1991.*»

MARCHÉS FINANCIERS

Selon M. Michel Charasse

La guerre du Golfe aurait coûté à l'Etat plus de 11 milliards de francs

La crise du Golfe a déjà coûté au budget de l'Etat « plus de 11,4 milliards de francs », a déclaré, mercredi 4 décembre, à l'Assemblée nationale, M. Michel Charasse, qui a ajouté que la France avait reçu « pas tout à fait 10 milliards de francs de versements extérieurs ». Ces prévisions ont été données par le ministre délégué au budget pour répondre indirectement aux estimations avancées par M. Yves Dollé, député socialiste, dans un avis présenté au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi de finances rectificative pour 1991 (le Monde du 4 décembre).

M. Dollé écrit dans son rapport que le « surcoût imputable aux opérations dans le Golfe (et supporté par les armées françaises) s'élève à 4,5 milliards de francs ». M. Dollé ajoute que cette somme ne représente pas le coût réel du dispositif déployé dans la mesure « où les frais de fonctionnement correspondants ont été pris partiellement en charge par les pays hôtes, notamment en ce qui concerne les frais liés à l'alimentation et à l'activité des troupes sur place, et plus particulièrement les dépenses de carburant ».

Mais la question qu'on peut se poser est de savoir si l'Etat français a fait un bénéfice sur la guerre du Golfe, comme peut le laisser penser un rapprochement rapide du coût des opérations militaires (4,5 milliards) et des sommes versées à la France par quelques pays arabes (Arabie saoudite, Koweït...).

L'entrée du Crédit lyonnais dans le capital d'Usinor-Sacilor

M. Francis Mer répond violemment aux sidérurgistes allemands et britanniques

La belle cohérence affichée par les sidérurgistes européens pendant les années 1988 et 1989, années prospères, serait-elle en train de voler en éclat, en cette période de mauvaise conjoncture ? Intervenant, mercredi 4 décembre, devant l'Association technique de la sidérurgie française, M. Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, a répondu très violemment à ses homologues britanniques et allemands qui mettent en doute la régularité de l'entrée du Crédit lyonnais dans le capital du groupe public français (le Monde du 16 juillet). « Ces comportements sont inadmissibles », a estimé M. Mer. « Rien ne peut faire qualifier d'aides les 2,5 milliards de francs que nous allons toucher lors de l'augmentation du capital ».

Volvo veut être consulté sur la succession de M. Lévy à la tête de Renault

« On a tendance à oublier en France que nous sommes des actionnaires très importants de la Régie », constate le président du comité exécutif de Volvo, M. Peter Gyllenhammar, dans un entretien à l'Expansion du 5 décembre. « La France doit (...) avoir un certain respect à l'égard du partenaire, ajoute-t-il, d'autant que le fait d'être actionnaire d'une société contrôlée par l'Etat accroît notre vigilance. » Cette vigilance, précise M. Gyllenhammar, rend « non seulement normale, mais absolument nécessaire » la consultation de Volvo par le gouvernement français lors du choix, en 1992, du successeur de l'actuel PDG de Renault, M. Raymond Lévy. « Je respecte les traditions françaises, mais en tant qu'actionnaire j'estime devoir être consulté », conclut le président de Volvo.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS LION 20 000

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 octobre 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1990-1991 et la capitalisation du revenu.

La valeur liquidative de Lion 20 000 qui était de F 24.260,56 le 30 juin 1991 s'établit à F 24.935,85 le 29 octobre 1991, en progression de 2,8 % soit 8,3 % en rythme annuel.

LION 20 000 : un placement destiné en priorité aux particuliers qui souhaitent valoriser leurs liquidités dans les meilleures conditions de sécurité.

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

NEW-YORK, 4 décembre

La baisse s'accroît

Deuxième journée de baisse mercredi 4 décembre à Wall Street. Mais cette fois le mouvement s'est accru. Amorcé presque dès l'ouverture, l'indice CAC-40 n'a cessé de baisser tout au long de la séance et a terminé à 1.588, soit à 0,61 % au-dessous de son niveau précédent. Le bilan général a été conforme à ce résultat. Sur 2.142 valeurs traitées, 839 ont baissé, 758 ont monté et 544 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, le facteur technique a été le principal responsable de cette baisse. « La hausse de lundi avait été une aberration », entendait-on autour du « Big Board ». Il était normal qu'une correction se produise. Il n'empêche, les ventes bénéficiaires se sont accélérées une fois connue la décision de la Fed de l'augmentation de la hausse du PNB pour le troisième trimestre (1,7 % en rythme annuel au lieu des 2,3 % prévus). L'atmosphère a été encore assourdie quand les responsables du Fed, la Réserve fédérale américaine, ont annoncé que la croissance du PIB ralentissait en laissant entendre que le risque de récession était la récession n'était pas à exclure.

VALEURS	Cours du 3 déc.	Cours du 4 déc.
Alcoa	59 3/8	58 1/2
AT&T	44 3/8	43 3/8
Boeing	15 3/8	15 1/8
Chemical Bank	47	47 3/4
Exxon	59 1/2	57 7/8
General Electric	64 5/8	63 1/2
General Motors	30 1/8	29 3/4
Goldman Sachs	91 1/4	90
IBM	111 1/2	110 1/2
ITT	51 1/2	51 1/8
McDonald's	68 1/8	67 1/2
Pfizer	68 1/8	67 1/2
Schlumberger	63 1/4	62 7/8
Union Carbide	17 5/8	17 1/2
Westinghouse	18 1/4	17 5/8
Xerox	63 5/8	64

LONDRES, 4 décembre

Quasi-stabilité

Le mouvement de hausse s'est poursuivi mercredi 4 décembre à la Bourse de Londres mais à un rythme très modéré en raison notamment des craintes d'un relèvement des taux d'intérêt allemands. La Banque centrale allemande, jeudi, les inquiétudes que suscite l'évolution économique et une nouvelle baisse des prix des maisons en Grande-Bretagne n'ont fait qu'accroître la réserve des opérateurs.

A la clôture, l'indice Footsie des cent grands titres a gagné 3,6 points à 2.423,8, sur un marché actif.

FAITS ET RÉSULTATS

o Hanson : vingt-huit ans de hausse des bénéfices. — Tous les trimestres, le groupe britannique Hanson vient d'annoncer pour l'exercice clos le 30 septembre un bénéfice avant impôt de 1,3 milliard de livres sterling (1,1 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 7,7 milliards de livres (6,9 milliards de francs). La progression du résultat est faible (2,34 %) mais elle établit un record mondial toutes catégories. C'est en effet la vingt-huitième année consécutive que le groupe Hanson a enregistré des profits en hausse. Cette nouvelle avancée a été rendue possible grâce aux dernières acquisitions, notamment de la mise au point d'un nouveau procédé de traitement du papier.

o Suez : reprise de Parthéna. — Le groupe Suez a annoncé la reprise de Parthéna, la filiale de la Compagnie de Suez détentrice de 97,26 % du capital de Parthéna Investissement à l'issue de la période de garantie de cours de 18 mois (11 novembre). Au 4 décembre, la Compagnie de Suez dispose de 1.496.791 actions, soit 86,14 % du capital auxiliaire. Les 13,86 % restants sont détenus par 18.000 actions (10,70 %) détenues par sa filiale à 62,14 %, Comipha. Cette reprise, prévue dans le plan de développement de la Compagnie de Suez, a été annoncée fin octobre par son président Gérard Worms, avait débuté par l'acquisition le 30 octobre de 20,33 % du capital de Parthéna auprès de Centenary Blauy. Dans un deuxième temps, Comipha devrait être fusionnée avec Parthéna. Parallèlement à cette opération, Suez a cédé sa participation dans la Compagnie de Parthéna à la société Rubis Investment, au capital de laquelle se retrouvent notamment les groupes Crédit agricole (16,18 %) et Banque Worms (11,83 %). Dans une ultime phase, Parthéna devrait racheter à la Compagnie de Suez le dernier des vecteurs de capital-développement du groupe, la Compagnie d'Astorg, dont Suez détient actuellement 97 %.

o General Motors rappelle 911.000 véhicules. — Le constructeur américain a annoncé mardi 3 décembre le rappel d'un total de 911.000 véhicules de 1991 pour une raison de sécurité. Environ 830.000 véhicules Chevrolet Corsica et Beretta construits entre 1988 et 1990 ont été rappelés. Le motif d'un problème technique sur le fonctionnement de la ceinture de sécurité. Le constructeur de Detroit a également rappelé environ 60.000 Chevrolet Cavalier et Pontiac Sunfire construits en 1991 pour une raison de sécurité. Les véhicules concernés sont les modèles 91 et 92 pour le risque de malfonctionnement des freins à main.

PARIS, 5 décembre

En attendant la « Buba »

Salut temps, jeudi rue Vivienne. Pour la deuxième séance consécutive, le rendez-vous est toujours le même bien sûr. En effet, le CAC-40 n'a cessé de baisser tout au long de la séance et a terminé à 1.588, soit à 0,61 % au-dessous de son niveau précédent. Le mouvement de baisse s'est poursuivi tout au long de la séance et a été conforme à ce résultat. Sur 2.142 valeurs traitées, 839 ont baissé, 758 ont monté et 544 n'ont pas varié.

Cette chute s'est poursuivie. La veille, les rumeurs insistantes avaient commencé à circuler sur les intentions de la Bundesbank allemande de relever ses taux directeurs. Et jeudi en fin de matinée la Banque centrale allemande annonçait une conférence de presse pour 16 h 30. Dès lors, personne n'a douté d'un seul instant que la décision de la Fed de l'augmentation du PNB pour le troisième trimestre (1,7 % en rythme annuel au lieu des 2,3 % prévus) a été encore assourdie quand les responsables du Fed, la Réserve fédérale américaine, ont annoncé que la croissance du PIB ralentissait en laissant entendre que le risque de récession était la récession n'était pas à exclure.

Avec le net ralentissement de la croissance allemande pour le troisième trimestre, le temps se gâche franchement quelques jours avant la réunion de Maastricht. Mais, M. P. Bérégovoy ne s'est pas démonté. Il a déclaré que la reprise était à portée de main. En attendant, toutes les grandes places financières internationales sont abîmées du tapis.

TOKYO, 5 décembre

Prises de bénéfice

Après deux séances de hausse, des prises de bénéfice et des dénouements de position d'arbitrage ont pesé sur la Bourse de Tokyo jeudi 5 décembre. L'indice Nikkei a cédé 210,27 yens (- 0,93 %) à 22.459,17 yens. Mercredi, le Nikkei avait enregistré une forte reprise en clôturant sur une hausse de 2,3 %.

VALEURS	Cours du 4 déc.	Cours du 5 déc.
Alfa	829	825
Budimex	1.050	1.070
Canon	1.420	1.410
Fujitsu	2.710	2.690
Honda Motor	1.480	1.520
Manitex Electric	1.440	1.420
Meidensha	620	610
Sony Corp.	4.360	4.280
Toyota Motors	1.450	1.470

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3800	3700	Immo. Habitat	750	750
Assicur. Assurances	275	270	Immo. Compteur	100	100
B.P.C.	93	89 50	LP B.M.	71	75
Banque Paribas	800	780	Loca Invest	245	199 50
Borcia (Ly)	310	310	Loca Invest	70	70
Boussac (Ly)	342	290	Loca Invest	71	71
CAJ de P. (C.C.I.)	422	401	Merc. Cassa	147	138
Calson	685	685	Merc. Cassa	399	350
CEGEF	145	142	Publi-Papier	430	430
CFP	280	250 10	Rhone-Alp. Ecu (Ly)	320	320
CNIM	905	900	S.N.M.	165	160
Colson	275	271	Select Invest (Ly)	90	94
Conforama	950	975	Sanco	380	381
Credac	152 10	152 10	S.M.T. Group	130	130
Dauphin	265	265	Sopra	265	254
Dalmeida	1150	1150	TFI	303 50	294
Danachy Worms Co.	337 80	337 80	Thomson H. (Ly)	310	215 10
Devalley	920	923	Unilog	89	89
Devalley	248 50	248 50	Visi et Co	767	770
Edison	120	120	Y. St-Laurent Group	767	770
Edison	220	220 10			
Edison	170	163			
Edison	128 90	128 90			
Edison	106 40	106 20			
Edison	118	112 10			
Edison	395	376			
Edison	200	204			
Edison	930	930			
Edison	820	801			
Edison	204	205			
Edison	120	120			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 décembre 1991

Nombre de contrats : 13 153

COURS	Déc. 91	Jan. 92	Jun. 92
Dernier	105,68	105,86	106,60
Précédent	105,92	106,04	106,62

Options sur notionnel	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Mars 92	Mars 92
106	0,92	1,66

CAC 40 A TERME	Janvier	Février
Volume : 8 706	1 728	1 735,50
Dernier	1 728	1 746
Précédent	1 737	1 746

CHANGES

Dollar : 5,4545 F

Jeu 5 décembre, le dollar poursuivait son mouvement de repli, les opérateurs se montrant prudents dans l'attente d'un possible relèvement des taux allemands. A Paris, le dollar s'échangeait à la baisse à 5,4545 francs contre 5,4840 francs au fixing de la veille.

FRANCOFORT	4 déc.	5 déc.
Dollar (en DM)	1,6845	1,5952

TOKYO	4 déc.	5 déc.
Dollar (en yen)	129,25	128,85

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (5 décembre) : 10 1/16 - 10 3/16

New-York (4 décembre) : 4 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

3 déc. 4 déc.
Valeurs françaises : 112,70 112,80
Valeurs étrangères : 108,70 108,90
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 478,80 479,91
(SBF, base 1000 : 31-12-97)
Indice CAC 40 : 1722,21 1713,93

NEW-YORK (indice Dow Jones)

3 déc. 4 déc.

Industriel : 2929,56 2911,67

LONDRES (indice Financial Times)

3 déc. 4 déc.

100 valeurs : 2.420,28 2.423,88

30 valeurs : 1.836,30 1.839,58

Mines d'or : 168,90 168,10

Fonds d'Etat : 85,90 86,22

FRANCOFORT

3 déc. 4 déc.

Dax : 1.547,10 1.568,96

TOKYO

4 déc. 5 déc.

Nikkei Dow Jones : 22.459,17 22.485,17

Indice général : 1.728,47 1.714,87

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

S. E.U.	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	5,4518	5,4530	5,5210	5,5260
Ecu	4,2265	4,2289	4,2675	4,2723
DM	6,9577	6,9574	6,9668	6,9668
Deutschebank	3,4180	3,4210	3,4207	3,4249
Franc suisse	3,2543	3,2592	3,2604	3,2685
Lire italienne (1000)	4,5207	4,5239	4,4915	4,4987
Libre sterling	9,7480	9,7491	9,7248	9,7489
Peseta (100)	5,3335	5,3382	5,2973	5,3074

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

S. E.U.	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	5 1/16	5 3/16	4 11/16	4 13/16	4 5/8	4 3/4
Ecu	6 3/16	6 5/16	5 15/16	6 1/16	5 3/4	5 7/8
DM	10 9/16	10 11/16	10 7/16	10 9/16	10 3/8	10 1/2
Deutschebank	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8
Franc suisse	8 1/4	8 3/8	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 3/16
Lire italienne (1000)	13 1/4	13 1/2	12 3/4	12 3/4	12 1/16	12 7/16
Libre sterling	10 9/16	10 11/16	10 5/8	10 3/4	10 5/8	10 3/4
Peseta (100)	12 3/8	12 3/4	12 3/8	12 3/4	12 3/8	12 3/4
Franc français	10	10 1/8	9 15/16	10 1/16	9 7/8	10

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeu 5 décembre :
Guy de Chevannes
vice-président-directeur général
de l'Union européenne du CIC.
« Le Monde Affaires » daté
6 décembre publie une enquête sur
le Crédit industriel et commercial.

Vend 6 décembre :
Bernard Mounier,
PDG de Gamm Vert SA.

BOURSE DU 5 DECEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Réglement mensuel															Comptes annuels														
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS									
Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -						
4141	CNE 3%	4180	4180	4200	0.00	4141	CNE 3%	4180	4180	4200	0.00	4141	CNE 3%	4180	4180	4200	0.00	4141	CNE 3%	4180	4180	4200	0.00						
529	BNP.T.P.	852	852	852	0.00	529	BNP.T.P.	852	852	852	0.00	529	BNP.T.P.	852	852	852	0.00	529	BNP.T.P.	852	852	852	0.00						
800	C.Royan.T.P.	855	855	855	0.00	800	C.Royan.T.P.	855	855	855	0.00	800	C.Royan.T.P.	855	855	855	0.00	800	C.Royan.T.P.	855	855	855	0.00						
1240	Renault T.P.	1240	1240	1230	-0.81	1240	Renault T.P.	1240	1240	1230	-0.81	1240	Renault T.P.	1240	1240	1230	-0.81	1240	Renault T.P.	1240	1240	1230	-0.81						
1450	Renault T.P.	1450	1450	1450	0.00	1450	Renault T.P.	1450	1450	1450	0.00	1450	Renault T.P.	1450	1450	1450	0.00	1450	Renault T.P.	1450	1450	1450	0.00						
1041	St. Gobain T.P.	1041	1041	1041	0.00	1041	St. Gobain T.P.	1041	1041	1041	0.00	1041	St. Gobain T.P.	1041	1041	1041	0.00	1041	St. Gobain T.P.	1041	1041	1041	0.00						
800	Thomson T.P.	800	800	800	0.00	800	Thomson T.P.	800	800	800	0.00	800	Thomson T.P.	800	800	800	0.00	800	Thomson T.P.	800	800	800	0.00						
695	AGF	695	695	695	0.00	695	AGF	695	695	695	0.00	695	AGF	695	695	695	0.00	695	AGF	695	695	695	0.00						
538	Alcatel-Alenia	538	538	538	0.00	538	Alcatel-Alenia	538	538	538	0.00	538	Alcatel-Alenia	538	538	538	0.00	538	Alcatel-Alenia	538	538	538	0.00						
1470	Alcatel-Alenia	1470	1470	1470	0.00	1470	Alcatel-Alenia	1470	1470	1470	0.00	1470	Alcatel-Alenia	1470	1470	1470	0.00	1470	Alcatel-Alenia	1470	1470	1470	0.00						
2020	Alcatel-Alenia	2020	2020	2020	0.00	2020	Alcatel-Alenia	2020	2020	2020	0.00	2020	Alcatel-Alenia	2020	2020	2020	0.00	2020	Alcatel-Alenia	2020	2020	2020	0.00						
450	AGF St. Central	450	450	450	0.00	450	AGF St. Central	450	450	450	0.00	450	AGF St. Central	450	450	450	0.00	450	AGF St. Central	450	450	450	0.00						
1020	Ass. Europe	1020	1020	1020	0.00	1020	Ass. Europe	1020	1020	1020	0.00	1020	Ass. Europe	1020	1020	1020	0.00	1020	Ass. Europe	1020	1020	1020	0.00						
170	Al S.P.	170	170	170	0.00	170	Al S.P.	170	170	170	0.00	170	Al S.P.	170	170	170	0.00	170	Al S.P.	170	170	170	0.00						
236	Ass. Ind. Méd.	236	236	236	0.00	236	Ass. Ind. Méd.	236	236	236	0.00	236	Ass. Ind. Méd.	236	236	236	0.00	236	Ass. Ind. Méd.	236	236	236	0.00						
340	Ind. Méd.	340	340	340	0.00	340	Ind. Méd.	340	340	340	0.00	340	Ind. Méd.	340	340	340	0.00												

COMPTANT (sélection)

(sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

(sélection)

VALEURS	Emission Prise incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prise incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prise incl.	Rachet net
A.A.A.	1003.34	977.89	Fracteur	235.11	231.84	Puiss. Coarctation	20082.62	20086.81
Acclion	207.50	201.95	Fract. Epiglossa	32.14	31.43	Puiss. Genl.	62679.13	62679.13
Aggregat.	756.46	722.93	Fractoprene	631.72	611.38	Puiss. Ind. Cst.	110929.38	110911.38
Amel-gan	7740.91	7443.21	Fractum	28.59	25.45	Phivac. Coarct.	113.73	112.74
Ampla	25424.81	25424.81	Fract-Pravim	11629.34	10996.34	Phiv. Associations	28133.38	28133.38
Amplidex	612.04	594.21	Fractur	11659.18	5137.34	Prolect.	1114.92	1114.92
Atchings Coast T.	876.70	8679.14	Fractur. Prol.	1251.33	1251.33	Prolect. Ind.	916.87	916.87
Autofur	1147.20	1147.20	Genclon	1402.62	14002.31	Rachet	908.38	783.51
Autofur	37.07	363.97	Gen. Associations	164.38	180.74	Rachet	155.95	157.28
Awat. Autos	1248.96	1213.46	Horizon	1180.74	1146.35	Revers. Trimestr.	5298.43	5234.09
Awat. Autos	1702.19	1688.81	H.M. Modetron	13277.37	13277.37	Revers. Vir.	1137.57	1147.10
As Capital	182.99	155.88	IMPAG	106134.24	102695.57	St. Secret Act. Inc.	9526.08	9248.00
As Comp. Term.	7656.91	7656.91	Imogely	13465.28	13330.28	St. Secret Act. Inc.	9715.18	9715.18
As Court. Term.	121.81	121.81	Int. Invest. Frs.	510.64	510.64	St. Secret Act. Inc.	916.87	916.87
As Court. Term.	113.76	106.25	Jacquet	159.39	153.78	St. Secret Act. Inc.	9737.87	10084.55
As INFL.	114.18	109.25	Jaurigues	224	226.56	St. Secret Act. Inc.	226.35	215.13
As Praxidex	113.54	113.20	Laffite Assecur.	279	289.47	St. Secret Act. Inc.	725.35	682.63
As Praxidex	114.18	109.25	Laffite Comp.	228.73	218.04	St. Secret Act. Inc.	186.37	170.87
As Valeurs PBL	118.82	113.70	Laffite Espen	336.66	226.48	St. Secret Act. Inc.	559.02	533.67
BSO Avance	108.92	105.75	Laffite France	268.92	276.13	St. Secret Act. Inc.	403.30	448.21
Capacitex	864.76	876.70	Laffite Ind. Prol.	214.35	214.35	St. Secret Act. Inc.	143.38	143.38
Capacitex	1149.51	1020.93	Laffite Japon	382.73	376.72	St. Secret Act. Inc.	467.11	433.48
Capacitex	1247.72	1239.28	Laffite Ind.	136.89	131.12	St. Secret Act. Inc.	1688.56	1688.56
Capacitex	27.07	26.41	Laffite Rachet	197.88	189.62	St. Secret Act. Inc.	13387.57	13125.07
Capacitex	1282.12	1221.43	Laffite Tokyo	322.22	309.68	St. Secret Act. Inc.	1330.50	1330.50
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	2155.36	2152.13	St. Secret Act. Inc.	704.86	694.24
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	1200.34	1200.34	St. Secret Act. Inc.	1176.48	1176.48
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	6556.27	6335.31	St. Secret Act. Inc.	641.15	622.48
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	11090.30	11090.30	St. Secret Act. Inc.	1033.80	1033.80
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	2808.08	2808.08	St. Secret Act. Inc.	411.79	400.75
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	30.14	31.12	St. Secret Act. Inc.	1385.76	1385.76
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	2189.91	2189.91	St. Secret Act. Inc.	657.69	652.62
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	2533.71	2533.71	St. Secret Act. Inc.	657.69	652.62
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	531.18	515.71	St. Secret Act. Inc.	113.30	120.28
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	887.85	857.83	St. Secret Act. Inc.	433.39	421.79
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	178.19	168.80	St. Secret Act. Inc.	1201.84	1186.54
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	1008.02	983.67	St. Secret Act. Inc.	983.63	974.15
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	5498.76	5498.76	St. Secret Act. Inc.	303.33	287.09
Capacitex	3360.22	3346.60	Lafite	6473.48	6473.48	St. Secret Act. Inc.</		

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS		COURS	
	COURS préc.	COURS 5/12	achat	vente		préc.	5/12		
Espe-Usine (1 sac)	5 484	5 454	5 250	5 750					
Sol.	9 955	8 950	331	351	Or fin (en barre)	64800	64250	Local	202
Allemagne (100 dm)	341 820	341 810	331	351	Or fin (en lingot)	64850	64550	Mon.	785
Belgique (100 F)	303 280	303 280	3 060	3 060	Napoléon (200)	371	374	Paraguay Rd.	1410
France (100 F)	303 280	303 300	283	313	Pièces (10 F)	385	480	Pièces, Poudre.	350
Italie (1000 lire)	4 524	4 521	4 250	4 760	Pièces Suisse (20 fr.)	380	381	Quandru	240
Danemark (100 kr.)	57 830	57 890	85 811	10 150	Pièces Lutine (20 fr.)	385	387	Roboro N.V.	207 80
Cas. Irreguliers (1 t.)	9 758	9 747	3 950	3 300	Souverain	473	473	St-Germain	207 90
Canada (100 dollars)	3	3	2 800	3 300	Pièces 20 dollars	2122	2180	Corona Emballage	1702
Suisse (100 fr.)	385 790	385 790	374	384	Pièces 10 dollars	1100	1100	Sart	1341
Suède (100 kr.)	303 240	303 240	89	97	Pièces 5 dollars	600	610	SEPT	212
Norvège (100 kr.)	88 720	88 720	46 900	49 900	Pièces 50 pes.	2440	2385	SFR, ex. B.	340
Australie (100 a.)	48 581	48 581	5 050	5 000	Pièces 10 shilings	384	380	Téléphonique Elec.	2350
Espagne (100 pes.)	5 338	5 338	3 600	4 300				Wagon	380
Portugal (100 esc)	3 852	3 852	5 050	5 000				Universe	1300
Canada (1 S cent)	4 828	4 828	4 30	4 310					1196

c : coupon

PUBLICITÉ

**Renseignements :
46-62-72-67**

c : courses détaché - o : offre - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

AGENDA

JEUDI 5 DÉCEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.I.J., sf mar., de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

FRANÇOIS-MARIE BANIER. Photographies. Galerie du forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 janvier 1992.

L'ÉCRIT, LE SIGNÉ, AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ÉCRIVAINS. Galerie de la BPI. Jusqu'au 20 janvier 1992.

MAX ERNST. Retrospective. Grande galerie 5-étage. Jusqu'au 27 janvier 1992.

MARCEL LOOS. Photographies d'architecture. Galerie du CCI. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar., de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 14 h, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CHARPEAU. Dessins des collections du Musée de Valenciennes. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

MUNCH ET LA FRANCE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

EDVARD MUNCH PHOTOGRAPHE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre 1991.

LA PAYSANNE MOISSONNEUSE, DE LÉON LHERMITTE. PHOTOGRAPHIES DE CHARLES LHERMITTE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 5 janvier 1992.

ARTHUR RIMBAUD (1854-1891). Portraits, dessins, manuscrits. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.I.J., sf mar., de 9 h à 17 h 15. Le musée fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier.

DESSINS DE DÜRER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.

GRAVEURS ALLEMANDES DU XVI^e SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge). Jusqu'au 20 janvier 1992.

SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN ÂGE. Dans les collections publiques françaises. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Graveurs allemands du XVI^e siècle). Jusqu'au 20 janvier 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.I.J., sf lun. et jours fériés, de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Sam. et dim. jusqu'à 19 h pendant la durée de l'exposition.

ALBERTO GIACOMETTI. Entrée : 40 F. Jusqu'au 15 mars 1992.

AGNÈS MARTIN. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 5 janvier 1992.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, ex-Gal-Eisenhower.

LES AMOUREUX DES DIEUX. La peinture mythologique de Watteau à David. Galeries nationales (44-13-17-17). T.I.J., sf mar., de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

GERICAULT. Galeries nationales (44-13-17-17). T.I.J., sf mar., de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivages. (42-89-54-10). T.I.J., sf mar. et mer., de 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre 1992.

UN ÂGE D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1814-1848). Galeries nationales (44-13-17-17). T.I.J., sf mar., de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Jusqu'au 30 décembre.

MUSÉES

14-18 A L'AFFICHE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle

de l'Armen, place des Invalides (45-55-37-70). T.I.J., sf mar., de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 15 février 1992.

GIOVANNI BOLDINI. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.I.J., sf lun., de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

BRONZES BOUDDHIQUES ET HINDOUS DE L'ANTIQUÉ CEYLAN. CHIEFS-D'ŒUVRE DES MUSÉES DU SRI LANKA. Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-55). T.I.J., sf mar., de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 février 1992.

LES CAPITOUX DE TOULOUSE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40-27-62-18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

DESTINATION CHOCOLAT. Palais de la découverte, salle 12 et 13, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.I.J., sf lun., de 9 h 30 à 18 h et le dim. de 10 h à 18 h. Fermé le 1^{er} janvier. Entrée : 20 F. Du 7 décembre au 22 mars 1992.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET.

Donation de l'artiste au musée, œuvres de 1942 à 1967. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (40-30-32-14). T.I.J., sf lun. et mar., de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 mars 1992.

D'UNE MAIN FORTE. Manuscrits hébreux des collections françaises.

Bibliothèque nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.I.J., de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

ELEGANCES ET MODES EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée des arts et de la mode, galerie de la Pierre, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J., sf lun. et mar., de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 mars 1992.

GIVENCHY. 40 ANS DE CRÉATION.

Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.I.J., sf lun. et jours fériés, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 mars 1992.

HARCOURT OBLIGE. Mission du patrimoine photographique, Palais de la Ville, 13, av. du Président-Wilson (47-23-63-53). T.I.J., sf mar., de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 30 décembre.

PASCAL KERN. Centre national de la photographie, Palais de la Ville, 13, av. du Président-Wilson (47-23-63-53). T.I.J., sf mar., de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 6 avril 1992.

RENÉ LALIQUE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (40-30-32-14). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 mars 1992.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.I.J., sf lun. et mar., de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J., sf lun. et mar., de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 février 1992.

OPÉRA BULLES. Exposition-spectacle sur la bande dessinée. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaures (40-03-39-03). T.I.J., sf lun., de 13 h à 21 h. Entrée : 60 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Hausmann. Pavillon de l'Armen, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.I.J., sf lun., de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PHOTOGRAPHIE ET SCULPTURE.

Centre national de la photographie, Palais de la Ville, 13, av. du Président-Wilson (47-23-63-53). T.I.J., sf mar., de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 5 janvier 1992.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE.

Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

GALERIES

AÉRONAUT, LES MONTGOLFIERES D'ARTISTES. Espace Kronenbourg avenue, 30, avenue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 21 décembre.

MANARÉ. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-86-37-96). Jusqu'au 12 février 1992.

ARTS TRIBAUX DES CHASSEURS DE TÊTES DU SUD-EST ASIATIQUE. 12, rue de Valenciennes (42-38-68-94). Jusqu'au 6 décembre au 4 janvier 1992.

OUTOUR D'UN PIANO DE JEAN DUNAND. Galerie Jacques de Vos, 7, rue Bonaparte (43-28-68-94). Jusqu'au 14 décembre.

SHIRAZADE BAHRI. Galerie Architecture Design, 140, bd Poiret (42-67-91-00). Du 5 décembre au 5 mai 1992.

JOHN BALDESSARI. Galerie Crouzet-Robelin Barne, 40, rue Quincampoix (42-77-36-87). Jusqu'au 11 janvier 1992.

BALLIF. Galerie Michèle Brocchi, 31, rue de Bergerie (45-77-93-79). Jusqu'au 10 janvier 1992.

ALAIN BALZAC, PHILIPPE COMPAGNON, DOMINIQUE DEHAIS. Galerie Préz-Devalle, 10, rue Saint-Sabin (43-58-52-60). Du 7 décembre au 22 janvier 1992.

ROBERT BARTHEZ. Galerie Hélène de Roquefeuil, 157, rue Saint-Martin (42-78-18-12). Du 10 décembre au 25 janvier 1992.

JEAN-MICHEL BASQUIAT. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-28-76-23). Du 5 décembre au 28 décembre.

PAUL BENJAMIN. Galerie Pascal Gabert, 90, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 28 décembre.

PIERRE BERTHOURT. Galerie Baudouin Lebon, 39, rue Croix-de-la-Brettonnerie (42-72-09-10). Jusqu'au 18 janvier 1992.

BIRABEN. Galerie Caroline Corne, 14, rue Guénégaud (43-54-87-67). Jusqu'au 21 décembre.

BOLTANSKI, COLLIN-THIBAUT, LAVIER, TOSANI, VERJUX. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe (48-06-32-23). Du 7 décembre au 11 janvier 1992.

STÉPHANE BORDARIER. Galerie Jean Fontaine, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 14 décembre.

DORA MAÏAR, JEAN KALLINA. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-28-40-20). Du 5 décembre au 28 décembre.

PIERRE BOUCHER. Galerie Bouquet-Lebon, 69, rue de Turenne (40-27-92-21). Jusqu'au 18 janvier 1992.

Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 décembre.

MARTIN SCHÖNBAUER. Maître de la gravure rhénane vers 1450-1491. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-55-12-73). T.I.J., sf lun. et jours fériés, de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

SEMPÉ. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.I.J., sf lun. et jours fériés, de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 26 janvier 1992.

UN CERTAIN DERRAIN. Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-45-16). T.I.J., sf mar., de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F, dim. : 13 F. Jusqu'au 20 janvier 1992.

CENTRES CULTURELS

LE CADRE ET LE BOIS DORÉ À TRAVERS LES SIÈCLES. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres (43-01-20-10). T.I.J., sf lun. et mar., de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F, entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 15 décembre.

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA PHOTOGRAPHIE DANS LES COLLECTIONS. De l'ENSA, aperçus et inédits. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-20-34-57). T.I.J., sf mar., de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

ROBERT COUTURIER. L'Atelier d'art public, 36, rue Serpente (43-25-37-51). T.I.J., sf dim., et lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 janvier 1992.

RALPH GIBSON. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, 26-27-12. T.I.J., sf lun., de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 janvier 1992.

LÉA LUBLIN. Fondation nationale des arts, hôtel des arts, 11, rue Berryer (45-50-55). T.I.J., sf mar., de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

LA MARQUETERIE DE PAILLE. Sur une idée de Léon de Caumes. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fiquier (42-78-14-50). T.I.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Du 5 décembre au 8 février 1992.

MARC LE MENÉ. NOCTURNE. Crédit foncier de France, salle des tirages, 11, rue des Capucines (42-44-80-06). T.I.J., sf sam. et dim. de 11 h à 19 h. Du 6 décembre au 28 décembre.

JURG MOSER. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.I.J., sf lun. et mar., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 29 décembre.

ROPS ET LA MODERNITÉ. Centre de la photographie, Palais de la Ville, 13, av. du Président-Wilson (47-23-63-53). T.I.J., sf lun. et mar., de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 30 décembre.

ROPS ET LA MODERNITÉ. Centre de la photographie, Palais de la Ville, 13, av. du Président-Wilson (47-23-63-53). T.I.J., sf lun. et mar., de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 30 décembre.

ROBERT RYMAN. Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille (42-45-22-59). T.I.J., sf lun., mer., de 12 h à 17 h, sam. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.J., sf lun., de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 décembre.

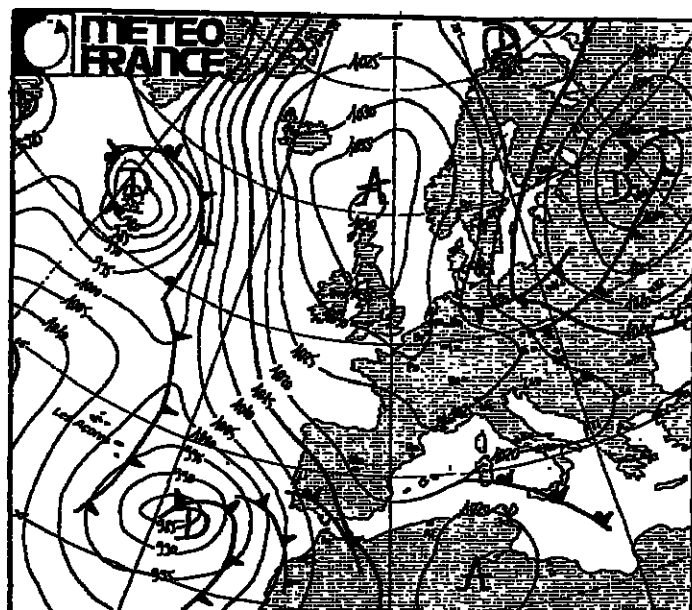
VENEZUELA. ARCHITECTURE ET TROPIQUE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-95). T.I.J., sf dim. et lun., de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier 1992.

LOUIS VISCONTI. ARCHITECTE. Archives de Paris, 18, bd Sévigné, T.I.J., sf dim., les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 7 janvier 1992.

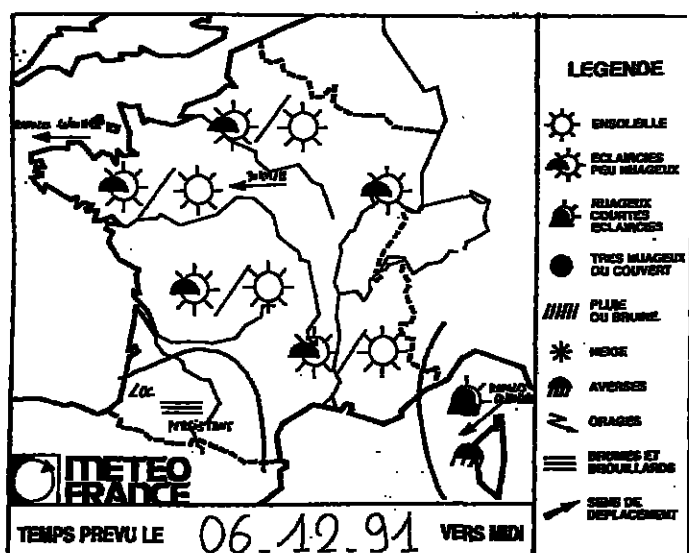
CLAIRE SZILARD. Institut hongrois, 32, rue Bonaparte (43-28-08-44). T.I.J., sf mar., de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 13 F.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 DÉCEMBRE 1991

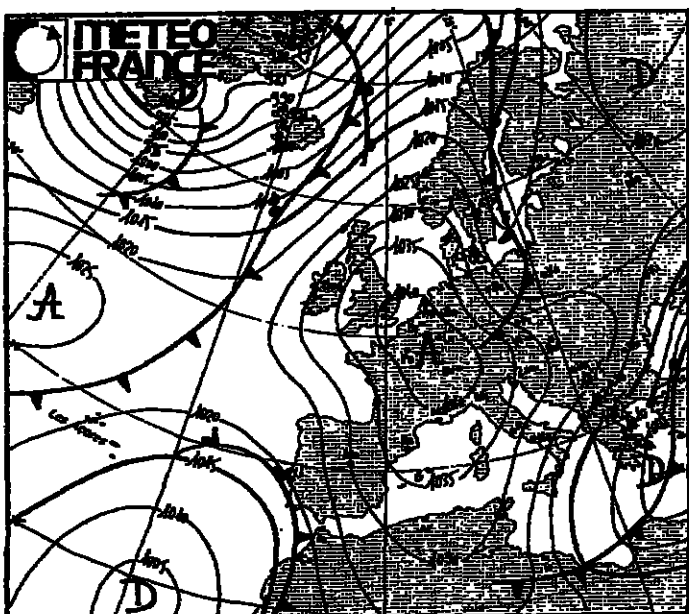


Vendredi : le froid s'installe. — Le matin, les brouillards seront fréquents dans le Sud-Ouest et les nuages nombreux du nord de l'Aquitaine à l'Auvergne et en Corse. Sur le reste du pays, les éclaircies seront assez belles.

En cours de journée, les nuages s'accumuleront au pied des Pyrénées et se persisteront sur la Corse, où ils donneront quelques averses. Par ailleurs, les éclaircies domineront, mais le soleil ne chauffera pas beaucoup l'atmosphère, d'autant plus qu'un vent de nord-est soutenu renforcera l'impression de fraîcheur.

Mises à part les côtes méditerranéennes où les températures minimales seront de l'ordre de 3 à 7 degrés, ailleurs elles seront négatives : - 1 à - 3 degrés en général, - 4 à - 6 degrés dans l'est et localement - 8 à 8 degrés à l'abri du vent. Les températures évolueront 0 degré sur le quart nord-est, 3 à 5 degrés sur la majeure partie du pays, 5 à 7 degrés dans le Sud-Ouest et 10 à 12 degrés sur les côtes méditerranéennes.

PRÉVISIONS POUR LE 7 DÉCEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs maximales relevées entre le 4-12-1991 à 18 heures TU et le 5-12-1991 à 6 heures TU											
FRANCE											
AJACIO	15	4	D	TOULOUSE	11	-1	D	LOS ANGELES	25	11	C
MARSEILLE	14	3	D	TOURNAI	1	-1	C	LUXEMBOURG	2	-1	C
BORDEAUX	9	-1	B	PORT-AU-PRINCE	30	25	A	MADRID	11	6	D
NANTES	1	0	C	ÉTANGER				MARRAKECH	15	10	A
CAEN	1	0	C	ALGER	20	7	D	MEXICO	24	8	B
CHARENTAIS	2	0	C	AMSTERDAM	7	4	C	MILAN	-1	-3	B
CLERMONT-FR.	-2	-3	C	ATHÈNES	14	6	D	MONTREAL	-4	-12	A
DIJON	1	-1	C	BANGKOK	33	24	D	MOSCOW	-1	-3	C
GENÈVE	1	0	C	BANGKOK	34	25	D	NEW-YORK	9	-1	A
LIÈGE	2	0	C	BANGKOK	34	25	D	OSLO	6	0	D
LYON	10	-1	C	BANGKOK	34	25	D	PALM-DE-MAJ	16	6	D
MARSEILLE	11	-1	C	BANGKOK	34	25	D	PÉKIN	1	-3	D
NANTES	1	0	C	BANGKOK	34	25	D	RO-DE-JANRO	25	22	D
NICE	13	0	C	BANGKOK	34	25	D	ROME	12	2	D
PARIS-MONTP.	4	1	C	BANGKOK	34	25	D	SINGAPOUR	26	24	D
PERPIGNAN	14	1	D	BANGKOK	34	25	D	STOCKHOLM	3	0	D
RENNES	3	0	C	BANGKOK	34	25	D	SYDNEY	27	18	C
STRASBOURG	1	0	C	BANGKOK	34	25	D	TOKYO	16	11	C
				BANGKOK	34	25	D	TORONTO	15	10	D
				BANGKOK	34	25	D	VARSOVIE	2	0	B
				BANGKOK	34	25	D	YERUSALEM	6	0	B
				BANGKOK	34	25	D	ZURICH	2	0	B

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	bruisse	ciel couvert	ciel dég.	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

La France en ses poubelles

M. GEORGES FRÈCHE, maire de Montpellier, est ce qu'il est convenu d'appeler une grande gueule. Donc, on le voit beaucoup à la télévision. Cela peut être un avantage, surtout dans les débats. Ou un handicap quand, usant de toutes les vocalises de trépas, il apparaît comme un potentat cynique et vociférateur.

De quel droit le maire de Montpellier a-t-il parlé sur ce ton à ses contradicteurs de l'émission «Sauve qui peut», sur A 2 ? Du droit de l'écu contre ceux qui ne le seraient pas ? Du droit que donnent les arrêtés préfectoraux de déposer des tonnes d'ordures dans la

décharge du Thor ? Du droit de voir en ses contradicteurs, «ni vert-de-gris, ni vert de rose», selon l'un d'entre eux, des irresponsables ou de médiocres esprits ?

Ce fut parfaitement déplaisant. On peut débattre calmement de sujets sérieux. Et celui-ci, la France-poubelle, quand elle ne devient pas celle de l'Europe, est une véritable préoccupation du temps. Tous les maires de France, du plus grand au plus petit, sont confrontés à ce problème : que faire des ordures ?

Sur cette question majeure, ces 20 millions de tonnes de déchets domestiques «produits» chaque année en France, la prise de conscience se fait. Ou se fera, nécessairement, sous la contrainte voire la violence. Car de multiples exemples commencent à montrer l'exaspération des citoyens submergés par ces ordures qu'ils produisent et subissent à la fois.

L'exemple de la décharge du Thor qui collecte les déchets de quarante-deux communes, de 400 000 habitants de l'Hérault est parlant. Créée en 1960, elle devait fermer en 1980. Elle fonctionne toujours. Il était prévu d'entasser les ordures sur une épaisseur maximale de 2,50 mètres. On en est aujourd'hui à 17 mètres. Alors, que des habitants des communes proches viennent dire leur colère... Et d'ailleurs M. Georges Frêche leur

donne raison quand cessant de vanter le caractère presque idyllique de la décharge, il expose les projets, pour 1992, de sa ville en matière de tri, collecte, compostage, recyclage.

La vraie urgence est là. Partout en France. Brice Lalonde est venu le dire qui n'a pas ménagé ses efforts pour en faire prendre conscience aux industriels et aux élus. Mais il aurait été plus crédible s'il n'avait, en se fondant sur une circulaire de mars 1992, voulu faire croire que l'importation de déchets ménagers était désormais interdite en France. Ce n'est tout simplement pas vrai. Les images l'ont prouvé.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; ◯ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeu 5 décembre

- TF 1**
- 20.50 Série : Paparoff. Paparoff et les loups.
- 22.30 Magazine : Ex libris. Mieux vaut en lire. Invités : Jean-Jacques Sempé (Ames sœurs), Pierre Perret (le Parret illustré par l'exemple), le Petit Parret des fêtes, Raymond Devos (Méduse à rire), Robert Sabatier (le Livre de la déraison souriante).
- 23.35 Le Débat.
- 0.05 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Aérocol : la bombe ; Pierre-Gilles de Gennes ; Barbara Hendricks pour les droits de l'homme ; Des souris et des hommes.
- 22.30 Téléfilm : L'Amérique en otage. (dernière partie). Traction pour les otages de Téhéran.
- 0.05 Magazine : Merçi et encore Bravo.
- 1.05 1. 2. 3. Théâtre.
- 1.10 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 La Dernière Séance.
- 20.55 1^{er} film : Le Survivant des monts lointains. ■ Film américain de James Nielson (1957).
- 22.20 Dessins animés.
- 22.45 Journal et Météo.

- 23.00 Écrire contre l'oubli.
- 23.10 2^e film : La Poursuite infernale. ■■ Film américain de John Ford (1948) (v.o.).
- 0.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Hors limites. ■ Film américain de Richard Martin (1989).
- 21.55 Flash d'informations.
- 22.05 Sport : Basket-ball. Championnat d'Europe des clubs (match aller) : Andrieu-Zagreb, en direct.
- 23.35 Cinéma : Freddy 5, l'enfant du cauchemar. ■ Film américain de Stephen Hopkins (1989).
- LA 5**
- 20.50 Téléfilm : Le Prétendant. (1^{re} partie).
- 23.15 Téléfilm : Un été torride.
- 0.30 Magazine : C'est tout comm.
- 0.50 Le Club du télé-achat.
- 1.05 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Transamerica Express. ■■ Film américain d'Arthur Hiller (1976).
- 22.35 Cinéma : Hercule contre Moloch. ■ Film franco-italien de Giorgio Ferroni (1963).
- 0.15 Six minutes d'informations.

- LA SEPT**
- 21.00 Magazine : Avis de tempête.
- 23.00 Documentaire : Mozart et la musique de chambre. 2. Indépendance et fugue.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Vendu, de Laurence Sandrowicz.
- 21.30 Profils perdus. Louis Althusser (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. La nouvelle conférence des oiseaux.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Jacques Maunier (le Chant du Sibaco : Amazonie, dernier refuge).
- 0.50 Musique : Coda. Divines sérénades. 4. Aux instruments favoris.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 18.40 200^e anniversaire de la mort de Mozart. Concert (en direct de la cathédrale Saint-Étienne de Vienne) : Requiem en ré mineur K 526, de Mozart, par le Chœur du Musikverein de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Sir Georg Solti ; sol. : Arien Auger, soprano, Cecilia Bartoli, contralto, Vinson Cole, ténor, René Pape, basse. A 21.00, la dernière année Mozart.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 6 décembre

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
- 14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
- 15.25 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
- 16.15 Feuilleton : Riviera.
- 16.40 Club Dorothée.
- 17.40 Série : 21 Jump Street.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.40 Variétés : Tous à la Une.
- 22.35 Magazine : 62 sur la Une. Un mari pour quel faire ?
- 23.35 Sport : Boxe. Tom Collins (Grande-Bretagne) - Henry Alake (Allemagne) ; Gypsi John Fury (Grande-Bretagne) - Axel Schultz (Allemagne).
- 0.40 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 13.40 Série : Les Enquêtes du commissaire Maigret.
- 15.10 Variétés : La Chanson aux chansons.
- 16.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.30 Magazine : Défendez-vous.
- 16.40 Écrire contre l'oubli (et à 0.00).
- 16.45 Magazine : Giga.
- 18.10 Série : Mac Gyver.
- 19.00 C'est ça le Téléthon. Ouverture.
- 19.59 Journal et Météo.
- 20.43 Jeu : Noël surprise.
- 20.45 Scène spéciale : Les Choeurs Bougies du Téléthon.
- 23.50 1. 2. 3. Théâtre.
- 0.05 Tiercé, Journal et Météo.
- 0.20 Téléthon solo.
- En direct de Bale-Mahaut (Guadeloupe).
- 1.35 Téléthon talents.
- 3.35 La Folle Nuit du Téléthon. Concert «Rock, country, folk» à Douai : jazz traditionnel et musiques caribbes à Bale-Mahaut.
- FR 3**
- 13.40 Série : Le Père Dowling.
- 14.30 Magazine : Regarde de femme. Invitée : Ariane Leguin, PDG d'Antagora.
- 15.00 Magazine : Fast pas rêver (rediff.).
- 18.00 Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 Jeu.
- 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 Un livre, un jour.
- 20.10 Divertissement : La Classe.

- 20.45 Magazine : Thalassa. Les défricheurs d'océans.
- 21.40 Magazine : Caractères. Les Aventuriers de l'art. Invités : Yves Bonnefoy (Giacometti), Patrick Brion (les Films noirs), Pascal Quignard (Tous les matins du monde), Jean-Louis Fautou (l'Aventure de l'art au XX^e siècle).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Écrire contre l'oubli. Jean-Loup Hubert et Carole Bouquet pour André Christodoulou (Géral).
- 23.10 Magazine : Musicales. Connaissez-vous Janacek ? Œuvres de Janacek, par Mikhaïl Rudy, piano.
- 0.05 Magazine : Mondo Sono.
- CANAL PLUS**
- 13.38 Cinéma : Le Putain du roi. ■ Film franco-italo-britannique d'Axel Corti (1980). Avec Timothy Dalton, Valeria Golino, Stéphane Freiss.
- 15.40 Documentaire : Le Dernier Royaume des éléphants.
- 16.10 Téléfilm : Les Cahiers bleus.
- 17.40 Le Journal du cinéma.
- 18.05 Canaille peluche. Zazoo.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Le Top.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.05 Sport : Football.
- 21.55 Documentaire : Les Dessous de la forêt équatoriale.
- 22.50 Flash d'informations.
- 22.56 Le Journal du cinéma.
- 23.00 Cinéma : SOS Fantômes 2. ■ Film américain d'Ivan Reitman (1989).
- 0.45 Cinéma : Docteur M. ■ Film franco-allemand de Claude Chabrol (1980). Avec Alan Bates, Jennifer Beals, Jan Niklas (v.o.).
- LA 5**
- 13.20 Série : L'inspecteur Derrick.
- 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
- 15.50 Série : L'Enquêteur.
- 18.45 Youpi ! L'école est finie.
- 18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 19.00 Série : Kojak.
- 20.00 Journal, Météo et Le Temps de Nicolas.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Téléfilm : Le Prétendant. (2^e partie).
- 23.15 Téléfilm : Échec à l'organisation. Lutte contre des trafiquants de drogue.
- 0.35 Journal de la nuit.
- M 6**
- 13.30 Téléfilm : Les Assiégés. (2^e partie).

- 15.15 Magazine : Accusé de réception.
- 16.50 Série : Drôles de dames.
- 17.40 Jeu : Zygomusic.
- 18.05 Série : L'Homme de fer.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.30 Météo.
- 20.40 Série : Le Saint.
- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.15 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
- 23.45 Magazine : Culture rock. Présenté par Roxanne. Docu : Janis Joplin ; Romy Music : Tony Joe White ; Rewind : Thierry Mugler ; Ténor : Robert Wyatt ; Enquête : les enfants prodiges du rock ; Amu ; Passion ; Rock'n pub.
- 0.15 Capital.
- 0.25 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 16.45 Documentaire : Yehudi Menuhin, un portrait de famille.
- 18.30 Documentaire : L'Héritage de la chouette. 13. Philosophie ou le Triomphe de la chouette.
- 19.00 Documentaire : Mémoires du XX^e siècle. Emmanuel Lévinas (1^{re} partie).
- 20.00 Écrire contre l'oubli. Jean-Loup Hubert et Carole Bouquet.
- 20.05 Documentaire : Les Kayapo. 2. Les Kayapo sortent de la forêt.
- 21.00 Téléfilm : La Goutte d'or.
- 23.00 Série : Photo-romans.
- 23.15 Téléfilm : Les Caquets de l'accouchée.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Spécial Henry Miller (1).
- 21.30 Musique : Black and Blue. Le jazz et au-delà.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jean Roudiez (George Perros).
- 0.50 Musique : Coda. Divines sérénades. 5. Pour que l'aube soit propice.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (émission de Francfort) : Concerto pour violon et orchestre, de Paderewski ; Symphonie n° 6 en si mineur op. 68, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Krzysztof Penderecki ; Christiane Edinger, violon.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Pin Ups ; à 0.00, Poissons d'or ; à 1.30, Poissons d'or du passé : Der Krutkreis, de Zemlinisky.

POLOGNE

M. Jan Olszewski
a été nommé
premier ministre

Plus d'un mois après les élections législatives du 27 octobre, qui n'ont apporté aucune majorité gouvernementale, le président polonais, M. Lech Wałęsa, a accepté, jeudi 5 décembre, de désigner l'avocat Jan Olszewski au poste de premier ministre. M. Wałęsa avait refusé, à plusieurs reprises, d'entériner cette candidature, préférant celle du chef de gouvernement sortant, le libéral Jan Krzysztof Bielecki. Ce dernier, dont la démission a été acceptée jeudi par les députés de la Diète (chambre basse) - par 375 voix pour, 1 contre et 41 abstentions, - a néanmoins été chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du nouveau gouvernement.

Cette tâche revient donc maintenant à M. Olszewski, un avocat de solitaire et un ans proche de l'Eglise catholique et adversaire déclaré du programme d'austérité appliqué par l'ancien gouvernement. Il bénéficie du soutien d'une coalition de cinq partis de centre-droit qui a imposé, fin novembre, son candidat à la présidence de la Diète contre la volonté de M. Wałęsa. Par cette nomination, les cinq partis ont voulu montrer qu'ils étaient capables de former une majorité dans un Parlement ultra-morcelé.

Face à la menace de blocage des institutions, M. Wałęsa a ensuite envisagé un renforcement des pouvoirs présidentiels, qui permettrait à l'exécutif de légiférer par décrets et de nommer ou révoquer les ministres à la place de la Diète. Les députés ont accepté d'examiner cette mini-réforme constitutionnelle, probablement vendredi. (AFP, Reuters)

■ **AUTOMOBILISME** : le championnat du monde des voitures de sport sera maintenu en 1992. Le champion du monde des voitures de sport, dont la suppression avait été annoncée le 11 novembre à la grande surprise de Peugeot (le Monde du 14 novembre), a finalement été maintenu pour la saison 1992 à la suite d'un vote du conseil mondial de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), réuni jeudi 5 décembre à Paris. Pour que ce championnat comportant une dizaine d'épreuves se déroule normalement, le conseil mondial a cependant exigé qu'il y ait au moins vingt engagements (clôture des engagements le 31 janvier 1992).

Devant l'opposition conjointe de la droite et du PC

M^{me} Cresson engage la responsabilité
de son gouvernement sur le collectif budgétaire

Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, devait engager, jeudi 5 décembre, la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi de finances rectificative pour 1991. L'examen de ce texte, qui rencontre l'opposition conjointe du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du PC, a permis notamment à M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, de formaliser le plan d'adaptation qu'il avait présenté le 28 novembre au Sénat.

Pour la première fois depuis 1984, le budget supplémentaire de l'Etat, ou collectif budgétaire, comporte des pertes de recettes dues au ralentissement de la croissance économique et évaluées au total par le ministre délégué chargé du budget, M. Michel Charasse, à 50,7 milliards de francs. Du fait de la progression du pouvoir d'achat en 1990, le produit de l'impôt sur le revenu est, en revanche, supérieur de 8 milliards de francs par rapport à ce qui était attendu, et l'Etat a d'autre part reçu 10,5 milliards de francs de contributions de la part de pays étrangers pour le financement de la guerre du Golfe.

M. Charasse a précisé à ce propos que, contrairement à certaines rumeurs, la France n'a pas gagné d'argent avec la guerre : aux 6,5 milliards de francs de crédits proprement militaires, il faut en effet ajouter 3,3 milliards de francs pour la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) et 1,6 milliard de francs pour les aides apportées aux pays de la ligne de front, soit un total de 11,4 milliards de francs.

« Sincérité »
des chiffres ?

Au total, le déficit budgétaire de 1991 se croise de 19,1 milliards de francs pour atteindre le niveau de 99,8 milliards de francs, soit 1,47 % du PIB, « un des taux les plus faibles d'Europe » selon M. Charasse. Les députés de l'opposition ont ironisé, de leur côté, sur ce montant du déficit, très légèrement inférieur au chiffre symbolique de 100 milliards de francs, qui a affirmé M. Gilbert Cantier (UDF, Paris), « rappelle les méthodes utilisées dans les supermarchés » pour les produits d'appel. MM. Yves Fréville (UDC, Ile-de-France) et Philippe Aubergier (RPR, Yonne) ont douté de la « sincérité » des chiffres présentés, en estimant que le déficit pourrait s'élever en

réalité, à l'heure des comptes, à 110 ou 120 milliards de francs.

Principal bénéficiaire des ouvertures de crédits supplémentaires (pour un montant de 620 millions de francs), le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, a tenu à présenter lui-même, mercredi 4 décembre, par voie d'amendements quelques-unes des mesures incluses dans le plan d'adaptation adopté le 28 novembre dernier en conseil interministériel. Elles prévoient notamment l'allègement de la fiscalité sur les donations et les successions et portent de 10 à 20 % le taux de la déduction fiscale autorisée en cas d'autofinancement d'investissements spécifiques à l'agriculture. Enfin, le bénéfice du crédit d'impôt-recherche est étendu aux entreprises agricoles.

Sur proposition du gouvernement, ce crédit d'impôt-recherche pourra également s'appliquer aux dépenses liées à l'élaboration de nouvelles collections dans les secteurs du textile et de l'habillement. Enfin, parmi les mesures très diverses contenues dans ce projet de loi, l'une des plus originales concerne la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile, dans la limite de 25 000 francs par an.

JEAN-LOUIS SAUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Commerce extérieur

VOUS êtes au courant de l'honneur fait à Giscard ? Non ? Normal. Il ne s'en est jamais vanté. C'est un modeste. Pourtant, notre Ex est le seul Français à figurer au catalogue des cent quatre-vingts politiciens à louer pour un week-end ou une soirée aux Etats-Unis. La revue Médias a reproduit le mois dernier, dans le cadre d'une enquête sur les shows d'entreprise, le texte qui accompagne sa photo. Une vieille photo. Les produits fournis par son agence, l'agence Harry Walker, sont réputés pour leur fraîcheur.

Cette notice, la voici : President of the french Republic, 1974-1981. He has been, c'est moi qui souligne, a dominant figure in french politics for two decades... Mr d'Estrange speaks excellent english... Et, attention, il n'est disponible que pour un nombre limité d'engagements. Lesquels ? Manifestations d'entreprise, anniversaires, conventions et séminaires en tous genres.

Remarque, on l'a pour rien, M^{me} Valéry, 130 000 balles ! Il revient deux fois moins cher qu'un Eddy Mitchell à l'argus des stars invitées à faire de la rétape, de ce côté-ci de la mare aux

canards. Le Pavarotti, lui, va chercher dans les 2 millions. Bon, OK, c'est la Rolls de l'industrie de la promotion, mais je vous signale qu'une Véronique Sanson, pourtant pas un modèle de luxe, est cotée de 300 000 à 500 000 F.

C'est à peu près ce que valent les plus grosses vedettes, Henry Kissinger en tête, de la politique-spectacle sur le marché américain quand il s'agit d'inaugurer une usine ou de couper un ruban. En France, paraît-il, les politiciens ne sont pas à vendre. Renseignements pris, on les achète pareil. Simplement, on les déclare pas, vu qu'ils bossent au noir. L'agence BIA, dont le fichier est très fourni, avoue, en effet, « défrayer » ses intervenants en incitant l'employeur à financer très largement leur campagne électorale.

Alors là, moi, je proteste. Et la transparence, qu'est-ce que vous en faites ? Et l'obligation d'afficher les prix ? Pourquoi ne pas établir un barème en se basant sur les sondages ? Ça permettrait aux patrons des hyper et autres supermarchés en mal de promotion haut de gamme de faire leur shopping en fonction des cours. Et de l'étiquette.

Croissance du PNB plus faible au troisième trimestre

La reprise américaine a été plus précoce
mais bien plus lente que prévu

Aux Etats-Unis, le département du commerce a révisé ses estimations de la croissance économique : le PNB (produit national brut) a recommencé à croître dès le deuxième trimestre 1991 (de 0,3 % en rythme annuel) alors que les précédents calculs aboutissaient à un recul de 0,5 %. En revanche, la croissance du troisième trimestre a été plus faible que prévu : + 2 % en rythme annuel au lieu de + 2,4 % selon les estimations précédentes.

Ainsi, après deux trimestres de baisse (le quatrième de 1990, avec -1,6 % et le premier de 1991, avec -2,8 %), l'économie américaine semble être sortie de la récession plus tôt que prévu. La reprise sen-

ble bien plus lente que les experts ne l'escomptaient. A tel point que certains d'entre eux prévoient maintenant une stagnation au quatrième trimestre de cette année et au début de 1992, peut-être même un léger recul (ce que les experts appellent *double dip*, c'est-à-dire rechute). La Réserve fédérale reconnaissant, dans une analyse de la situation économique des Etats-Unis rendue publique, que le mouvement de reprise s'est arrêté, M. Bush a déclaré que son message de janvier sur l'état de l'Union contiendrait un programme pour une nouvelle action, sans préciser s'il pensait à des allègements fiscaux.

EN BREF

■ M^{me} Cresson juge « irréversible » le mouvement de délocalisation. — Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a qualifié, mercredi 4 décembre, de « mouvement irréversible » le plan de délocalisation récemment annoncé, ajoutant qu'il était de « l'honneur de ce gouvernement de l'avoir enclenché ». M^{me} Cresson, qui s'adressait aux députés lors de la séance des questions d'actualité de l'Assemblée nationale, a précisé que « le produit de la vente » des « terrains et immeubles libérés » par les organismes transférés servira à « créer au moins trente mille logements à Paris » pour « les fonctionnaires modestes qui peuvent difficilement se loger dans la capitale et sa proche banlieue ».

■ Le Sénat rejette le budget de la communication. — Le Sénat a rejeté, dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 décembre, les crédits du ministère de la communication, présentés par M. Georges Klejman. Il a ensuite adopté ceux de la culture, examinés le 2 décembre, après les avoir réduits substantiellement. Les

sénateurs ont repoussé les crédits des postes et des télécommunications, examinés le 26 novembre, et ceux des services généraux du premier ministre, examinés le 1^{er} décembre.

■ Le choix de la tête de liste du Front national dans le Morbihan provoque une crise municipale. — Sept des onze conseillers municipaux de Trédion (Morbihan), commune rurale bretonne de 887 habitants, ont annoncé, mercredi 4 décembre, leur démission, pour protester contre la décision du maire, M. Jacques de Rougé, de se présenter comme tête de liste du Front national aux élections régionales dans le Morbihan. Elu en 1989 sur une liste « apolitique », M. de Rougé, qui se déclare « ami de M. Jean-Marie Le Pen depuis trente-cinq ans », a affirmé, devant le conseil municipal, que « personne n'ignore » ses idées.

■ Zoom-le magazine de l'image dépose son bilan. — Le mensuel Zoom-le magazine de l'image a déposé son bilan, le 25 novembre, en raison de difficultés de diffusion

et de publicité. Repris en juillet 1990 par le groupe Media Netherlands, le magazine venait d'adopter une nouvelle formule et de conclure un accord avec le magazine américain *Rolling Stone*. Le tribunal de commerce de Paris devrait désigner un administrateur judiciaire le 9 décembre. Le directeur général du titre, M. Marc de Chauvigny, est à la recherche d'investisseurs.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-SulpiceHISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

SOMMAIRE

DÉBATS

Un appel aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Maastricht : la Croatie brûle ! Le Minut rose et ses dangers par Denis Perier-Daville... 2

ÉTRANGER

La libération de l'otage américain Terry Anderson marque la fin d'une époque noire pour le Liban 3
Les Etats-Unis doivent trouver un compromis pour un nouveau rendez-vous israélo-arabe... 3
Un entretien avec le président de la Bulgarie, M. Jeliou Jeleu... 5
Supplément Portugal : les nouveaux rendez-vous de l'Histoire... 7 à 14
Vanuatu : l'opposition francophone a remporté les élections 15

POLITIQUE

Le gouvernement renonce à taxer les contrats d'assurance pour indemniser les victimes de la trans-fusion... 16
La mort d'Etienné Fajon : « La légende du PCF », par Philippe Robieux... 18

SOCIÉTÉ

Les faux-semblants de la délinquance étrangère... 19
Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris... 19
Le procès de la Cogedim... 20
Le rapport sur la sécurité transnationale met en place d'une structure nationale d'hébergement... 20

CULTURE

Expositions : le Grand Siècle de Marseille... 21
Théâtre : Daniel Mesguich explore l'enfer de Marivaux... 22

LIVRES • IDÉES

« Vivre, c'est défendre une forme » de Anthony Powell, romancier-chorégraphe • Sous le signe de Truffaut • La « George Sand de Malakoff » de La Galaxie Zola • L'Irlande d'hier... 23 à 34

ÉCONOMIE

La contestation des offres publiques d'achat par les actionnaires minoritaires... 35

COMMUNICATION

Les fonds de retraite, « vache à lait » des affaires familiales de Maxwell... 38

MONDE AFFAIRES

Le CIC prend de l'assurance • Pierre Richard apôtre du capitalisme bien tempéré • Le Sentier ou les mal-aimés de la fringue... 39 à 41

Services

Abonnements... 38
Annonces classées... 38
Carte... 38
Loto... 38
Marchés financiers... 42
Météorologie... 45
Mots croisés... 38
Radio-télévision... 45
Spectacles... 44
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 décembre 1991 a été tiré à 525 693 exemplaires.

OFFREZ-VOUS
UN BEAU VÊTEMENT

avec la garantie
d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2 690 F

PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F

3 000 tissus

Luxeuses draperies

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

du 5 au 7 décembre

3 jours exceptionnels

chez

DORMEUIL



POUR LUI

Un grand choix de costumes, vestes, pardessus, pantalons, réalisés dans les tissus DORMEUIL, mais aussi des chemises, chemisettes et cravates.

POUR ELLE

Notre collection de châles et une grande sélection de tissus féminins.

19, rue d'Uzès - Paris 26 - 40 26 52 24
M^{re} Bourde ou Montmartre

Le succès de notre emprunt de 1 Milliard de francs
émis le 18 novembre 1991

conforte la qualité de notre signature
et renforce nos moyens pour aller encore plus loin.

CREDIT
COOPÉRATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

LA SEMAINE DU CACHEMIRE

LE BON CÔTÉ
DE LA CRISE

DES PRIX, JUSQU'ICI INIMAGINABLES EN HAUT-DE-GAMME

VESTE PUR CACHMIRE 2990F

MANTEAU PUR CACHMIRE 4990F

MANTEAU CACHMIRE / LAINE 1990F

POUR ELLE LA MODE A MOINS DE 1000F

ET DES REMISES DE 60 à 70% SUR DES MILLIERS D'ARTICLES DE LUXE

DAVID SHIFF

Club des Dix

PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE - DU LUNDI AU DIMANCHE

4 RUE MARBEUF - DU MARDI AU SAMEDI

60 BIS RUE DE PARIS 75000 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 5 RUE DES ARCHERS LYON 2